

REVUE
HISTORIQUE

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET L. EISENMANN

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historicus.

Cicéron, de Orat., II, 15.

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE

TOME CENT CINQUANTE ET UNIÈME

Janvier-Avril 1926

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1926

D

1

.R6

t. 151-152

1926

H

~~R 3282~~

OCT 22 1927

228028

B. P.

~~Vol. 151-152~~

UNIVERSITY OF
MICHIGAN
LIBRARY

CL

de

Ri

l'a

em

au

tis

en

èle

Ri

mi

M.

il e

l'u

no

pri

me

cor

rec

par

Ch

M.

d'u

me

LE

CINQUANTENAIRE DE LA REVUE HISTORIQUE

Dans le cours de l'année 1875, deux anciens camarades de l'École normale supérieure, Gabriel Monod et Théodule Ribot, décidèrent de fonder l'un une *Revue historique*, l'autre une *Revue philosophique*. Ils trouvèrent un accueil empressé auprès de l'éditeur Germer Baillière, tout dévoué aux idées libérales, fortement combattues par les partisans des régimes déchus qui détenaient alors le pouvoir, ensuite auprès de Félix Alcan, son successeur, ancien élève lui aussi de l'École normale et ami particulier de Ribot et de Monod. C'est en janvier 1876 que parut la première livraison de la *Revue historique*.

Pour diriger cette *Revue*, Monod s'était associé son ami M. Gustave Fagniez, ancien élève de l'École des Chartes; il estimait nécessaire au progrès de la science historique l'union intime, la fusion de l'esprit chartiste et de l'esprit normalien. C'est encore dans cette même intention qu'il prit pour secrétaire M. Charles Bémont, qui venait justement de quitter les bancs de l'École des Chartes. Les circonstances firent que le secrétaire devint à son tour directeur de la *Revue*. Il eut la bonne fortune d'être secondé par des secrétaires tels que Louis Halphen, Robert Michel, Charles Schmidt, puis de rencontrer dans la personne de M. Christian Pfister un co-directeur d'une conscience et d'une autorité reconnues dans le monde de l'enseignement et de l'érudition. M. Pfister se retire maintenant, afin

de pouvoir suffire, non seulement à sa double tâche de professeur et de doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, mais encore aux obligations qu'il a contractées pour des travaux personnels demeurés depuis longtemps en souffrance. D'accord avec M. Bémont, il a choisi pour successeur M. Louis Eisenmann, professeur à l'Université de Paris, un des plus anciens parmi les disciples fidèles de Gabriel Monod, un des plus attachés à sa tradition.

Les difficultés économiques nées du bouleversement qui a suivi la Grande Guerre n'ont pas épargné la *Revue historique*. Elle a trouvé auprès de la maison Félix Alcan l'aide nécessaire. Un Comité de direction, recruté parmi les collaborateurs anciens de la *Revue* et parmi les professeurs de nos grandes Écoles, l'aidera à étendre son champ d'action. Pour répondre aux besoins d'une époque nouvelle, la *Revue* cinquantenaire modifie, non son esprit ni sa tradition, mais sa disposition matérielle.

On accueillera sans doute avec plaisir des fascicules imprimés en caractères neufs par la maison qui, de père en fils, fait bénéficier la *Revue*, depuis sa fondation, d'un travail exact et soigné.

Le développement qu'a pris chez nous l'érudition depuis la création des Universités exige qu'une place prépondérante soit faite aux renseignements bibliographiques. Il ne saurait pourtant être question de supprimer la partie dogmatique (*Articles de fond*), qui donne à la *Revue* sa personnalité originale; elle sera donc maintenue, mais les *Bulletins* s'étendront aux dépens des *Mélanges et documents* qui seront en partie sacrifiés. D'ailleurs, les articles considérés par les directeurs comme trop longs pour être insérés dans la *Revue* pourront être publiés à part

dans un recueil non périodique intitulé *Bibliothèque de la Revue historique*. Le premier numéro de cette *Bibliothèque* sera mis en vente en même temps que la présente livraison. L'analyse des *Périodiques* continuera d'être donnée comme auparavant, mais sur un plan plus rigoureux, et d'ailleurs avec l'espoir qu'elle prendra une plus grande extension, dans la mesure où le service des échanges pourra être réorganisé, surtout avec les pays étrangers. Les comptes-rendus que contiennent les périodiques analysés seront classés à la suite en un compartiment spécial, sous le titre de *Bibliographie des comptes-rendus*. Enfin la *Liste des livres reçus* par le bureau de la *Revue* fera l'objet d'une annexe à chaque livraison; elle pourra en être détachée, s'il plaît à un abonné, par exemple, de se former pour son usage particulier une ébauche de bibliographie récente.

Tels sont les changements adoptés à la suggestion du comité par la direction, qui les appliquera dans sa complète indépendance, en tenant compte des nécessités pratiques et des enseignements de l'expérience, et en s'inspirant toujours de l'esprit du fondateur de la *Revue*.

L
d'A
(18
qui
l'ép
imp
de
non
C
de l
de l
d'al
cela
mer
cep
de l
non
com
agis
que
la A

1.
gr. i
in-8
nien
fran
poli
après
flna

L'AUTONOMIE ADMINISTRATIVE DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

La préparation d'un livre sur l'*Application du Concordat par un prélat d'Ancien régime, Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles (1802-1810)*, m'a permis de relever un fait de portée considérable et qui, cependant, a été négligé jusqu'ici : l'autonomie administrative de l'épiscopat durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les ouvrages très importants de M. l'abbé Durand, de M. l'abbé Lavaquery, les articles de MM. Mathiez et Dubreuil, sans parler des constatations d'après nombre de documents inédits, m'ont confirmé dans mes observations¹.

Cette autonomie, l'état d'esprit qui lui correspond chez les évêques de la monarchie en déclin, la politique adoptée à la suite par eux lors de la Constitution civile, puis lors du Concordat et de son application d'abord par Napoléon et, après Napoléon, par la Restauration, tout cela mérite d'être mis en lumière. Je n'ai pu m'y attacher exclusivement dans mon ouvrage. Champion de Cicé n'a systématisé cette conception, qu'il avait appliquée dans ses diocèses successifs de Rodez et de Bordeaux avant la Révolution, qu'en l'année 1800 ; les réalisations nombreuses et très démonstratives qu'il en a faites comme archevêque concordataire à partir de 1802 n'apparaissent que dispersées parmi ses agissements divers. Un exposé d'ensemble du fait et de ses conséquences jusqu'en 1830 ne sera donc point jugé oiseux par les lecteurs de la *Revue historique*.

1. Abbé Durand, *Un prélat constitutionnel. Jean-François Périer (1740-1824)*. Paris, 1902, gr. in-8°. — Abbé Lavaquery, *Le cardinal de Boisgelin (1732-1804)*. Paris, 1921, 2 vol. gr. in-8°. — Mathiez, *Le cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen* (Revue des études napoléoniennes, janvier 1916). — Dubreuil, *Un évêque concordataire. J.-B.-M. Caffarelli* (Révolution française, t. LXXI et LXXII). — L'ouvrage récent de M. G. Lepointe, *L'organisation et la politique financières du clergé de France sous le règne de Louis XV* (Paris, 1924, gr. in-8°), paru après la composition de cet article, confirme pleinement, en ce qui concerne la question financière, ce que je dis plus loin, notamment p. 28, 30, 39, 42-43, 60 et 309-311.

I.

Peut-on commencer par définir l'autonomie administrative de l'épiscopat d'Ancien régime avant d'en tracer l'histoire? Non, car il s'agit là de procédés employés communément par les évêques dans leurs divers diocèses, mais qu'il serait inopportun pour eux de formuler en règles et vis-à-vis du Saint-Siège et vis-à-vis de la royauté. Je me contenterai ici de déclarer que, s'il existe chez ces prélats, sauf quelques exceptions, adhésion sans réserve aux instructions spirituelles de l'Église de Rome, ultramontanisme dans les questions de dogme, ils se conduisent en maîtres, sous l'autorité nominale du Pape et du roi de France, dans la direction de leurs diocèses. Et comme, à cette époque, le dogme importe beaucoup moins que l'administration dans l'Église, c'est l'autonomie administrative de l'épiscopat qui représente l'événement le plus riche de conséquences dans l'histoire de l'Église de France.

Il suffit, pour s'en rendre compte, de l'examiner dans la seconde moitié du règne de Louis XV, sans tenter de remonter plus haut.

L'autonomie de l'épiscopat repose avant tout, quoiqu'étant d'ordre essentiellement pratique, sur un principe doctrinal qu'à la suite de l'abbé Fleury tous les ecclésiastiques gallicans s'accordent à proclamer. Le Pape est le chef de l'Église universelle, mais « tous les évêques ont reçu leur pouvoir immédiatement de Jésus-Christ¹. » Ainsi « chaque évêque a tout pouvoir pour la conduite ordinaire de son troupeau ». En d'autres termes, « toute la juridiction ecclésiastique réside proprement dans les évêques ». A eux de décider sur ce qui intéresse leurs Églises. C'est ce qu'à la veille du Concordat l'évêque de Lombez résumera dans cette formule lapidaire : « Le Pape a ses droits, nous avons les nôtres. » L'autorité que possède le Saint-Père, il en partage l'exercice, pour l'Église de France, avec le Roi. L'un est le souverain spirituel de cette Église et l'autre son souverain temporel. Au Pape, au Roi, le concordat de 1516 a donné des droits à peu près égaux, les associant dans une sorte de condominium. C'est ainsi qu'au Roi appartient la nomination des évêques et au Pape leur consécration par l'institution canonique. Or l'autorité spirituelle du Pape subit une éclipse prolongée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. L'institution canonique par le Saint-Père suit automatiquement la nomination par le Roi. L'autorité du Pape n'a plus l'occasion de s'exercer comme au temps des

1. Abbé Fleury, *Discours sur les libertés de l'Église gallicane*. Paris, édit. de 1826, p. 19.

controverses entre gallicans et ultramontains, les évêques s'étaient pour la grande majorité ralliés à l'ultramontanisme, et la controverse théologique, sur quelque sujet qu'elle s'arrête, étant passée de mode et n'intéressant plus la société. A tous les points de vue, même le Pape n'est plus considéré que comme un prince italien faible, lointain, détaché des événements qui font la vie propre de l'Église de France. Son effacement est tel que les souverains catholiques en général, le roi de France en particulier, ont pu supprimer la Société de Jésus dans leurs États sans provoquer autre chose que des protestations impuissantes du Saint-Siège. Après quoi, les mêmes souverains ont arraché au conclave l'élection d'un pontife décidé à ratifier cette suppression des jésuites et, continuant dans la voie ouverte par ces actes de violence, la Commission des Réguliers en France a procédé depuis 1766, très délibérément, à la réduction des maisons religieuses des diverses congrégations sans s'inquiéter du sentiment de la Curie¹. Le Pape ne représente plus, a-t-il été dit avec raison, « qu'une sorte de roi constitutionnel de l'Église intervenant rarement dans ses affaires ».

Reste le souverain temporel de l'Église de France, le Roi. Or, le Roi, c'est Louis XV, et c'est tout dire. Louis XV se dérobe à la direction de l'Église de France dans le recrutement même de l'épiscopat. Ce recrutement était un des soucis principaux de Louis XIV, qui s'éclairait, pour le choix de prélats recommandables, des avis du conseil de conscience. Ce conseil de conscience a disparu. Les nominations dépendent, dans la carence de l'autorité royale, de l'ecclésiastique détenteur de la feuille des bénéfices. Ce dernier se débat et se décide au petit bonheur entre toutes les influences qui s'exercent dans l'entourage royal, et l'on sait que l'entourage royal est peuplé des âmes les moins ecclésiastiques du monde. En fin de compte, le titulaire de la feuille recrute l'épiscopat dans la noblesse de cour et, qui plus est, dans les mêmes familles. L'épiscopat devient une oligarchie ayant au plus haut point l'esprit de cour, l'esprit aristocratique, l'esprit de corps. Ces tendances, nous l'avons vu, ne sont point réfrénées par l'autorité spirituelle du Saint-Siège. Elles orientent donc l'épiscopat vers la préoccupation exclusive des intérêts temporels. D'autre part, l'autorité royale montre vis-à-vis de tous les agissements des prélats la même atonie que lors de leur nomination. Entre les deux souverains, celui de Versailles et celui de Rome, qui se partagent sa domination, mais qui ne l'exercent point

1. Il est vrai qu'elle n'a fonctionné en dehors de tout contrôle pontifical que par la volonté du Roi.

effectivement ou efficacement, l'épiscopat a donc les coudées franches, et il organise par lui-même et pour lui-même le gouvernement de l'Église.

A l'égard du clergé inférieur, cette orientation de l'épiscopat se manifeste d'abord par l'oubli de toute direction spirituelle. Les grands seigneurs que sont les évêques sont arrivés à la mitre sans avoir la science dogmatique et la soif d'apostolat de leurs prédécesseurs du *xvii^e* siècle. Pour être agréés du ministre de la feuille et obtenir l'investiture de Rome, ils ont flatté la Société de Jésus avant sa disparition, ils ont donné des gages à l'ultramontanisme. Tranquilles de ce côté, rassurés du côté opposé par l'indifférence du public pour les dernières protestations des gallicans, le peuplement de leurs séminaires, l'éducation de leurs prêtres et l'entretien des vocations, le développement du prosélytisme leur apparaissent comme d'intérêt secondaire et, en toutes circonstances, ils manifestent une extrême indulgence pour la pénétration dans les maisons ecclésiastiques de l'esprit du siècle. Qu'on relise l'ouvrage du cardinal Mathieu, ou la biographie déjà citée de Mgr de Boisgelin, on se persuadera que non seulement la théologie, mais jusqu'à l'histoire sainte et au catéchisme sont laissés de côté dans l'instruction des clercs. Si les générations que les prélats d'alors consacraient au sacerdoce avaient été à leur image et à leur ressemblance, elles n'auraient été absorbées dans l'exercice du ministère que par l'administration de leurs cures, canonicats, etc.

Indépendamment de la formation du clergé inférieur, ce sont les questions administratives qui attirent l'attention des prélats ; ce sont les nécessités matérielles du culte, c'est le prêtre propriétaire, décimateur, interprète des besoins de ses ouailles auprès des puissants, qui provoquent l'intervention du chef du diocèse. Je reviendrai plus loin sur ce point.

Cette orientation trop exclusive vers les œuvres temporelles du clergé, les évêques la pratiquent avec un autoritarisme extrême. Vivant à l'abri de tout contrôle effectif de la part soit de la papauté, soit de la royauté, ils se montrent envers le clergé inférieur vigoureux et rigoureux. D'origine nobiliaire, élevés dans le milieu très fermé de la cour, ne se plaisant que dans une société élégante et raffinée, ils n'ont aucune idée de dépouiller dans leur province la morgue aristocratique, ils exigent avec hauteur l'obéissance des roturiers qui sont sous leur coupe : bourgeois qui recrutent les chapitres et les cures des villes, petites gens qui recrutent le bas clergé des campagnes. Ils malmènent parfois leurs chanoines et les titulaires des paroisses plus qu'ils ne les mènent.

Ils réveillent ainsi chez certains le dogmatisme janséniste ou gallican, ils suscitent chez d'autres des rêves d'émancipation politique et démocratique, des velléités de coalition. Toutefois, chacun d'eux est bien chef incontesté dans son diocèse à l'égard de son clergé. S'agit-il de concerter les mesures relatives au culte, les prélats sont seuls à siéger, à discuter, à décider dans les assemblées du clergé de France ; ce sont des prélats qui, dans la Commission des Réguliers, ont réduit sensiblement le nombre des couvents. Naturellement, la domination absolue des pasteurs du second ordre assure à l'épiscopat la domination absolue des fidèles en matière spirituelle. Sans doute, puisque la ferveur s'est attiédie singulièrement chez les ecclésiastiques eux-mêmes, cette emprise sur les âmes est notablement affaiblie. Par contre, elle a beaucoup plus de liberté pour s'exercer qu'aux époques où le Pape, le Roi s'inquiétaient des progrès de la foi chez les laïques, et l'épiscopat dicte ses directions confessionnelles à tous les catholiques de France, c'est-à-dire à l'immense majorité des sujets. Comme la religion intervient en toute circonstance dans la vie des croyants, comme, en dépit d'une légende trop accréditée, la piété n'a point disparu dans la classe moyenne et dans le peuple, ou du moins les habitudes religieuses, ces mêmes prélats qui négligent pour le gouvernement de leurs diocèses la direction spirituelle du clergé et des fidèles n'en gardent pas moins par les prêtres l'ascendant sur les âmes. Et par là même, dans le gouvernement de leurs diocèses, ils ne sont que mieux obéis.

II.

Mais l'administration diocésaine ne représente qu'une faible part de l'action temporelle autonome du haut clergé. Cette action est fondée principalement sur la prépondérance dont jouissent, sous la suprématie royale, l'Église et l'épiscopat dans l'État français.

L'Église, il suffit de le rappeler, est de droit divin ; sa constitution, ses pouvoirs sont d'essence divine ; la mission de l'épiscopat et du clergé, ils la tiennent de Dieu. L'Église et l'épiscopat, quand ils sont amenés à poursuivre des fins temporelles, possèdent donc un crédit incomparable auprès des gouvernants.

D'autre part, depuis les origines de la dynastie, c'est en vertu du sacre conféré par l'archevêque de Reims que le Roi est investi du droit divin et de la couronne. Devenu ainsi le Roi très chrétien, le fils aîné de l'Église, voire même « l'évêque du dehors », il réalise l'association étroite de la politique et de la religion, l'alliance du trône et de l'autel,

il impose une religion d'État, le catholicisme, religion exclusive, qu'il est enjoint à tous les sujets de professer sous peine de révolte, et c'est à l'Église, au clergé mené par les évêques d'enseigner cette religion à tous les Français et d'assurer leur soumission au monarque. Ajoutez que la religion catholique, étant la seule religion nationale, forme « le lien indissoluble » entre tous les sujets, fait l'unité légale et morale de la nation. Ajoutez encore que l'Église, depuis le moyen âge, enveloppe la société laïque tout entière, prête ses cadres à de nombreux groupements sociaux : les corporations, par exemple, dont l'institution a été précédée, amenée, renforcée par l'existence des confréries.

Enfin, chacun le sait, le clergé tient depuis le moyen âge le premier rang dans la société. Il constitue une classe privilégiée au-dessus de la noblesse même. La monarchie le reconnaît pour être le premier ordre dans l'État, lui assigne la prééminence en toute circonstance par rapport au reste des sujets, notamment dans les États-Généraux.

La situation de l'Église et de l'épiscopat est, pour tous ces motifs, hors de pair dans le royaume. Elle ne procure pourtant pas au clergé des droits politiques définis : aux États-Généraux, sa primauté est tout honorifique ; les Assemblées du clergé n'ont que des attributions administratives. Mais cette situation, jointe au caractère divin de l'Église, confère aux membres du haut clergé une force, une puissance morale, une autorité incomparables, à l'appui des privilèges temporels qu'il possède, de toutes les interventions auxquelles il peut être entraîné dans le ressort des administrations laïques.

Parmi les visées temporelles des prélats, il faut citer d'abord leurs intérêts propres. Lorsqu'ils se décident, après leur promotion à l'épiscopat, à aller résider dans leur diocèse, leur pensée ne se détache point de Versailles. Ils restent de la Cour par leur famille, leurs amitiés, leurs relations, d'autant plus qu'ils sont arrivés à l'épiscopat par la Cour, et que la Cour demeure la source exclusive de toute faveur. De loin, chaque prélat suit les intrigues de la coterie dont il était naguère, il en protège dans son diocèse les parents et les alliés, à charge de revanche, et dans son palais provincial il est toujours un courtisan en instance perpétuelle à Versailles.

Les prélats ont d'autres intérêts comme grands propriétaires. Jadis, l'Église s'est adaptée au régime féodal. Elle a gardé de ce temps de grands domaines, dotés eux-mêmes d'immunités en matière fiscale vis-à-vis du Roi principalement, et détenteurs de droits féodaux par rapport aux domaines des laïques : ce sont les biens de mainmorte. De ces biens, les membres de l'épiscopat sont les principaux bénéficiaires,

avec les abbés, et même souvent en qualité d'abbés commendataires. Ils comptent donc parmi les plus grands propriétaires de la main-morte. La gestion de cette fortune immobilière est très absorbante. Depuis que la monarchie administrative s'est superposée au régime féodal, la propriété ecclésiastique, précisément pour sauvegarder ses immunités, consent périodiquement au Roi le don gratuit, réparti et levé par le clergé lui-même : autre question, en relation avec la précédente et encore plus délicate. Après s'être occupés de l'une et de l'autre dans leurs diocèses respectifs, les évêques les examinent et discutent dans l'Assemblée générale quinquennale du clergé, et dans des assemblées particulières que tiennent, lorsqu'il y a lieu, les prélats présents à Paris. C'est bien de l'épiscopat que relève tout ce qui concerne le temporel de l'Église. Dans l'intervalle des réunions de l'Assemblée quinquennale, l'Agence générale du clergé, qui assure la permanence et prépare le travail, est confiée à des ecclésiastiques désignés pour les premiers évêchés à pourvoir.

Or, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, en ces sortes d'affaires comme dans la conduite des diocèses et du clergé, les prélats sont à peu près autonomes. La défaillance de l'autorité royale est exploitée par eux avec l'esprit de suite, la ténacité qu'apporte au maintien et à l'affermissement de ses traditions, de sa situation, de ses prétentions, toute élite à tendances de caste, toute oligarchie. Les Assemblées du clergé règlent à leur gré les questions générales relatives au temporel. Elles débattent, d'égal à égal avec les représentants du Roi, le don gratuit. L'épiscopat est vraiment le maître du patrimoine de l'Église.

Ce n'est pas tout. L'Église et les évêques étant entrés dans les cadres de la monarchie administrative, le chef de diocèse joue encore un rôle administratif considérable dans la province dont son diocèse fait partie. D'ordinaire, il siège au premier rang dans les États provinciaux, quand d'aventure ceux-ci ont subsisté, ou dans l'assemblée des communautés, qui, en Provence par exemple, perpétue sous un autre nom les États abolis. L'évêque y siège à la fois en qualité de grand propriétaire, de grand personnage, comme héritier de privilèges et bénéficiaire de coutumes, contrats et pactes qui, au moyen âge, le faisaient membre de la féodalité du pays. En l'absence de toute assemblée de la province, l'évêque s'impose comme collaborateur au gouverneur, à l'intendant. De même, ses subordonnés ecclésiastiques, jusqu'aux curés élevés par Turgot au rang de « subdélégués naturels » de l'intendant, assument une part des attributions administratives. La plupart du temps, leurs fonctions ne sont pas définies nettement parce que, sous l'Ancien ré-

gime, les services et compétences se pénètrent ou se heurtent, s'enchevêtrent ou s'entravent de telle sorte que tout détenteur de l'autorité empiète sur le département des autres. Ainsi font l'évêque et ses subordonnés dans les affaires qui sont du ressort des fonctionnaires royaux. Donc, à tous les agents du gouvernement dans sa province l'évêque ou s'impose ou s'oppose. Préciser les limites de cette action de l'épiscopat est de toute impossibilité.

L'évêque a, en plus, des attributions administratives nettement déterminées. Elles datent du régime féodal, où l'Église exerçait la surveillance des esprits, revendiquait le monopole de l'enseignement, de l'assistance, de l'état civil. La monarchie administrative les lui a confirmées, comme elle a maintenu l'Église en possession du culte d'État. Contrôle de la foi et de la pensée chez les laïques, enseignement, assistance, tenue des registres de baptêmes, mariages et enterrements, autant d'offices gérés par le clergé sous la direction de l'épiscopat.

Il existe, en résumé, pour tout prélat de ce temps de multiples devoirs administratifs. Il ne pourrait s'y dérober. Mais la pensée ne lui en vient même pas. Vivant dans un siècle où la recherche du bonheur sur cette terre et le souci du bien public sont à l'ordre du jour, où les philosophes et les économistes assignent cette tâche comme primordiale à tous les cœurs bien nés et à tous les esprits bien faits, où l'ambition la plus vive de tous les gens en place est de mériter les éloges des philosophes et des économistes, les prélats contemporains de la vieillesse de Louis XV affectionnent et poursuivent la renommée « d'évêques administrateurs ». Ils parviennent ainsi à la plus haute réputation. Que sont dans l'opinion publique un Montazet, archevêque de Lyon, enraciné dans le jansénisme, un mystique comme Le Franc de Pompignan, confiné, du reste, dans l'évêché du Puy, avant d'être nommé à Vienne en 1774, en face d'un Brienne, d'un Boisgelin, d'un Cicé, d'un Dillon, etc. ?

Cette action dans les provinces, les prélats l'exercent non moins librement que leurs autres attributions. C'est là un fait d'ordre général, dont bénéficient aussi les hauts fonctionnaires civils. Alors que les ministres sont élevés, abaissés par des caprices de jolies femmes conjugués avec des intrigues de courtisans, alors que ces ministres, divisés entre eux, abandonnés à eux-mêmes, oscillent des velléités de réformes à l'accentuation des abus, la direction ministérielle n'est plus qu'un mot. Les intendants, d'ailleurs maintenus indéfiniment dans le même ressort, y contractant des alliances de famille et y fondant de véritables dynasties, sont livrés sans contrôle aux influences locales, aux patro-

nages et collusions qui s'exercent sur place ; ils deviennent tout à fait solidaires de la société de la province, de ses intérêts de classe et de ses intérêts locaux. Les archevêques et évêques, non moins que les intendants, se comportent comme il leur plaît. Peut-être, si l'on comparait leurs règles de conduite avec celles des intendants, nous apparaîtraient-ils comme beaucoup plus réfractaires aux complaisances et aux connivences, plus indifférents aux intérêts particuliers, étrangers qu'ils sont à leurs administrés par leurs origines et par leur passé, n'ayant point d'héritiers directs à pourvoir de survivances et de places, et toujours maîtres de recourir contre les tyranneaux de province à de puissants amis auprès du Roi.

Les évêques sont donc avant tout maintenant des administrateurs pénétrés de l'esprit du siècle, opérant chacun à sa guise dans son ressort. Précisément, la diversité de leurs pratiques d'un diocèse à l'autre, d'une province à l'autre, empêche de tracer et de définir des règles communes de leur activité, d'autant qu'il y faudrait préalablement une enquête menée sur l'œuvre propre de chacun d'eux à l'aide des documents d'origine locale, des procès-verbaux des Assemblées générales du clergé, etc. Toutefois, je signale d'ores et déjà un fait, qui caractérise à la fois leur souci d'accommodation aux idées nouvelles et l'indépendance d'allures qu'ils affectent : l'adoption par beaucoup d'entre eux et l'application de la théorie dite de la *Tolérance civile*. L'héroïque obstination des religionnaires du Midi ayant lassé leurs persécuteurs, des évêques et des intendants avaient, dès la fin du règne de Louis XIV, adopté comme expédient de fermer les yeux sur le maintien de l'hérésie. Mais, dans ses *Lettres sur la tolérance* et dans le *Conciliateur*, à partir de 1753 environ, Turgot, jadis condisciple en Sorbonne de jeunes ecclésiastiques éminents et demeuré leur ami quand ils furent devenus évêques, tandis que lui-même se détournait vers la vie laïque, Turgot exposait une doctrine qui réclamait pour les hétérodoxes la concession des droits civils et la permission de célébrer leur culte, pourvu qu'ils s'abstinssent de manifestations publiques. Pour l'épiscopat investi du culte d'État et de la surveillance morale de tous les sujets du Roi, l'intolérance absolue demeura la règle. Chaque Assemblée du clergé de France le rappela au monarque comme un axiome de droit public. Toutefois, pris individuellement, les prélats amis de Turgot, et d'autres à leur suite, s'avisèrent que la doctrine de Turgot était d'un avantageux opportunisme pour tout administrateur éclairé et en coquetterie avec les philosophes, pour tout homme de goût et de tact auquel la coercition brutale déplaisait, pour tout agent du pouvoir

à qui une politique d'oppression des protestants paraissait susceptible de complications redoutables. On les vit, en conséquence, distinguer ouvertement entre l'intolérance religieuse proclamée vérité absolue de toute éternité, et la tolérance civile admise comme régime de circonstance. Et, profitant de leur liberté d'action, même dans ce Midi où les passions religieuses subsistaient dans toute leur violence, ils laissèrent s'établir la tolérance vis-à-vis des protestants dans la vie civile, pourvu que le culte réformé continuât à se cantonner « au désert ». Un Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, protégeait, tant que le scandale n'était pas trop retentissant, l'abbé Audra, correspondant et collaborateur de Voltaire dans l'affaire Sirven. Paul Rabaut circulait et regroupait les églises protestantes des Cévennes au vu et au su de tous, appelé par plaisanterie « l'évêque Paul », recevant de l'épiscopat des marques d'estime, et les archevêques de Bordeaux, Champion de Cicé, de Narbonne, Dillon, d'Aix, Boisgelin, donnaient l'exemple de cette évolution. A l'opposé, précisément parce que la volonté de chaque administrateur, maîtresse dans son ressort, ne s'étendait pas au delà, qu'aucune règle uniforme ne venait imposer la tolérance civile aux excès de zèle des subordonnés ou contenir la férocité des robins, il se produisait sur bien des points du royaume des cas de persécution soudaine, le sentiment de l'insécurité subsistait chez les religionnaires, ainsi que la réputation de fanatisme de l'épiscopat pris en corps chez les écrivains et publicistes.

On aurait une idée trop simpliste de l'autonomie pratiquée par les prélats en matière administrative si l'on pensait qu'elle s'exerçât sans limites ou sans contrepoids. D'abord, l'autorité royale et ministérielle subsiste et se manifeste par accès. Ensuite, les agissements des prélats se heurtent à des agissements en sens contraire, dus à des pouvoirs rivaux de celui des chefs de diocèse. C'est devant la justice, au cours de diverses instances, souvent même en dernier recours devant le Conseil d'État, que se concilient ou se tranchent ces conflits. La carrière d'un prélat administrateur est encombrée de procès, de procès multiples, qui rebondissent à l'infini sous l'effet d'incidents multiformes. Au nom des intérêts du diocèse, des immunités et prérogatives du chef du diocèse, au nom de ses subordonnés, chapitres, congrégations, etc., envisagés collectivement, ou des intérêts individuels de tel et tel ecclésiastique, au nom des obligations du culte et des revendications des fabriques, l'évêque est pris à partie ou entame des procédures. En outre, étant donné que dans le chaos des droits, privilèges, prétentions et réclamations de tous les participants à la propriété féodale, chacun

d'eux, soit laïque, soit ecclésiastique, est entraîné dans mille contestations, les évêques se trouvent mêlés à des litiges relatifs aux dîmes, droits féodaux, redevances de tout genre, à propos de la mense épiscopale, à propos des biens du clergé régulier, du clergé séculier, des bénéfices ecclésiastiques en général. Il s'y ajoute la délivrance des legs faits à l'Église, autre nid à procès. Avec les fonctionnaires civils, avec les diverses juridictions, avec les magistrats pris individuellement, avec les communautés, avec les États provinciaux, ce sont querelles incessantes de préséances, d'attributions, d'autorité. Quand l'évêque prononce lui-même, armé du droit canon, entre ses clercs, ou entre ses clercs et des laïques plaidant devant l'officialité, il s'expose aux ingérences de la justice civile. La confusion qui engendre les conflits est fatale entre des pouvoirs imprécis détenus par des mandataires envahissants et ergoteurs. Ajoutez-y que les juridictions se mêlent et se combattent, que droit romain, droit canon, droit coutumier sont invoqués concurremment et contradictoirement. Que de péripéties et de traverses, des instances en règlement de juges aux sentences finales! La vie d'un prélat est trop souvent employée à batailler devant tous les tribunaux, à faire assaut de contrats, chartes et autres grimoires de tout âge avec la partie adverse. En définitive, c'est par la chicane qu'est réfrénée, limitée son autonomie administrative, comme c'est par la chicane que lui-même refoule les empiétements et usurpations des administrations rivales sur son domaine toujours contestable et contesté. Mais, dans le déploiement même de cette activité processive, le chef de diocèse se comporte en pouvoir autonome. Et ses facultés d'initiative, sa volonté, ses aptitudes n'ont que plus d'occasions de s'affirmer.

La tendance des prélats à l'autonomie administrative dans la seconde moitié du règne de Louis XV, la mise en pratique de cette conception devraient pouvoir être désignées d'un mot. Mais, comme je l'ai déjà dit, aucun d'entre eux ne tenait à la manifester à la face du Saint-Siège et de la royauté, en admettant qu'ils en eussent tous pleine conscience (ce qui n'est pas du tout démontré). Le terme nécessaire manque donc dans le vocabulaire de l'épiscopat d'alors. Il manque encore aujourd'hui, puisque le fait de l'autonomie administrative des prélats n'a pas été relevé jusqu'ici. Je me vois donc obligé de recourir à une dénomination nouvelle, celle de *gallicanisme épiscopal*. Je ne puis employer le mot de *gallicanisme* pur et simple, parce que le gallicanisme désigne une doctrine et non un système d'administration, parce que les prélats de ce temps, bien loin d'être des gallicans en doctrine, adhéraient, je l'ai déjà dit, dans les questions d'ordre spirituel à l'ultramontanisme.

On peut ajouter que l'autonomie administrative, devant aboutir à un fonctionnement presque indépendant de l'Église de France vis-à-vis de Rome, peut être rapprochée, dans les termes, du gallicanisme doctrinal, qui réclamait pour cette même Église à l'égard du Saint-Siège une situation analogue sur le terrain du dogme. C'est pourquoi je préfère le terme de *gallicanisme*. Et je prends soin d'y adjoindre le terme d'*épiscopal* parce que ce système administratif fut l'œuvre propre du haut clergé.

De quelque nom qu'on l'appelle, l'autonomie administrative des chefs de diocèse a obtenu des résultats ; elle a été toutefois complètement méconnue. A ces prélats administrateurs, à leurs initiatives ingénieuses, subtiles, hardies, inspirées du plus pur amour du bien public, le relèvement économique de la France ne doit pas moins qu'aux intendants et aux ministres réformateurs. Ils ont multiplié les tentatives et les créations d'utilité locale et régionale, indépendamment de leurs œuvres charitables que, pour être juste, on doit mettre en regard de leur fortune et de leur faste. Leur nom même reste attaché à de grands travaux : canal de Brienne à Toulouse, canal de Boisselin en Provence ; à Bordeaux, deux cours ou promenades, une rue rappellent le souvenir de Champion de Cicé. Mais l'autoritarisme de ces grands seigneurs mitrés les faisait haïr du bas-clergé. L'opinion était choquée précisément de tout ce qui leur donnait la force et les moyens d'opérer le bien : leurs origines nobiliaires et leurs relations de cour, leur esprit de caste, leur fortune, leur situation prépondérante dans leur province, leurs préférences et leurs aptitudes pour l'administration. Quoi qu'ils fissent, on leur reprochait de le faire au service et à l'appui d'un régime discrédité, on leur reprochait de ne pas en faire davantage. Plus tard, quand approcha et sévit la Révolution, le parti de la réaction n'eut à l'adresse des prélats administrateurs que critiques acerbes de ton, mais du reste imprécises, ou silence désapprobateur. Il semble que ce parti avait l'impression, sans se rendre compte très exactement des choses, que l'activité des évêques, loin de contribuer à réorganiser la vieille France, avait augmenté le désarroi. Elle s'était, en effet, heurtée à nombre d'autres activités non moins bien intentionnées, non moins autonomes, aucun concert n'étant établi entre les administrateurs de province par le gouvernement central. Même cette activité, dans la mesure où elle s'efforçait de correspondre au progrès des lumières et aux desiderata de l'opinion, était néfaste à la conservation des traditions du régime, ruinait la notion d'autorité, éveillait le goût de la critique et semait les germes de révolte dans les âmes. L'épisco-

pat, puissance que tout aurait dû maintenir dans un état d'esprit réactionnaire, faisait inconsciemment œuvre révolutionnaire ; en voulant réparer la vieille machine, il la détraquait davantage et en démontrait l'impuissance. Cette concession même aux idées du siècle, que j'ai citée plus haut comme caractérisant les tendances novatrices en administration de certains prélats et de leur attitude autonomiste, cette concession, c'est-à-dire l'adoption de la tolérance civile dans leurs diocèses, avait des conséquences funestes pour la solidité de la monarchie absolue. Quand la persécution se réveillait malgré l'évêque, ou qu'après une période de calme due à l'évolution générale des idées elle sévissait soudainement dans les diocèses voisins, la rancune s'enracinait dans la pensée des religionnaires, d'autant plus qu'une paix de quelque durée leur avait rendu la force d'espérer, de se souvenir, de vouloir se libérer complètement.

Il n'en reste pas moins qu'entre un pape et un roi qui se désintéressent le premier de la direction spirituelle, le second de la domination temporelle du clergé, l'Église de France, sous la gouverne et par l'action de son épiscopat, s'administre par elle-même et intervient dans l'administration civile à son gré. Il y avait là les éléments d'une Église essentiellement nationale, indépendante de fait, susceptible de se développer paisiblement dans l'ordre et le progrès par l'action de ses évêques, sous la tutelle nominale et débonnaire du Saint-Père et du Roi.

Même si le gallicanisme épiscopal, en d'autres termes l'autonomie administrative de l'épiscopat, n'était point viable, ne pouvait s'affermir et durer, l'existence d'un tel état de choses à la mort de Louis XV allait influencer grandement sur les rapports de l'Église avec l'État durant la crise révolutionnaire et dans la France issue de la Révolution.

III.

Avec le règne de Louis XVI, l'épiscopat doit envisager l'éventualité de réformes très graves dans l'Église : le cri public le réclame, les curés en arrivent à se coaliser contre les pasteurs du premier ordre. L'attachement des prélats à leur autonomie aide à expliquer de leur part bien des actes de résignation. Avec un sens remarquable de l'opportunisme, ils cèdent sur tout ce qui n'entache pas de nullité leur autorité administrative et ils entraînent avec eux l'assentiment passif de Louis XVI, tandis que le Pape, de son côté, laisse faire.

C'est ainsi d'abord qu'après avoir rappelé, au sacre, l'obligation pour le Roi d'exterminer l'hérésie — bien que son passé le qualifiât peu pour

se donner une attitude d'évêque intransigeant — Loménie de Brienne, devenu cardinal-ministre, adopte au compte de l'État la théorie de la tolérance civile de Turgot et accorde par l'édit de 1787 un état civil aux protestants. C'est ainsi que l'archevêque de Narbonne, Dillon, félicite le monarque de cette grave concession. C'est ainsi, d'autre part, que dans l'Assemblée des notables de 1787, et beaucoup plus nettement encore dans l'Assemblée du clergé de 1788, plusieurs prélats, et non des moindres, renoncent d'avance aux immunités fiscales des bénéfices ecclésiastiques et acceptent l'égalité en matière d'impôt.

La convocation des États-Généraux divise ensuite profondément l'épiscopat. Dans cette caste aristocratique, les uns, inféodés à l'esprit de cour, prétendent ne rien abandonner de leurs avantages et intérêts temporels et, pour les défendre, visent à défendre également la monarchie absolue : c'est La Marche, Conzié, Dillon, Juigné, etc. Les autres, précisément ceux qui ont les capacités administratives les plus réputées — Boisgelin, Cicé de Bordeaux, Barral, Mercy, etc. — comprennent, en politiques souples et avisés, qu'il leur faut consentir des sacrifices pour sauver leur « administration particulière », leur rôle dans l'État, dans le diocèse et la province. Je ne parle pas des arrivistes sans conscience : Brienne, Talleyrand, etc. Mais on peut croire que les uns et les autres ont, au fond, le même but, maintenir les situations acquises, et qu'ils ne sont séparés que par les procédés différents qu'ils adoptent pour y parvenir.

On voit alors les politiques du haut clergé, lors des élections et de la rédaction des cahiers, renoncer à leur mépris de naguère pour le bas clergé, solliciter ses suffrages, accueillir ses doléances. On les voit, lors de la réunion des trois ordres, abandonner la soumission au Roi absolu et reconnaître la souveraineté de la nation, sans doute dans l'espérance que le pouvoir nouveau, en guise de joyeux avènement, leur confirmera l'essentiel de leurs prérogatives temporelles. Ensuite, quand s'impose l'obligation de cruels sacrifices, les mêmes personnages, dans la Déclaration des Droits, dans la nuit du 4 août, abandonnent les privilèges du clergé considéré comme ordre, les dimes, les immunités fiscales de la propriété féodale et de la propriété de mainmorte. Après quoi ils se dépouillent de cette propriété même et la laissent transformer en biens nationaux. Tout cela ne va pas sans de grandes appréhensions, sans le recours à toute une tactique parlementaire pour satisfaire aux moindres frais possibles ce nouveau souverain temporel, la nation, aux exigences incessantes. D'autre part, les évêques livrent, sans s'en émouvoir, aux appétits de réforme de la Constituante les redevances

que le Saint-Siège exigeait sous le nom d'*annates*. Et tous les sacrifices qu'ils ont consentis au nom de l'Église de France, ils les ont consentis sans demander préalablement l'autorisation du souverain spirituel de toutes les Églises.

Enfin, même quand la Constituante, le 13 février 1790, prononce la suppression des ordres religieux, l'épiscopat s'incline, néglige d'en appeler au Pape. Vaut-il la peine de rompre avec l'État sur ce sujet, pour des prélats qui naguère étaient trop souvent en querelle avec les religieux de leur diocèse, qui ont participé ou adhéré aux opérations de la Commission des Réguliers, qui ont enregistré la soumission pontificale à toutes les rigueurs des monarchies absolues contre les congrégations et les moines?

Par contre, il est un domaine que les évêques veulent résolument conserver. C'est celui sur lequel est fondée leur autorité administrative : le maintien du catholicisme comme religion exclusive des Français, l'association de la religion et du gouvernement, le monopole du culte d'État pour le clergé catholique, avec, pour conséquences, le contrôle des esprits et des mœurs, la réduction des hétérodoxes à la tolérance civile, les services de l'enseignement, de l'assistance, de l'état civil laissés aux mains des ministres de l'Église. Claude Fauchet, le sermonnaire le plus goûté, le plus imbu de la pensée révolutionnaire, écrit en 1789 : « Toutes les lois sociales ayant la religion pour sanction première et suprême ne peuvent, sous peine de la contradiction la plus insensée et la plus fatale à la morale publique, négliger aucun moyen de fortifier son empire dans toutes les classes de citoyens. Pour avoir dans leur plénitude les prérogatives des citoyens en France, il faut donc professer la religion catholique, puisqu'elle est la seule nationale. » Et, tout en affirmant que « la loi de tolérance » est « sage, indispensable », Fauchet ajoute, parlant des hérétiques : « Les lois protègent leurs personnes, leurs biens, leur bonheur : que peuvent-ils exiger de plus ? De partager les magistratures et d'entrer dans la corporation intime de la nation ? C'est une prétention injuste et ce serait une contradiction dans l'État. L'unité légale serait rompue à sa racine et dans toutes ses branches. La religion ne serait plus rien dans la constitution de la patrie, quoiqu'elle doive l'embrasser tout entière¹. »

Or, sur le principe, la Constituante est d'accord avec le clergé. Elle juge que l'alliance du trône constitutionnel et de l'autel est indispensable. M. Aulard, M. Mathiez ont parfaitement établi que nul ne

1. Fauchet, *De la religion nationale*. Mai 1789. Paris, in-8°, p. 181-183.

songe alors à la séparation de l'Église et de l'État. Comment faire accepter de tous les esprits « la régénération nationale qui embrasse toutes les parties de ce vaste empire » sans l'apostolat d'un culte et d'un clergé qui se dévoueront à prêcher la soumission à la nation souveraine, après avoir, durant des siècles, prêché la soumission à la royauté absolue? Comment, sans l'ardente propagande civique de la religion et de ses ministres, faire oublier par les Français un régime monarchique sanctifié par le droit divin? Qui donc, sinon l'épiscopat, dirigera cette œuvre politique et spirituelle qui doit donner aux gouvernants de la France révolutionnaire la domination des âmes?

L'Église catholique et l'épiscopat devront donc garder l'autorité, le rôle administratif, l'autonomie de naguère. La Constituante est d'abord toute disposée à l'admettre. Lorsque l'article X de la Déclaration des Droits est discuté, l'Assemblée refuse à Rabaut-Saint-Étienne et à Mirabeau de proclamer la liberté et l'égalité des cultes; c'est bien le régime de la tolérance civile qui demeure appliqué aux hétérodoxes. Puis, avec une timidité singulièrement dépourvue de franchise, les Constituants n'osent confirmer expressément à l'Église la situation d'Église d'État. Ils ne se décident pas à déclarer avec Dom Gerle que le catholicisme est religion d'État, mais leur premier mouvement avait été dans ce sens et le décret qui clôtura l'incident porte : « Considérant que l'attachement de l'Assemblée nationale au culte catholique, apostolique et romain ne saurait être mis en doute au moment où ce culte seul va être mis par elle à la première place des dépenses publiques »¹. De même, les Constituants n'osent confirmer expressément à l'Église les monopoles de l'enseignement, de l'assistance, de l'état civil; ils les lui maintiennent *de facto* par l'ajournement de toute décision, et ils se sépareront laissant les choses en l'état. Il reste ainsi que, dans les institutions projetées, à défaut des privilèges de classe du clergé, des privilèges fiscaux de la propriété de mainmorte, de cette propriété même dont les revenus seront remplacés par un traitement médiocre, l'épiscopat doit, semble-t-il, conserver ce qui lui est le plus à cœur : un rôle politique essentiel avec le monopole et l'exercice de la religion officielle, avec la formation religieuse, civique et morale de tous les fidèles, et ces trois grands services publics dont les siècles successifs de notre histoire lui ont confirmé la possession : les écoles, les œuvres charitables et hospitalières, les registres paroissiaux des baptêmes, mariages et obsèques. C'est sauver de la tourmente révolutionnaire le plus clair de

1. Voir Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante*. Paris, in-8°, p. 88.

sa puissance, alors que périssent toutes les autres forces et organisations du passé.

Hélas! c'est à un autre épiscopat, à un autre clergé, aux assermentés que va échoir la situation maintenue à l'Église catholique par les révolutionnaires. En effet, la Constituante impose aux ecclésiastiques, s'ils veulent demeurer *beati possidentes*, la rupture avec le centre apostolique de l'unité catholique, la révolte contre la souveraineté spirituelle du pontife romain par la Constitution civile du clergé.

IV.

Je n'ai pas à reprendre ici l'historique tant de fois débattu de la Constitution civile. Je veux signaler simplement quelle importance a eue le gallicanisme épiscopal de naguère dans l'adoption de cette réforme par la Constituante et dans l'attitude opportuniste que les évêques ont gardée le plus longtemps possible à l'égard de cette réforme.

On allègue, avec raison d'ailleurs, parmi les précédents qui suggéraient à la Constituante la tentation de réaliser une Église catholique officielle absolument nationale, l'influence du protestantisme, de l'anglicanisme, des théories gallicanes, des théories jansénistes, les assertions et les pratiques du josphisme. Il y avait aussi, beaucoup plus opérantes, beaucoup plus riches d'enseignements, les traditions et les procédés du gallicanisme épiscopal. On avait vu durant bien des années les diocèses de France administrés, et non sans mérite, non sans progrès, par les évêques, sous les souverainetés du Pape et du Roi, mais sans recours effectifs à l'autorité respective de l'un et de l'autre, sans interventions ou ingérences de leur part, sinon pour sauvegarder les apparences. Il suffisait de conserver, de systématiser, de préciser ce régime dans la loi nouvelle, de lui donner l'organisation et la consécration officielles.

Bien plus, pour l'établir définitivement, on aurait l'adhésion, la collaboration de ceux-là mêmes qui l'avaient ébauché, réalisé, fait fonctionner, chacun suivant ses conceptions propres et dans son ressort particulier. En effet, les prélats qui avaient régi si librement les divers sièges de l'ancienne France, ils étaient dans l'Assemblée pour la plupart, ils y comptaient parmi les orateurs écoutés, parmi les administrateurs d'une expérience reconnue, parmi les membres les plus influents des Comités. L'un d'eux, Champion de Cicé, l'archevêque de Bordeaux, tenait les sceaux dans le ministère parlementaire formé par Louis XVI après le 14 Juillet.

Aussi les évêques n'ont en majorité combattu la Constitution civile qu'en politiques, du bout des lèvres, pour faire à l'État le moins de sacrifices possible et préserver la mise, tandis que normalement ils auraient dû, dès le début de la discussion, reculer d'horreur devant cette entreprise inouïe d'une assemblée parlementaire s'attaquant à la structure même de l'Église.

Non seulement le gallicanisme épiscopal avait préparé le haut clergé à ne point se scandaliser trop de pareilles audaces, mais la Constitution civile devait, jusqu'à un certain point, indépendamment de la situation politique et des services publics qu'elle maintenait à l'Église et à l'épiscopat, satisfaire l'appétit de pouvoir et de pouvoir autonome des évêques.

Évidemment, ce n'était sauver la mise que relativement. Avant de passer à la question religieuse, la Constituante avait, à la fin de 1789, commencé une refonte du système administratif de la France; cette mesure établissait la répartition rationnelle et précise de l'administration civile en services complètement distincts les uns des autres. Il n'était donc plus possible aux évêques de sortir de leurs attributions proprement religieuses et de donner, par exemple, la préférence dans leurs travaux à l'assiette des impôts, aux travaux publics, etc. Ils ne devaient plus dépasser le cercle des affaires diocésaines. Même la Constitution civile restreignait singulièrement l'étendue géographique de ce cercle, puisqu'elle réduisait uniformément le ressort de chaque diocèse aux limites d'un département, et, pour les plus grands dignitaires de l'épiscopat, naguère pourvus de vastes provinces ecclésiastiques, cette réduction était très pénible.

A un autre point de vue, le recrutement des évêques par l'élection suscitait les objections les plus graves, les plus diverses, trop connues d'ailleurs pour que je le répète ici.

Toutefois, sous réserve de précautions à prendre contre l'immixtion d'éléments étrangers ou hostiles à la religion catholique, l'élection apparaissait comme supérieure aux intrigues dont les candidats à la mitre étaient contraints sous l'Ancien régime d'assiéger le ministre de la feuille. Elle était conforme au principe d'après lequel, la souveraineté de la nation étant substituée à celle du Roi, tous les fonctionnaires étaient choisis par les citoyens. En revanche, l'évêque, devenu mandataire de tous les catholiques de son diocèse, était investi par là de l'autorité légale et morale la plus forte.

Par contre, détenteur dans son diocèse de pouvoirs considérables, culte d'État et apostolat civique avec le contrôle des esprits que cet

apostolat comportait, enseignement, assistance, état civil, l'évêque acquérait pour les exercer une autonomie incomparablement plus complète qu'antérieurement à l'égard du chef temporel. Du fait de l'élection, du fait de la décentralisation extrême étendue par la Constituante à tous les services, il jouissait dorénavant d'une liberté comparable à celle du président du directoire du département et du procureur général syndic. Les ordres du Roi et du ministère chargés de l'exécutif, les lois votées par la représentation nationale étaient sans force contre son opposition, s'il lui plaisait. Il lui suffisait de se cantonner dans l'apathie à l'encontre des initiatives du pouvoir central pour faire de son diocèse un État à part au point de vue de l'administration religieuse. Du reste, toutes les administrations de département lui donnaient alors l'exemple, transformant dès leur installation la France en quatre-vingt-trois républiques. L'évêque recevait même plus d'indépendance que les administrateurs des départements : il n'était pas soumis à réélection, il ne craignait pas la révocation qu'à la rigueur le pouvoir central pouvait obtenir contre les fonctionnaires civils. L'évêque était autonome totalement, *in aeternum*.

La grande objection qui devait venir naturellement à l'esprit des prélats, c'est qu'ils n'étaient point maîtres de décider de leur statut futur. Ils étaient, de par le Concordat de 1516, soumis à la souveraineté du souverain temporel et du souverain spirituel. Le Roi n'était pas un obstacle : il avait consenti à devenir de souverain absolu le premier fonctionnaire de la nation, il avait subi bien d'autres atteintes à sa puissance, il semblait résigné, en face de la Constituante, au rôle pur et simple de machine à sanctionner. Mais le Saint-Père ?

D'après les précédents, il n'était pas chimérique d'espérer en fin de compte son acquiescement. Les évêques, préparés par une longue pratique du gallicanisme épiscopal à accepter la Constitution civile, devaient penser que le Saint-Siège, ayant laissé le gallicanisme épiscopal s'instaurer et durer, admettrait cette Constitution civile qui ne faisait que le consacrer. Je le répète encore : la Cour de Rome, depuis longtemps, se désintéressait de l'administration des diocèses de France par les évêques et fermait les yeux sur l'esprit d'indépendance avec lequel ils administraient. La papauté, en outre, avait ratifié la suppression des jésuites. La papauté avait toléré que la Commission des Réguliers fit dans les établissements des ordres religieux sur le sol français des coupes sombres. On avait même vu à l'étranger l'autocrate Joseph II bouleverser profondément l'Église de ses États sans provoquer de la part du Souverain Pontife d'autre intervention qu'un voyage à

Vienne, d'où l'autorité de Rome sur les Églises des diverses monarchies était revenue singulièrement diminuée. Puis ç'avait été le silence imperturbable de Pie VI devant toutes les réformes attentatoires aux privilèges et biens de l'Église de France depuis juillet 1789, et même devant la suppression par la Constituante de ces annates qui allaient grossir le Trésor du siège apostolique. En somme, à considérer de près les choses, jusqu'à présent le Pape se tenait pour satisfait, à l'égard des évêques français, d'une prééminence honorifique, pourvu qu'ils fissent sur le terrain de la doctrine adhésion à l'ultramontanisme.

Cette situation longtemps prolongée, l'état d'esprit entretenu chez les évêques par un long exercice de l'autonomie administrative trouvent leur conclusion dans le grand discours prononcé par Boisgelin le 29 mai 1790 à la Constituante. L'archevêque d'Aix, interprète assurément du haut clergé de France, n'accorde dans ce discours au « chef de l'Église universelle » que « la primauté de droit divin ». On peut dire qu'il prend acte du renoncement effectif du Saint-Siège à la domination spirituelle de l'Église et, s'en étant bien trouvé, il ne demande qu'à voir la papauté se contenter toujours désormais d'une « primauté de droit divin ».

Or, cette « primauté de droit divin », la Constituante en faisait état. Elle supprimait l'institution canonique par le pontife romain, mais cette institution, nous l'avons vu, était devenue une formalité consécutive à la nomination des évêques par le Roi. A sa place, la Constituante établissait cette procédure : l'évêque, une fois élu, ferait connaître son élection au chef de la catholicité. Indubitablement, les égards pour le Saint-Siège étaient, de la sorte, réduits au minimum. Cependant, rien n'empêchait la Constituante d'adopter un protocole qui ménagerait davantage la prééminence spirituelle de l'évêque de Rome. Des deux contractants du Concordat de 1516, le Roi se résignait : le Pape ne se résignerait-il pas ? Et si le Pape se résignait, l'administration de l'Église de France appartiendrait définitivement à ses prélats.

Le gallicanisme épiscopal est donc, à mon avis, l'une des causes pour lesquelles la majorité des évêques, le garde des sceaux Cicé et Boisgelin à leur tête, multiplient les démarches et les instances à Rome pour empêcher Pie VI de prononcer un *non possumus*.

Le Pape s'enferma longtemps dans le silence, ou tout au moins seuls les membres ecclésiastiques du ministère français, Cicé et Pompignan, furent mis au courant de sa désapprobation première. De ce silence même les évêques tentèrent de tirer parti. Faire ajourner l'anathème pontifical et, en attendant, trouver un *modus vivendi* tolérable pour le Saint-Siège, obtenir que l'abstention de Pie VI constituât un répit suffisant pour laisser la Constitution civile se modifier, se corriger,

vivre et s'enraciner de telle façon que le fait deviendrait un jour le droit, voilà à quoi s'employaient les plus subtils en diplomatie dans l'épiscopat de France. Ils s'efforçaient de calmer et neutraliser les impatiences de la Constituante, qui voulait savoir à quoi s'en tenir sur l'attitude pontificale tout en paraissant y être indifférente ; ils cherchaient avec Louis XVI des subterfuges pour retarder la sanction du décret une fois que la Constitution civile fut définitivement votée ; afin de désarmer le chef spirituel de toutes les Églises, ils proclamaient solennellement leur volonté de rester unis au centre de la catholicité et leur aversion pour un schisme. D'autre part, ils proposaient au Saint-Père, pour lui éviter l'obligation de prendre une décision et pour conférer à la Constitution civile une orthodoxie suffisante, l'expédient d'un concile national, suivi de négociations officielles avec Rome. Cet expédient même prouve combien l'autonomie réalisée si longtemps dans l'Église de France lui avait fait un état d'esprit tout opposé à celui de la Curie. Mais Pie VI était fort mal disposé pour la réunion d'un concile national ; son entourage ne se cachait pas de dire qu'une telle proposition sentait les principes gallicans.

Je ne connais rien de plus tragique que la situation de ces chefs de diocèse groupés autour de Boisgelin au 30 octobre 1790 pour publier l'*Exposition des principes sur la constitution du clergé*. Esprits éminents pour la plupart, administrateurs de valeur, ecclésiastiques attachés à leurs devoirs épiscopaux, « patriotes » dévoués à la France, d'un autre côté, par ambition, par intérêt autant que pour le bien de l'Église de France et des fidèles, pour le maintien de la concorde et la réalisation pacifique de la rénovation politique de la nation, ils souhaitaient passionnément que les tendances, les directions qu'ils avaient données à l'administration diocésaine depuis un demi-siècle, leur mainmise sur cette administration, la situation considérable que la Constitution civile maintenait aux évêques à tous les points de vue, que tout cela subsistât, devint règle générale et loi de l'État. Ils pouvaient espérer demeurer maîtres dans leurs diocèses sous la souveraineté nominale de l'exécutif et du législatif. Il ne manquait à ce projet, pour se transformer en réalité, que de légères modifications à la Constitution civile qu'élaborerait un concile national et ensuite, pour l'ensemble, l'assentiment, sous une forme aussi discrète qu'il le voudrait, aussi analogue à ses attitudes effacées d'autrefois qu'il lui plairait, du vicaire du Christ. Faute de cet assentiment, les prélats se verraient placés entre l'horreur du schisme et, d'autre part, la rupture du pacte dix fois séculaire entre l'Église et l'État, entre l'autel et le trône. Cette dernière éventualité entraînerait la ruine complète de leur Église, la guerre civile entre Fran-

çais et, pour eux-mêmes, l'abandon de leur situation morale et matérielle, la pauvreté, la proscription.

Pie VI parla enfin, et ce fut pour condamner formellement la Constitution civile (10 mars 1791). Les évêques de France, sauf quelques exceptions, se rallièrent à leur souverain spirituel. Du coup, ils se trouvaient en révolte contre la souveraineté temporelle de la nation, contre la loi de l'État révolutionnaire ; il leur fallut se disperser à travers l'Europe sur les routes de l'exil. C'est à cette catastrophe finale, il me semble, que Mgr Sicard aurait dû réserver l'épithète dont il caractérise le sort fait à l'Église par la Révolution depuis l'ouverture des États-Généraux : « L'effondrement. » Avant le rejet par le Pape de la Constitution civile, rien n'était perdu pour le clergé. Après, l'effondrement était même plus complet qu'il ne paraît jusqu'ici aux historiens, car cette forme si intéressante d'activité de l'épiscopat, ce régime de fait susceptible peut-être de conséquences fécondes, l'autonomie administrative, avait vécu.

V.

Le gallicanisme épiscopal n'est donc plus une réalité depuis 1791. Mais il a duré trop longtemps pour disparaître sans laisser de traces dans la pensée des prélats exilés. Déjà en octobre 1791, quand le clergé tout entier éprouve le besoin de se rallier au centre spirituel de l'unité catholique, en pleine bataille, à propos des évêques passés à l'Église assermentée et que Rome veut punir, Boisgelin proteste que ces personnages ne doivent pas être jugés « sans quelques mesures conservatrices des formes établies pour ces sortes de procédures par le droit canonique du royaume ». M. l'abbé Lavaquery souligne avec raison ce souci persistant chez le prélat, qui a personnifié la résistance à la Constitution civile, de conserver au clergé de France « son autonomie et sa discipline¹ ». Les années qui s'écoulent ensuite jusqu'au 18 Brumaire sont remplies entre les évêques pros crits de débats que l'on ne peut pleinement comprendre sans faire intervenir leur attachement à leur situation d'autrefois.

L'histoire des origines de la Petite-Église, par M. Latreille², est très démonstrative à ce point de vue. Rassemblés par petits groupes ou dispersés à l'étranger, les prélats français s'accordent à professer un étroit attachement pour le siège apostolique et une déférence complète pour ses directions spirituelles. Mais sur le souverain temporel à reconnaître,

1. Lavaquery, *op. cit.*, t. II, p. 162.

2. E. Latreille, *L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803 et Après le Concordat. L'opposition de 1803 à nos jours*. Paris, 1910, 2 vol. in-8°.

ils ne sont point unanimes. Sera-ce par le retour de la monarchie d'Ancien régime, si complaisante à leurs pratiques d'autonomie, qu'ils redeviendront les dirigeants de leurs diocèses¹? Ne serait-ce pas plutôt par une évolution de l'État révolutionnaire qui s'assagirait? Sans doute, la Législative, la Convention ont laïcisé, constitué en services d'État l'enseignement, l'assistance, l'état civil, et réduit ainsi grandement le rôle, déjà diminué par la Constituante, de l'administration épiscopale. Mais la Législative, la Convention thermidorienne, dans ses derniers jours, ont substitué au serment qu'édicteait la Constituante pour tout ecclésiastique des formules beaucoup plus accommodantes. Pour la conciliation militent donc les mêmes évêques et archevêques qui, pour sauvegarder le gallicanisme épiscopal, avaient essayé d'adapter l'Église au régime révolutionnaire; ils soutiennent cette thèse contre les Dillon, les Conzié et toute la coterie du comte d'Artois; ils souffrent pour elle mille avanies, que leur prodiguent des confrères à l'intransigeance totalement dépourvue de charité.

VI.

Survinrent le 18 Brumaire et, avec lui, l'aurore d'un gouvernement de stabilité, de concorde. Parmi les évêques, les politiques furent de bonne heure disposés à lui faire crédit. On apprit ensuite que des négociations s'engageaient entre Bonaparte et Pie VII. Aussitôt de nouvelles manifestations de gallicanisme épiscopal attestèrent la vitalité de cet état d'esprit qu'on pouvait croire disparu à jamais.

Ces manifestations prirent des caractères tout différents suivant qu'elles émanaient de l'un ou l'autre camp du clergé émigré. Bonaparte reconnaissait au Souverain Pontife le droit de démissionner tout l'épiscopat. Les prélats, qui échafaudaient leurs projets de restauration de l'autonomie épiscopale sur la restauration même de la monarchie absolue, rappelèrent solennellement le principe que les évêques tiennent leurs droits de Dieu et de Dieu seul. Leurs adversaires, fidèles à la politique d'opportunisme, se taisaient sur ce point précis, espérant avant tout que le régime concordataire leur assurerait l'avantage primordial, faute duquel aucun évêque ne pourrait faire valoir aucun droit : la restitution de leurs sièges. Mais ils pensaient bien, une fois réintégrés à la tête de leur troupeau, pratiquer derechef le gallicanisme épiscopal. Champion de Cicé, l'archevêque de Bordeaux, élaborait même un plan

1. Voir notamment la publication de M. l'abbé Sevestre, *Les idées gallicanes et royalistes du haut clergé à la fin de l'Ancien régime, d'après P.-Aug. Godart de Belbeuf, évêque d'Avranches*. Paris, 1917, in-8°.

de reconstitution de l'Église de France sous le gouvernement de son épiscopat, plan qu'il eut la candeur de proposer au légat pontifical chargé de négocier le Concordat. Dans ce document, où la confusion de l'exposé fait tort à l'impression que doivent produire les idées, on voit cependant que l'archevêque de Bordeaux n'est pas plus l'irréductible ennemi de l'élection des évêques qu'en 1790 : « La voie d'élection, quoique conforme aux usages primitifs, quoiqu'elle paraisse au premier abord la plus naturelle et la plus juste, est cependant, comme l'expérience l'a démontré à nos pères, sujette aux plus graves inconvénients. » Naturellement, il lui préfère le régime du Concordat de 1516. Mais, de beaucoup, la solution qui lui paraît la meilleure, c'est la présentation au gouvernement de trois candidats qui seraient choisis « par les évêques de la province ». L'administration de l'évêque aurait pour secours un synode diocésain annuel, et un synode métropolitain annuel ou au moins triennal. En place des chapitres cathédraux, naguère si rétifs aux directions des chefs de diocèse, il y aurait dans chaque diocèse « un conseil épiscopal » d'ecclésiastiques. Nommés par l'évêque, ils seraient, en majorité, révocables par lui et n'auraient, au surplus, que voix consultative. « La nomination de toutes les cures doit, sans contredit, être réservée à l'évêque, qui ne devra néanmoins y procéder que dans son conseil. » Les curés, non moins rétifs naguère que les chanoines, et d'ailleurs, avec les curés, tous autres ecclésiastiques « seraient soumis aux avis et corrections de l'évêque qui pourrait, assisté de son conseil, les reléguer pour un temps dans le grand séminaire ou restreindre leurs pouvoirs à leur paroisse, ou même au besoin les destituer... Le destitué pourrait en appeler à l'assemblée provinciale ; mais, jusqu'au jugement de celle-ci, il serait tenu d'obéir à la sentence ». Enfin, le droit de permutation et de résignation des cures serait réservé à l'évêque et « tous les anciens privilèges des gradués » seraient « abrogés ». Du reste, le mémoire souhaite que le recrutement des ecclésiastiques se fasse uniquement par les séminaires (un grand et un petit dans chaque ville épiscopale), placés sous la direction de l'évêque, « tandis qu'ils seraient exposés à perdre leurs mœurs dans les universités sans y acquérir la science¹ ». A cette heure décisive dans l'histoire de l'Église de France, la conception des prélats de l'Ancien régime qui s'offrent à collaborer au régime concordataire n'hésite plus à se dessiner, à se définir, et c'est le gallicanisme épiscopal qu'elle affirme. Tout le mémoire de Champion de Cicé peut se ramener à cette réclamation d'ensemble : dans le diocèse tout par l'évêque, tout pour l'évêque.

1. Manuscrit n° 261, bibliothèque Méjanès, à Aix-en-Provence, p. 261-268. Voir aussi mon *Champion de Cicé*, p. 110.

On vit ensuite les prélats de cour, la majorité du reste, refuser au pape Pie VII leur démission, susciter le schisme de la Petite-Église et demeurer en terre étrangère. Ils étaient logiques, ils croyaient toujours que l'autonomie de l'évêque dans son diocèse ne pouvait subsister que sous le joug, si léger jadis à leurs épaules, du despotisme royal. En fin de compte, les politiques de l'épiscopat démissionnèrent et rentrèrent en France pour recevoir à nouveau l'administration d'un diocèse. Ils s'installèrent sur leurs nouveaux sièges sous la règle concordataire de 1801, comme avant la Révolution sous la règle concordataire de 1516, comme ils l'eussent fait sous l'empire de la Constitution civile si le Saint-Père l'eût permis. On n'a pas assez vu que le schisme de la Petite-Église et l'acceptation du Concordat par une forte minorité des prélats, ces deux politiques opposées avaient à leur base la même doctrine, le gallicanisme épiscopal, tout comme les deux opinions contraires entre lesquelles s'était partagé l'épiscopat en présence de la Constitution civile.

Il va de soi que, dans l'édification de l'Église concordataire, nous retrouvons le rôle agissant du gallicanisme épiscopal. L'Église catholique a recouvré en France une situation privilégiée. Qu'est-ce que le Concordat, sinon le pacte d'alliance du pouvoir temporel de Bonaparte, Premier Consul, et de l'autorité spirituelle de Pie VII, pour donner à la politique de la République dictatoriale l'appui de la religion? Qu'est-ce que le sacre de Napoléon par le Souverain Pontife, sinon, par la résurrection du droit divin en faveur du fondateur de la quatrième dynastie, l'alliance du trône et de l'autel? Le catholicisme redevient donc religion d'État, avec primauté reconnue par rapport aux autres cultes, du fait que, conformément à la vérité, il est proclamé religion de la majorité des Français, religion du chef du gouvernement, religion qui seule donne ensuite l'investiture de la couronne impériale. De cette situation morale et politique, l'épiscopat doit, ainsi qu'il le faisait sous la royauté et plus qu'il n'aurait pu le faire dans l'Église constitutionnelle, pouvoir tirer grand parti pour réédifier sa propre puissance, pour aménager et développer cette Église nouvelle par son initiative propre, suivant ses traditions et ses procédés d'autrefois.

Assurément, pour pratiquer l'autonomie d'autrefois et son action envahissante, les évêques n'ont plus les mêmes facilités. Ils ont dû, préalablement à leur réintégration, reconnaître au siège apostolique la faculté de les démissionner. La primauté de juridiction des papes sur l'épiscopat de France est ainsi notifiée à l'universel catholique, les prélats sont atteints dans la source même de leurs pouvoirs et la direction spirituelle de l'ultramontanisme est établie sur eux désormais. D'autre part,

abstraction faite de la prétention du Premier Consul d'exhumer et de faire professer à nouveau dans les séminaires la doctrine gallicane de 1682, précaution fort naïve et très illusoire, le Concordat et les Organiques asserviront les évêques et l'Église à l'État français. Ainsi enchaîné très étroitement à ses deux souverains spirituel et temporel, le clergé concordataire ne recouvre ni ses privilèges de classe sociale, ni les immunités fiscales des biens de mainmorte, ni ces biens eux-mêmes. Simple corps de fonctionnaires salariés, il lui faut obéir à la main qui le nourrit. Il est assujéti aux règles de hiérarchie et de discipline édictées par le nouveau régime pour tous les fonctionnaires, astreint aux instructions bureaucratiques du conseiller d'État chargé des cultes. Il lui est donc permis de regretter et sa liberté d'action de l'Ancien régime et l'indépendance à peu près complète de tous les administrateurs élus sous l'empire de la Constitution de 1791. Si l'Église voit concéder une primauté à la religion catholique par l'affirmation officielle qu'elle est la confession du plus grand nombre, elle ne peut en tirer les mêmes avantages que de sa situation de religion d'État dans le passé. Aux dissidents, elle doit laisser, en place de la tolérance civile, la liberté des cultes, voire même l'égalité des cultes, puisque le culte public n'est permis à aucune confession dans les localités où coexistent des confessions différentes. L'Église ne recouvre pas non plus la gestion de l'enseignement, de l'assistance, de l'état civil définitivement sécularisés et transférés à l'État, aux départements, arrondissements et communes. L'administration civile de la France reste ce que l'avait faite la Révolution : uniforme, régulière, distribuée en services nettement délimités les uns par rapport aux autres, d'où extrême difficulté pour les fonctionnaires du service des cultes d'intervenir dans les affaires de leurs collègues des autres services.

Ajoutons que, si le pape Pie VII a l'âme pacifique et n'est point disposé à mettre en tutelle l'Église et l'épiscopat français, Napoléon Bonaparte ne semble pas enclin à l'atonie et à la débonnairété vis-à-vis de ses subordonnés, à l'instar d'un Louis XV et d'un Louis XVI : dans la France consulaire et impériale, il n'est permis à personne de raisonner ou de badiner avec la consigne et, suivant le terme prussien appliqué plus tard à l'Université de Berlin, les ecclésiastiques, corps et âmes, sont « encasernés ».

Qu'importent ces restrictions et ces obstacles ? Les prélats rentrés d'exil ne considèrent pas leur siège diocésain comme un refuge propice à des sommeils séniles. Agir, agir avec le plus d'autonomie possible pour refaire l'Église puissante et le haut clergé puissant à la tête de l'Église,

voilà quel va être leur but de tous les instants. Ils ont la tradition, l'expérience. Ils possèdent le prestige qui s'attache à des mandataires directs de la divinité, celui que leur valent de longues épreuves héroïquement supportées, celui de leurs origines et de leur culture aristocratique dans cette société nouvelle où le chef lui-même est un parvenu « mal élevé ». Ils ont surtout la foi, l'espérance indéfectible. A défaut d'auxiliaires à recruter dans le clergé régulier, puisque le Concordat ne rappelle pas les ordres religieux à la vie, les évêques ont infiniment plus d'autorité que jadis sur les chapitres cathédraux, sur les curés, sur le corps des desservants qu'ils font sortir du néant. Ils rencontrent dans le bas clergé, en place des anciennes préventions et résistances individuelles ou collectives, une mentalité faite de prosélytisme passionné, de réaction fougueuse contre les idées du XVIII^e siècle, ce que Michelet a exprimé dans une parole célèbre : « La robe du prêtre lui fut collée au corps par la Révolution. »

Aussi, à peine installés, les prélats d'Ancien régime s'évertuent à récupérer ressources, forces, pouvoirs et influence, à l'aide du Concordat ou à l'encontre du Concordat, à l'encontre des Organiques, servis par les complaisances du ministre même des cultes, Portalis, et malgré les dénonciations du ministre de la police Fouché, avec la connivence des préfets et autres fonctionnaires chargés dans chaque département de contrôler l'obéissance de tous les subordonnés de l'État. Non moins ambitieux et autoritaires qu'avant l'exil, de tactique plus enveloppée toutefois, les pasteurs des divers diocèses ressuscitent les congrégations, la propriété ecclésiastique. Ils s'inspirent, dans la pratique, plus de la tolérance civile que de l'égalité des cultes, revendiquent par empiètements successifs et déguisés le contrôle des esprits et des écrits, refont à l'Église une place dans le fonctionnement de l'assistance, de l'enseignement, de l'état civil, interviennent même dans l'administration judiciaire, préfectorale, à tous les points de vue et suivant les occasions et les circonstances¹.

Incontestablement, les évêques d'Ancien régime et des débuts de la Révolution pratiquent le gallicanisme épiscopal, l'action autonome dans leurs diocèses concordataires, comme sous la vieille monarchie, et comme la Constitution civile pouvait leur en faciliter l'exercice. Quand un prélat napoléonien laisse échapper les vœux qu'il forme et les desseins qu'il se propose, on peut penser que leur réalisation fera de

1. Voir *Champion de Cicé*, *passim* ; abbé A. Durand, *Jean-François Périer*, *passim* ; abbé Lavaquery, *Le cardinal de Boisgelin*, t. II ; les articles déjà cités sur le cardinal Cambacérès et Mgr Caffarelli, etc.

lui le maître dans son diocèse, le maître dans le département, à l'ombre du préfet, à l'abri ou en dépit du Concordat, du Saint-Père et du chef de l'État moderne. De quoi, au reste, il n'y a pas lieu de critiquer des prélats fidèles partout et toujours à leurs convictions et à la conception qu'ils se font de leurs devoirs. Si l'historien se croit en droit de décerner des blâmes au nom de la postérité, droit parfaitement douteux au surplus, il doit réserver ces blâmes au ministre, aux préfets, à tous les fonctionnaires qui se dérobent alors à la défense de l'État laïque.

Or, du Consulat à l'Empire, de l'Empire au Grand Empire, Napoléon incline toujours plus à restaurer de l'Ancien régime ce qui peut faciliter, fortifier l'avènement et l'autorité de la quatrième dynastie. Il veut notamment bâtir le trône sur l'autel et le loyalisme au gouvernement sur la dévotion à l'Église. Il veut rallier à sa cour et à celle de son héritier présomptif, à l'état-major de ses armées et de ses administrations, tous les survivants et descendants de l'aristocratie royale et royaliste. L'épiscopat et les prélats rentrés d'émigration sont donc appelés à une place sans cesse croissante dans l'œuvre napoléonienne, à une autonomie toujours plus grande entre un pape nullement combatif et un prince qui s'oriente vers la reconstitution du passé.

La querelle soudaine entre Pie VII et Napoléon vient souffler sur ces beaux rêves et replacer l'épiscopat dans une crise analogue à celle de 1790. Si la situation, au premier abord, paraît moins tragique, il faut songer que ces prélats sont des vieillards qui, après tant de traverses, ayant survécu à la proscription et ressuscité l'Église, se voient rejetés en pleine tempête. Que l'on pense à l'épouvante dont doit les remplir la colère du despote botté qui, sans plus d'égards que les hommes du Directoire, traîne le Pape de prison en prison sous une escorte de gendarmes et chasse les cardinaux ainsi que des laquais.

Alors, de même qu'en 1790, l'épiscopat, entre ses deux souverains, recourt aux méthodes de temporisation, d'atermolement et il s'efforce de balancer. On a bientôt fait, quand on explique cette tactique par l'effroi de gens âgés, par le manque de caractère chez les courtisans en robe violette du nouveau monarque. De telles raisons ne valent que pour des individualités sans prestige et pour des capitulations sans dignité. Ici encore il faut faire une place, dans les pensées déterminantes de l'épiscopat, à l'esprit et aux vœux d'autonomie administrative. Entre l'acceptation sans réserve des anathèmes et des prétentions d'un pontife qui revient aux revendications les plus extrêmes de l'ultramontanisme à l'égard du souverain de la France, après être venu dans Notre-Dame jeter le voile du droit divin sur les antécédents révolutionnaires et usur-

pateurs de ce souverain, entre la soumission totale à Pie VII et, d'autre part, l'adhésion à un gallicanisme de doctrine qui, étant données les circonstances, les entraînerait à la domestication et au schisme, les évêques de France se reportent à leurs tendances d'avant 1789. La question en litige se ramène à l'institution canonique des évêques, au refus par le Saint-Père d'accorder cette investiture aux prélats qu'a nommés l'empereur. Champion de Cicé propose d'appliquer, en les interprétant, les formes adoptées par le Concordat de François I^{er} et de Léon X, dont le gallicanisme épiscopal s'accommoda si bien : l'Empereur ne pourrait que présenter les candidats à l'épiscopat, le Pape ne pourrait refuser de les instituer, sauf le cas d'indignité. L'archevêque d'Aix atténue de la sorte les prérogatives du souverain temporel par des concessions de style au souverain spirituel. Il y a mieux. La Commission ecclésiastique de 1809 réserve à « l'Église » l'institution canonique en cas de refus par le Pape, et l'Église est, dans ce projet, représentée, disposition caractéristique de l'état d'esprit des prélats, par « le concile de province ». Le concile national de 1811 accorde à Rome le droit de conférer l'institution canonique, en limite l'exercice à un délai de six mois après la nomination de l'évêque et, passé ce délai, transfère ce droit à l'épiscopat représenté par le métropolitain. Un tel *modus vivendi* ramènerait sans doute la domination spirituelle du Saint-Père sur les évêques à la prééminence honorifique, dont s'accommodaient les pontifes de la fin du XVIII^e siècle et que prétendait légaliser la Constitution civile.

Ces diverses conceptions toutes politiques, ces expédients trop savamment ajustés par les esprits subtils de hauts fonctionnaires ecclésiastiques n'ont de quoi satisfaire ni l'Empereur, qui revendique également les prétentions de Charlemagne et celles de Louis XIV, ni le bas clergé et les fidèles, dont la ferveur, en quête de martyrs à vénérer, s'enthousiasme pour la passion du captif de Savone. Survient alors la chute de Napoléon.

VII.

Puisque le gallicanisme épiscopal a subsisté sous Napoléon, nous le retrouvons de 1815 à 1830 sous les Bourbons restaurés, qui ont confirmé le Concordat. Même, il manifeste alors une vitalité nouvelle, car l'épiscopat retrouve à sa tête la dynastie légitime, à laquelle au cours des siècles il avait associé ses destinées, le fils aîné de l'Église, un monarque dont le droit divin est incontestable, dont le successeur, Charles X, va faire confirmer sa souveraineté par la cérémonie du

sacre à Reims. Enfin, ces princes qui se succèdent sur le trône, la majorité des évêques antérieurs à la Révolution les a personnellement connus.

D'autre part, le Roi très chrétien proclame dès l'abord le catholicisme religion de l'État et seule religion de l'État, par l'article VI de la Charte. L'épiscopat se renforce de la plupart des prélats et autres ecclésiastiques qui ont prolongé leur émigration au delà de 1801 et, pour les sièges à pourvoir, le gouvernement de la Restauration s'adresse de préférence à la vieille noblesse.

Le gallicanisme épiscopal va donc reflourir. Même le gallicanisme doctrinal se réveille, quoique les jésuites ne marchandent pas leur appui au clergé de France et qu'ils rencontrent dans les sphères autorisées de précieux appuis. C'est l'époque où Mgr de Frayssinous publie les *Vrais principes de l'Église gallicane*¹, ouvrage dans lequel il conçoit le gouvernement de l'Église comme une sorte de monarchie constitutionnelle, à l'instar de la monarchie selon la Charte. C'est le temps où les écrits de Montlosier font fureur, comme ils font scandale. Naturellement, le gallicanisme doctrinal ne nuit pas au gallicanisme épiscopal.

D'après tout ce qui vient d'être dit, et notamment par l'érection du catholicisme en religion d'État exclusive, l'alliance du trône et de l'autel est officielle. L'Église se trouve ainsi reportée à sa situation morale et politique dans l'État d'avant 1789. L'État compte sur elle pour soutenir la monarchie. Portalis fils, qui, par son père, est l'héritier à la fois de la tradition concordataire et de la tradition de l'épiscopalisme d'Ancien régime, écrit en 1818 : « On peut aisément lier à un régime constitutionnel une Église nationale qui a ses maximes propres et qui fait un corps à part². » L'État s'emploie donc à servir les ambitions de l'Église, lui reconnaît « des maximes propres » et l'existence en « un corps à part ». Et l'épiscopat s'emploie à reconstituer dans la mesure du possible l'Église de la monarchie absolue. Dans le clergé, les congrégations sont ressuscitées, développées avec passion. Le dessein de refaire la propriété de mainmorte est poursuivi ouvertement avec l'aide de la Chambre introuvable, apparaît sans déguisement dans le projet de Concordat de 1816, la loi du 2 juin 1817, celle que fait voter Villèle en mai 1825, et parallèlement le gouvernement, la haute société encouragent les fidèles aux donations multipliées envers l'Église. L'espérance est avouée, proclamée, que de la liberté des cultes on rétrogradera vers

1. Paris, 3^e édition, 1826, in-8°.

2. Lettre du 6 novembre 1818, dans le catalogue de vente de N. Charavay du 30 novembre 1912, n° 131. Je cite ce texte peu connu et très édifiant de préférence à ceux qu'on lit partout.

le régime de la tolérance civile pure et simple. « Il ne faut pas », continue Portalis fils dans le texte que je citais plus haut, « conclure de la liberté des cultes à l'égalité de tous les cultes et de la tolérance civile à l'indifférence religieuse. » Par la loi sur l'obligation du repos dominical, l'État reconnaît indirectement à l'Église le droit de surveillance sur les mœurs, cela dès novembre 1814. La loi sur le sacrilège est une étape beaucoup plus importante dans cette voie, et cette loi est votée au nom du principe que le catholicisme, religion d'État, mérite une protection spéciale qui leur est également garantie par la censure et les lois sur la presse. L'Université est, d'une part, soumise en fait à l'épiscopat, d'autre part livrée à la concurrence de l'enseignement ecclésiastique organisé pour l'offensive par les évêques, et l'ordonnance du 8 avril 1824 met les instituteurs à la discrétion des chefs de diocèse. L'assistance publique est l'objet d'entreprises analogues, qui en font passer la direction aux mains du clergé régulier et séculier. A servir cette pénétration, l'administration civile se dévoue d'un élan incomparablement plus vigoureux que sous Napoléon et, dans chaque diocèse, l'évêque se subordonne dans la pratique les fonctionnaires. Enfin, si le Concordat de 1817 n'a pas obtenu force de loi, de nouveaux diocèses ont été créés, surtout au profit des survivants de l'Église antérieure à la Révolution, tous partisans de longue date de l'autonomie administrative de l'évêque. Il semble que, pour la toute-puissance de l'épiscopat, comme pour la restauration complète de l'Église et de la religion en France, le XIX^e siècle va être le siècle de la réparation.

La monarchie constitutionnelle serait-elle restée aussi parfaitement respectueuse des initiatives diocésaines qu'un Louis XV, un Louis XVI? Louis XVIII, à plusieurs reprises, montra des velléités tout au moins frondeuses à l'encontre de l'esprit dominateur et du zèle entreprenant du haut clergé. Le ministère Martignac, sous Charles X, montra plus que des velléités de contrôle par le souverain temporel. D'autre part, l'ultramontanisme véhément de la Cour de Rome et de ses adeptes en France ne semblait pas promettre à l'épiscopat la même carence de l'autorité spirituelle suprême qu'au temps de Pie VI avant 1789 et de Pie VII avant 1808. Quoi qu'il en soit, le règne du gallicanisme épiscopal sous la Restauration était condamné à être éphémère, comme la Restauration elle-même. La Révolution était trop proche dans les souvenirs. Un épiscopat au recrutement aristocratique reconstituant et conduisant une Église d'État privilégiée, la renforçant de congrégations, ressuscitant pour elle la grande propriété, réduisant les hétérodoxes à une vie confessionnelle très discrète

et les anticléricaux au mutisme, soumettant toute manifestation extérieure de la pensée à son contrôle et les services publics à son influence, ce spectacle n'était pas plus accepté que l'œuvre de restauration politique et sociale poursuivie par les Bourbons. La monarchie légitime s'écroula en 1830, entraînant le gallicanisme épiscopal dans une ruine définitive.

VIII.

Effectivement, désormais il n'était plus possible aux prélats de s'appuyer à la fois sur le souverain temporel et le souverain spirituel de l'Église pour demeurer en équilibre entre eux. L'épiscopat fut contraint de se rallier à Rome éternelle plutôt qu'au trône précaire d'un Louis-Philippe, d'un Napoléon III, ou à l'autorité de cette démocratie de 1848 que, dans les sphères ecclésiastiques, on appelait « la fille sauvage ». Les régimes politiques successifs recrutaient maintenant les prélats dans la roture autant que dans la noblesse ; l'esprit de corps qui avait été l'une des forces de l'épiscopat nobiliaire s'effaçait par là même ; les calculs politiques auxquels se plaisaient leurs devanciers cédaient le pas aux convictions ultramontaines, ardentes chez des prélats d'humble extraction. Ainsi s'évanouirent dans l'épiscopat de France les traditions d'autonomie. Les directions de Rome s'imposèrent même dans le domaine administratif.

Après la disparition du gallicanisme épiscopal, le concile du Vatican vint porter le dernier coup au gallicanisme doctrinal.

La séparation de l'Église et de l'État, en des temps plus anciens, eût été susceptible de réveiller les goûts d'autorité, les facultés d'action indépendante des prélats. Postérieure à la victoire de l'ultramontanisme intégral, elle a enlevé aux titulaires des divers diocèses tout recours possible à l'autorité du gouvernement temporel contre la papauté, elle a livré sans aucune réserve, restriction ni défense, sur tous les terrains, l'épiscopat français à la direction absolue de la Cour de Rome.

IX.

L'étude de l'activité de Mgr Champion de Cicé comme archevêque d'Ancien régime et archevêque concordataire, corroborée par bien des documents, par les ouvrages et les essais relatifs à d'autres prélats de la même époque, m'amène donc à la conclusion suivante : il a existé chez les membres de l'épiscopat, à la veille de la Révolution, un état d'esprit, une forme d'activité qui, favorisés en premier lieu par l'atonie

simultanée du chef de l'Église et du chef de l'État, ont abouti à placer l'Église de France, elle-même dotée de prérogatives très étendues à l'égard des laïques, sous la direction à peu près autonome de ses évêques. Cet état d'esprit du haut clergé, les méthodes d'administration et les agissements qui en sont la suite, je les désigne du terme de *gallicanisme épiscopal*, tout prêt d'ailleurs à renoncer à cette dénomination pour une autre qui paraîtrait plus juste. Il ne semble pas que cette action de prélats grands administrateurs et très épris de réformes pratiques ait été funeste, bien au contraire, et la postérité se montre par trop ingrate pour leur mémoire. L'Ancien régime étant déchu, le gallicanisme épiscopal a subsisté dans la pensée des prélats et compte parmi les causes les plus efficaces dans l'histoire de l'Église de France jusqu'en 1830. C'est avec le désir obstiné de maintenir leur autorité dans les diocèses que les grands administrateurs de l'épiscopat ont tenté de s'adapter à la Constitution civile et de fléchir l'irréductible opposition de Pie VI. C'est pour recouvrer leur autorité qu'ils se sont ralliés au Concordat ; sous le régime napoléonien, sous celui des Bourbons, ils ont appliqué le Concordat de façon à développer et confirmer leur autorité autonome sur un clergé qu'ils rendaient sans cesse plus influent, plus agissant.

Cependant, il fallait à l'épiscopat l'étai du souverain temporel comme celui du Saint-Siège pour s'appuyer sur l'un et l'autre, contrebalancer l'un par l'autre et garder ainsi son activité propre. Avec la Révolution de 1830, l'épiscopat a perdu le soutien du souverain temporel, et il a dû abandonner à la direction de Rome le gouvernement d'une Église de France qu'il avait reconstituée depuis 1801, par sa seule administration, à son profit exclusif.

En exposant la thèse de l'importance du gallicanisme épiscopal ou de l'autonomie administrative des prélats, de la fin du règne de Louis XV jusqu'à la fin de la Restauration, je crois donc relever un fait jusqu'ici tout à fait négligé. Je ne me dissimule pas qu'à cette thèse de portée générale il est nécessaire qu'on adjoigne une enquête d'histoire ecclésiastique poursuivie dans de nombreux diocèses. Quand elle aura été méthodiquement et scientifiquement faite, j'ai pleine confiance qu'elle libérera de tout caractère hypothétique les conclusions que je formule d'après les travaux déjà publiés.

L. LÉVY-SCHNEIDER.

MÉLANGES

L'ÉNIGME DE SIGER¹

Il n'y a pas de texte contemporain sur les séjours que Dante aurait faits à Paris et en Flandre. Ce qu'en disent des historiens postérieurs, comme Villani, Boccace, Philèphe, Benvenuto d'Imola, Jean de Seravalle, semble bien n'être que déductions tirées de quelques vers célèbres de la *Comédie*, ceux où il est question de l'enseignement de Siger dans la rue du Fouarre à Paris, de l'enluminure telle qu'elle était pratiquée dans cette ville, des digues élevées par les Flamands entre Wissant ou Cadzant et Bruges. Il est vrai que M. Pio Rajna a récemment allégué comme une preuve décisive du passage de Dante à l'Université de Paris le fait qu'il emploie quelque part² des expressions techniques pour l'examen d'un bachelier (*tentatio*) tel qu'il se passait à Paris ; mais ici encore, comme l'a fait d'ailleurs observer M. Henri Cochin³, il peut s'agir d'une science acquise de seconde main par un esprit curieux et doué d'une exceptionnelle mémoire.

L'idée que Dante se serait formé à l'Université de Padoue, ou à celle de Bologne, plus ancienne que celle de Paris, mais spécialisée dans l'étude du droit, ne repose non plus que sur des on-dit ou des déductions.

Si donc on veut préciser la source première des connaissances du poète, ses origines de son érudition théologique, philosophique, politique, on se trouve singulièrement embarrassé. Quelques aptitudes qu'on lui attribue, quelques lectures qu'il ait pu et dû faire, cette aptitude et ces lectures supposées n'expliquent pas tout.

Ce que nous savons par lui-même se réduit à peu de chose : il apprit seul l'art de rimer, fut instruit dans le dessin et le chant, étudia les poètes latins et provençaux. Parmi les amis qu'on lui connaît, Guido Cavalcanti, Cino da Pistoia, Dino Frescobaldi, Lapo Gianni, Casella, Giotto, il y a un juriste, des poètes, un grand peintre, mais il n'y a pas de savants⁴.

A en croire Dante, son maître par excellence fut Virgile, dont il a dû savoir l'œuvre presque par cœur ; ailleurs, il nomme Aristote comme le

1. Mémoire lu à l'Académie des Inscriptions le 4 septembre 1925.

2. *Paradiso*, XXIV, 46.

3. H. Cochin, *Dante est-il venu à Paris?* Paris, 1923.

4. *Vita nuova*, III, 34 ; cf. A. d'Ancona, *Manuale della letteratura italiana*, t. I, p. 276.

maître de tous ceux qui savent; mais quel jeune homme, eût-il du génie, pouvait aborder sans guide les mauvaises traductions latines qui circulaient alors d'Aristote et de ses commentateurs?

Autrefois, on se tirait d'embarras par deux hypothèses : Dante aurait suivi les cours de Siger de Brabant rue du Fouarre, à Paris; il aurait profité de l'enseignement de Brunetto Latini. Ces deux hypothèses sont aujourd'hui réduites à néant. Nous savons que Siger cessa d'enseigner rue du Fouarre en 1277, alors que Dante, né en 1265, avait douze ans; il n'y a donc plus lieu d'argumenter pour écarter cette tenace erreur. En ce qui concerne Brunetto Latini¹, nous connaissons aujourd'hui ce médiocre personnage et son œuvre toute de compilation. La partie théologique et philosophique de son *Trésor* est copiée dans Isidore de Séville; il n'y a d'apparente originalité que dans son chapitre sur la politique, dont Cicéron et Sénèque ont d'ailleurs fourni les éléments². C'est pure légende que la mère de Dante, en mourant, ait confié l'éducation de son fils à Brunetto; étant données les mœurs du précepteur, c'eût été d'ailleurs un singulier choix. Nous avons le témoignage de Dante lui-même, preuve sans réplique qu'il ne fut pas l'élève de Brunetto, mort en 1294. Dans l'*Inferno*, c'est-à-dire au cours de la vision datée par le poète de 1300, l'année du *grand jubilé*, il rencontre Brunetto au lieu où expient les sodomites³. Brunetto l'appelle son fils, lui prédit « un sort glorieux dans la vie humaine », et Dante répond : « Elle me brise le cœur, votre chère et douce image paternelle, lorsque vous m'enseigniez d'heure en heure, dans le monde, comment l'homme devient immortel. Le gré que je vous en sais retentira, tant que je vivrai, dans mes paroles. Ce que vous m'annoncez sur mon avenir, je le grave dans ma mémoire. » Et quand Brunetto prend congé de lui (v. 119), il dit à Dante : « Je te recommande mon *Trésor*, car je vis encore dans ce livre et je ne demande pas davantage. » Les commentateurs, sachant que le *Trésor* écrit en français n'est qu'une compilation et un plagiat, doutent encore s'il s'agit de ce livre ou du *Tesoretto* de Brunetto, poème moral de 3,000 vers où il est question de courtoisie, de libéralité, de loyauté, de vaillance, et où Dante peut avoir puisé quelque inspiration. Quoi qu'il en soit de ce détail, il est sûr que les vers de Dante ne s'adressent pas à un maître, mais à un exciteur, à un conseiller. Cette espérance de vivre dans la mémoire des hommes, qui annonce de loin la Renaissance, Brunetto l'a certainement allumée dans l'esprit du jeune Dante; ce n'est pas lui, faute de les connaître, qui l'a initié à la philosophie, au thomisme, à tout ce qui a fait dire de Dante, dans l'inscription de Jean de Virgile à Ravenne, avec quelque exagération peut-être : *Theologus Dantes, nullius dogmatis expers*⁴.

1. Non *Latino*; cf. d'Ancona, *op. cit.*, t. I, p. 86.

2. Voir G. Paris, *Revue critique*, 1870-1871, t. I, p. 1 et suiv. (d'après Sundby).

3. *Inferno*, XV, 25.

4. Voir, sur ces deux premiers mots choisis comme titre, l'article du P. Mandonnet, dans *Bulletin du Jubilé de Dante*, 1921, p. 395 et suiv.

Mais Dante n'est pas seulement thomiste en théologie, au point de s'inspirer parfois très exactement des distinctions les plus subtiles de la *Somme*; en philosophie, il témoigne de connaissances très variées, qu'elles lui soient venues de première ou de seconde main, en particulier du néoplatonisme représenté par le *Liber de Causis* tiré de Proclus, de l'augustinisme, du mysticisme chrétien ou arabisant¹. Une des principales préoccupations des *dantologues*, depuis nombre d'années, est précisément de prouver que Dante, thomiste orthodoxe en théologie, est singulièrement éclectique en philosophie.

Tout ce savoir ne lui est pas tombé du ciel. On naît peut-être orateur ou poète : on devient théologien et philosophe à force d'études où un guide est indispensable. Nous savons par son propre témoignage que Dante, après la mort de Béatrice (1292), se consola par le travail de l'esprit, qu'il fréquentait certaines écoles de religieux (*scuole de' religiosi*) « où la philosophie se démontrait conformément à la vérité », et que les lectures auxquelles il se livra alors — surtout celle de Thomas et des traductions latines d'Aristote — causèrent un préjudice durable à sa vue². Mais c'est le cas de répéter avec Ovide : *ignoti nulla cupido*. Ce n'est pourtant pas à vingt-sept ans qu'il pouvait s'initier à la science de son temps! Si Dante, frappé d'une peine de cœur, se tourna avec tant d'ardeur vers la scolastique, c'est qu'il avait fait, longtemps auparavant, connaissance avec elle. J'entends établir, du moins à titre de probabilité séduisante, que Dante, dans sa première jeunesse, fut bien l'élève, mais non dans une Université, d'un des philosophes les plus réputés de la fin du XIII^e siècle, Siger de Brabant. C'est en Italie, aux abords de sa vingtième année, et non sur les bancs de la rue du Fouarre, qu'il jouit de cet enseignement et que le péripatétisme chrétien, avec d'autres doctrines plus anciennes, lui devint familier à travers les leçons et les entretiens de Siger.

C'est ce que le poète me paraît avoir indiqué avec une clarté suffisante dans les vers célèbres du *Paradiso*, que je veux rappeler d'abord, quelque connus qu'ils soient, parce qu'ils ont été considérés et le sont encore comme une énigme. Il faut naturellement tenir compte du contexte autant que du texte lui-même³.

Béatrice et Dante pénètrent dans le quatrième ciel du Paradis, où les feux célestes brillent d'un éclat inconnu des hommes. Autour d'eux s'arrondit une couronne de vives et sonores clartés. L'une d'elles s'exprime ainsi : « Tu veux savoir de quelles fleurs se compose cette guirlande qui entoure en la contemplant cette femme dont tu tires la force de monter jusqu'au ciel. Je suis un des agneaux du saint troupeau mené par Dominique... Celui qui est le plus rapproché de ma droite fut mon frère et mon maître : il est Albert de Cologne,

1. Voir ce qu'écrivit déjà à ce sujet Ozanam, *Dante*, p. 116, 275. Ce savant admet même que Dante a eu quelque connaissance des doctrines indoues (*Ibid.*, p. 277).

2. *Convivio*, II, 13 ; III, 9. Cf. Ozanam, *Dante*, p. 116. — La dévotion particulière de Dante pour sainte Lucie doit probablement s'expliquer par les maux d'yeux dont il fut affligé, car sainte Lucie passait pour les guérir.

3. *Paradiso*, X.

je suis Thomas d'Aquin. Si tu veux apprendre quels sont les autres, suis bien ma parole de ton regard en parcourant la bienheureuse guirlande. » Ici, Thomas montre au poète, en louant chacun par quelques paroles, Gratien, Pierre Lombard, le roi Salomon (auteur du Cantique des cantiques), Denys l'Aréopagite, Paul Orose, Boèce, Isidore de Séville, Bède, Richard de Saint-Victor ; puis il termine ainsi¹ : « Celui-ci, que rencontre ton regard en revenant vers moi, est la lumière d'un esprit qui, dans de graves penses, trouva la mort lente à venir. C'est la lumière éternelle de Siger qui enseigna dans la rue du Fouarre et syllogisa des vérités dont on lui fit un crime. »

Sillogizò invidiosi veri.

J'ai rendu *invidiosi* par une périphrase, car il n'y a pas de mot correspondant à la pensée qu'éveille le terme italien. *Vérités importunes*² ne dit pas tout ; *vérités odieuses*³ est trop fort ; *vérités qui excitèrent un sentiment d'envie chez ses adversaires*⁴ fait presque contresens, comme d'ailleurs l'explication de Scartazzini : *verità degne d'invidia*. Il ne s'agit à aucun titre de jalousie ; Dante emploie le mot dans le sens latin d'*éveillant la haine*, dont on trouve beaucoup d'exemples, en vers comme en prose. Certaines vérités sont haïssables, c'est-à-dire qu'elles attirent la haine sur celui qui les énonce, parce qu'on lui fait un crime de dire vrai. En s'exprimant ainsi, on ne blâme pas celui qui a dit la vérité, mais on blâme, avec une concision discrète, ceux qui lui en ont voulu de l'avoir dite. Telle est, je crois, la pensée de Dante.

Réfléchissons au tableau qu'offre ce passage. Voici, à la place d'honneur, Thomas d'Aquin, le *maître du chœur*, comme Montaigne dira de Virgile ; c'est lui qui prend la parole. A sa droite est Albert le Grand de Cologne, dominicain comme lui, son maître et ami ; à sa gauche est Siger, qui fut un maître séculier de la Faculté des Arts, présenté au poète, parce que telle est la pensée du poète, comme une grande et illustre victime de la vérité. Ce tableau pose le problème réputé insoluble, car Siger, dit-on, fut un hérétique, combattu par Thomas, condamné par l'évêque de Paris, poursuivi par l'inquisiteur de France, condamné enfin en Cour de Rome à la prison perpétuelle. Si cela était vrai, Dante serait un révolté, un hérétique avoué et militant, d'autant plus impudent qu'il mettrait la glorification de l'hérésie dans la bouche de Thomas d'Aquin lui-même ! Plutôt que d'admettre cela, d'admettre que les contemporains l'aient toléré, il n'est pas de subterfuge auquel la critique n'eût mille fois raison de recourir. Mais elle peut, je crois, se tirer d'affaire sans subterfuge.

Gaston Paris fut longtemps préoccupé de ce problème. Il en parla d'abord à l'Académie des Inscriptions le 6 mai 1881, puis dans des articles, à diverses

1. J'emprunte la version très littérale du P. Mandonnet, sauf pour les derniers mots.

2. Trad. de Renan.

3. Trad. de M^{me} H. de Choiseul.

4. Mandonnet, *Siger*, p. cccxii.

reprises ; en dernier lieu, éclairé par l'ouvrage du P. Mandonnet sur Siger de Brabant, il écrivit un article à ce sujet dans la *Romania* de 1900. C'est donc pendant près de vingt ans qu'il appliqua son puissant esprit à l'élucidation d'une obscurité que nul ne sentait mieux que lui. Y a-t-il réussi ? Il ne le croyait pas lui-même, et la conclusion de son article de 1900 est découragée. C'est pourquoi je me crois le droit de reprendre une question qui, comme toutes celles que posent la littérature et l'histoire, peut être résolue, là où de grands savants ont échoué, par l'inspiration heureuse d'un épigone, si humble soit-il.

Que savons-nous de la biographie de Siger ? Chanoine de Liège, il paraît en 1266 dans une chaire de la Faculté des Arts de l'Université de Paris, déjà entouré d'une certaine réputation. Il explique Aristote ; ses leçons sur la *Politique* du maître sont très goûtées de Pierre Dubois, le futur légiste, qui, dans cette même Université, alors le centre des hautes études en Europe, entendit prêcher Thomas d'Aquin et Siger, dit *praecllentissimus doctor philosophiae*¹, expliquer la *Politique*. Des écrits de Thomas et de Siger, seuls nommés par lui, il aurait voulu qu'on fit des résumés, qu'on tirât des manuels². Thomas et Siger sont donc sur le même plan, comme deux gloires de l'Université de Paris. Cela se passait entre 1260 et 1272, quand Thomas dirigeait à Paris les deux écoles de théologie dominicaines³.

Mais Siger, qui se tient de près au texte d'Aristote, qui l'accepte tel qu'il est sans le dénaturer en l'interprétant, est suspect de cet aristotélisme radical que, d'après son plus fidèle représentant arabe, on appelle *averroïsme*. Jusqu'à quel point fut-il averroïste ? Hauréau, qui le qualifiait de parfait thomiste, n'avait pu encore lire ses opuscules. Six de ceux-ci ont été publiés par Baeumker et le P. Mandonnet, qui l'un et l'autre les trouvent averroïstes ; mais d'autres érudits, depuis, ont nié qu'ils le fussent, et l'on peut rappeler, à ce propos, ce qu'écrit le P. Mandonnet lui-même, que « la littérature averroïste nous est encore mal connue⁴ », qu'« il n'est pas aisé de définir rigoureusement ce que le XIII^e siècle a entendu par averroïsme⁵ ». Admettons que Siger fut un averroïste modéré ; cela se concilie avec son péripatétisme. Or, ce qui dominait alors dans l'Université et le haut clergé de Paris, c'était le vieil augustinisme. Tandis qu'Albert le Grand querelle parfois Aristote, dont on l'a injustement appelé le *singe*, Thomas ne le querelle jamais, mais l'interprète souvent ; en revanche, les Augustiniens ne voyaient dans ses œuvres — la *Logique* exceptée — que des nids d'hérésie. L'hérétique aristotélien par excellence, c'est Averroès. Il était donc malaisé, quand on commentait Aristote, de ne point passer pour quelque peu averroïste aux yeux des Augustiniens.

1. *De recuperatione terre sancte*, éd. Langlois, p. 121.

2. *Ibid.*, p. 61.

3. Mandonnet, *op. laud.*, p. xcix.

4. *Ibid.*, p. ccvi.

5. Mandonnet, *ibid.*, p. clxxvii.

Albert et Thomas ont senti le danger de l'averroïsme et l'ont combattu, le dernier avec tant de vigueur que, sur la célèbre peinture de Benozzo Gozzoli, au Louvre représentant le triomphe de saint Thomas, le saint docteur foule aux pieds Averroès. C'était peut-être, comme l'a pensé Renan, un moyen de mieux faire accepter l'Aristote revu et christianisé ; l'Aristote à turban faisait les frais de la conversion forcée du philosophe grec.

L'écrit d'Albert contre les averroïstes est de 1256 ; celui de Thomas fut rédigé vers 1270. Aucun d'eux ne mentionne Siger, ce qui peut s'expliquer d'ailleurs par l'aversion des scolastiques de ce temps pour des polémiques contre des docteurs encore en vie. Mais, dans un manuscrit de Munich, le traité de Thomas est intitulé : *Tractatus fratris Thomae contra magistrum Sigerum de unitate intellectus*. Le P. Mandonnet a voulu démontrer que cette mention était exacte et que le traité de Thomas vise le *De anima intellectiva* de Siger. On a objecté que l'écrit de Thomas ne cite littéralement aucune phrase de l'opuscule de Siger, ce qu'il pouvait faire pourtant sans manquer à la courtoisie scolastique, et ce qu'il devait faire s'il n'avait en vue que cet opuscule, et non d'autres écrits averroïstes que nous ignorons. Ainsi, la cause n'est pas entendue.

La même année, en décembre 1270, l'évêque de Paris condamna quatre-vingt-treize propositions, dont quatre averroïstes ; les erreurs sont condamnées et excommuniées, ainsi que tous ceux qui les *auront* enseignées sciemment. Aucun nom n'est prononcé ; il y a seulement menace d'excommunication contre ceux qui enseigneraient certaines doctrines. Si, à cette époque, Siger avait été diffamé comme averroïste, l'évêque de Paris, qui appartenait au parti augustinien, aurait sans doute procédé tout autrement.

Au cours des années suivantes, l'Université de Paris connut une période de désordre, où l'on trouve Siger mentionné comme chef d'un parti opposé à celui d'Albéric de Reims. Il s'agissait là de querelles personnelles et locales auxquelles l'intervention du légat du pape mit fin. C'est sans texte à l'appui qu'on a vu là une agitation averroïste¹. En 1272, Thomas avait quitté Paris pour Naples ; il était mort subitement deux ans après ; la Faculté de théologie avait rendu de grands honneurs à sa mémoire et même sollicité l'envoi de son corps, ce qui n'était pas pour plaire aux Augustiniens. Siger continua, semble-t-il, son enseignement sans obstacle. A l'occasion, il exprime son admiration pour Albert et Thomas, qu'il appelle *praecipui viri in philosophia*². Il était d'ailleurs d'accord avec Thomas, contre les Augustiniens, sur un point essentiel, l'unité des formes substantielles, doctrine que le docteur angélique affirmait encore peu de temps avant sa mort³.

Faisons donc observer, avant d'aller plus loin : 1^o que, selon l'étudiant Pierre Dubois, Thomas et Siger étaient les gloires de l'Université de Paris ;

1. Mandonnet, p. cxxx.

2. *Ibid.*, p. cxli.

3. *Ibid.*, p. cc. Pour les Augustiniens, les formes ne sont pas simples, mais multiples.

2^o que, Thomas parti, la situation de Siger dut être d'autant plus grande que le maître ne laissait pas d'élève éminent ; 3^o que, si Albert et Thomas ont écrit contre certaines tendances qu'il y a lieu d'attribuer à Siger, celui-ci a parlé avec respect de l'un et de l'autre *comme philosophes*, au lieu de les considérer simplement comme des théologiens ; 4^o que, sur un point essentiel, Siger a toujours été d'accord avec Thomas, parce que c'était la doctrine d'Aristote, contre leurs adversaires communs.

En 1277 éclata un scandale sur lequel le P. Mandonnet a parfaitement fait la lumière. Le pape Jean XXI, ému de certains rapports qu'on lui faisait sur l'Université de Paris, considérée comme pontificale et non royale, prescrivit à l'évêque Étienne Tempier de faire une enquête. Pour un motif que nous ignorons, l'évêque n'envoya pas son enquête au pape, mais sévit, de son propre chef, contre les opinions dont ses informateurs lui dénonçaient le crédit (7 mars). La liste de ces opinions comprend 219 articles : il y a des propositions averroïstes, des propositions thomistes et aussi beaucoup d'extracentricités, de véritables blasphèmes, comme on n'en a enseigné dans aucune école du moyen âge ; pour en trouver l'équivalent, il faut descendre jusqu'aux soupers de Frédéric II et du baron d'Holbach. Évidemment, le rédacteur a pris de toutes mains : opinions dénoncées par des clercs, propos entendus dans des tavernes d'étudiants. Mais ce qui importe, c'est l'inclusion de propositions thomistes, véritable insulte à la mémoire du grand docteur ; c'était la revanche des Augustiniens, dont était l'évêque Tempier, contre les thomistes parisiens de la Faculté de théologie. Peu de temps après, une manifestation analogue, nettement antithomiste, se produisit à Oxford. Quand Thomas fut canonisé, en 1325, il fallut qu'un autre évêque de Paris annulât la condamnation de 1270 en tout ce qui pouvait concerner le nouveau saint.

Et Siger ? Le P. Mandonnet estime qu'aux extravagances près c'est son enseignement qui avait fourni la matière de la plupart des censures. Cela paraît confirmé par deux textes : 1^o dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale, le recueil des 219 propositions est intitulé : *Contra Sigerum et Boeticum hereticos* ; ce Boèce était un Roumain (*Dacus*) dont nous ne connaissons que des écrits inoffensifs ; 2^o dans un catalogue, dressé en 1311, des œuvres de Raymond Lulle, ennemi acharné de l'averroïsme, on trouve cette mention : *Liber contra errores Boetii et Sigeri*. Témoignages à recueillir, sans doute, mais qui peuvent remonter l'un et l'autre à une source dont rien ne nous garantit la pureté.

Huit mois après, comme nous l'apprend un document publié par Dom Martène¹, l'inquisiteur de France, Simon du Val, cite à son tribunal Siger de Brabant et Bernier de Nivelles (23 octobre 1277) ; la citation est adressée aux Dominicains et Franciscains des lieux présumés où Siger et Bernier s'étaient réfugiés. Siger et Bernier sont gravement suspects d'avoir commis

1. *Thesaurus anecdotorum*, V, p. 1812. Lea a connu ce texte, mais a quelque peu altéré les noms.

le crime d'hérésie dans le royaume de France et cités à comparaître à Saint-Quentin le 17 janvier 1278.

Le P. Mandonnet est convaincu, et a persuadé à Gaston Paris, qu'il y a une relation directe, bien que non immédiate — l'intervalle de huit mois est difficilement explicable — entre la condamnation générale portée par l'évêque le 7 mars et la citation du 23 octobre. Il est également convaincu que Siger, fugitif et contumace, a été déclaré hérétique, suivant la procédure en vigueur depuis le Concile de Latran de 1215.

On peut faire à cette manière de voir de graves objections :

1^o Si l'inquisiteur avait agi en raison de la condamnation épiscopale de mars 1277, il aurait poursuivi Siger et Boèce ; or, il s'agit de Siger et d'un inconnu, belge également, Bernier de Nivelles ;

2^o Le P. Mandonnet reconnaît que Bernier dut être « renvoyé des fins de la plainte », puisque nous le trouvons plus tard, à Paris, léguaient vingt-cinq volumes au collège de Sorbonne. Pourquoi Siger n'aurait-il pas aussi été reconnu innocent, victime, par exemple, d'une dénonciation calomnieuse ? L'Inquisition condamnait souvent à la légère, mais pas toujours, surtout en dehors du Languedoc.

Le P. Mandonnet, sans textes à l'appui, reconstitue ainsi la fin de Siger et celle de Boèce (dont nous ne sachions pas que l'Inquisition se soit occupée) : partis pour la Cour de Rome, afin de faire appel à la juridiction pontificale, ils furent reconnus hérétiques, se rétractèrent et, condamnés suivant l'usage à la prison perpétuelle, moururent en captivité. L'éminent auteur de l'ouvrage sur Siger est si convaincu de la triste fin de son héros entre quatre murs qu'il y revient à plusieurs reprises : p. CCXLII, « Nous verrons Siger de Brabant, condamné à la Cour romaine pour ses doctrines, y subir la peine d'une détention perpétuelle » ; p. CCLXX, « Siger mourut à Orvieto, dans les prisons inquisitoriales de la Cour romaine, à la suite d'un emprisonnement à perpétuité » ; p. CCLXXXVII, « Siger dut comparaître soit à Rome, soit à Viterbe (avec Boèce). La peine qui devait lui être appliquée était celle relative aux hérétiques dogmatisants qui se réconciliaient, à savoir la détention perpétuelle. »

D'Orvieto, il sera question tout à l'heure. Mais, si l'on demande ses preuves au P. Mandonnet, il n'en a qu'une : c'est une lettre de Jean Peckam, franciscain, adversaire des Dominicains, archevêque de Cantorbéry de 1278 à 1292, qui, cherchant à exonérer Thomas de la théorie de l'unité des formes substantielles, attribue l'origine de cette opinion, qu'il réprouve, non à des réguliers, mais à des séculiers ; il ajoute que ses deux principaux défenseurs, ou peut-être inventeurs, passent pour (*dicuntur*) avoir terminé misérablement leur vie en Italie, alors qu'ils n'étaient pas originaires de ce pays (lettre du 10 novembre 1284).

Que Peckam ait fait ainsi allusion à Siger et à Boèce, c'est possible ; mais il répète un on-dit. Peut-on conclure de là que Siger et Boèce aient partagé jusqu'au bout le même triste sort ? Peut-on même en conclure, la lettre de

Peckam étant de la fin de 1284, que Siger et Boèce devaient être morts à cette date? Que les deux docteurs en question aient gagné l'Italie, Peckam le donne comme certain et on peut l'en croire; mais le bruit de leur mort en pays étranger n'est qu'une rumeur. Toutefois, en l'absence de témoignages sur Siger postérieurs à cette époque et jusqu'à ce qu'il s'en trouve un, nous acceptons, à titre provisoire, l'an 1284 comme terme extrême de la vie de Siger.

On remarquera que Peckam ne dit pas un mot d'une condamnation subie en France ou en Cour de Rome; le châtement, un exil avec ses misères, est comme venu du ciel. Ce que son texte a de plus intéressant, à mon avis, c'est qu'il s'ajoute à celui de Pierre Dubois et à la condamnation de 1277 pour représenter Siger, non comme un adversaire, mais presque comme un inspirateur de Thomas, pour les loger, en quelque sorte, à même enseigne et les associer dans l'erreur. Il n'y a là rien que d'honorable pour Siger, et cela prépare vraiment à rencontrer dans le *Paradis* de Dante, rayonnants d'une clarté divine, le grand Thomas entre Albert et Siger.

Sur la fin de Siger en Italie (non sur sa condamnation, qui est une hypothèse gratuite), nous disposons aujourd'hui de deux textes; le P. Mandonnet n'en avait qu'un, qu'il n'a certainement pas bien entendu et sur lequel G. Paris, en 1900, a fait la lumière, grâce à l'appui qu'un second texte lui a prêté. Découvert par Castets à Montpellier en 1880, le premier texte est tiré d'un poème italien intitulé *Il Fiore*, œuvre du Florentin Durante, en qui de bons juges, combattus par d'autres bons juges, ont voulu reconnaître Dante lui-même. Ce poème est une imitation assez exacte de la partie satirique du *Roman de la Rose*, qui est de Jean de Meung. Dans l'original français, Faux-Semblant, c'est-à-dire l'hypocrisie personnifiée, se vante de ses triomphes sur ses ennemis, en particulier de la défaite de Guillaume de Saint-Amour dans la célèbre controverse de 1257 contre les Mendiants. Le poète italien ajoute (je transcris la traduction de G. Paris) :

Maitre Siger n'en sortit guère joyeux. Je l'ai fait mourir par le glaive, à grande douleur, à la Cour de Rome, à Orvieto.

Quand G. Paris, le 6 mai 1881, communiqua ce texte précieux à l'Académie des Inscriptions, il se trompa, comme il l'a reconnu lui-même, sur l'interprétation qu'il comporte. « Cela paraît bien vouloir dire », opinait-il, « que Siger fut condamné à mort par ordre du Pape pour avoir attaqué le pouvoir temporel. » Non pas comme hérétique, car Paris savait bien que les hérétiques du XIII^e siècle ne périssaient pas par le glaive, mais par le feu. L'hypothèse d'une condamnation à mort pour délit politique était tout à fait irrecevable, et le P. Mandonnet l'a démontré sans peine. Toutefois, comme ce savant tenait à faire mourir Siger dans une geôle pontificale, il s'avisa, à la suite du romaniste Boucherie, de traduire *a ghiado il fè morire* par « je l'ai fait mourir misérablement », alors que la mention de la mort par le glaive

est, c'est
cette

Da
net l
celle
angla
C'est
Trop

Au
beau
le ma
contr
à Par
et là,
quasi

G.
Thor
contr
qu'un
le m
l'ave

En
reste
Boèce
nom
aussi
chos

A
man
G. P
adm
l'inq
que
Mar
de L
tain
qu'il
ennu
vant
à la
secre

est, comme on dit, écrite en noir sur du blanc. G. Paris n'a jamais admis cette interprétation.

Dans son dernier article sur Siger, en 1900, il reconnut que le P. Mandonnet l'avait convaincu de plusieurs erreurs, mais il rectifia définitivement celle de la mort de Siger en prison par l'emprunt qu'il fit au dantologue anglais Toynbee d'un nouveau texte publié en 1879, mais resté inaperçu. C'est un court passage de l'œuvre du continuateur brabançon de Martin de Troppau, où il est dit, à propos du règne de Rodolphe (1273-1291) :

Au temps de cet empereur fleurit Albert, de l'ordre des Prêcheurs, qui écrivit beaucoup de choses excellentes sur la théologie et réfuta beaucoup dans ses écrits le maître Siger. Ce Siger, Brabançon de nation, pour avoir tenu certaines opinions contre la foi (*eo quod quasdam opiniones contra fidem tenuerat*), ne pouvant subsister à Paris (*subsistere non valens*), se rendit à la Cour romaine (*romanam Curiam adiit*) et là, après peu de temps (*post parvum tempus*), périt transpercé par son clerc quasi dément (*a clerico suo quasi dementi perfossus periit*).

G. Paris a commencé par supposer que le chroniqueur avait confondu Thomas avec Albert. Cela n'est pas nécessaire, car ils ont l'un et l'autre écrit contre l'averroïsme, et il semble bien qu'au *xiv^e* siècle on a souvent pensé qu'une réfutation de l'averroïsme visait Siger. Nous avons déjà vu que, dans le monde augustinien, on inclinait à faire de Siger et de Boèce les chefs de l'averroïsme latin.

En second lieu, G. Paris a émis une hypothèse tout à fait bizarre, qu'il a du reste comme dissimulée dans une note. Le *clericus* qui poignarda Siger serait Boèce, son compagnon, et il faudrait peut-être écrire *a clerico (socio) suo*. Le nom seul de G. Paris peut faire attacher quelque importance à une opinion aussi dénuée d'appui. Le *clericus* de Siger était son secrétaire, pas autre chose.

Ayant ainsi détruit pour toujours ce qu'on pourrait presque appeler, sans manquer à la haute estime qu'on lui doit, le roman du P. Mandonnet, G. Paris continua, par une singulière obsession, d'en accepter une partie. Il admit que Siger se rendit à la Cour de Rome pour faire appel de la citation de l'inquisiteur de France, alors qu'il n'existe pas l'ombre d'un texte à cet effet, que celui de Peckam y est plutôt contraire, que celui du continuateur de Martin de Troppau, bien renseigné, en tant que Brabançon, sur un chanoine de Liège, ne l'implique nullement, car : 1^o il montre Siger, à cause de certaines opinions, dans l'impossibilité de continuer à vivre à Paris ; c'est donc qu'il perdit sa place, c'est donc qu'une dénonciation quelconque lui créa des ennuis avec l'Inquisition, mais pas davantage ; 2^o il montre Siger, ne pouvant plus gagner sa vie ou résider à Paris (l'un implique l'autre), se rendant à la Cour de Rome et périssant là sous le poignard d'un fou qui était son secrétaire. Est-ce qu'un accusé traduit devant l'Inquisition pontificale

aurait eu un secrétaire? Il est plus conforme au texte de supposer que Siger s'est rendu à la Cour de Rome pour y gagner sa vie; étant très savant et muni de hauts diplômes, il pouvait tout au moins l'espérer.

Les mots *post parvum tempus* sont bien vagues. Siger quitte Paris à la fin de 1277; en prenant *post parvum tempus* à la lettre, comme l'a fait Paris, cela le fait mourir en 1278 ou 1279. Mais c'est impossible, car Durante dit qu'il est mort « à la Cour romaine, à Orvieto », et la Cour romaine n'a été dans cette ville ni en 1278 ni en 1279, mais bien de 1281 à 1284, de 1290 à 1291 et en 1297. Donc, *post parvum tempus* signifie au moins *après trois ans* et peut aussi bien signifier *après quatre ou cinq ans*. Comme nous l'avons vu, il n'est pas encore permis, malgré l'incertitude du texte unique de Peckam, de faire mourir Siger après 1284; mais s'il est mort, cette année-là, à la Cour romaine, il n'y a pas contradiction avec le *Fiore*, car la Cour était alors à Orvieto.

G. Paris avait rappelé, en 1881, ces séjours de la Cour romaine à Orvieto; il oublia, en 1900, cette donnée essentielle de la question et, sous l'influence de l'expression *post parvum tempus*, formula une hypothèse désespérée, qui d'ailleurs ne le satisfait pas lui-même, car il déclara que l'obscurité subsistait et se consola en exprimant une fois de plus son admiration pour les vers du *Paradis*. G. Paris suppose que Dante, âgé de douze ou treize ans — c'est-à-dire en 1278 ou 1279 — aurait, comme son contemporain Durante, entendu parler à Florence d'une catastrophe qui fit beaucoup de bruit : Siger, sur le point de passer en jugement pour hérésie, aurait été poignardé par son coaccusé Boèce et Boèce aurait été condamné à mort pour cet assassinat. C'est le cas d'emprunter à Dante son *guarda e passa*. Ne nous étonnons pas que notre illustre confrère ait été peu satisfait de sa solution, d'autant moins qu'elle laissait intact le problème le plus angoissant : comment Dante met-il au *Paradis*, à la gauche de Thomas, qui prononce son éloge et déplore à mots couverts la persécution qu'il subit pour la vérité, un hérétique deux ou trois fois condamné, mort dans l'impénitence?

Et votre solution, me dira-t-on? Il me semble que je l'ai laissé entrevoir, mais je n'en veux pas moins la développer.

Quand, à l'hostilité de l'évêque Étienne Tempier, vint s'ajouter le péril d'une poursuite inquisitoriale, Siger comprit qu'il ne pouvait plus enseigner à Paris. Il partit pour l'Italie, cherchant peut-être un emploi à la Cour de Rome, et mena dès lors une vie assez misérable de savant pauvre et déclassé. Vers 1282, alors que Dante avait dix-sept ans et que Brunetto l'avait enflammé du désir d'apprendre, l'avait bercé d'un rêve de gloire, Siger rencontra ce beau jeune homme pensif, appartenant à une famille florentine alors très aisée, et lui donna des leçons pour vivre. C'est lui qui initia Dante à Albert et à Thomas, à leur maître commun Aristote, au grand commentateur Averroës,

Averrois, che il gran commento feo¹,

1. *Inferno*, IV, 144.

et aussi aux doctrines contraires qui procédaient de l'augustinisme ; il raconta à Dante comment, enseignant à Paris dans la rue du Fouarre, il avait enchaîné de beaux syllogismes à l'exemple d'Aristote, avec ce résultat qu'il était devenu suspect aux adversaires du *maestro di color chi sanno*¹. C'étaient aussi ceux de Thomas, et ils l'avaient montré en 1277, quand ils essayèrent de les faire condamner ensemble, alors que Thomas venait de mourir et que Siger restait seul à Paris pour représenter dignement l'alliance de la sagesse antique avec la révélation chrétienne. D'autres fois — ce roman-ci est du moins vraisemblable — Siger parlait à son élève de la *Politique* d'Aristote, que Pierre Dubois l'avait entendu exposer, et ces leçons ne furent pas perdues pour l'auteur futur du traité sur la monarchie (1307). Enfin, n'est-il pas probable que le chanoine belge parla de son pays, des digues élevées entre Cadzant et Bruges, que lui rappelaient les levées de terres exécutées par les Padouans le long de la Brenta² ?

Lorsque Siger, pendant le séjour de la Cour romaine à Orvieto, où il avait peut-être trouvé quelque occupation, fut poignardé par un fou, il ne mourut pas sur l'heure, mais sa longue agonie fut celle d'un sage. Dante dut y assister ; ces vers d'un accent si pathétique,

... uno spirito, che in pensieri
Gravi, a morir gli parve venir tardo,

sont inintelligibles s'ils ne sont pas le souvenir ému d'un témoin.

Je m'étonne un peu que Gaston Paris ne m'ait pas prévenu, car, en 1881, il a dit à l'Académie une phrase qui prépare la solution que je propose : « Le passage du *Paradis* où est nommé Siger était un des témoignages qu'on évoquait pour soutenir que Dante était venu à Paris ; maintenant qu'on sait que Siger est mort en Italie, cette hypothèse n'est plus nécessaire pour expliquer que Dante l'ait connu³. » En 1900, Paris a oublié cela pour s'arrêter à cette singulière conception dont j'ai déjà parlé : Dante tout jeune ému par le récit de la mort tragique d'un docteur français à Orvieto !

Une explication est acceptable quand elle rend compte des faits avérés et n'en contredit aucun. N'est-ce pas le caractère de la mienne qui, à la différence de celles qu'on a tentées jusqu'à ce jour, justifie en même temps la piété de Dante envers Siger, les précisions qu'il donne sur sa vie et sur sa mort, la place éminente qu'il lui attribue au *Paradis*, l'intimité qu'il établit ou rétablit entre les trois péripatéticiens de l'Église, Thomas, Albert et Siger, intimité que Thomas proclame lui-même à l'encontre de ceux qui ont médité de lui en même temps que de Siger — le goût de Dante pour la théologie et la philosophie, la connaissance qu'il a de Paris comme de la côte de Flandre, le cas qu'il fait de la *Politique* d'Aristote, son respect pour le grand commen-

1. *Inferno*, IV, 131.

2. *Ibid.*, XV, 4 et suiv.

3. *Revue critique*, 1881, t. I, p. 400.

tateur Averroës, damné comme infidèle, digne de mémoire comme savant¹?

Comparez cette solution à celles qu'a proposées le P. Mandonnet et qui semblèrent ingénieuses à G. Paris sans le satisfaire : Dante connaissant la vie de Siger et ignorant tout de sa doctrine ; Dante *obligé* de mettre Siger au Paradis faute d'un autre philosophe et maître ès arts disponible ; les mots de Dante sur « la mort qui semble lente à venir » ne pouvant s'interpréter que dans l'hypothèse d'une condamnation de Siger à la détention perpétuelle²!

Faut-il parler des autres explications qu'on a tentées, et que je ne me flatte pas d'ailleurs de connaître toutes ? Suivant G. Paris — en 1881 (mais non en 1900) — les Dominicains avaient machiné la perte de Siger, et l'éloge placé dans la bouche de Thomas serait « une ironie terrible » ; G. Paris parlait à ce propos de « vers vengeurs » et, préoccupé des torts attribués par lui aux fils de Dominique, interprétait mal, comme l'a montré le P. Mandonnet, le vers obscur où Thomas³ semble condamner les études profanes des moines. — Suivant Gebhart⁴, le mot de l'énigme est la théorie de Dante sur le repentir et l'expiation ; une fois les fautes de Siger expiées par la grande misère dont témoigne le *Fiore*, il pouvait prendre place au Paradis. — Dans un coin, à la rigueur, mais en si belle place ! — Nardi (1912) pense que Dante était naturellement favorable aux persécutés ; en l'espèce, il a voulu opérer une réconciliation posthume de Thomas et de Siger⁵. Quelle disproportion entre le moyen et le but, si Dante n'a pas été lui-même l'obligé et l'ami de Siger, s'il n'a pas su que les différends de Siger avec Thomas étaient d'importance secondaire et que Siger, réfugié en Italie après la mort du maître, y avait précisément enseigné le péripatétisme chrétien, le thomisme ! Le dernier reviseur du grand ouvrage d'Ueberweg, Baumgartner (1915), se contente d'écrire : « Que Siger, malgré son averroïsme déclaré, se voie assigner une situation hautement honorable dans le cercle des théologiens du Paradis auprès d'Albert et de Thomas, c'est ce qui doit provoquer l'étonnement (*Verwunderung erregen*)⁶ ». C'est à cet étonnement légitime que mon hypothèse voudrait mettre fin.

Je conclus. Dante doit à Siger et a reçu de lui en Italie sa première éducation théologique, patristique et philosophique ; c'est par Siger qu'il a connu Thomas et Albert, les deux guides, avec Virgile, de sa pensée ; il lui a rendu un hommage ému parce qu'il l'aimait, qu'il avait assisté à sa mort douloureuse et qu'il savait de lui comment la malveillance avait brisé sa carrière et causé indirectement sa triste fin. S'il a mis cet hommage dans la bouche de Thomas, c'est parce qu'il savait par son maître, bien mieux que nous ne pou-

1. Dante combat nettement le panthéisme averroïste au chant XXV du *Purgatoire*.

2. Mandonnet, *op. laud.*, p. ccxc.

3. *Paradiso*, X, 94.

4. *L'Italie mystique*, 1890.

5. Cf. Baumker, *Deutsche Literaturzeitung*, 1^{er} novembre 1913.

6. Ueberweg, *Grundriss*, t. II, p. 541.

vons le savoir aujourd'hui, combien peu pesaient quelques divergences entre le péripatétisme opportuniste et le péripatétisme intransigeant sur l'estime mutuelle de deux docteurs qui ont lutté, chacun à sa manière et dans sa sphère propre, à l'encontre des mêmes préjugés d'une théologie obstinément conservatrice, fille de saint Augustin qui méprisait Aristote¹, pour ce qu'ils croyaient être la vérité.

Salomon REINACH.

Post-scriptum. — Depuis que ce mémoire a été lu à l'Académie, j'ai pris connaissance de la deuxième édition du beau livre de M. Mandonnet (Louvain, 1911). Bien entendu, l'auteur fait état du nouveau texte de Martin de Troppau, mais il maintient intégralement ses conclusions, avec cette différence que Siger, ayant auprès de lui un clerc, n'aurait pas été *incarcéré* à la Cour de Rome, mais seulement *interné* (p. 283). A cela près, ce sont les mêmes affirmations, qui ne peuvent, je crois, être admises sans preuves nouvelles (p. 262). « Il ne subsiste, à mon avis, aucun doute sur la fin de Siger... Siger a été condamné à l'internement dans la Curie. C'est ainsi qu'il l'a accompagnée dans ses déplacements » ; p. 279 : « Ce que je crois avoir établi, et ce que je maintiens encore, c'est que Siger a été jugé et condamné à une réclusion perpétuelle. » Je me permets, pour ma part, de nier qu'il ait été jugé, condamné ou interné, mais je me hâte de dire que je m'incline, à tous autres égards, devant le grand savoir, servi par une plume élégante, du R. P. Mandonnet.

1. Il y a certainement de l'augustinisme dans la *Comédie*, mais saint Augustin n'y est nommé que deux fois en passant, et je me demande même si l'une de ces mentions ne concerne pas l'apôtre de l'Angleterre plutôt que l'évêque d'Hippone.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD

(ALGÉRIE-TUNISIE-MAROC)

1919-1925

SOURCES ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — La production historique relative à la Berbérie ne cesse de croître, mais demeure dispersée. L'Algérie et les deux Protectorats voisins vivent à peu près étrangers les uns aux autres et ignorent parfois les travaux publiés en France; plus souvent encore, la métropole méconnaît l'activité scientifique d'outre-mer. Ce bulletin est destiné à faciliter les recherches que l'approche du centenaire de la conquête d'Alger rendra plus nombreuses¹. Comme il ne porte que sur les publications postérieures à la guerre, il a paru utile de le faire précéder de quelques renseignements pratiques.

Pour les sources de l'histoire algérienne, M. ESQUER, archiviste du gouvernement général, a publié un *vade-mecum* qui contient tous les renseignements utiles sur les manuscrits et les imprimés, tant en France qu'en Algérie². La reproduction par M. G. BOURGIN de l'état sommaire de la sous-série F⁸⁰ des Archives nationales, dressé en 1883 par l'archiviste Laudy, demeure indispensable. Malheureusement, Laudy s'était borné à relever le titre des cartons et il laissa subsister des imprécisions et des erreurs chronologiques. A cette publication, M. G. Bourgin a ajouté l'état des registres figurant sous la même cote, et des dossiers versés en 1882 par le ministère de l'Instruction publique³. La table du tome III du catalogue manuscrit de la série BB¹⁸ signale plusieurs dossiers relatifs à la presse et aux associations algériennes ayant donné lieu à des poursuites judiciaires. Les archives de l'Assemblée constituante (C. 263, dossiers 54 à 60) et de la Législative (C. 329, dossiers 96 à 106), versées récemment par la Chambre des Députés, contiennent d'impor-

1. La Commission du centenaire a déjà arrêté la publication d'une soixantaine d'ouvrages consacrés à l'Algérie.

2. G. ESQUER, *les Archives algériennes et les sources de l'histoire de la conquête* (extrait des *Annales universitaires de l'Algérie*, septembre 1912; Alger, Jourdan, 1912); *les Centres de travail intellectuel en Algérie* (*Afrique latine*, février 1923); *les Bibliothèques publiques en Algérie* (*Ann. univ.*, 1912).

3. G. BOURGIN, *les Documents de l'Algérie aux Archives nationales* (extrait de la *Rev. afr.*, 1906).

tants documents sur l'Algérie sous la deuxième République. Enfin, un important dépôt effectué par le ministère de l'Intérieur est en voie de classement.

M. BRAIBANT a publié l'inventaire des archives de l'amirauté d'Alger et signalé que les expéditions des lettres adressées, après 1870, au ministre par le contre-amiral commandant la marine en Algérie figurent dans les séries BB³ et BB des archives centrales de la Marine¹.

Le recueil de PLANTET, constitué à l'aide des archives des Affaires étrangères, de la Marine, des Colonies et de la Chambre de commerce de Marseille, demeure indispensable pour l'étude des relations de la France avec la Régence².

Les archives d'Algérie, longtemps livrées au pillage, révèlent de grandes richesses depuis que des spécialistes s'en occupent. Celles du gouvernement général ont été remarquablement classées par M. Esquer et les chercheurs trouvent toutes facilités pour les consulter. A Oran, une installation moderne permet des recherches aisées. A la préfecture d'Alger, il y aurait beaucoup à faire pour améliorer la consultation des dossiers. A Constantine enfin, où les archives étaient vendues au poids, un jeune diplômé de l'École des chartes a fait en quelques mois un travail considérable ; il a découvert des dossiers et des registres fort importants, entassés dans les greniers.

Le gouvernement général a entrepris de publier les catalogues des manuscrits arabes conservés dans les bibliothèques algériennes. M. DENY a décrit les vingt-huit registres de solde des janissaires, déposés à la Bibliothèque nationale d'Alger, et montré le parti qu'en peuvent tirer les historiens³. On doit à M. JACQUETON l'inventaire des *Archives espagnoles du gouvernement général* (Alger, 1894), à M. V. MARTEAU et ses collaborateurs le recueil et classement des *Archives du contrôle général des services de sécurité de l'Algérie* (Alger, 1908).

Un grand nombre de manuscrits ont disparu de la bibliothèque de Constantine, lors de la prise de la ville. Les officiers les emportèrent et les remirent parfois aux bibliothèques des villes de France où ils résidaient ; malheureusement, la liste n'en a pas été établie.

Les archives de la Résidence de Tunis n'ont pas fait l'objet d'un catalogue imprimé, mais ont été déjà largement utilisées. Elles ont fourni, notamment, une partie de la matière de l'important ouvrage de PLANTET⁴ et les registres

1. BRAIBANT, *Inventaire des archives de l'amirauté d'Alger* (Rev. afr., 1922), et *État actuel des archives de la Marine* (Bull. Soc. d'hist., mod., 1921). Antérieurement à 1870, les documents ont été versés aux Archives nationales.

2. E. PLANTET, *la Correspondance des deys d'Alger avec la cour de France, 1597-1833* (Paris, Félix Alcan, 1889).

3. T. I : *Médresa de Tlemcen*, par COUR ; t. II : *Grande mosquée d'Alger*, par BEN-CHENEB (Alger, Carbonel) ; J. DENY, *les Registres de solde des janissaires* (Rev. afr., 1920).

4. PLANTET, *Correspondance des beys de Tunis et des consuls de France avec la cour (1577-1830)*, 3 vol. in-8° (Paris, Félix Alcan, 1893) ; t. I : 1577-1700 ; t. II : 1700-1770 ; t. III : 1770-1830.

de la chancellerie du consulat de France, dont M. Grandchamp a terminé la publication. Les archives de la Sardaigne, où M. Monchicourt a trouvé le manuscrit du consul Filippi, celles d'Angleterre, où M. Serres a puisé de nombreux documents, et celles de France, où le colonel Hannezo a mis au jour des pièces inédites, réservent sans doute encore des découvertes.

Au Maroc, il n'existait qu'un relevé sommaire de la bibliothèque de la mosquée Karaouiyye, de Fez. M. LÉVI-PROVENÇAL a dressé, pour la première fois, un répertoire scientifique des manuscrits arabes de Rabat,¹ qui comprend 544 numéros et sera suivi bientôt d'un inventaire aussi considérable des nouvelles acquisitions. Avec M. BEN-CHENEB, professeur à la Faculté d'Alger, il a mené à bien un classement chronologique des éditions de Fez² et, au cours de ses investigations dans les bibliothèques du Maroc, découvert plusieurs manuscrits précieux; enfin, durant une mission en Espagne, dont il avait été chargé ainsi que M. Massé, professeur à la Faculté d'Alger, il a trouvé des textes inconnus d'histoire maugrèbine et il s'occupe d'achever le catalogue des manuscrits arabes de la bibliothèque de l'Escorial, interrompu depuis la mort d'Hartwig Derenbourg.

M. de Castries poursuit régulièrement la monumentale publication des *Sources inédites de l'histoire du Maroc*, où figurent de nombreux documents d'archives de France et de l'étranger³.

TEXTES. — La Faculté d'Alger a inauguré, en 1915, une collection de textes relatifs à l'histoire de l'Afrique du Nord, avec traduction et commentaire, dont l'*Hérodote* de M. Stéphane GSELL a seul paru (1915)⁴. Il faut avoir recours, pour les autres auteurs anciens, à la *Collection Guillaume Budé*, qui a déjà édité cinq ouvrages intéressant l'histoire africaine.

Les éditions et traductions de textes arabes se multiplient depuis quelques années. Les *Archives marocaines*, publiées à Rabat, impriment des traductions d'ouvrages se rapportant au Maroc, et l'on annonce une collection *Hespéris* qui lancera les mémoires et traductions trop étendus pour la revue. M. Lévi-Provençal vient de prendre la direction d'une collection nouvelle de

1. LÉVI-PROVENÇAL, *les Manuscrits arabes de Rabat*, in-8, XII-306 p. (Paris, Leroux, 1920).

2. BEN-CHENEB et LÉVI-PROVENÇAL, *Essai sur le répertoire chronologique des éditions de Fès* (Rev. afric., 1921 et 1922).

3. Voici où en est, en 1925, cette publication. Première série : *Dynastie saadienne (1530-1660)*. Sous-séries : I. *Archives et bibliothèques de France*. 3 vol. parus (complet); II. *Arch. et bibl. des Pays-Bas*. 6 vol. parus (complet); III. *Arch. et bibl. d'Angleterre*. Un vol. paru, un second sous presse, le troisième et dernier en préparation; IV. *Arch. et bibl. d'Espagne*. Un vol. paru, deux en préparation; V. *Arch. et bibl. de Portugal*, en préparation; VI. *Dépôts divers (Italie, Autriche, Belgique, Allemagne, Russie, Suisse)*, en préparation. — Deuxième série : *Dynastie filalienne (1661-1757)*. I. *Arch. et bibl. de France*. 2 vol. parus, un troisième sous presse. — Troisième série : *Dynastie filalienne (1757-1845)*. Chaque volume a paru chez Geuthner au prix de 60 fr.

4. Sur l'intérêt de cet ouvrage où sont classés et traduits tous les extraits relatifs à la Libye, cf. R. Basset, *la Libye d'Hérodote d'après le livre de M. Gsell* (Rev. afr., 1918).

textes arabes relatifs à l'histoire de l'occident musulman, qui comprendra une série de textes inédits ou mal publiés, avec traduction française, et M. Casanova commence une nouvelle édition de la traduction de l'*Histoire des Berbères* d'Ibn Khaldoun par M. de Slane, qui demeure l'ouvrage fondamental pour l'étude de la Berbérie au moyen âge¹.

Dans ses *Sources inédites de l'histoire du Maroc*, M. de Castries réédite des ouvrages importants, épuisés ou difficiles à consulter.

Enfin, la *Collection de documents inédits sur l'histoire de l'Algérie* après 1830, publiée sous les auspices du gouvernement général, comprend cinq volumes de correspondance, avec notes dues à MM. YVER et ESQUER. C'est dans ces notes que l'on trouvera les renseignements biographiques les plus sûrs concernant les personnalités militaires et civiles d'Algérie².

BIBLIOGRAPHIE. — Les plus importantes bibliographies de la Berbérie sont dues à deux Anglais, Ashbee et Playfair. Ces ouvrages, déjà anciens, demeurent indispensables, quoique incomplets et parfois inexacts³.

Une bibliographie plus sommaire, mais commode, est fournie par les livres de WAHL et M. Aug. BERNARD dans la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*⁴.

Certains ouvrages sont accompagnés, sur des points spéciaux, d'études des sources et de bibliographies importantes : les quatre premiers tomes de l'*Histoire ancienne* de M. GSELL pour la préhistoire, les problèmes berbères et Carthage ; l'*Afrique romaine* de M. ALBERTINI et les *Atlas archéologiques* de la Tunisie et de l'Algérie⁵ pour l'antiquité ; le livre de M. G. MARÇAIS sur les invasions filaliennes⁶, celui de M. LÉVI-PROVENÇAL sur les *Historiens des Chorfa*, et les articles de l'*Encyclopédie de l'Islam* pour l'Afrique médiévale et moderne. M. Esquer a fourni une liste d'ouvrages relatifs à la con-

1. Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale*, traduit de l'arabe par le baron de Slane, tome I seul paru en 1915 (Paris, Geuthner) ; il y aura en tout cinq volumes, au prix total de 250 fr.

2. Il faut consulter avec beaucoup de précautions N. Faucon, *le Livre d'or de l'Algérie*, qui contient des biographies de 1830 à 1889 (Paris, Challamel, 1890). Cat ; *Biographies algériennes* est plus sûr mais insuffisant.

3. ASHBEЕ, *A bibliography of Tunisia from the earliest times to the end of 1888* (London, 1888) ; PLAYFAIR, *Bibliography of Algeria from the expedition of Charles V, in 1541, to 1887* (Ibid., 1892) ; *Supplement to the bibliography of Algeria from the earliest times to 1895*, in-8°, 329 p. (Ibid., 1898) ; *Bibliography of Morocco* (Ibid., 1892).

4. WAHL, *l'Algérie* (5^e éd. mise à jour par Aug. Bernard, 1908, chez Félix Alcan).

5. ST. GSELL, *Atlas archéologique de l'Algérie. Édition spéciale des cartes du Service géographique de l'armée avec un texte explicatif* (Alger et Paris, Fontemoing, 1914). Ce livre et les *Monuments antiques de l'Algérie*, du même auteur (2 vol. Paris, Fontemoing, 1901), sont les deux ouvrages que les archéologues et les historiens de l'antiquité africaine ont toujours à portée de la main. Pour l'*Atlas archéologique de Tunisie* de Babelon, Cagnat, S. Reinach et Merlin, cf. *infra*.

6. G. MARÇAIS, *les Arabes en Berbérie du XI^e au XIV^e siècle*, in-8°, 769 p. (Paris, Leroux, 1913).

quête, et M. Cockenpot établi une bibliographie critique des publications de 1830 à 1840 dans son *Traité Desmichels*.

On se reportera avec profit à la bibliographie critique des journaux, publications et débats parlementaires relatifs à l'Algérie de 1827 à 1830¹; à la chronique africaine de M. Jacqueton pour les années 1892 et 1893²; à la revue bibliographique de l'Afrique du Nord de M. Aug. BERNARD (1898-1903), à l'essai bibliographique de M. PAOLI (1905-1909), insérés chaque année, durant ces périodes, dans le *Bulletin d'Alger*; à la revue d'histoire africaine du moyen âge et des temps modernes de M. YVER pour les années 1903 et 1905³; à l'essai de bibliographie critique des confréries musulmanes algériennes de M. BERQUE⁴; à la note sur la bibliographie générale du Maroc de M. CENIVAL⁵; à la bibliographie marocaine de M. CHARTON⁶; à la bibliographie annuelle d'*Hespéris*, qui signale tout ce qui se publie sur le Maroc; à la bibliographie géographique de M. RAVENEAU (1893-1912), puis de M. E. COLIN, sur des ouvrages qui intéressent souvent les historiens.

La *Revue africaine* et *Hespéris* consacrent aux ouvrages récents des comptes-rendus approfondis, et la *Révolution de 1848* a inauguré, en 1925, un bulletin des publications relatives à l'Algérie de 1830 à 1870.

REVUES. — Parmi les revues françaises qui publient fréquemment des articles sur la Berbérie, il faut citer la *Revue de l'histoire des colonies françaises*⁷ et l'*Afrique française*⁸. Le *Carnet de la Sabretache*⁹ contient souvent des souvenirs d'officiers de l'armée d'Afrique. La majeure partie des travaux sur l'Afrique mineure se publient dans les revues d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. Plusieurs d'entre elles peuvent rivaliser avec les publications les plus sérieuses de la métropole.

En Algérie, la *Société historique algérienne*, fondée le 7 avril 1856, a pour organe la *Revue africaine*, qui paraît régulièrement depuis sa fondation. Son programme consiste à recueillir, étudier et faire connaître tous les faits qui appartiennent à l'histoire de l'Afrique, surtout ceux qui concernent l'Algérie, depuis l'époque libyque. Sa collection constitue une véritable encyclopédie africaine; aussi son archiviste-gérant, M. Bévia, a-t-il fait œuvre utile en ajoutant une nouvelle table des matières pour les années 1882-1921 à celle qui avait déjà paru en 1885. La *Société de géographie d'Alger*, qui com-

1. Ch.-A. JULIEN, *la Question d'Alger devant l'opinion de 1827 à 1830. Essai de bibliographie méthodique des sources* (Bull. d'Oran, 1922).

2. JACQUETON, *Chronique africaine. Histoire moderne et contemporaine* (Rev. afr., 1893).

3. *Revue africaine*, 1906.

4. *Bulletin...* d'Oran, 1919.

5. *Bull. de l'Inst. des hautes études maroc.*, 1920.

6. *Bull. de la Soc. de géogr. du Maroc*, 1922-1923.

7. Il existe une *Table des publications* (1913-1922).

8. Les *Renseignements coloniaux*, publiés sous forme de suppléments, contiennent des documents nombreux et des exposés très riches. Ils sont l'organe de défense de la colonisation.

9. Il existe une table des dix premières années (1893-1912), publiée en 1906.

prend plus de 2,500 membres, publie un bulletin trimestriel qui en est à sa trentième année. A côté d'études historiques très sérieuses, il contient des articles de *omni re scibili* d'inégale valeur¹. En mars 1924, les milieux militaires ont lancé, à Alger, une revue mensuelle, *l'Armée d'Afrique*, qui donne une large place à l'histoire de la Berbérie. A côté des officiers, qui sont ses collaborateurs habituels, elle fait appel aux membres de l'enseignement et aux historiens. La *Société de géographie et d'archéologie d'Oran*, fondée en 1878, a, sous l'influence du commandant Demaeght, voué une grande part de son activité à l'archéologie. C'est à elle que l'on doit la création du musée d'Oran. Elle publie dans un *Bulletin trimestriel* des travaux importants consacrés à l'histoire². A Constantine, la *Société archéologique*, créée en 1853, publia d'abord un *Annuaire*, puis un *Recueil*, dont le cinquante-cinquième volume est sorti en 1925. On y trouve, parfois, des études historiques de longue haleine, comme les *Beni-Wâttas* de M. Cour (1921), mais surtout des articles d'archéologie et de préhistoire, notamment des études très importantes de M. Reygasse³. A Bône paraît un bulletin et à Tunis une revue, ouverts surtout à l'archéologie, mais où l'on trouve aussi des articles historiques, parfois originaux⁴.

Au Maroc, la revue que publie, depuis 1921, l'*Institut des hautes études marocaines*, *Hespéris*, est remarquable non seulement par la perfection de sa typographie et le luxe de sa présentation, mais encore par ses articles, solides et originaux⁵.

PRÉHISTOIRE. — M. PALLARY établit, il y a une vingtaine d'années, une classification de la préhistoire nord-africaine qui fit autorité⁶. La plupart des spécialistes l'adoptèrent et le principal historien de l'Afrique ancienne lui donna droit de cité⁷. Pourtant certains savants, dont un collègue oranais de M. Pallary, M. Doumergue, ne cessèrent d'affirmer qu'il fallait se garder des systématisations prématurées. Les faits paraissent aujourd'hui leur donner raison. M. Pallary assure que la classification adoptée par les préhistoriens français ne peut s'appliquer à l'Afrique du Nord. Il n'admet pas l'existence des industries paléolithiques dites aurignaciennes, solutréennes et magdaléennes ; il place, entre le paléolithique ancien et le néoli-

1. Une table des dix premiers volumes figure au t. XI (1906). Table 1908-1922 (Alger, 1922).

2. Table des vingt premières années (1878-1897), publiée par Demaeght, en 1898, et des années 1898-1907, publiée par M. Engel en 1910.

3. En 1903, à l'occasion du cinquantenaire de la Société, a paru une notice sur son histoire. Le tome XXXI contient les tables générales des trente premiers volumes par A. P[ouille].

4. *Bulletin de l'Académie d'Hippone*. Le n° 35 a paru en 1925 ; *Revue tunisienne*, t. XXIX, en 1925. Table (1914).

5. *Hespéris*. *Archives berbères et Bulletin de l'Institut des hautes études marocaines* (Paris, Larose). Quatre bulletins annuels in-4°, représentant 500 pages environ.

6. Voir notamment PALLARY, *Instructions pour les recherches préhistoriques dans le nord-ouest de l'Afrique* (*Mémoires de la Soc. histor. algérienne*, t. III, 1909).

7. ST. GSELL, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord* (Paris, 1913).

thique africains, deux industries originales, l'une dite *gétulienne* ou *capsienne* (de Morgan), à l'est de la Berbérie, l'autre qu'il nomme *ibéro-maurusienne*, à l'ouest de l'Algérie et au sud de l'Espagne. Les fouilles remarquables de M. Reygasse, administrateur de la commune mixte de Tébessa, portent de rudes coups à ces hypothèses¹. Le *gétulien* de M. Pallary ne serait autre que l'*aurignacien* qui aurait succédé au *moustérien*, en Afrique comme en Europe. Entre cet *aurignacien* et le *néolithique* s'intercalerait un *tardenoisien* nettement déterminé. Une industrie à formes solutréennes typiques serait même issue, en certains points, directement d'un *acheuléen* typique.

Ces nouvelles hypothèses tendent manifestement à bouleverser les conceptions les plus répandues sur le développement de la civilisation des Africains primitifs. Les concordances qu'elles établissent avec la préhistoire européenne et égyptienne peuvent entraîner des conséquences considérables. M. Reygasse les appuie d'une collection lithique incomparable qui, aux congrès de Strasbourg et de Liège, a convaincu les plus rebelles préhistoriens. Déjà les résultats de ses découvertes pénètrent les manuels de vulgarisation², et d'autres chercheurs africains, tel M. DEBRUGE³, après trois campagnes de fouilles à El-Oubira, s'attachent à les confirmer. Cependant M. Pallary, fort de sa longue carrière de préhistorien, a tenu à réfuter, avec vigueur, ses adversaires⁴. Le problème est-il résolu? Il serait imprudent de l'affirmer. Il semble que les hypothèses de M. Pallary puissent être difficilement maintenues, mais certains préhistoriens africains craignent que MM. Reygasse et Debruge ne substituent, avec trop de hâte, des conclusions absolues à celles de M. Pallary⁵. Quoi qu'il en soit, on ne saurait nier la valeur exceptionnelle des travaux de M. Reygasse et les progrès qu'ils font faire à nos connaissances préhistoriques.

Des fouilles se poursuivent également au Maroc, sous la direction d'officiers du corps d'occupation. A Bab-Merzouka, à huit kilomètres de Taza, M. DE CARDAILLAC a trouvé de nombreux outils, dont quelques-uns polis, qui marquent, selon lui, la transition entre le *paléolithique* et le *néolithique*.

1. REYGASSE, *Nouvelles études de palethnologie maghrébine* (Constantine, Braham, 1921). Extrait du *Recueil des Notices et Mémoires de la Soc. arch. de Constantine*, t. LII. Cf. J. DE MORGAN, *les Dernières découvertes préhistoriques de M. Reygasse* (*Rev. afr.*, 1924) ; J. de Morgan a laissé, en manuscrit, un grand ouvrage sur la *Préhistoire orientale* que publie M. Louis Germain (Geuthner). Le tome I, seul paru, est consacré aux *Généralités*.

2. CAPITAN, *la Préhistoire* (Paris, Payot, 1922). Voir, en outre, E.-F. GAUTIER, *le Sahara* (Paris, Payot, 1923) ; JOLLEAUD, *Éléments de paléontologie* (Paris, Colin, 1924) ; PITTARD, *les Races et l'histoire* (Paris, Renaissance du livre, 1924).

3. DEBRUGE, *A propos de la préhistoire. Simple mise au point* (*Rev. afr.*, 1923).

4. PALLARY, *Notes critiques de préhistoire nord-africaine* (Alger, Carbonel, 1923. Extrait de la *Rev. afr.*, 1922). H. Basset a donné un résumé substantiel du débat dans *Hespéris* (1923). Il est favorable à Reygasse.

5. DOUMERGUE, *Description de deux stations préhistoriques à quartzites taillés des environs de Karouba (Mostaganem)* (Oran, Fouque, 1922. Extrait du *Bull. de la Soc. de géogr. et d'arch. de la prov. d'Oran*, t. XLII).

Il s'agirait, plus vraisemblablement, d'un outillage plus ou moins fini, utilisé durant la même période¹. M. CAMPARDOU a découvert à Guercif plusieurs stations et des tombeaux mégalithiques ; près de Taza, il a reconnu la grotte dite Kar-el-Ghar que les indigènes affirment être ornée de dessins ou de peintures d'animaux étranges².

FLAMAND est mort avant de voir paraître l'ouvrage fondamental qu'il préparait depuis trente ans. C'est son ami M. Gsell qui l'a publié³. Flamand avait étudié toutes les gravures rupestres qui abondent, sur les grès albiens de l'Atlas saharien, entre Djelfa et Colomb-Béchar et où sont figurés des hommes, des bêtes, des objets, des signes géométriques ; elles sont particulièrement intéressantes, d'abord par leur valeur artistique, ensuite parce qu'elles nous fournissent de précieux renseignements sur l'état social et les croyances religieuses des populations néolithiques qui habitaient le Sud-Oranais et son hinterland saharien. Plusieurs représentent le *bélier à sphéroïde*, qui prouve l'existence du culte d'Amon-Ra de Thèbes ; d'autres nous montrent que les grands pachydermes et ruminants habitaient alors les régions de l'Atlas. Le livre de Flamand est une œuvre de premier ordre.

ARCHÉOLOGIE PUNIQUE, ROMAINE ET MUSULMANE. BEAUX-ARTS. — Dans toute l'Afrique du Nord, on poursuit des fouilles que la guerre même n'avait pas interrompues. Elles exhument des vestiges nouveaux de ces *Villes d'or* que M. Louis Bertrand célèbre avec éclat, mais en témoignant à la civilisation musulmane un mépris injustifié⁴.

En Tunisie, MM. ICARD et GRÉLY se sont attaqués, avec succès, au sanctuaire de Tanit, à Carthage. Un comité américain continue, depuis, les recherches, dont il a confié la direction à M. l'abbé Chabot. Le P. Delattre met au jour de nouveaux restes de basiliques chrétiennes.

A la veille de sa mort, le Dr CARTON s'occupait des ruines de Bulla-Regia, à Hammam-Derradji, près de Souk-el-Arba. Il avait dégagé la façade des grands thermes, une église, plusieurs constructions⁵ ; mais les fouilles principales sont dirigées par le Service des antiquités, représenté par MM. Poinssot et Lantier. A Sbeitla (ancienne Sufetula), on a exploré un temple des thermes, une vaste « area » ceinte, en partie, de portiques, au milieu de

1. X. DE CARDAILLAC, *la Station néolithique de Bab-Merzouka* (Dax, Labègue, 1921), et H. BASSET, *Hespéris* (1922, p. 485).

2. CAMPARDOU, *Stations préhistoriques à Guercif* (Oran, Fouque, 1919. Extrait du *Bulletin... d'Oran*, t. XXXIX) ; *Notes archéologiques sur la région de Taza* (*Ibid.*, t. XLI) Le lieutenant BÉJOT a étudié une station préhistorique trouvée à El-Boroudj (*Bulletin de la Soc. des sciences naturelles*, 1922).

3. G.-B.-M. FLAMAND, *les Pierres écrites (Hadjrat Mektoubat). Gravures et inscriptions rupestres du Nord-Africain* (Paris, P. Masson, 1921).

4. LOUIS BERTRAND, *les Villes d'or. Algérie et Tunisie romaines*. Paris, Fayard, 1921, 255 p. ; prix : 7 fr. 50.

5. Dr CARTON, *XV^e chronique d'archéologie barbaresque, année 1919-1920* (*Rev. tunis.*, 1921) ; *Sur les fouilles de Bulla-Regia* (*Comptes-rendus de l'Acad. des inscr. et belles-lettres*, 1922) ; *Questions de topographie carthaginoise* (*Rev. arch.*, V^e série, t. IX).

laquelle se dresse une fontaine ; à Dougga, l'antique Thugga, qui, déjà importante à l'époque punique, devint municipale sous Septime-Sévère, les fouilles ont révélé, au sud du temple, une construction avec deux bases portant, vraisemblablement, des dédicaces aux divinités Concordia Frugifer et Liber Pater, une habitation romaine en bon état, des habitations particulières avec mosaïques, inscriptions et statues ; à Tindja-Thimida, près du lac de Mateur, le *Sisara lacus* des anciens, on a extrait des sables du port romain des monnaies et des objets divers. Mais c'est surtout à Henchir-Kasbate, près de la route de Tunis au Kef, que l'activité, depuis dix ans, s'est montrée le plus profitable. M. MERLIN, qui fut le prédécesseur de M. Poinssot à la direction des antiquités, en a exposé les résultats en termes sobres et précis². Là s'élevait la colonie romaine de Thuburdo Majus, fondée par Auguste, et qui se développa surtout sous les Antonins. On a pu dégager le quartier central, lever le plan de tous les monuments, recueillir des inscriptions qui nous font comprendre la vie de cette petite ville de province, et des sculptures qui figurent au musée Alaoui. On a trouvé, depuis, dans la maison de Neptune, une mosaïque figurant un triomphe du dieu, remarquable par le réalisme des formes et des couleurs.

En Algérie³, l'activité n'est pas moindre. Dans le département de Constantine, M. Godet a fait, sous la direction de M. Ballu, de nombreuses découvertes à Timgad, entre autres des voies romaines, des maisons, un oratoire chrétien avec des tombes, un temple païen, une citerne, un mausolée ; à Lambiridi, on a trouvé une intéressante table de mesures ; à Tébessa, M. Coggia s'est borné à poursuivre le déblaiement de la grande cour du monastère byzantin appelé la « basilique », mais M. Reygasse, nommé, depuis peu, conservateur du musée, a inauguré heureusement ses recherches par la mise au jour de thermes ; à Mdaourouch, l'ancienne Madaure, on continue les fouilles si heureusement commencées par M. Joly ; à Bône, M. Maitrot a étudié, dans les thermes de Socius, la superposition de sept époques, marquée par le mode de construction et l'orientation.

Dans le département d'Alger, les recherches de M. Christoffe à Tipasa³, qui reçut le droit latin de Claude et fut une des villes de Maurétanie où le

1. A. MERLIN, *le Forum de Thuburdo Majus*, in-4°, 52 p. et 1 pl. (Tunis, Tournier, et Paris, Vuibert, 1922).

2. ALBERTINI, *Découvertes faites à Cherchel* (Bull. arch. du Com. des trav. hist., 1921) ; *les Fouilles faites en 1920 à Lambiridi* (Ibid., 1921) ; A. BALLU, *Rapport sur les travaux de fouilles et de restauration exécutés en 1919 par le Service des monuments historiques* (Rev. afr., 1920) ; *Travaux de fouilles et de consolidation exécutés en 1920...* (Notices et Mémoires... de Constantine, 1922-1923) ; *Rapport...* (exercice 1921), 1922 ; *Rapport sur le fonctionnement en 1922 du Service des monuments historiques* (Alger, Carbonel, 1923) ; MAITROT, *les Thermes de Socius* (Bull. de l'Acad. d'Hippone). Cf. ALBERTINI, *l'Orientation de l'archéologie nord-africaine* (Bull. d'Alger, 1925).

3. Cf. E. DUBOSCQ, *Tipasa. Guide pratique du touriste dans les ruines de la cité romaine* (Alger, Gaudillière, 1920).

christianisme fut le plus actif, n'ont pas donné ce que l'on espérait ; elles ont néanmoins révélé le premier temple païen dont la substruction fût en bon état ; le même architecte s'est occupé de dégager et de restituer le Tombeau de la chrétienne, le grand mausolée royal qui dresse sa masse près de la route d'Alger à Cherchel ; non loin de Tizirt, au village kabyle de Taksebt, bâti sur l'emplacement d'une grande ville antique qui fut peut-être, d'après M. Gsell, le municipe d'Iomnium, M. Charrier a pratiqué des sondages ; à Cherchel enfin, l'ancienne capitale de Juba II, les fouilles actives de M. Glénat, dans l'amphithéâtre et sur divers autres points, ont mis à jour des tombes, des colonnes, des citernes, des mosaïques, de grandes salles et plusieurs statues.

Dans le département d'Oran¹, où l'on ne pratique pas de fouilles systématiques, on a découvert quelques inscriptions aux Andalouses et à Aïn-Témouchent, des ruines appartenant peut-être à un oppidum romain et trois milliaires à Aouzalel, dans la commune mixte de Cachero. Les ruines de Khamissa (Thubursicu Numidorum), Mdaourouch (Madauros) et Announa (Thibilis), levées et photographiées par M. JOLY, commentées par M. GSELL², nous montrent l'existence de trois petites villes de province sous l'Empire romain. Khamissa, devenue municipe sous Trajan après avoir été le centre principal d'une tribu numide, est un bourg peu romanisé et sans grâce ; au contraire, Madaure, colonie de vétérans sous les Flaviens, a fortement subi l'empreinte latine et est devenue un centre intellectuel où étudia saint Augustin ; enfin, Announa renferme une riche population agricole, descendant de l'aventurier Sittius et des Numides, et fournit de nombreux fonctionnaires à l'Empire.

Djemila (Cuicul), à trente kilomètres au nord de Saint-Arnaud et quarante-trois au nord-est de Sétif, est en passe de disputer sa célébrité à Timgad. Les travaux exécutés pendant la guerre et poursuivis depuis sous la direction de M^{me} de Crésolles ont donné des résultats inespérés. Cuicul, fondée sans doute par Trajan, fut d'abord un poste militaire, passa au II^e siècle sous la dépendance du légat de la III^e légion, demeura, à partir du III^e siècle, dans le gouvernement de la province de Numidie et compta parmi les évêchés de l'Église d'Afrique. M. BALLU a donné une description complète des ruines³, où le marché de Cosinius, le nouveau forum avec son grand temple, les vastes et somptueux thermes retiennent surtout l'attention. Depuis cette publication, M^{me} de Crésolles a fait débayer les abords de la partie chrétienne de la ville et de l'arc de Crescens, découvert en 1921, et assuré la res-

1. A. VARNIER, *Découverte de ruines romaines et de trois bornes milliaires à Aouzalel (Cache-ro mixte)* (Bull... d'Oran, 1924) ; chanoine FABRE, *Inscriptions des milliaires d'Aouzalel (Ibid.)* ; *Notes complémentaires de l'un des milliaires d'Aouzalel (Ibid., 1925)*.

2. GSELL et JOLY, *Khamissa, Mdaourouch, Announa*, 3 fasc. in-fol., 1914-1922 (Alger, Jourdan, et Paris, de Boccard).

3. A. BALLU, *Ruines de Djemila (Antique Cuicul)* (Alger, Jourdan, 1921).

tauration entière de l'arc de Caracalla. Chaque campagne de fouilles exhume de nouveaux monuments¹.

L'activité archéologique au Maroc² s'est manifestée à Mechra-Sidi-Jabeur, où l'on a dressé un plan sommaire des ruines ; à Anoceur et surtout à Volubilis, où, depuis 1916, M. Châtelain a poursuivi des fouilles fructueuses.

Pour faciliter la tâche des archéologues, M. ROGET, professeur au lycée de Rabat, a réuni les textes anciens relatifs au Maroc, en les accompagnant de traductions fidèles. Comme le fait justement remarquer M. Gsell, ce que nous possédons se réduit à peu de chose ; les renseignements sont peu sûrs et les vues d'ensemble manquent, même chez Strabon et Pline, mais les documents n'en sont pas moins importants. M. Roget a fait œuvre utile en les réunissant³.

Les musées nord-africains s'enrichissent rapidement du produit des fouilles, aussi est-il nécessaire de tenir leurs catalogues à jour. Le plus important de tous, le musée Alaoui ou du Bardo, à Tunis, s'est accru surtout des découvertes de Carthage, Mahdia et Thuburdo Majus. M. MERLIN, avec le concours de M. LANTIER pour la céramique, a, dans le deuxième supplément du musée, décrit les mosaïques, les pièces d'architecture et de sculpture, les inscriptions et objets de métal, les pièces de céramique. C'est un très utile instrument de travail.

Le musée d'Oran est presque exclusivement archéologique. Il doit ses plus importantes richesses au commandant L. Demaeght, qui fut, durant de longues années, l'âme de la *Société d'archéologie et de géographie*. L'activité du musée paraît, à plein, dans le riche historique que M. DOUMERGUE a écrit à la mémoire de son fondateur⁴.

MM. CAGNAT et MERLIN, pour la Tripolitaine et la Tunisie, M. CHATELAIN, pour le Maroc, ont réuni les inscriptions latines trouvées jusqu'au début de 1922 et qui ne figurent pas aux suppléments du tome VIII du *Corpus inscriptionum latinarum*. Laissant de côté les textes trop mutilés, les inscriptions chrétiennes et celles qui sont gravées sur les objets mobiliers, ils n'ont retenu que les parties vraiment indispensables des inscriptions

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie*, présentée par M. Steeg (Alger, Imprimeries nord-africaines, 1924).

2. Cuvq, *la Cité punique et le municipe de Volubilis* (*Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1920) ; Louis CHATELAIN, *Ce que nous savons sur les antiquités du Maroc* (*Bull. de l'Inst. des hautes études maroc.*, 1920) ; *Communications résumant les principaux résultats des fouilles de Volubilis* (*Bull. de la Soc. des Antiquaires de France*, 1920) ; *l'Éphèbe à cheval de Volubilis* (*Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1921, et *Gazette des Beaux-Arts*, janvier 1921) ; *Résultats des fouilles exécutées à Mechra-Sidi-Jabeur* (*Bull. arch. du Comité des trav. hist.*, 1921) ; *Compte-rendu des découvertes archéologiques de M. le colonel de Ganay au sud de Fez* (*Ibid.*, 1921) ; *Rapport sur les fouilles au Maroc* (*Ibid.*, 1921) ; *Travaux et recherches du Service des antiquités du Maroc depuis 1919* (*Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1922).

3. *Le Maroc chez les auteurs anciens*. Textes traduits par R. Roget, préface de St. Gsell (Paris, Soc. d'éd. les Belles-Lettres, 1924 ; prix : 9 fr.).

4. F. DOUMERGUE, *Historique du musée d'Oran, 1882-1898* (*Bull. d'Oran*, 1925).

funéraires et des milliaires. Au total, ce recueil nous fournit 32 inscriptions pour la Tripolitaine, 175 pour la Byzacène, 396 pour la Proconsulaire, 46 pour la Tingitane et 26 milliaires, tous textes soigneusement vérifiés et suivis de tables complètes et pratiques¹.

Un nouveau fascicule de l'*Atlas archéologique de Tunisie*, commencé en 1892 par MM. S. Reinach, Babelon et Cagnat, a été publié depuis la guerre. Il comprend les cartes au 100/1000^e de Djebel-bou-Dabouss, Djebibina, Maktar et El-Ala, portant en chiffres rouges l'indication de toutes les ruines et accompagnées d'un texte explicatif fournissant, pour chaque vestige archéologique, une description précise avec bibliographie².

Grâce aux crédits mis à sa disposition par le gouvernement général, M. Gsell a pu entreprendre un *Corpus* des inscriptions latines d'Algérie qui comprendra quatre volumes. C'est là une œuvre considérable ; seul, l'auteur de l'*Atlas archéologique de l'Algérie*, qui a vérifié tous les textes sur place ou sur des estampages, était à même de la mener à bien. Le tome I, consacré à la Proconsulaire³, c'est-à-dire à l'est du département de Constantine, est un recueil impeccable, absolument complet, beaucoup plus riche que le *Corpus* de Berlin. Il contient 4,019 inscriptions, classées dans le même ordre géographique, mais suivant un plan plus logique, et est muni d'une bibliographie, de tables analytiques et d'une table de concordance avec le *Corpus*, appelées à rendre d'immenses services. L'exécution typographique peut passer pour un modèle.

L'archéologie musulmane a souffert longtemps de la concurrence de l'archéologie antique. Elle manquait, il est vrai, jusqu'à ces derniers temps, d'un personnel de chercheurs formés aux disciplines nécessaires : épigraphie, architecture, histoire. M. G. MARÇAIS qui, à son érudition, joint des qualités remarquables de dessinateur, signala que des recherches archéologiques pourraient être le point de départ de travaux importants pour l'étude de l'Afrique musulmane⁴. Il donna l'exemple en étudiant la chaire de la grande mosquée d'Alger⁵. Depuis lors, plusieurs jeunes savants se sont dirigés dans la voie indiquée par lui. C'est surtout au Maroc que l'activité a été le plus remarquable et les résultats le plus féconds⁶. Dans un charmant ouvrage, par-

1. *Inscriptions latines d'Algérie* (Tripolitaine-Tunisie-Maroc) (Paris, Leroux, 1923, 223 p.).

2. CAGNAT et MERLIN, *Atlas archéologique de la Tunisie*, 2^e série, 2^e livraison (Paris, Leroux, 1920).

3. St. GSELL, *Inscriptions latines de l'Algérie*. T. I : *Inscriptions de la Proconsulaire*, in-fol., 450 p. et carte (Paris, Champion, 1922 ; prix : 200 fr.).

4. G. MARÇAIS, *Projet de recherches archéologiques relatives à la Berbérie du moyen âge* (Rev. afr., 1919).

5. Id., *la Chaire de la grande mosquée d'Alger* (*Hespéris*, 1921) ; cf. DESSUS-LAMARE et G. MARÇAIS, *Recherches d'archéologie musulmane : la mosquée du Vieux-Ténès* (Rev. afr., 1924).

6. J. DE LA NÉZIÈRE, *les Monuments mauresques du Maroc* [cent planches avec texte historique et descriptif] (Paris, libr. centrale des Beaux-Arts, 1922 ; prix : 450 fr.) ; Dr FERRIOL, *les Ruines de Tinmel* [art almohade] (*Hespéris*, 1922) ; H. BASSET et LÉVI-PROVENÇAL,

faitement illustré, M. RICARD a exposé ce qu'est l'art musulman d'Afrique, les procédés de construction, le décor, les caractéristiques des édifices militaires, religieux, privés et publics, les arts industriels¹. A côté de ce livre destiné au grand public, il a entrepris un *Corpus* des tapis marocains qui s'annonce comme une œuvre considérable²; MM. TERRASSE et HAINAUT ont recherché les influences berbères et hispano-mauresques dans l'art décoratif marocain³.

Dans un ouvrage destiné à établir le bilan des richesses artistiques des colonies françaises, l'Afrique du Nord a été dignement représentée. M. ALBERTINI a étudié l'art antique en Algérie; M. E. GOJON, quelques villes d'or; M. A. BEL, les arts et les artisans indigènes; M. CARTON, les ruines de Tunisie; M. P. BOYER, les arts indigènes de la Régence; M. SÉGUY, l'art marocain. Les illustrations sont nombreuses et fort belles⁴.

CARTHAGE-ROME. — M. Ettore PAIS, qui est appelé à étudier les conquêtes de la république romaine dans l'*Histoire générale* dirigée par M. Glotz, a consacré trois conférences aux guerres puniques. Il s'est attaché à en rechercher les causes et les conséquences. Il y a présenté des considérations très personnelles et toujours suggestives⁵.

M. St. GSELL a publié le tome IV de sa monumentale histoire de l'Afrique ancienne⁶. Après avoir étudié la colonisation phénicienne en Afrique du Nord, la fondation de Carthage et la formation de son empire (t. I), ses possessions, sa domination en Afrique, son gouvernement et ses forces militaires (t. II), ses guerres et sa chute (t. III), il expose, dans un nouveau volume, son organisation économique, ses mœurs et ses croyances. Il montre l'importance de l'agriculture et de l'élevage, pratiqués activement par les nobles carthaginois, la vulgarité de la production industrielle, l'activité du commerce, dont la source de richesse — les métaux précieux, sans doute — échappe aux archéologues, la persistance de la langue punique en Afrique,

Chella : une nécropole mérinide (*Hespéris*, 1922, et Paris, Larose, 1923; prix : 25 fr.); H. TERRASSE, *les Portes de l'arsenal de Salé* (*Hespéris*, 1922), etc.

1. P. RICARD, *Pour comprendre l'art musulman dans l'Afrique du Nord et en Espagne* (Paris, Hachette, 1924; prix : 20 fr.).

2. P. RICARD, *Corpus des tapis marocains. I : Tapis de Rabat* (Paris, Geuthner, 1923). Cf. *Hespéris*, 1922-1923; *France et Maroc*, 1922, 1924, et le *Bull. de l'enseignement public du Maroc*, 1922 et 1923, etc.; J. GALLOTTI, *les Artistes au Maroc. Les industries d'art indigène en 1913* (*France et Maroc*, février 1924, p. 23-25).

3. H. TERRASSE et J. HAINAUT, *les Arts décoratifs au Maroc*, in-8°, XII-120 p. (Paris, Laurens, 1925).

4. *La Renaissance de l'art français et des industries de luxe*. Numéro spécial d'avril 1922; prix : 50 fr.

5. Ettore PAIS, *Leçons* [faites au Collège de France en 1924] *sur les guerres puniques* (*Rev. afr.*, 1925, p. 11-74).

6. St. GSELL, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord. T. IV : la Civilisation carthaginoise* (Paris, Hachette, 1920; prix : 25 fr.). Pour les tomes précédents, cf. *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 146; t. CXXX, p. 292.

qui facilita, peut-être, l'extension de l'arabe chez les Berbères, les mœurs toutes phéniciennes des Carthaginois, la médiocrité de leur art, leur intelligence pratique et leur caractère perfide et impitoyable qui inspirait une antipathie générale, leur religion orientale, dont nous ignorons tout ce qui touche aux sanctuaires et au clergé, mais dont les pratiques funéraires nous sont mieux connues. Il termine par un remarquable exposé du rôle historique de Carthage, dont l'influence sur les Berbères fut forte et durable¹. Ce livre clôt l'histoire de Carthage, la plus complète, la plus prudente et la plus sûre que nous possédions. Elle revise bien des exagérations que les ennemis de la cité africaine avaient multipliées. Il n'est pas un document qui n'ait été vérifié et utilisé. Le style reste toujours clair, élégant, sans jamais tendre à l'effet.

Les fouilles pratiquées en 1922 dans un sanctuaire de Tanit, à Carthage, ont mis à jour de nombreux ossements d'enfants en bas âge. Pour la première fois, on peut constater que du VI^e au II^e siècle avant Jésus-Christ furent pratiqués systématiquement, en ce lieu, les sacrifices des premiers-nés qui ont fait la sinistre réputation de la religion carthaginoise².

Le gouvernement général a eu l'heureuse idée de publier, en brochure, le cours d'instruction préparatoire au service des affaires indigènes, professé par M. ALBERTINI, au début de 1922, à Alger, sur l'Afrique romaine, son extension, son organisation administrative, ses monuments, sa vie intellectuelle et morale. C'est un résumé précis et au courant qui, avec la notice de M. GSELL, peut être très utile à tous ceux qu'intéressent les antiquités africaines³.

Le *Jugurtha* de Salluste demeure un des textes fondamentaux de l'histoire africaine. L'édition nouvelle dont M^{lle} B. ORNSTEIN a scrupuleusement établi le texte, en suivant les traces d'Axel W. Ahrlberg, est donc la bienvenue⁴. Elle est accompagnée d'une traduction facile, mais un peu molle, par M. Roman, traduction qui ne remplace pas celle de Dureau de La Malle, et de notes sérieuses de M. Goelzer, qui ne tiennent malheureusement pas compte des travaux de M. Gsell⁵.

Dans l'ordre du jour d'Hadrien à l'armée, du 1^{er} juillet 128, gravé sur un monument de Lambèse, l'empereur invoque, à l'appui de ses considérations stratégiques, la caution d'un *auctor* dont on n'avait pu déterminer la personnalité. Pour M. W. SESTON, qui reconstitue le texte mutilé de façon fort vrai-

1. M. H. BASSET a montré que Carthage a exercé une influence sensible sur l'agriculture et l'élevage, très nette sur la religion (*les Influences puniques chez les Berbères. Rev. afr.*, 1921).

2. L. POINSSOT et R. LANTIER, *Un sanctuaire de Tanit à Carthage (Rev. d'hist. des religions, 1923)*.

3. M. ALBERTINI, *l'Afrique romaine* (Alger, Fontana [1922]); St. GSELL, *l'Algérie dans l'antiquité* (Alger, Jourdan, 1903).

4. SALLUSTE, *Conjuration de Catilina. Guerre de Jugurtha* (Paris, Société d'éditions les Belles-Lettres, 1922. Texte et traduction; prix: 20 fr.).

5. Toute l'annotation africaine serait à refaire.

semblable, il s'agirait de Trajan, à qui Spartien donne, du reste, le même titre¹.

Sur la société africaine dans la moitié du II^e siècle, et surtout sur les croyances magiques, l'*Apologie* d'Apulée est une mine de renseignements; aussi doit-on savoir gré à M. P. VALLETTE d'avoir traduit le plaidoyer de l'écrivain de Madaure en lui laissant non seulement son sens précis, mais tout son charme².

Le rôle de saint Cyprien, qui a été considérable pour l'ensemble de l'Église latine au III^e siècle, l'a été, plus encore, pour l'Église d'Afrique qu'il a marquée de sa forte personnalité. M. le chanoine BAYARD vient de présenter le tome I d'une édition, accompagnée de traduction, de la correspondance de l'évêque de Carthage, dont la valeur documentaire est considérable³. Ce premier volume, précédé d'une solide introduction, est remarquable à tous les points de vue. Il comprend les trente-neuf premières lettres qui nous renseignent sur des questions diverses de discipline et sur l'attitude de saint Cyprien, durant son exil volontaire de Carthage, vis-à-vis des *lapsi*, multipliés par la persécution de Dèce. L'évêque maintint une position intransigeante, non sans soulever des protestations qui allèrent jusqu'à Rome, mais ne cessa de négocier avec l'Église romaine pour aboutir à une politique commune à l'égard des *faillies*.

M. CARCOPINO débuta dans ses recherches africaines par un coup de maître, en découvrant, en 1906, à Aïn-el-Djemala, en Tunisie, une longue inscription, dont il présenta un commentaire approfondi sur le régime des domaines impériaux d'Afrique. Une nouvelle inscription trouvée, en 1922, à Thugga et datant du règne d'Hadrien, comme la précédente, lui a permis de compléter ses études⁴. Les fermiers des domaines agricoles de la contrée formaient une association corporative; il n'y avait donc ni société fermière, ni fermier général unique. Sur les multiples *latifundia* dominaient les *conductores*, gros spéculateurs qui exploitaient les petits colons partiaires. Une organisation administrative et fiscale se développait du chef-lieu du *saltus* jusqu'à Rome, avec son siège principal au chef-lieu de la *regio*.

Depuis la fin du II^e siècle, la colonisation devint intensive. Rome pratiqua à la fois une politique de colonisation et de défense. Les colons qui reçurent des terres eurent la charge de les protéger contre les attaques des Berbères. Ils formèrent, dans le sud de l'ancienne Numidie, un front saharien, annon-

1. W. SESTON, *Qui fut l'auteur d'Hadrien? Note sur un passage controversé de l'ordre du jour de Lambèse* (Rev. afr., 1920).

2. APULÉE, *Apologie, Florides* (Paris, Société d'éditions les Belles-Lettres, 1924. Texte et traduction; prix: 18 fr.).

3. SAINT CYPRIEN, *Correspondance*, t. I, in-16, LV-100 p. (Ibid., 1925. Texte et traduction; prix: 12 fr.).

4. J. CARCOPINO, *l'Inscription d'Aïn-el-Djemala. Contribution à l'étude des saltus impériaux (Mélanges de Rome, 1906), et Fermier général ou sociétés publicaines?* (Rev. des études anc., 1922).

çant ainsi, dès la première moitié du III^e siècle, les *limitanei* qu'Honorius chargera, en 409, de la garde du *limes* et du *fossatum* africains¹.

Peu d'œuvres ont été aussi commentées et traduites que les *Confessions* de saint Augustin, pourtant une traduction qui rendit fidèlement le sens et la couleur du style, le souffle qui l'anime, était encore à faire. M. DE LABRIOLLE a entrepris cette tâche, sans se dissimuler les périls. La transcription qu'il nous donne est digne de tous points du chef-d'œuvre de l'évêque de Carthage. Les « Africains » y trouveront cette abondance documentaire qui fait des *Confessions* un des livres les plus importants pour l'étude du christianisme en Berbérie².

Les Berbères ont été toujours rebelles à la discipline religieuse. Musulmans peu orthodoxes, ils furent jadis chrétiens enclins à l'hérésie et au schisme. Le donatisme attira ces indépendants. M. MONCEAUX nous en a raconté l'histoire au tome IV de son *Histoire littéraire*. Dans les deux volumes suivants, il en étudie la littérature³. Certes, il n'est pas tendre pour les donatistes, qu'il considère comme des anarchistes exaltés et des sectaires hypocrites. Il n'en met pas moins leurs protagonistes en relief : Donat, le saint de la secte, plein de soi, mais tenace et organisateur, assez actif pour réunir 270 évêques au concile de Carthage, en 336 ; Tyconius, savant honnête et habile commentateur de textes ; Parmenianus, qui redonne vie à la secte sous Julien l'Apostat. Avec l'œuvre de saint Optat débutent les ripostes aux donatistes. Le champion catholique nous apparaît un excellent homme, plein de droiture, mais aussi de malice, mué, par les nécessités, en historien consciencieux. A l'époque de saint Augustin, la secte a des chefs nombreux et actifs dont on savait peu de chose avant M. Monceaux, parmi lesquels se détache la forte figure de Pertillanus de Constantine. Contre eux, l'évêque d'Hippone polémique pendant trente-cinq ans, jusqu'à ce qu'il eût ruiné le donatisme. M. Monceaux narre les cinq phases de cette lutte, depuis la prise d'Augustin jusqu'à son triomphe à la conférence de Carthage, en 411, met en scène ses auxiliaires, étudie ses œuvres, ses moyens de polémique et ses arguments, dont il affirme la sincérité, enfin les modifications de sa pensée sur le problème de l'intervention du pouvoir séculier, dont Augustin admit la nécessité à partir de 405. M. Monceaux emploie beaucoup de talent pour

1. Id., les « *Castella* » de la plaine de Sétif (Rev. afr., 1918) ; les *Inscriptions de Doucen* et l'occupation romaine dans le Sud-Algérien (Rev. des études anc., 1923) ; Sur l'extension de la domination romaine dans le Sahara de Numidie (Rev. arch., 1924) ; l'Insurrection de 263 d'après une inscription de Miliana récemment découverte (Rev. afr., 1919).

2. Saint Augustin, *Confessions*, t. I (Paris, Société d'éditions les Belles-Lettres, 1925. Texte et traduction ; prix : 18 fr.).

3. P. MONCEAUX, *Histoire littéraire de l'Afrique depuis les origines jusqu'à l'invasion arabe*. T. V : Saint Optat et les premiers écrivains donatistes, 1920 ; t. VI : la Littérature donatiste au temps de saint Augustin, 1922 ; t. VII : Saint Augustin et le donatisme, 1923 (Paris, Leroux). Cf. Rev. histor., t. LXXIX, 325 ; XCIII, 332 ; XCVI, 164 ; CX, 353 ; CXXXIV, 103 ; CXLI, 253.

justifier ce redoutable précédent. Il lui semble difficile que saint Augustin puisse faillir, et il s'attache à pallier le fait incontestable, en insistant sur les tempéraments qui y furent apportés. Ainsi se poursuit régulièrement cet ouvrage d'une science si étendue, dont Mgr Duchesne signalait, dès 1905, l'importance particulière dans la préface de son *Histoire ancienne de l'Église*. M. Monceaux met en vue ou restitue des textes quasi ignorés ou dispersés, campe solidement des personnages, narre des anecdotes, fait vivre cette population africaine violente, ardente, aisément fanatique, prompt à la révolte, toujours semblable à elle-même au cours des siècles, quels qu'aient été ses maîtres.

LE MAROC AVANT LE PROTECTORAT FRANÇAIS. — La « littérature » marocaine est extrêmement abondante. Encore faut-il distinguer entre ses éléments. A côté d'officiers et de fonctionnaires qui, en dehors de leurs tâches professionnelles, se livrent à des recherches sérieuses, une série de jeunes savants, formés aux études berbères à l'école du regretté doyen de la Faculté des lettres d'Alger R. Basset, applique à l'étude du Maghreb des procédés rigoureusement scientifiques. L'*Institut des hautes études marocaines* est un centre remarquable d'étude et de production, qu'encourage le directeur de l'enseignement, M. Hardy. Mais à côté des œuvres consciencieuses les « élucubrations », comme les appelle M. Aug. Bernard, sont malheureusement trop fréquentes. M. Bernard est l'auteur d'un manuel dont une seconde édition a paru depuis la guerre¹. Tout a été dit sur ce livre qui présente, en chapitres précis, la substance de tout ce qui a été publié sur le Maroc. La partie historique s'est particulièrement accrue des événements récents jusqu'à la nomination du général Lyautey au grade de maréchal de France, le 19 février 1921. Le mérite de M. Aug. Bernard est de ne pas faire disparaître, sous des simplifications factices, la complexité de la société marocaine et de son histoire.

M. Ismaël HAMET a publié le cours qu'il a professé sur le Maghreb extrême à l'Institut des hautes études marocaines, dont il est le directeur². Il commence seulement au règne d'Idriss I^{er} (fin du VIII^e siècle), et son livre, qui rappelle trop souvent « l'histoire-batailles », manque de vues d'ensemble, mais M. I. Hamet a voulu seulement fournir une armature et qui demeure solide ; les nombreux renseignements et les tableaux synoptiques commodes qu'il donne aideront les étudiants à se guider dans le labyrinthe de l'histoire berbère. Pour les écoles, M. HARDY et le chef de l'enseignement primaire, M. AURÈS, ont dessiné, à grands traits, l'histoire marocaine³. Non seulement le résumé est exact, clair et vivant, comme tous les textes où M. Hardy met

1. AUG. BERNARD, *le Maroc* (Paris, Félix Alcan, 6^e édit., 1921 ; prix : 15 fr.).

2. ISMAËL HAMET, *Histoire du Maghreb* (Paris, Leroux, 1923, ix-501 p.).

3. G. HARDY et P. AURÈS, *les Grandes étapes de l'histoire du Maroc*, in-8° (Paris, Larose : éditions du *Bulletin de l'enseignement au Maroc*, 1921 ; prix : 5 fr.).

la main, mais la présentation en facilite le contact. Des lectures complètent, en fin de chapitre, les résumés.

La domination des Berbères sahariens, les Almoravides, établie sur le Maroc au XI^e siècle, dura peu. D'autres Berbères, venus de la montagne, les Almohades, les supplantèrent au début du XII^e siècle. C'est leur histoire que raconte R. MILLET, sans apporter de faits nouveaux, mais avec intelligence et en une langue vivante et suggestive¹. Les portraits qu'il trace sont réussis, notamment celui d'Ibn Toumert, ce Berbère de l'Atlas qui se fit reconnaître pour le Mahdi, dénonça les Almoravides comme des hérétiques et réussit à créer un fort groupement de tribus de la montagne, et celui de son disciple, Abd-el-Moumen, chef de la secte des Unitaires (El-Mouahidin = Almohades), organisateur et grand capitaine qui descendit dans la plaine après s'être assuré de l'Atlas, conquit le Maroc, débarqua en Espagne, poussa jusqu'à Tripoli. Le grand empire fondé par Abd-el-Moumen sombra, à son tour, au XIII^e siècle. Le tableau qu'en a brossé à la fresque R. Millet est un fragment d'une histoire du Maroc qu'il se proposait d'écrire en artiste plutôt qu'en érudit.

Le royaume de Fez, qui fut créé après la chute des Almohades, nous est peu connu par des documents contemporains. La chronique publiée par M. BEN-CHENEB², professeur à la Médersa d'Alger, est due à un écrivain du XIV^e siècle, qui la composa, sous Abou-Saïd-Othman (1310-1331), à l'époque de la puissance mérinide. Il faut espérer que cet ouvrage, qui « apporte à l'histoire des Mérinides une contribution précieuse », ainsi que l'a écrit M. Bel, un des maîtres des études islamiques, sera prochainement traduit en français.

L'état d'anarchie où se débattit le Maroc dans la deuxième moitié du XV^e siècle, les succès des Portugais et des Espagnols purent faire croire au triomphe des chrétiens. La création de la dynastie des chérifs ruina leurs espérances. L'histoire des Wattasides est un épisode du réveil de l'Islam qui réussit à chasser les infidèles. Le livre de M. COUR³ présente, dans l'ordre chronologique, les événements qui ont marqué les progrès de la chute des Beni Wattas. Apparentés aux Mérinides qui les appelèrent à Fez, où ils leur confièrent les plus hauts postes, ils jouèrent les maires du palais durant une trentaine d'années (1428-1458) auprès des sultans, qui tentèrent vainement de s'en débarrasser par le crime. Les Beni Wattas finirent, avec Mohammed Cheikh, en 1471, par créer une dynastie nouvelle qui supplanta celle des Mérinides, mais ne put lutter contre les progrès des chefs religieux, les chérifs, entraînant après eux les Berbères exaltés contre les chrétiens. C'est une

1. R. MILLET, *les Almohades. Histoire d'une dynastie berbère* (Paris, Soc. d'éditions géographiques, 1923).

2. BEN-CHENEB, *Ad-Dahīrad As-Saniyya. Chronique anonyme des Mérinides. Texte arabe* (Alger, Jourdan, 1921).

3. A. COUR, *la Dynastie marocaine des Beni Wattas, 1420-1554* (Constantine, Braham, 1920).

période de transition où tout trahit le manque d'unité, aussi bien chez les chrétiens divisés que chez les indigènes. Le mouvement d'islamisation aboutira, au milieu du xvi^e siècle, au triomphe des chérifs saadiens de l'oued Dra. El-Mahdi sera maître de Fez en 1550. Pour écrire l'histoire des Beni Wattas, M. Cour a utilisé surtout des sources musulmanes. On peut regretter qu'il ait présenté souvent ses documents sans les discuter ni se prononcer sur leur valeur probante ; son livre est néanmoins nécessaire à l'intelligence de la crise de l'Islam et des événements qui préparèrent l'avènement de la dynastie saadienne.

Pour l'étude de cette dynastie et de celle des chérifs filaliens qui lui succéda, la publication de M. DE CASTRIES est d'une importance capitale¹. Les documents espagnols, émanés surtout de Melilla et d'Oran et extraits des archives de Simancas, intéressent la période importante de 1532 à 1552, qui comprend la défaite des Wattasides et les premiers chocs des chérifs vainqueurs contre leurs nouveaux adversaires, les Turcs. Campés depuis 1497 à Melilla, depuis 1509 à Oran, les Espagnols suivirent avec intérêt, parfois même avec angoisse, les péripéties de ces luttes. Ils se gardèrent pourtant d'y prendre une part active, et Charles-Quint se refusa à toute action militaire. A Oran, le gouverneur, comte d'Alcaudete, signalait avec inquiétude les tentatives du chérif contre Tlemcen. D'abord vainqueur, celui-ci fut repoussé, en 1551, par les troupes du dey d'Alger commandées par le renégat Hassan-Corso. Une introduction nourrie précise la situation de Melilla, si précaire que les Espagnols pensèrent émigrer vers des lieux plus propices. Quatre relations sur le martyre à Fez, en 1531, du moine français André de Spolète, complètent cet important recueil.

Les archives néerlandaises ont fourni à M. de Castries de nombreux documents, qui vont du 8 mars 1642 au 17 février 1655 : correspondance et résolutions des États-Généraux, mémoires et lettres des consuls, journaux de bord des capitaines de vaisseaux. Ils ont trait surtout aux relations de la Hollande avec les républiques du Bou-Regreg, sous la dynastie saadienne. M. de Castries a débrouillé, dans une importante introduction, l'histoire des trois agglomérations désignées sous le nom de Salé. Pendant dix-huit ans, de 1642 à 1660, le marabout de Dilah, Mohammed-el-Hadj, crée un véritable État salétin, indépendant des Saadiens. Les Hollandais sont obligés de négocier qui avec le marabout, qui avec le sultan. Ils passent de la diplomatie aux croisières, sans jamais obtenir rien de plus que de précaires garanties. Les extraits du journal de bord de Ruyter qui cabota, par deux fois, le long

1. H. DE CASTRIES, *les Sources inédites de l'histoire du Maroc*, 1^{re} série : *Archives et bibliothèques des Pays-Bas*, t. V, gr. in-8°, xxviii-662 p. et 5 pl. ; t. VI, 705 p. et 5 pl. (Paris, Geuthner, et La Haye, Nijhoff, 1920 et 1923) ; *Archives et bibliothèques d'Espagne*, t. I, xxviii-670 p. et 8 pl. (Paris, Geuthner, et Madrid, Ruiz Hermanos, 1921) ; 2^e série : *Archives et bibliothèques de France*, t. I, 714 p. et 9 pl. ; t. II, 660 p. et 5 pl. (Paris, Geuthner, 1923 et 1924).

de la côte marocaine, de 1644 à 1647, sont pleins de renseignements curieux. La période 1655-1660 est assez riche pour fournir la matière d'un volume. Pays-Bas et Salé avaient signé, le 9 février 1651, un traité qui mettait la flotte et le commerce de chacun des deux pays à l'abri des attaques des corsaires et des pillages, mais ce traité, qui ne fut pas ratifié, ne mit pas fin aux conflits. En octobre 1655, Ruyter vint croiser devant Salé et engagea, avec le vice-roi, de laborieuses négociations. Elles aboutirent à une entente d'autant plus précaire que l'Angleterre n'encourageait pas les Salétins à la modération. Enfin, un troisième traité fut signé, le 22 octobre 1659, par une ambassade de Salé qui se rendit aux Pays-Bas ; à son retour, elle trouva les populations révoltées contre le vice-roi et son père, le marabout de Dilah, qui se tirèrent, non sans peine, de l'aventure.

En 1660, les chérifs hassaniens ou filaliens se substituèrent aux Saadiens. C'est à cette nouvelle dynastie que se rapportent les documents tirés des archives françaises, du 23 mai 1661 au 29 mai 1682 (deuxième série des *Sources inédites*). Ils nous fournissent des précisions sur les intrigues espagnoles pour faire échouer le mariage de Catherine de Portugal avec Charles II qui devait recevoir Tanger. La France, d'abord favorable, fut aussitôt mise en éveil quand elle crut deviner des visées anglaises, si bien qu'elle envoya, en 1662, une croisière d'études sur la côte marocaine. Les frères Fréjus, de Marseille, essayèrent de créer une compagnie de commerce aux îles d'Albouzème (Alhucemas) et obtinrent toutes facilités par lettres patentes d'octobre 1665. M. de Castries nous donne la relation du voyage à Taza de Roland Fréjus ; la réception de Moulay-Réchid l'enthousiasma au point qu'il en perdit toute mesure et voulut trancher de l'ambassadeur. Bientôt la compagnie, mal gérée, dut céder la place à celle du Levant (juillet 1670), qui eut à pâtir des maladresses de R. Fréjus. Les archives nous renseignent aussi sur les projets de Colbert contre les pirates de Salé, et les négociations avec Moulay-Rechid, puis avec Moulay-Ismaël. Mohammed-Tamim, envoyé en France comme ambassadeur, y obtint un succès de curiosité sans précédent et signa le traité du 29 janvier 1682, lequel protégeait notre navigation contre les corsaires et donnait à nos consuls une situation privilégiée.

Le deuxième volume, consacré à la France, contient des documents importants. On y trouve le récit pittoresque de la captivité de G. Mouette, qui fut délivré, en 1680, par les Pères de la Merci et rapporta de son séjour une Histoire de Moulay er-Rechid (1659-1672) et de Moulay-Ismaël (1672-1682), et une description du Maroc ; on y trouve encore toute l'information relative à l'ambassade du baron de Saint-Amans auprès de Moulay-Ismaël, en 1682-1683, sa correspondance avec Seignelay, les lettres échangées entre Louis XIV et le sultan, de nombreux documents tirés des Affaires étrangères et relatifs aux relations de la France avec le Maroc, de 1682 à 1686. Ce recueil montre, à plein, l'indépendance farouche de Moulay-Ismaël, qui, sûr de sa force, tient tête aux envoyés du grand roi.

Nous n'avons pas à revenir sur les *Historiens des Chorfa*, par M. LÉVI-PROVENÇAL, parce que la *Revue historique* a déjà parlé de cet ouvrage (t. CXLII, p. 288). Nous dirons seulement que, depuis, il a publié des extraits des historiens qui fournissent un ensemble de textes utiles à commenter¹.

Sous le titre *Recherches approfondies sur l'histoire des dynasties du Maroc*², un des savants marocains étudiés par M. Lévi-Provençal, AHMED EN-NACIR, termina, en 1895, une histoire du Maroc qui commence au VIII^e siècle. Déjà le tome IV, qui se rapporte à la dynastie alaouite, avait été traduit par Fumey. Le manuscrit original est parvenu à la connaissance de M. Graulle, aujourd'hui vice-consul à Mersine, qui a commencé la traduction des trois premiers volumes de cet important ouvrage.

De nombreuses études ont été consacrées à des points spéciaux de l'histoire marocaine : le capitaine ODINOT s'est occupé des relations du Maroc avec les Turcs du XVI^e au XIX^e siècle³, M. DE CASTRIES a publié un texte espagnol peu connu et une lettre inédite d'El-Mansour relatifs à la conquête du Soudan en 1591, à l'aide desquels il a narré l'expédition victorieuse du pacha Djouder, jeune renégat, créature du sultan⁴. A ce récit M. DELAFOSSE a apporté des compléments et des modifications dans l'appendice d'un article où il a marqué à grands traits les rapports du Soudan et du Maroc des origines à nos jours⁵; le même écrivain a étudié l'origine des troupes noires du Maroc, sous Moulay-Ismael⁶. M. GOULVEN a repris le problème si délicat de l'origine des Israélites marocains⁷. Deux diplomates français ont attiré les historiens : J.-B. Estelle, qui fut consul de France au Maroc au XVII^e siècle, et Chénier, le père du poète, auteur d'un ouvrage de *Recherches historiques sur les Maures*, qui occupa le même poste de 1767 à 1782⁸. Le D^r RENAUD a apporté d'intéressantes précisions sur les deux épidémies de peste qui sévirent en 1799 et 1818⁹. M. P. MARTY signale les démarches que le cheik Beïrouk-ould-Mohammed, chef d'une petite principauté dans la région de l'oued Noun, au sud du Sous, engagea avec le gouvernement de Louis-Philippe, par l'intermédiaire du consul de France à Mogador, Delaporte, pour l'établissement de relations de commerce avec les Français. Une expédition

1. LÉVI-PROVENÇAL, *Extraits des historiens arabes du Maroc* (Paris, Larose, 1923).

2. AHMED EN-NACIRI, *Kitab El-Istiqqa li Akhbar doual El-Maghrib El-Aqça*, trad. par A. Graulle (Paris, Geuthner, 1924; prix : 30 fr.).

3. Cap. ODINOT, *Relations du Maroc avec les Turcs du XVI^e au XIX^e siècle* (Bull. de la Soc. de géogr. du Maroc, 1922).

4. H. DE CASTRIES, *la Conquête de Tombouctou par Moulay-Ahmed-el-Mansour, 1591* (Hespéris, 1923).

5. DELAFOSSE, *les Relations du Maroc avec le Soudan à travers les âges* (Hespéris, 1924).

6. ID., *les Débuts des troupes noires du Maroc* (Hespéris, 1923).

7. T. GOULVEN, *Notes sur les origines des Israélites au Maroc* (Hespéris, 1921).

8. J. BENOIST, *Un consul de France au Maroc au XVII^e siècle : J.-B. Estelle et ses mémoires* (R. des études hist., 1921); D^r HUGUET, *le Diplomate Chénier au Maroc* (Hespéris, 1921).

9. D^r RENAUD, *la Peste de 1799, d'après des documents inédits* (Hespéris, 1921); *la Peste de 1818 au Maroc* (Ibid., 1923).

examina, en 1840-1841, la possibilité de créer un port sur la côte de l'oued Noun et y renonça, sans doute parce que les temps n'étaient pas encore mûrs¹. M. L. VOINOT a étudié les relations mouvementées de l'Algérie et de l'Amalat d'Oudjda à la fin du second Empire et au début de la troisième République². M. DELONCLE s'est occupé du bombardement que le contre-amiral Dubourdieu infligea à Salé, en représailles des dommages occasionnés par ses corsaires à la marine marchande française³. M. VOINOT a consacré une courte monographie à Taza⁴.

Sur le Maroc d'Abd-el-Azis, qui était encore le Maroc d'hier, nous avons déjà des documents contemporains. Deux volumes de souvenirs nous aident à comprendre ce qu'il était à la veille de l'occupation française. M. HARRIS était correspondant du *Times* à Tanger au temps de Moulay-Hassan, d'Abd-el-Azis et de Moulay-Hafid. Il les connaissait plus et mieux que les diplomates, et trente-quatre années de vie marocaine lui permettaient de voir les choses en profondeur. De là, l'attrait de ce livre direct et vivant, qui nous fournit, notamment sur Raïssouli, des renseignements ignorés.

LA MARTINIÈRE⁵ connaissait bien, lui aussi, le Maroc du XIX^e siècle, où ses missions diplomatiques et archéologiques le firent longtemps séjourner depuis 1882, et où il put consulter les archives de la légation de France à Tanger. Ses évocations des vieilles villes et ses récits de voyage sont charmants ; mais les portraits qu'il trace du personnel diplomatique international nous intéressent davantage. Ils nous permettent de suivre les représentants de la France pendant cinquante années où les points de vue changèrent bien souvent, et le consul britannique d'un si haut relief, et tous ces gens épiant, complotant, protégeant souvent n'importe qui pour n'importe quoi. C'est tout un monde proche, mais déjà révolu. D'où la mélancolie qui se dégage de certaines pages.

Aux discussions diplomatiques, dont le prétexte était le Maroc et la paix européenne l'enjeu, M. ROBER-RAYNAUD fut directement mêlé. Le quai d'Orsay y tint, de 1901 à 1912, un rôle qu'il estime de tous points remarquable, en dépit de l'hostilité allemande soutenue par la complicité de l'Espagne. Le gouvernement français eut, à la vérité, une politique incertaine et

1. P. MARTY, *Une tentative de pénétration pacifique dans le Sud-Marocain en 1839* (Rev. de l'hist. des col., 1921).

2. L. VOINOT, *la Situation sur la frontière algéro-marocaine du Tell, lors de l'insurrection des Oulad-Sidi-Cheikh dans le Sud-Oranais, 1864-1870* (Rev. afr., 1919) ; *la Menace des Oulad-Sidi-Cheikh contre le Tell algérien et les dangers de leurs intrigues au Maroc, 1870-1873* (Ibid., 1920) ; *Une phase curieuse des rapports des autorités algériennes avec l'Amalat d'Oudjda, 1873-1874* (Ibid., 1922) ; *l'Imbroglie marocain et l'entrevue du général Osmonet avec le sultan à Oudjda, 1874-1876* (Ibid., 1923).

3. P. DELONCLE, *le Bombardement de Salé par Dubourdieu en 1861* (Rev. marit., 1923).

4. L. VOINOT, *Taza et les Riata* (Bull... d'Oran, 1920).

5. Walter B. HARRIS, *Morocco that was*, in-8°, 332 p. et ill. (London, Blackwood, 1921) ; H. DE LA MARTINIÈRE, *Souvenirs du Maroc* (Paris, Plon, 1919).

timorée, mais les diplomates sauvèrent tout. On soupçonne que M. Rober-Raynaud doit être de la carrière. Ce qu'il dit de la pression des banques sur le gouvernement ne manque pas d'intérêt, mais il affirme toujours sans jamais fournir de références. On est donc obligé de le croire sur parole ou de souhaiter des précisions que de nombreuses erreurs chronologiques rendent d'autant plus nécessaires¹.

En ce qui concerne la publication des accords franco-italiens de 1901, M. ROUARD DE CARD a exposé brièvement, mais en termes précis, l'attitude de l'Italie en présence de la pénétration française au Maroc².

M. MARTIN a étudié la poussée des dynasties marocaines vers le Sahara de 1504 à 1902, et l'histoire du Maroc de 1894 à 1912³. Son livre est précédé d'une préface virulente où il accuse de la pire intolérance Lutaud, M. Jonnart et le ministre de la Guerre, qui voulurent, par un abus de pouvoir, le dépouiller de ses manuscrits ou en retarder la publication. M. Martin a utilisé beaucoup de documents indigènes ignorés. Son travail présente donc un intérêt indiscutable. Cependant il appellerait des réserves, mais comme l'auteur a pour habitude d'adresser aux revues qui ne partagent pas tous ses points de vue de longues et directes réponses, accompagnées, le cas échéant, de papier timbré, on ne peut que se borner à signaler son ouvrage.

Le livre du colonel AZAN tient plus que ne promet le titre⁴. Ce n'est pas seulement un récit vivant, riche de faits et d'observations, de l'expédition de Fez en 1911, dont l'importance politique et militaire fut considérable, mais une étude très fouillée écrite du point de vue « marocain », de ce que le maréchal Lyautey appelle « les dessous et les à-côtés qui pesèrent si lourdement sur les opérations ». Sans doute, le colonel Azan ne dispose-t-il que d'une documentation partielle et unilatérale sur les négociations, il n'en a pas moins, par la mise en œuvre de pièces inédites, contribué à éclairer le problème international marocain, dont bien des points restent encore dans l'ombre.

LE MAROC DEPUIS LE PROTECTORAT. — A l'occasion du dixième anniversaire de la proclamation du protectorat français au Maroc, la Résidence a dressé le bilan de son œuvre⁵. Après une vue d'ensemble sur le passé, par M. G. Hardy, et un bref exposé de la conquête depuis 1907, par M. Homo,

1. ROBER-RAYNAUD, *En marge du livre jaune* (Paris, Plon, 1923, v-327 p.).

2. ROUARD DE CARD, *les Accords secrets entre la France et l'Italie concernant le Maroc et la Lybie* (Paris, Pedone, 1921, 52 p. et carte).

3. A.-G.-P. MARTIN, *Quatre siècles d'histoire marocaine* (Paris, Félix Alcan, 1923, xvi-591 p.; prix : 16 fr.). Voir les deux réponses de M. Martin à M. Gaudesroy-Demombynes, la deuxième par voie d'huissier : *Revue critique*, 1920, p. 398 et 470, et celle à M. Ladreit de Lacharrière : *Afrique française*, octobre 1923, p. 567.

4. Colonel P. AZAN, *l'Expédition de Fez*, avec introduction du maréchal Lyautey et préface du général Moinier, in-8°, 114 phot. et 2 cartes hors texte (Paris, Berger-Levrault, 1924; prix : 25 fr.).

5. *La Renaissance du Maroc. Dix ans de protectorat, 1912-1922* (Rabat, Résidence; Paris, Office du Maroc, 1922).

les chefs de service ont décrit la politique et l'organisation du Protectorat : le colonel Huot, pour les questions indigènes, M. Dumas, pour la justice, M. Hardy, pour l'enseignement, M. Ricard, pour les arts indigènes, M. Châtelain, pour l'archéologie, le Dr Mauran, pour l'hygiène. C'est un recueil officiel, bien documenté, sur la tâche accomplie.

La figure du général Lyautey domine la plupart des ouvrages écrits sur le Maroc. Parmi eux, il faut faire une place à part à l'étude de M. BRITSCH¹, conçue d'une manière objective, soucieuse du contrôle des sources et qui ne néglige aucun document important. Son éloge très net porte beaucoup plus que les panégyriques de ces admirateurs maladroits, dont M. Clemenceau écrivit qu'ils constituaient la « zaouia ». On peut ne pas partager toutes ses opinions, on peut discuter son livre, mais comme une œuvre d'histoire solide et qui se défend.

Le Maroc connu, pendant la guerre, des difficultés que M. BARTHOU a entrepris de révéler aux Français, après son voyage du printemps 1919². Son livre comprend deux parties. Dans la première, il magnifie le corps expéditionnaire qui a mené la guerre dans des conditions difficiles, avec des effectifs appauvris par l'envoi de contingents sur le front français. Dans la deuxième, il fait un exposé enthousiaste de la politique active et prévoyante du résident. Livre de circonstance qui vaut par sa clarté et la personnalité de son auteur.

Le traité de Versailles a intéressé directement l'avenir du Maroc. Il a aboli les capitulations à l'égard de l'Allemagne, obtenu la renonciation du Reich à ses droits conventionnels et son adhésion aux mesures de précaution. Ce sont ces clauses que M. ROUARD DE CARD étudie³. Il montre que les hypothèques allemande, autrichienne et hongroise sont purgées, mais qu'il n'en est pas ainsi pour les autres pays signataires de l'acte d'Algésiras. C'est à les amener à l'abandon de leurs prérogatives par des accords nouveaux que la France doit travailler.

Après le Maroc en 1917, 1918 et 1919, M. DUGARD consacre un nouveau volume au Maroc au lendemain de la guerre⁴. C'est un cri d'alarme à l'adresse des immigrants imprudents qui, sans capitaux ni métier spécialisé, croient trouver la fortune et ne recueillent que désillusions ou misère.

Il y a généralement peu à puiser dans les notes de campagne des officiers et les descriptions des voyageurs. Ce n'est pas le cas de l'ouvrage du Dr CHATINIÈRES⁵, qui a vécu parmi les Chleuhs de l'Atlas, si mystérieux encore.

1. A. BRITSCH, *le Maréchal Lyautey, le soldat, l'écrivain, le politicien* (Paris, Renaissance du livre, 1921).

2. LOUIS BARTHO, *la Bataille du Maroc* (Paris, Champion, 1919).

3. ROUARD DE CARD, *le Traité de Versailles et le protectorat de la France au Maroc* (Paris, Gamber, 1923).

4. DUGARD, *le Maroc au lendemain de la guerre* (Paris, Payot, 1920).

5. Dr P. CHATINIÈRES, *Dans le grand Atlas marocain. Extrait du carnet de route d'un médecin d'assistance médicale indigène, 1912-1916* (Paris, Plon, 1920).

Non seulement il nous renseigne sur leurs mœurs, mais surtout il précise le rôle du médecin, agent principal de pénétration, qui va donner ses soins jusque dans les tribus indépendantes, où il conquiert un grand prestige. Le général Lyautey a tenu à proclamer, dans une préface, tout ce que le Maroc doit au corps médical.

A côté du voyageur sentimental de Sterne, on pourrait placer le voyageur qui méprise l'histoire. M. RABBE, qui écrit des pages lisibles sur le pays qu'il a parcouru, multiplie tellement les erreurs historiques qu'on croirait à une gageure¹. Les lecteurs non prévenus liront, sans ennui, ses récits.

M. DESROCHES a donné une large place au Maroc d'autrefois, à la société berbère et à l'œuvre française ; mais il a voulu écrire moins un livre d'histoire qu'un ouvrage pratique où les lecteurs curieux trouveront plus qu'un guide, les voyageurs et les commerçants des renseignements précis. A ce titre, son travail est utile et les soixante-douze pages d'appendices peuvent notamment être consultées avec fruit².

L'ouvrage de M. DU TAILLIS³ nous apprend peu de chose. Son exposé du passé du Maroc contient des erreurs de fait et ne donne pas une idée suffisante de la vitalité berbère. Ses chapitres sur le protectorat, puisés aux sources officielles, n'y ajoutent guère. Seul l'appendice, consacré au Riff qu'il parcourut librement, et à Abd-el-Krim qu'il connut de près, est original et aide à saisir le caractère de la guerre entre Espagnols et Riffains.

Sur Abd-el-Krim, M. LADREIT DE LACHARRIÈRE a écrit, à l'intention du grand public, un livre nerveux, riche d'aperçus et, par endroits, passionné⁴. L'auteur étudie le milieu géographique et politique où le *rogui* a grandi, la complication des problèmes internationaux que pose le Riff et enfin la personnalité même d'Abd-el-Krim. Pour lui, ce chef est un aventurier intelligent, roué surtout, qui fait état des « manifestations communistes » pour berner ses adversaires par de fausses propositions de paix, mais qui ne sait pas adapter ses plans aux possibilités et, faute de discernement, mène les Riffains à la ruine. Il serait fou d'accorder au Riff une indépendance qui ne correspond « ni à des possibilités géographiques d'existence ni à des aspirations légitimes de libération nationale ». Le livre de M. L. de Lacharrière ne nous satisfait pas entièrement. Sur les débuts du conflit et l'occupation militaire de l'Ouerga, certain rapport du général de Chambrun, paru dans l'*Afrique française*, donnerait lieu à une exégèse suggestive. L'activité du frère d'Abd-el-Krim à Paris, le rôle des industriels qui ont vendu des armes au *rogui*, l'effet produit par la guerre du Riff sur nos amis de l'étranger,

1. P.-J. RABBE, *Au Maroc. Sur les rives du Bou-Regreg-Chella, Salé-Rabat* (Paris, Berger-Levrault, 1922).

2. DESROCHES, *le Maroc, son passé, son présent, son avenir* (Paris, Flammarion, 1921 ; prix : 8 fr.).

3. J. DU TAILLIS, *le Nouveau Maroc* (Paris, Soc. d'édit. géogr., 1923 ; prix : 25 fr.).

4. J. LADREIT DE LACHARRIÈRE, *le Rêve d'Abd-el-Kerim* (Paris, Peyronnet, 1925 ; prix 9 fr.).

notamment d'Amérique, la répercussion en pays d'Islam permettraient aussi des considérations d'une réelle portée historique que l'auteur aurait pu mettre davantage en relief.

M^{me} GEORGE-GAULIS qui, au cours de ses voyages au Maroc, a beaucoup vu, entendu et retenu, a écrit un livre habile et documenté. Durant son séjour, elle noua des relations suivies avec la Résidence ; aucun renseignement ne lui a donc manqué. Sans doute ne fournit-elle pas de références, mais on devine qu'elle pourrait aisément donner caution bourgeoise. On lit, avec plaisir, ses agréables évocations des lieux où elle passa et son exposé de l'œuvre du général Lyautey, dont la personnalité est le pivot du livre¹.

M. R. KANN avait libre accès à la Résidence et n'ignorait rien de sa politique, dont il était l'enthousiaste partisan. Dix voyages au Maroc lui avaient permis, du reste, d'étudier sur place les problèmes. Pour arracher le Maroc à l'anarchie, la France a dû, dit-il, constituer une armature solide et qui a fait ses preuves. M. Kann l'examine en détail, à l'aide d'une riche documentation. Quelques-unes de ses opinions méritent de retenir l'attention. C'est ainsi qu'il répudie les collèges musulmans de Rabat et de Fez, fabriques officielles de déclassés, et qu'il repousse l'accès des jeunes Marocains aux lycées français. Quant aux colons qui réclament un gouvernement civil et le droit de vote, il démontre que ce sont des démagogues. Peut-on confondre une monarchie absolue d'essence religieuse avec une démocratie ? Folie que tout cela ! « Ceux qui désirent élire des parlementaires n'ont qu'à rentrer en France. » Une tâche prime tout : pacifier le pays ; plus tard on verra « s'il y a lieu de lui accorder des institutions politiques ». A plus forte raison, ne faut-il même pas songer à octroyer aux indigènes des droits dont ils n'ont ni la capacité ni le désir de se servir. M. Kann exprime des idées presque identiques à celles de Bugeaud, sous la monarchie de Juillet². On les retrouve sous la plume habile d'un fonctionnaire du Maroc qui, sous le pseudonyme UN AFRICAÏN, résume la politique musulmane en deux formules : *Quieta non movere* et *Memento tu regere*³.

A côté des ouvrages semi-littéraires, M. TOURON a jugé qu'il y avait place pour un exposé méthodique et critique sur le mécanisme du Protectorat et des mesures que le gouvernement a dû prendre jusqu'en 1913. C'est un travail nourri et pratique⁴. Quant aux textes multiples publiés depuis 1912 par le sultan sous l'inspiration française, on ne saurait savoir trop de gré à M. GOULVEN, chef de bureau à la Résidence, d'avoir écrit un ouvrage qui permet de se diriger dans le labyrinthe de la législation marocaine⁵.

1. Berthe GEORGE-GAULIS, *la France au Maroc. L'œuvre du général Lyautey* (Paris, Colin, 1919).

2. Reginald KANN, *le Protectorat marocain* (Paris, Berger-Levrault, 1920).

3. UN AFRICAÏN, *Manuel de politique musulmane* (Paris, Bossard, 1925 ; prix : 7 fr. 50).

4. Max TOURON, *Notre protectorat marocain* (Paris, Afrique française, 1923).

5. J. GOULVEN, *Traité d'économie et de législation marocaines*, 2 vol. in-8° (Paris, Rivière, 1921).

Les *Codes* de M. P.-L. RIVIÈRE ne rendront pas de moindres services aux historiens, principalement le tome I, qui contient le texte de tous les accords internationaux conclus par le Maroc avec les puissances étrangères ou intervenus entre ces puissances au sujet du Maroc, de 1763 à 1923. Ce volume est précédé d'un exposé historique et juridique du droit conventionnel au Maroc et d'une chronologie des principaux événements de l'histoire du Maroc, depuis 1757 jusqu'à nos jours. Le tome II, qui se rapporte à l'organisation du Protectorat, groupe, par matière et en tenant compte des remaniements successifs, les lois, décrets, dahirs, instructions et circulaires relatifs aux questions politiques, administratives et judiciaires qui intéressent le Protectorat¹.

Le dernier livre de M. DE PÉRIGNY², qui est le troisième d'une série, apporte des renseignements intéressants sur la situation de certaines villes du Maroc et des contrées avoisinantes. Ses résumés historiques ne sont pas originaux, mais suffisamment exacts. C'est un travail consciencieux.

D'une tout autre valeur est l'ouvrage, solidement documenté et néanmoins plein de charme, que M. P. CHAMPION a publié dans la collection des *Villes d'art*³. Que M. Champion ressemble peu aux voyageurs superficiels qui s'inspirent de livres périmés ! Il va, lui, directement aux sources ; il ordonne ses descriptions autour de grands faits historiques : la domination des Mérinides à Fez, celle de Moulay-Ismaël à Meknès, les corsaires à Salé, les Almohades et les Saadiens à Marrakech. On se saurait s'étonner que, même au Maghreb, M. Champion n'ait pu oublier le Paris du XIV^e siècle et que la description de l'Université par Jean de Jandun l'ait aidé à évoquer la mosquée-cathédrale d'El-Qaraouiyine à Fez. Les illustrations sont judicieusement et artistiquement choisies ; la bibliographie est excellente. On n'y regrette que l'absence du substantiel article *Fàs* de M. G. Yver, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*.

M. BOUISSI a fort peu lu, sa bibliographie est étriquée et déplorable ; mais il a été directement mêlé au développement d'une grande société capitaliste installée au Maghreb depuis 1902. C'est la vie même de cette Société qu'il a exposée en des termes dont on ne peut qu'admirer la franchise. On la voit faisant main basse sur les terrains, à la veille ou aux débuts de l'occupation française, attendant que les villes soient congestionnées pour les revendre à prix fort, par exemple à Casablanca, où le sol, acheté 0 fr. 05 le mètre carré en 1908, se paye 317 francs en 1913, 800 francs après la guerre. M. Bouissi assure que l'affaire fut excellente. Ne le furent pas moins les acquisitions à bas prix de milliers d'hectares de bonne terre et la pénétration dans toutes les

1. P.-L. RIVIÈRE, *Traités, codes et lois du Maroc*, 2 vol. in-4°. T. I : *Accords internationaux* ; t. II : *Organisation du Protectorat* (Paris, Tenin, 1924 et 1925).

2. DE PÉRIGNY, *Au Maroc : Casablanca, Rabat, Meknès* (Paris, Roger, 1920).

3. PIETTE CHAMPION, *Tanger, Fez, Meknès* (Paris, Laurens, 1924 ; prix : 12 fr.).

affaires industrielles qui furent lancées. On comprend que la Société soit devenue, comme le montre M. Bouissi, une force à laquelle on résiste peu¹.

Les problèmes religieux et sociaux ont donné lieu à d'importants ouvrages. M. H. BASSET a cherché la survivance des vieilles croyances dans le culte des grottes, où les indigènes pauvres vont déposer des offrandes en l'honneur des djinns qui les hantent. Son livre est riche de documents et d'observations personnelles². M. MICHAUX-BELLAIRE a consacré une étude approfondie aux confréries religieuses dont le rôle est considérable au Maroc³. Enfin, M. MASSIGNON a mené sur les corporations marocaines une enquête dont les conclusions, fondées sur des recherches précises, appellent de sérieuses réflexions⁴. Ces corporations, comme toutes celles des pays musulmans, avaient l'avantage d'encadrer l'individu dans un groupement puissant dont tous les éléments étaient solidaires, de veiller à l'exécution du travail et au cours des marchandises. L'irruption européenne a disloqué le vieil organisme, créé de nouveaux besoins, soustrait le travailleur attiré par le patron non musulman à la tutelle collective, détruit la notion corporative du « juste prix » et laissé libre cours à la spéculation. Elle a enfin tué des métiers indigènes et livré le travailleur à l'exploitation industrielle. Il est probable que les ouvriers chercheront, comme en Tunisie, un appui dans les formations syndicales, ce qui peut avoir des conséquences politiques et sociales très importantes.

Citons, pour terminer, l'ouvrage consacré par la direction des affaires indigènes et le service des renseignements à Tanger et à sa zone⁵. On y trouvera un long et sérieux exposé historique, des développements nourris sur le peuplement, l'administration antérieure à l'établissement du statut, le régime économique, la vie religieuse et le *Fahç*. Des appendices fournissent des renseignements d'archéologie, de numismatique, de botanique et une bibliographie.

LES ESPAGNOLS EN ALGÉRIE, LA RÉGENCE D'ALGER. — Profitant des troubles qui désolèrent le Maghreb et l'Ifrikia au xv^e siècle, les Espagnols, après avoir expulsé les Maures de la péninsule, poussèrent une offensive sur le sol africain et occupèrent Mers-el-Kébir en 1505, Oran en 1509. M. CAZENAVE a consacré une étude originale aux cinq présides d'Afrique, présides majeurs (Ceuta et Oran), présides mineurs (Melilla-Alhucemas, Peñon de

1. R. BOUISSI, *Étude sur la colonisation capitaliste au Maroc* (thèse de droit de Paris. Paris, Sagot, 1921).

2. H. BASSET, *le Culte des grottes au Maroc* (Alger, Carbonel, 1920).

3. MICHAUX-BELLAIRE, *les Confréries religieuses au Maroc* (Rabat, Imprimerie officielle, 1923). Cf. *Essai sur l'histoire des confréries marocaines* (Hespéris, 1921).

4. MASSIGNON, *Enquête sur les corporations musulmanes d'artisans et de commerçants au Maroc* (Revue du monde musulman, 1924).

5. *Villes et tribus du Maroc*. T. VII : *Tanger et sa zone* (Paris, Leroux, 1921 ; prix : 30 fr.). Ce volume fait partie d'une collection où ont déjà paru : *Casablanca et les Chaouïa* (2 vol.) et *Rabat et sa région* (4 vol.).

Velez), parmi lesquels Oran tient un rôle prépondérant¹. Il nous décrit la vie misérable que menait l'armée des croisés, dont se souciait peu la métropole, l'organisation lamentable de tous les postes, le rôle des *Mogatazes*, cavaliers indigènes chargés de la garde du préside d'Oran, des *Moros de paz* des tribus alliées, des *Moros de guerra* ennemis, des *christianos nuevos* récemment convertis. Il était inévitable que les Espagnols fussent, tôt ou tard, acculés au départ; le tremblement de terre du 8-9 octobre 1790 déterminait leur abandon définitif d'Oran.

M. BODIN a trouvé, traduit et publié un texte important pour la connaissance des relations des Espagnols avec les indigènes²; c'est un pamphlet de Si-Abdelkader-el-Mecherfi contre les auxiliaires arabes qui donnaient leur concours à l'ennemi. Il nous donne une liste complète et sûre des tribus qui fournirent des troupes à l'Espagne. Un autre texte, également traduit par P. Bodin, est une chronique extraite d'une histoire d'Oran par Mazari, dont on sait seulement qu'il faisait partie d'une famille d'aghass de la tribu des Douairs. Elle apporte beaucoup de renseignements nouveaux sur Hasan, dernier bey d'Oran³.

M. CAZENAVE a tracé l'originale physionomie du renégat Hassan-Corso, qui faillit prendre Oran, en 1556, et qui enleva le gouvernement d'Alger à son rival Tekelerli. Celui-ci rentra bientôt dans la ville et fit empaler Hassan⁴.

D'après le journal que la mère de Mrs. Broughton tint de 1806 à 1812 et qui fut publié par sa fille à Londres, en 1842, sous le titre *Six years Residence in Algiers*, M. J. BARDOUX a consacré quelques pages agréables à la vie qu'on menait à Alger à la veille de la conquête⁵.

M. AURIANT a apporté quelques renseignements inédits sur Yves Boutin⁶, qui, de mai à juillet 1808, releva le plan des fortifications d'Alger et des environs, établissant ainsi une documentation de premier ordre. Le rapport qu'il rédigea à son retour servit beaucoup aux organisateurs de l'expédition de 1830. Ces documents nous renseignent surtout sur les projets de Napoléon et la guerre entre Tunis et Alger.

1. J. CAZENAVE, *les Présides espagnols d'Afrique, leur organisation au XVIII^e siècle* (Rev. afr., 1922). Cf. J. CAZENAVE, *Cervantès à Oran, 1581* (Bull. d'Oran, 1923); P. Navarro conquérant de Velez, Oran, Bougie et Tripoli (Ibid., 1925); M. BODIN, *Note sur l'origine du nom de Mogatazes donné par les Espagnols à certains de leurs auxiliaires indigènes pendant leur occupation d'Oran* (Bull. d'Oran, 1923); HONTABAT, *Relacion de la consistencia de las plazas de Oran y Marzalquivir* [traduction] (Bull. d'Oran, 1924).

2. A. BODIN, *l'Agrément du lecteur. Notice historique sur les Arabes soumis aux Espagnols pendant leur occupation d'Oran par Si-Abdelkader-el-Mecherfi*; texte arabe et trad. (Rev. afr., 1924).

3. Id., *la Brève chronique du bey Hasan, extraits traduits de la Ta'ar-os-Sa'd-is-So'oud de Mazari* (Bull. d'Oran, 1924).

4. J. CAZENAVE, *Hassan-Corso, un Corse roi d'Alger* (Afrique latine, 1923).

5. J. BARDOUX, *la Vie d'un consul auprès de la Régence d'Alger* (Rev. afr., 1924).

6. AURIANT, *Sur la piste du mystérieux Boutin. L'odyssée algérienne (1808). Documents inédits* (Mercure de France, 1^{er} janvier 1925).

M. P. MASSON a étudié, à plusieurs reprises, les vicissitudes du commerce français avec la Régence. Ses livres sont nécessaires à toute étude des États barbaresques. Grâce aux archives de la Chambre de commerce de Marseille, il a pu compléter ses travaux par un exposé du rôle de l'Agence nationale d'Afrique¹, qui fut créée le 8 février 1794 pour contribuer au ravitaillement en grains. Elle dura plus longtemps que ses sœurs, puisqu'elle fut supprimée seulement sous le Consulat. D'abord organisée sans méthode, elle rencontra de grandes difficultés, notamment pour le recrutement des navires, la navigation, les relations avec le dey d'Alger. Le gouvernement ne put lui fournir assez de crédits pour organiser l'affaire en grand ; néanmoins elle parvint à recevoir, surtout de Barbarie, quatre-vingt-seize convois, malheureusement peu importants. Le Directoire, à court d'argent, arrêta le trafic et s'adressa aux bons offices des Juifs algériens ; ainsi s'amorça l'affaire des créances Bacri, d'où devait sortir la guerre. L'exposé de M. Masson, riche de faits nouveaux, est, en somme, une importante contribution à l'étude des préliminaires de la conquête.

L'ALGÉRIE DEPUIS 1830. — Les Français se passionnèrent-ils pour l'expédition d'Alger, en 1830 ? Il ne semble pas. A l'exception des Marseillais, éclairés par leurs intérêts commerciaux, le reste de la population n'envisagea le problème que sous l'angle de ses conceptions économiques ou politiques. Les libéraux virent, non sans raison, dans l'expédition d'Alger le prélude à un coup de force contre la Charte ; aussi les députés hostiles à notre installation à Alger sous Charles X se rallièrent-ils à l'occupation quand la monarchie de Juillet parut leur garantir les libertés nationales.

Sur l'expédition de 1830, les lettres du médecin E. de Salles, qui fut interprète à l'armée d'Afrique et savant estimé en son temps, apportent des renseignements curieux, notamment sur le séjour des troupes à Palma. Salles devait tirer de ses observations personnelles le roman d'*Ali le Renard*, dont le succès fut grand².

On sait que les chefs de l'expédition ne s'entendirent pas, surtout l'amiral Duperré et le maréchal de Bourmont. M. GAUTHEROT a étudié cette rivalité dans un esprit très favorable au général et, grâce aux papiers inédits de celui-ci, a pu reconstituer les conditions du débarquement des Français à Oran en 1830³.

1. P. MASSON, *Marseille depuis 1789. Études historiques*, t. I (Paris, Hachette, 1921 ; prix : 25 fr.). Cf. *Rev. histor.*, t. CXLV, p. 252.

2. Ch.-A. JULIEN, *Marseille et la question d'Alger à la veille de la conquête* (*Rev. afr.*, 1919) ; *la Question d'Alger devant les Chambres sous la Restauration* (*Ibid.*, 1922) ; *l'Opposition et la guerre d'Alger à la veille de la conquête* (*Bull. d'Oran*, 1921) ; *l'Avenir d'Alger et l'opposition des libéraux et des économistes en 1830* (*Ibid.*, 1922) ; *Un médecin romantique, interprète et professeur d'arabe : Eusèbe de Salles* (*Rev. afr.*, 1924).

3. G. GAUTHEROT, *le Maréchal Bourmont et l'amiral Duperré. Quelques documents sur le commandement en chef de l'expédition de 1830* (*Rev. de l'hist. des col.*, 1922) ; *l'Arrivée des Français à Oran en 1830* (*Bull. d'Oran*, 1922).

En dehors du livre consciencieux, mais ancien, de Nettement et de l'ouvrage dénué de toute valeur de Camille Rousset, il n'existait pas d'histoire de la prise d'Alger. M. ESQUER qui, après avoir littéralement sauvé de la destruction les archives du gouvernement général, les a classées et inventoriées, connaît toutes les sources. Aussi a-t-il écrit un livre qui renouvelle fréquemment le sujet¹. Presque tout ce qui concerne le rôle des Bacri, à Paris, où ils achètent les complaisances utiles, à Alger, où ils sont les vrais maîtres de la politique, est original. Le dey nous apparaît comme la victime d'hommes d'affaires véreux. Il ne comprit jamais dans quelles histoires louches on l'avait embarqué et par quelles subtilités juridiques on lui refusait les sommes qui lui étaient dues. Le rôle du consul Deval fut, à tout le moins, douteux. La fameuse séance du « coup d'éventail » est loin encore d'être éclaircie, et M. Esquer, qui la soupçonne peu claire, l'a traitée avec une discrétion excessive. En tout cas, le gouvernement français, après avoir pris l'aventure au tragique, se traîna de contradictions en incertitudes, se montra prêt à tous les compromis et se heurta à l'intransigeance du dey, qui comptait sur son bon droit. Polignac, après avoir longtemps tergiversé, se résigna à une action directe, mais ignora, jusqu'à sa chute, ce qu'il ferait d'Alger. L'expédition fut bien préparée, mais médiocrement conduite. Le livre de M. Esquer est écrit de verve. Ses personnages sont campés en quelques traits et vivent. Tout son récit de la campagne est mené avec entrain, parfois avec humour. Ses jugements sont prudents et sûrs. Il n'a voulu écrire ni une apologie ni un pamphlet et il y a réussi. On peut seulement regretter que les circonstances ne lui aient pas permis d'indiquer toutes ses références.

Au lendemain de la prise d'Alger, les Français firent deux expéditions contre Médéa. La deuxième abouti, en 1831, à un échec et à une sanglante retraite. M. DEMONTÈS en a trouvé un récit fait par un témoin oculaire, le Dr Baudens, qui non seulement nous fournit des renseignements sur les événements militaires, mais nous montre le mépris des organisations sanitaires pour la vie des soldats. Le mémoire du Dr Baudens est plutôt favorable à Berthezène².

La même année, le général Clauzel tenta d'instaurer à Oran un protectorat tunisien, que ses exactions et ses cruautés rendirent insupportable. Quand les Tunisiens eurent quitté la ville, les indigènes continuèrent à imputer aux Français la responsabilité des abus dont ils avaient souffert³.

M. R. VALET conçoit un peu l'histoire à la manière d'une image d'Épinal qui représenterait le Bon Gouvernement venant à bout des Méchants Parle-

1. G. ESQUER, *les Commencements d'un empire. La prise d'Alger (1830)*, in-8°, 477 p. et 2 cartes (Paris, Champion, et Alger, 1923 ; prix : 15 fr.).

2. Dr BAUDENS, *Relation de l'expédition de Médéa en 1831*, publiée et annotée par V. Demontès (*Rev. de l'hist. des col.*, 1920 ; Champion, 1921).

3. DEMONTÈS, *Un essai de protectorat tunisien à Oran, 9 février-22 août 1831* (*Rev. de l'hist. des col.*, 1923).

mentaires pour faire triompher l'intérêt national. Il prête aux actes des ministres une logique et une méthode quasi divines. Les deux parties de son livre n'ont aucune liaison entre elles. M. Valet a minutieusement dépouillé les débats des Chambres ; à ce titre, son travail est fort utile. Beaucoup de ses aperçus sur l'attitude des députés de l'opposition sont à retenir ; mais il n'a jamais soupçonné que les discussions politiques pussent cacher, parfois, des intérêts économiques à sauvegarder ou des avantages financiers à conquérir. Ces considérations eussent pu lui faire mieux comprendre le rôle de certains parlementaires sous la monarchie de Juillet et l'attitude de Roustan, en 1881, quand il fut attaqué par Rochefort. Il est vrai qu'à Alger beaucoup de documents, notamment les journaux de Paris, lui font défaut¹.

M. ESQUER a continué, depuis la fin de la guerre, de publier la correspondance du duc de Rovigo, qui commanda en chef le corps d'occupation d'Afrique de 1831 à 1833². Ces textes, édités avec soin, sobrement et exactement annotés, seront indispensables pour connaître l'administration généralement si critiquée de l'ancien ministre de la Police impériale et ses conflits avec le baron Pichon. Ils doivent être complétés bientôt par des tables et une étude d'ensemble.

Le général Voirol fut nommé, le 29 avril 1833, commandant par intérim des troupes d'occupation d'Afrique et garda ce poste provisoire durant dix-huit mois. Cette période, comme le remarque justement M. ESQUER dans une solide introduction aux lettres officielles du général³, marque une transition durant laquelle la Commission extra-parlementaire procéda, sur place, à une enquête préparatoire sur le régime de l'Algérie. Voirol ne pouvait, dans de telles conditions, entreprendre une politique à longue portée, aussi borna-t-il son action au pays déjà soumis. Par des mesures qui s'efforcèrent d'être justes et par une extension judicieuse des travaux publics, il réussit, du moins, à améliorer les relations entre Européens et indigènes et à maintenir son autorité dans le nord de la Mitidja avec un minimum d'interventions armées. A la même époque où Voirol recevait le commandement de l'armée d'Afrique, le général Desmichels succédait, à Oran, au général Boyer, qui, à l'instar de Rovigo, avait pratiqué une politique d'une inconcevable brutalité. Desmichels crut qu'une entente avec Abd-el-Kader donnerait un caractère définitif à la soumission des Arabes et faciliterait les relations commerciales. C'est dans cet espoir qu'il négocia avec l'émir de sa propre autorité, par des intermédiaires qui le manœuvrèrent, et qu'il signa le traité du 26 février 1834, dont M. COCKENPOT a donné une pénétrante analyse⁴. Abd-el-

1. *L'Afrique du Nord devant le Parlement au XIX^e siècle, 1828-1838, 1880-1881*, in-8°, 256 p. (Paris, Champion, et Alger, Typo-litho, 1924).

2. *Correspondance du duc de Rovigo*, t. II : lettres du duc, 1^{er} août 1832-21 mars 1833 ; t. III : lettres adressées au duc, 17 novembre 1831-21 mars 1833 (Alger, Jourdan, 1921, 642 p.).

3. G. ESQUER, *Correspondance du général Voirol, 1833-1834* (Paris, Champion, 1924).

4. COCKENPOT, *le Traité Desmichels* (Publications de la Faculté des lettres d'Alger, t. LVII) (Paris, Leroux, 1924 ; prix : 20 fr.).

Kader en tira un surcroît d'autorité qui le plaça, aux yeux des musulmans, sur un pied d'égalité avec le roi de France. Il put, dès lors, consacrer tous ses efforts à soumettre ceux de ses coreligionnaires encore rebelles à son influence.

Les documents relatifs au traité de la Tafna ont été publiés par M. G. YVER¹. L'influence exercée par cet érudit sur les études algériennes est aussi efficace que modeste. Professeur à la Faculté d'Alger, il indique aux étudiants et aux jeunes universitaires les sujets utiles à traiter et les guide dans leurs recherches ; secrétaire général de la *Revue africaine*, il contribue à donner à cet organe une haute tenue scientifique ; historien, il a publié de nombreux travaux et prépare, sur ce même traité de la Tafna, un ouvrage longtemps médité dont on peut être sûr qu'il renouvellera le sujet. En attendant, il publie, dans ce volume de documents inédits, des lettres d'Abd-el-Kader, de Ben-Durand, de l'intendant civil Bresson, de Bugeaud, de Darnémont, du ministre et de Mustapha-ben-Ismaïl, de mars à décembre 1837, c'est-à-dire durant la période qui correspond à la mission de Bugeaud. Des pièces annexes fournissent notamment les ordres du jour de Bugeaud et les propositions d'Abd-el-Kader. Quant au texte original arabe du traité, il a été impossible de le retrouver aux archives du ministère de la Guerre. Le livre, précédé d'une préface substantielle où M. Yver précise l'importance des documents publiés, est complété par un commode index des noms propres et de notes qui témoignent, dans leur brièveté, d'autant de précision que de sûre information.

Depuis de longues années, on attendait le livre du colonel AZAN sur *Abd-el-Kader*². C'est un travail qui a coûté de longues recherches. Autour de la personne de l'émir s'est, en effet, organisée la résistance indigène ; après sa chute, en 1847, la France n'a plus rencontré d'obstacle sérieux. Abd-el-Kader était un de ces *roguis*, comme il ne cesse de s'en lever en pays musulman pour repousser l'Infidèle, mais d'une intelligence et d'un réalisme peu communs. A voir la façon dont il organise ses troupes, lève les impôts, mène des négociations avec la Porte, le Maroc et la France, on comprend l'admiration, mal contenue, de son biographe. Le colonel Azan ne laisse dans l'ombre aucune des manifestations de cette prodigieuse activité. On sait que l'émir, confiant dans la parole de Lamoricière, se rendit au général et fut interné en France, au lieu d'être envoyé en Syrie. Lamoricière, devenu ministre de la Guerre, mentit lui-même à sa parole de soldat, laissant à l'empereur le mérite d'un geste qui n'aurait pas dû tarder. A lire les journaux algériens sous la deuxième République, on s'aperçoit que les colons agirent avec

1. G. YVER, *Documents relatifs au traité de la Tafna, 1837* (Alger, Carbonel, 1924, xxiv-584 p.). Cf. du même : *Abd-el-Kader et le Maroc en 1838* (*Rev. afr.*, 1919). Deux lettres de l'émir au sultan du Maroc, écrites durant le siège d'Aïn-Mahdi, montrent le soin qu'il apportait à sa diplomatie et à l'entretien de son armée.

2. Colonel P. AZAN, *L'Émir Abd-el-Kader, 1808-1883. Du fanatisme musulman au patriotisme français* (Paris, Hachette, 1925 ; prix : 20 fr.).

vigueur pour qu'Abd-el-Kader ne fût pas remis en liberté. Pourquoi le colonel Azan appelle-t-il « fanatisme » chez les Arabes ce qu'il nommerait « amour de l'indépendance » chez les Gaulois et oppose-t-il, d'une façon un peu sommaire, le « fanatisme musulman » et le « patriotisme français » de l'émir? Des documents inédits publiés et commentés depuis par lui¹ mettent en relief le rôle de Lamoricière, qui, chargé d'apaiser le différend entre le général Trézel et Abd-el-Kader en 1835, arriva seulement à temps pour ordonner des mesures destinées à parer au désastre de la Macta. Il prit, auprès de ses chefs, la défense de Trézel.

Les lettres inédites du maréchal Bugeaud sont pleines de renseignements sur l'Afrique². Dès mars 1836, à la veille de sa première campagne, il se plaint que l'opposition de gauche l'ait empêché d'être nommé gouverneur de l'Algérie. Rien sur ses négociations de 1837, sauf un document douteux ; mais, en mai 1838, il se déclare hostile à la guerre et partisan d'un « système d'occupation agissante » fondé sur l'agriculture. « La Restauration », écrit-il, « se targue de nous avoir donné l'Algérie ; elle ne nous a donné qu'Alger et elle nous a fait un funeste présent. Je crains qu'il ne soit pour la monarchie de Juillet ce que l'Espagne a été pour l'Empire » (p. 182). Ses opinions se modifient quand il retourne en Algérie en février 1841, bien qu'au moment du départ il persiste à considérer l'Afrique comme « une plaie de la France » (14 janvier 1841). Jusqu'à sa mort, il s'occupe de l'Algérie et donne des conseils au général Charon, quand la Constituante eut, en septembre 1848, créé des colonies agricoles. Ses lettres le montrent toujours sûr de soi, hostile à tout contrôle, plein de mépris pour le « civil », ennemi de tout libéralisme, persistant même dans ses erreurs avec un entêtement de paysan, en somme moins grand que ses admirateurs n'ont voulu le voir ; mais c'était une force et qui allait droit où elle tendait. Plusieurs identifications eussent pu facilement être établies par les éditeurs, notamment celle de Lamoricière que Bugeaud désigne par son initiale quand il vitupère contre lui.

M. KLEIN, secrétaire de la Société du vieil Alger, poursuit la publication des *Feuilles d'El-Djezaïr*, où figurent, un peu pêle-mêle, des faits et des dates qu'il peut être utile de retrouver³.

Le 12 septembre 1856, la diligence d'Oran à Tlemcen fut attaquée à coups de fusil et l'agha Si-Mohammed-ben-Abdallah périt dans l'aventure. Après bien des hésitations, on arrêta le capitaine Doineau, chef du bureau arabe de

1. Colonel P. AZAN, *le Commandant de Lamoricière, lors du désastre de la Macta* (Bull. d'Oran, 1925).

2. *Lettres inédites du maréchal Bugeaud, duc d'Isly (1808-1849)*, colligées et annotées par M. le capitaine TATTET et publiées par M^{lle} FÉRAY-BUGEAUD d'ISLY (Paris, Émile-Paul, 1923 ; prix : 12 fr.). Cf. V. DEMONTÈS, *Lettre de Bugeaud à Soult (26 novembre 1841). Réponse aux instructions ministérielles du 13 août* (extrait de la Rev. de l'hist. des col., 1920, et à part, Champion).

3. H. KLEIN, *l'Enseignement depuis la conquête ; les Hôtels d'Alger depuis 1830*, 2 vol. (Alger Fontana, 1920 et 1921).

Tlemcen, accusé de s'être débarrassé de l'indigène qu'il détestait. La cour d'Oran le condamna à mort ; mais l'empereur, après avoir commué la peine, le gracia entièrement deux ans après. M. DELAYEN, avocat à la cour d'appel de Paris, qui a eu en mains les documents des deux parties, a traité la question en juriste, sans prendre la responsabilité de conclure¹. Ce sont les bureaux arabes que flétrit Jules Favre, avocat de la partie civile, et la politique indigène de l'administration algérienne, dont on fit alors le procès. C'est là qu'est la vraie portée de l'affaire, et M. Delayen, qui ne s'est pas documenté sérieusement sur la politique algérienne, ne l'a pas vu.

Dans *Tartarin de Tarascon*, Alphonse Daudet s'est-il inspiré de son expérience de voyageur ? D'aucuns l'ont nié ; ils n'ont vu, dans ses écrits algériens, que fantaisie et réminiscences de Feydeau, Fromentin, J. Gérard². Mais M. J. CAILLAT, après avoir étudié les lieux et les journaux d'Alger, a reconstitué le voyage de l'écrivain et prouvé qu'il a reproduit très exactement la réalité³. L'œuvre de Daudet nous renseigne, de façon précise, sur les réactions de l'opinion française en face du problème africain et nous présente un tableau fidèle « des mœurs d'avant-garde ou de corps de garde » de la colonie en 1860.

La crise syrienne, de 1840 à 1860, faillit avoir une répercussion inattendue sur la colonisation de l'Algérie, car le gouvernement français reçut plusieurs projets d'installation d'émigrants maronites en Algérie, dont M. Yver a fait une pénétrante analyse. Mais ni les généraux, qui craignaient une réaction musulmane, ni les diplomates, qui voulaient appliquer le nouveau statut du Liban, n'en permirent la réalisation, et les Maronites ne quittèrent pas la Syrie⁴.

La révolution de 1848 n'apporta que peu de modifications au régime de l'Algérie et l'administration montra, en faveur des gros colons, la même partialité que le gouvernement de Juillet. L'un d'eux, Thémistocle Lestiboudois, représentant à la Législative, qui avait reçu une concession de cinq cents hectares dans le département de Constantine, put impunément violer tous les règlements. Comme il soutint, à Paris, la nécessité du gouvernement militaire et, plus tard, la politique personnelle du prince-président, il fut non seulement maintenu dans sa propriété, mais désigné comme premier président du Conseil général de Constantine⁵.

Dès le début de la conquête se posa le problème de l'enseignement de l'arabe, et des cours furent faits à Alger à partir du 6 décembre 1832. En 1846, on créa deux autres chaires, à Constantine et à Oran, qui subsistent

1. G. DELAYEN, *les Deux affaires du capitaine Doineau. L'affaire de la diligence de Tlemcen, 1856. L'évasion de Bazaine, 1874* (Paris, Jurisclasseurs, 1924 ; prix : 15 fr.).

2. LÉON DEGOUMOIS, *l'Algérie d'Alphonse Daudet, d'après Tartarin de Tarascon et divers fragments des autres œuvres* (Genève, Sonor, 1922).

3. J. CAILLAT, *le Voyage d'Alphonse Daudet en Algérie, 1861-1862* (Rev. afr., 1923 et 1924 ; à part, Champion, 1925).

4. YVER, *les Maronites en Algérie* (Rev. afr., 1920).

5. Ch.-A. JULIEN, *la Concession de Thémistocle Lestiboudois* (Rév. de 1848, 1924).

encore. M. COUR, qui occupe la chaire de Constantine, a fait un historique complet de l'enseignement de l'arabe en Algérie¹.

Le livre de M. E.-F. GAUTIER est le moins systématique, mais, peut-être, le plus intelligent qui ait été consacré à l'Algérie². C'est une série d'études, dont toutes les remarques portent. Ses recherches aux grottes du Dahra, où Saint-Arnaud mura, le 12 août 1845, cinq cents Arabes, confirment l'épouvantable tragédie. Ses quelques pages sur l'histoire de la conquête de l'Algérie sont parmi les plus vraies qui aient été écrites. Elles montrent l'incohérence de la politique métropolitaine et les procédés de la « période meurtrière » des débuts de l'occupation. « En faisant la solitude, il est clair que nous avons préparé, en toute innocence, la base de la colonisation. Et il faudrait avoir le courage de le reconnaître, il est inutile de le crier sur les toits, mais il serait dangereux de l'oublier, parce que les conséquences de nos débuts absurde-ment sanglants se font nécessairement sentir encore. On ne peut pas faire que ça n'ait pas été » (p. 61). L'étude sur le chemin de fer Tiar-et-Relizane prouve, une fois de plus, que les ingénieurs ont créé le réseau algérien en dépit du bon sens et sans croire à son avenir. Quant au récit des émeutes anti-juives de 1898, provoquées par la mévente des vins, c'est un chef-d'œuvre d'humour. Tout le reste est également spirituel et profond. Pour mieux apprécier le talent de M. Gautier, il suffit de comparer les quelques pages où il détache, avec un relief saisissant, la figure du P. de Foucauld à l'homélie que lui a consacrée M. BAZIN³. Les contrastes de la nature assoiffée d'humilité, mais éprise d'indépendance, de l'ermite de Tamanrasset, la valeur et la modestie du savant, les services qu'il rendit aux officiers français, tout cela disparaît ou s'estompe dans le livre de son pieux biographe. Sans doute M. Bazin a-t-il eu le dessein respectable de préparer la béatification de l'admirable religieux, mais les saints ont-ils besoin, pour plaire aux fidèles, d'être nivelés, sans personnalité?

Le gouvernement général a publié une histoire brève, mais pratique, de la colonisation de l'Algérie depuis la conquête⁴ et un important ouvrage consacré aux territoires du Sud⁵. Dans un des chapitres du premier volume, M. Rozis, sous-directeur, indique les raisons qui ont motivé leur création; dans le tome II, il précise leur organisation, et le commandant Duclos leur situation politique de 1902 à 1922; le tome III est consacré à une bibliographie, établie par le lieutenant Moulias, de la plupart des livres, articles et documents relatifs aux régions qui les composent.

1. A. COUR, *Notes sur les chaires de langue arabe d'Alger, Constantine et Oran, 1832-1879* (Rev. afr., 1924).

2. E.-F. GAUTIER, *l'Algérie et la métropole* (Paris, Payot, 1920).

3. R. BAZIN, *Charles de Foucauld, explorateur du Maroc, ermite au Sahara* (Paris, Plon, 1922). Cf. Goyau, *Un apôtre de l'Islam* (Rev. univ., 1924); *l'Inauguration du monument de Foucauld à Casablanca* (Bull. de la Soc. de géogr. du Maroc, 1922).

4. *La Colonisation en Algérie, 1830-1921* (Alger, Pfister, 1922).

5. *Les Territoires du sud de l'Algérie. Exposé de leur situation* (Alger, Jourdan, 3 vol., 1922-1923).

M. CALZARONI a décrit un centre de colonisation, Hennaya (département d'Oran), qui, malgré la protestation des habitants, fut baptisé Eugène-Étienne par l'administration. De telles études sont fort utiles; celle de M. Calzaroni montre que ce ne sont pas les pionniers de la colonisation qui en ont tiré profit¹. L'ouvrage de M. LESPÈS sur Alger est une des études les plus neuves et les plus remarquables consacrées à la colonisation².

Le « Larcher », comme on désigne couramment *Traité élémentaire de législation algérienne*, rend autant de services aux historiens qu'aux juristes. Tout ce qui concerne l'organisation politique, administrative et judiciaire, non seulement aujourd'hui, mais depuis la conquête, s'y trouve exposé. Or, cette législation trahit les hésitations, les ignorances, parfois les contradictions du pouvoir central et des chambres. Il a fallu la puissance de travail légendaire de Larcher pour mettre de l'ordre dans ce « fouillis ». Larcher, mort en 1918 avant d'avoir atteint la cinquantaine, a laissé le souvenir d'une indépendance de jugement que l'on trouve à chaque page de son livre. M. RECHENWALD a mis à jour la troisième édition de ce guide indispensable, dont il a respecté l'esprit³.

M. Aug. BERNARD a tiré d'intéressantes conclusions d'une enquête administrative de 1911 sur l'habitation rurale des indigènes d'Algérie qui, sous la forme de tente, de gourbi ou de maison, se localise généralement suivant des zones bien déterminées, selon des facteurs géographiques, ethniques et historiques. La tente, peu à peu, fait place à la maison et les indigènes tendent à devenir sédentaires⁴.

M. COUR a consacré une étude documentée aux confréries musulmanes de quelques communes du sud-est du département de Constantine⁵ en s'attachant, pour chacune d'elles, aux *mzara* principales, c'est-à-dire aux lieux ou monuments objets de pèlerinages, aux *zaouïa*, véritables couvents avec un personnel nombreux, où se célèbrent les banquets sacrificiels et les cérémonies. Après avoir montré les procédés d'influence et de domination des chefs des confréries, M. Cour conclut que, « puisqu'on ne peut les supprimer, il est logique de s'en servir ».

C'est le chef d'une de ces confréries algériennes qu'une Française, Aurélie Picard, épousa en 1871. A Aïn-Mahdi, aux confins du Sahara, elle réussit à s'imposer à la famille de son mari, puis à l'importante confrérie des Tidjania, si bien qu'après son veuvage, en 1897, elle dut revenir d'Alger pour être la femme du nouveau cheik et reprendre sa tâche de conseillère. Naturellement, M. L. BERTRAND n'a pu comprendre, dans sa préface, qu'une Française ait pu aimer un musulman tout en gardant sa personnalité⁶.

1. *Bull. d'Oran*, 1923.

2. LESPÈS, *Alger. Esquisse de géographie urbaine* (Alger, Jourdan, 1925).

3. Paris, A. Rousseau, 1923; prix: 90 fr.

4. Aug. BERNARD, *Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie* (Alger, Fontana, 1921).

5. A. COUR, *Recherches sur l'état des confréries religieuses musulmanes* (*Rev. afr.*, 1921).

6. Marthe BASSENNE, *Aurélie Tedjani, princesse des Sables*; préface de Louis Bertrand (Paris, Plon, 1925; prix: 9 fr.).

TUNISIE. — Dès le XIII^e siècle, les commerçants marseillais furent en relations avec Tunis ; mais ce fut seulement sous Henri III que la France créa un consulat, par lettres patentes du 28 mai 1577. On crut longtemps que les archives avaient été détruites en 1756. M. GRANDCHAMP, chef de bureau à la Résidence, a heureusement retrouvé les registres, souvent en piteux état ; il les a fait relier et a entrepris de publier tout ce qui pouvait être sauvé¹ ; ces textes viennent utilement combler les lacunes du recueil de Plantet et permettent de compléter les travaux de M. Masson. Le tome I comprend trois séries de documents : l'analyse de tous les « actes » figurant dans les registres du consulat de 1582 à 1600, la copie *in extenso* de ceux qui concernent la nation française, c'est-à-dire l'assemblée des Français en résidence à Tunis, la reproduction de ceux qui se rapportent aux compagnies de corail. Ces documents nous renseignent sur la vie relativement paisible des Français à Tunis, dont on ne savait à peu près rien, sur le commerce, les esclaves, les renégats. Après une lacune due à la perte des registres du 3 février 1600 au 2 janvier 1602, le tome II donne l'analyse des actes passés au consulat jusqu'au 30 décembre 1610. Beaucoup se rapportent aux affaires souvent louches qu'imposait le commerce local, et au rachat des esclaves. M. Grandchamp reproduit en fac-similé les signatures des consuls, des chanceliers, des renégats, ce qui permettra des identifications jusque-là impossibles ; mais il s'est abstenu, par discrétion, d'ajouter des notes explicatives aux textes qu'il a si scrupuleusement reproduits. Le tome III ne le cède pas, en intérêt, aux précédents. Il comprend les documents de 1611 à 1620, c'est-à-dire de la période qui correspond environ aux dix premières années du règne de Yousef bey. On y voit, entre autres, le rôle des renégats, alors en fort bons termes avec les chrétiens, qui aspirent à de fructueuses affaires, voire même avec l'inquisiteur de Sicile. Seule Marseille mène, parfois, la vie dure aux corsaires.

Sur le développement du « royaume de Tunis » dans la première moitié du XVIII^e siècle, sa population et son gouvernement, notamment sous les règnes d'Assem-ben-Aly et d'Aly-Pacha, les *Mémoires* de Poiron, dont l'importance n'avait pas échappé aux historiens, fournissent des renseignements nombreux rapportés par un homme qui vit les choses par lui-même au cours de trois séjours dans la Régence (1734-1735-1752). M. SERRES a trouvé un troisième manuscrit de ces *Mémoires* à la bibliothèque du bureau des contrôles civils, à Tunis, et en a fait une édition consciencieuse, avec préface et notes².

M. le colonel HANNEZO a tiré des bibliothèques départementales de France des documents intéressants pour la connaissance de la Tunisie au

1. P. GRANDCHAMP, *la France en Tunisie*, 3 vol. (Tunis, Imprimerie générale, 1921-1925).

2. J. SERRES, *Mémoires concernant l'état présent du royaume de Tunis*, par M. Poiron (Publ. de l'Inst. des hautes études marocaines, t. XV. Paris, Leroux, 1925 ; prix : 20 fr.). Le manuscrit édité par M. Serres est, sans doute, celui que mit en vente la librairie Geuthner (cf. *Rev. de l'hist. des col.*, 1921). M. Serres n'indique pas où la Bibliothèque des contrôles civils l'a acquis.

xviii^e siècle¹, et M. GANDOLPHE a extrait du *Journal des pestes d'Alger* du P. Vicherat des précisions sur la peste de 1784-1785².

Le capitaine de vaisseau Pléville-Le Pelley fut envoyé à Tunis, en septembre 1793, pour remplacer l'amiral Vence, suspect de trahison. Il jugea, sur place, l'accusation fausse et refusa de remplacer son collègue ; mais, pour être prêt à répondre devant le Comité de Salut public de son acte d'indiscipline, il tint un journal minutieux de sa mission à Tunis, où il séjourna du 27 octobre 1793 au 6 avril 1794. C'est ce journal qu'a publié M. GRANDCHAMP³, en y ajoutant quelques autres documents relatifs à la mission de Pléville, au séjour de Vence et au convoi en rade de La Goulette, notamment les lettres du consul Devoize. Cet utile recueil est complété par une note biographique sur Pléville, un avant-propos, deux portraits et des fac-similés de signatures. M. Grandchamp a encore ajouté à ses diverses publications la reproduction des billets rédigés en arabe, avec apposition du sceau du bey, et adressés au consul de France pour solliciter des passeports en faveur des rais corsaires qui voulaient partir en course⁴. Ces documents vont de 1792 à 1824 ; un seul date d'octobre 1777. Ils nous renseignent notamment sur la nature des navires, leur armement, le nom des rais et des armateurs, toutes indications que le chancelier du consulat écrivait, en français, de sa main, au verso du billet.

M. Ch. MONCHICOURT, qui possédait le manuscrit d'une étude consacrée à la Tunisie par le comte Filippi, consul de Sardaigne dans la Régence de 1825 à 1830, a découvert à la bibliothèque de Turin un deuxième manuscrit, illustré de plans et d'aquarelles de l'auteur⁵. C'est un exposé, en un français parfois négligé, de la situation générale de la Tunisie, écrit par un catholique fervent et partial, mais observateur et érudit, qui nous apprend beaucoup de choses.

Une enquête similaire à celle d'Algérie a été menée par l'administration tunisienne sur le mode d'habitation des indigènes⁶. M. Aug. BERNARD, qui l'a commentée avec sa précision coutumière, a montré que les indigènes « abandonnent leurs tentes, descendent de leurs kalaâs et sortent de leurs grottes pour venir dans les plaines, d'où les avaient chassés l'insécurité et les razzias ». La tendance à la fixation est même plus marquée qu'en Algérie et l'administration peut, par des mesures judicieuses, la favoriser.

1. Lieutenant-colonel G. HANNEZO, *Documents inédits concernant la Tunisie* (Rev. tunis., 1921).

2. Rev. tunis., 1920.

3. P. GRANDCHAMP, *la Mission de Pléville Le Pelley à Tunis, 1793-1794* (Tunis, Imprimerie rapide, 1921).

4. Id., *Documents relatifs aux corsaires tunisiens, 2 octobre 1777-4 mai 1824* (Tunis, Imprimerie générale, 1925).

5. *Fragments historiques et statistiques sur la Régence de Tunis, suivis d'un itinéraire dans quelques régions du Sahara*, par le comte Filippi, précédés d'une notice sur la vie et les ouvrages du comte Filippi, par Ch. MONCHICOURT (Rev. de l'hist. des col., 1924).

6. Aug. BERNARD, *Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de la Tunisie* (Tunis, J. Barbier, 1924).

A l'occasion du quarantième anniversaire de l'occupation française, la Résidence a publié un gros rapport qui comprend un bref aperçu historique et de nombreux détails sur l'organisation de la Tunisie¹.

Jusqu'aux réformes de 1922, la Tunisie possédait une assemblée, la Conférence consultative, dont la section française était élue au suffrage universel et direct, et la section indigène choisie par le résident parmi les notables. Cette assemblée émettait surtout des vœux et disposait de quelques prérogatives financières ; son rôle a été étudié longuement par M^{lle} Dauphin², favorable à l'extension de ses pouvoirs.

Depuis la fin de la guerre, la Tunisie est agitée de fortes crises, dont on n'a, en France, que de faibles échos. Le mouvement « destourien » en faveur d'une Constitution prit, par moments, une forme menaçante. Le cheik Taalbi qui, après plusieurs mois de prison, aurait, dit-on, gagné le Hedjaz, après un séjour retentissant en Italie, composa, en 1919, avec ses amis, un pamphlet anonyme, rédigé en termes violents et qui, au régime constitutionnel et libéral antérieur à 1881, véritable âge d'or de la Tunisie, opposait la tyrannie de la France³. Il réclamait les libertés perdues, l'octroi du pouvoir législatif à un conseil suprême composé de soixante citoyens tunisiens, la plupart élus au plus large scrutin et devant lequel seraient responsables les beys héréditaires, la création d'assemblées délibérantes dans les caïdats et les bourgs, l'institution d'un pouvoir judiciaire indépendant, la liberté et l'extension de l'enseignement, le droit d'association professionnelle et des lois sociales. Après le départ du cheik Taalbi, cette plate-forme a été reprise par M. Ahmed-Essafi, secrétaire général du parti libéral, et soutenue par la presse communiste de Tunisie. Au bout de cinq ans seulement une réponse au livre de Taalbi⁴ a été faite par M. ROBER-RAYNAUD, qui traite des questions tunisiennes dans l'*Afrique française*. C'est en tous points la contrepartie des idées destouriennes : la Tunisie croulait dans l'anarchie ; la France l'a sauvée et lui a donné conscience d'elle-même ; l'œuvre colonisatrice est admirable. Plus modéré dans sa forme que Taalbi, mais toujours ferme dans ses critiques, M. DURAN-ANGLIVIEL, avocat à Tunis et membre de la Conférence consultative, demanda, au nom des Français, l'intégralité de leurs droits civiques et une représentation démocratique⁵. Partisan de l'égalité des Français et des Tunisiens, du suffrage universel, de l'extension des pouvoirs de la Conférence par la limitation des dépenses obligatoires, le droit d'initiative, l'examen et le vote des dépenses faisant l'objet des principaux décrets, il réclamait une association aussi intime que possible des activités française et indigène. Le trouble ne fut pas sans gagner les milieux favorables

1. Régence de Tunis, *Notice générale sur la Tunisie, 1881-1921*, in-4°, 464 p. et carte (Toulouse, imprimerie du Centre, 1922).

2. Marie DAUPHIN, *la Conférence consultative tunisienne* (thèse de droit de Paris ; Paris, Jouve, 1919).

3. *La Tunisie martyre. Ses revendications* (Ibid., 1920).

4. *La Tunisie sans les Français (Afrique française)*.

5. *Ce que la Tunisie demande à la France* (Paris, Jouve, 1921).

au *statu quo* et même les sphères officielles. Faisant le bilan de la Société qu'il avait créée pour faciliter le peuplement français en Tunisie en construisant des fermes pour les paysans de la métropole, M. J. SAURIN constatait la quasi-faillite de son œuvre : en plus de vingt ans, la Société n'avait pu établir que 160 familles, dont 65 seulement demeurèrent sur ses terres¹.

Un haut fonctionnaire français, sous le pseudonyme de RODD BALEK (« Prends garde ! »), poussait un cri d'alarme². Il dénonçait le péril nationaliste et bolcheviste, originaire d'Égypte et d'Orient, l'hostilité italienne et les infiltrations suspectes venues de Tripolitaine, l'afflux des étrangers, sous lequel l'élément français se trouve noyé, la vente par les gros propriétaires français de leurs terres aux indigènes, l'indifférence de l'administration pour la colonisation, les mesures imprudentes de la Résidence qui favorisèrent le mouvement destourien. Il proposait, comme remèdes, une naturalisation automatique des étrangers, analogue à celle qui se pratique en Algérie depuis 1889, la décentralisation administrative, une plus large représentation tunisienne. Ce livre de talent suscita de vives polémiques dans la presse de Tunisie. Pour mettre fin à l'agitation, la Résidence fit accorder par le nouveau bey, Si Mohammed-el-Habib, le 13 juillet 1922, des réformes importantes qui ne contentèrent personne³ ; mais la Résidence assure que les réformes ont donné d'excellents résultats⁴. M. BISMUT voudrait qu'on les complétât par l'unification de la législation et des tribunaux⁵. La réalisation de ces projets serait, sans doute, plus difficile qu'il ne semble le croire. Toutefois, en ce qui concerne les Israélites, soumis au droit hébraïque, c'est un fait qu'ils vont, depuis quelques mois, largement vers la naturalisation française.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Le R. P. CHARLES, qui exerça, durant de longues années, son ministère à Oran, entreprit de raconter, peu de temps avant sa mort, les actes des Jésuites qui, à l'appel des rois d'Espagne et de Portugal, secondèrent, par intermittence, les Trinitaires et les Pères de la Merci dans les États barbaresques. Son livre, composé dans une intention louable d'édification, mais sans références ni méthode rigoureuse, n'apporte aucune connaissance nouvelle sur le sort et le rachat des captifs⁶. Il faudra attendre,

1. J. SAURIN, *Vingt ans de colonisation en Tunisie* (Paris, Soc. d'éd. géogr., 1921). Une nouvelle édition a été publiée, en 1925, sous le titre : *Vingt-cinq ans de colonisation nord-africaine*, ajoutant à la précédente cinq rapports du conseil d'administration pour les années 1919-1923.

2. RODD BALEK, *la Tunisie après la guerre, 1919-1921*, 2^e éd., avec un appendice sur les réformes de 1922 (Paris, *Afrique française*, 1922).

3. On en trouvera un exposé complet et favorable dans Rechenwald, *les Assemblées élues du protectorat français en Tunisie* (*Afrique française*, 1923 ; *Rens. col.*, n° 6).

4. L'*Afrique française* a consacré un fascicule des *Renseignements coloniaux* (1925) aux *Travaux de la Commission d'études tunisiennes et la presse de la Régence*. Cf. ROBER-RAYNAUD, *le Nationalisme tunisien* (*Rens. col.*, 1925), qui contient des documents sur les répercussions de la guerre du Riff et les revendications destouriennes.

5. V. BISMUT, *Essai sur la dualité législative et judiciaire en Tunisie* (thèse de droit de Dijon ; Dijon, Bernigaud et Privet, 1922).

6. R. P. Louis CHARLES, *les Jésuites dans les États barbaresques : Algérie-Maroc* ; ouvrage posthume, publié par le R. P. Rosette (Paris, Lethielleux, 1920).

pour compléter les travaux de Grammont, l'édition critique de l'*Histoire de Barbarie et de ses corsaires* du P. Dan (1637), que préparent MM. G. Yver et H. Basset. La *Revue d'histoire des missions*, fondée en juin 1924, contribuera aussi à éclairer l'histoire, si captivante, des missions de Barbarie. Le P. lazariste COSTE a montré comment saint Vincent de Paul put installer en Barbarie des prêtres qui ne fussent pas esclaves. Son étude contient des détails intéressants sur les martyrs et les prisonniers d'Alger. Le rapport de Jean Le Vacher, rédigé le 29 janvier 1694, en italien, fournit des renseignements sur la mission de Tunis¹.

M. HARDY a le talent de présenter des vues d'ensemble où, sans fausser la perspective, les lignes se détachent avec netteté. En ce genre, son histoire d'Afrique est un modèle². En moins de deux cents courtes pages, il a précisé tout ce qu'il est nécessaire de connaître, des origines à nos jours. La Berbérie n'y est point absente, mais est mise à sa place exacte dans le « laboratoire d'expériences humaines » que représente le continent africain. M. PEYRONNET a entrepris un grand ouvrage de caractère encyclopédique sur le problème nord-africain³. Le tome I comprend une introduction générale où il signale les problèmes principaux qui se posent en Afrique mineure, et dégage les idées générales auxquelles il voudrait familiariser ses lecteurs ; viennent ensuite un résumé historique et une étude sur les Berbères. L'auteur a beaucoup lu et mené à pied d'œuvre une grande quantité de documents, mais avec quelle méthode ! Sur tous les points controversés, il accumule dans des notes les opinions contradictoires des historiens. Ainsi peut-on voir, côte à côte, les jugements de M. V. Piquet et de M. Gsell sur un point d'histoire ancienne et surgir, d'un lointain passé, des erreurs que l'on croyait enterrées à jamais.

L'essai sur la littérature des Berbères⁴ de M. H. BASSET est une œuvre considérable, tant par la richesse des observations ou des documents que par la sûreté des commentaires. Ce livre intéressera les sociologues, mais ne sera pas moins utile à l'historien curieux d'avoir des données précises sur le problème de la langue berbère, sur les influences romaines ou arabes, sur les formes de la littérature orale, en un mot sur la mentalité berbère telle qu'elle se manifeste, depuis des siècles, avec une remarquable unité.

On appelle *marabouts*, en Afrique du Nord, de petites constructions funéraires et votives, très nombreuses et de formes variées. Le commandant CAUVET a recherché les causes de leurs différences et de leur localisation⁵. Il constate qu'en plus de la forme des *marabouts* purement arabes, se sont conservées des formes anciennes nettement localisées qui paraissent durables

1. P. COSTE, *Saint Vincent de Paul et la mission de Barbarie* (*Rev. d'hist. des missions*, 1924) ; *Rapport de Jean Le Vacher* (*Ibid.*).

2. G. HARDY, *Vue générale sur l'histoire d'Afrique* (Paris, Colin, 1922 ; prix : 6 fr.).

3. R. PEYRONNET, *le Problème nord-africain*, t. I (Paris, Peyronnet, 1924 ; prix : 20 fr.).

4. H. BASSET, *Essai sur la littérature des Berbères* (Alger, Carbonel, 1920 ; prix : 18 fr.).

5. Commandant CAUVET, *les Marabouts* (*Rev. afr.*, 1923).

et même douées d'expansion. L'étude des marabouts peut apporter des indications utiles sur l'évolution des populations de chaque région.

M. SERRES a contribué à l'étude de l'Afrique du Nord, de 1830 à 1848, en consultant les archives anglaises, qui lui ont révélé des textes suggestifs¹. C'est la politique turque qui fait l'unité de son livre, mais une unité assez lâche. La partie la plus importante, qui marque les progrès de l'influence française en Tunisie, est dominée par l'activité diplomatique de la France et de l'Angleterre, qui rejette celle de la Porte au second plan. L'auteur décrit d'abord l'arrivée et l'installation des Turcs en Berbérie, puis les obstacles que le gouvernement ottoman oppose aux progrès de la France en Algérie en encourageant le bey de Constantine et Abd-el-Kader, même en songeant à occuper militairement Tunis. Mais la France et l'Angleterre, qui avaient intérêt à maintenir l'indépendance de la Tunisie, obligèrent la Porte à reconnaître le fait accompli. L'objet que se proposait M. Serres était vaste; mais on ne peut dire qu'il y ait réussi. Il se défend de n'avoir pas consulté les archives ottomanes, mais ses arguments ne sont pas décisifs. Il nous paraît se faire quelques illusions sur la continuité de la politique française, sous Polignac notamment. L'auteur, qui est consul, doit savoir à quel point toutes les diplomaties se ressemblent; alors pourquoi taxer d'« intrigues » et d'« excitations » chez les consuls étrangers ce qui serait à ses yeux du zèle chez les consuls français, et qu'aurait-il dit si le consul d'Angleterre avait tu à son gouvernement des incidents graves, comme le fit M. de Lagau à l'égard du sien (p. 301)? Au total, livre très riche de renseignements qui eussent gagné à être mis en œuvre avec plus de rigueur et d'impartialité.

On doit à un député et à un sénateur deux ouvrages d'ensemble sur l'Afrique du Nord. On trouvera dans l'un des vues d'un voyageur enthousiaste à qui nulle source officielle n'a manqué, et dans l'autre des considérations d'un homme politique, du reste intelligent, sur les événements et les problèmes africains².

A l'occasion du centenaire du cardinal Lavigerie, M. G. GOYAU a consacré un livre vivant à la mémoire du vigoureux prélat, dont il admire l'œuvre³. Il s'est efforcé de se renseigner sur les questions coloniales et islamiques; mais quand il écrit, dans sa première phrase, que la colonisation était une idée « assez neuve » en 1867, il prouve qu'il ignore les centaines de brochures et de discours sur la mise en valeur de l'Algérie dès 1830. D'autre part, en ce qui concerne le futur cardinal, nous sommes obligé de faire remarquer combien son souci de tenir un rôle politique, de faire briller son prestige, de jouer au diplomate et de se mêler, avec une activité parfois brouillonne, à

1. Jean SERRES, *la Politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet* (Paris, Geuthner, 1925; prix : 50 fr.).

2. A. FRIBOURG, *l'Afrique latine : Maroc-Algérie-Tunisie* (Paris, Plon, 1923; prix : 4 fr. 40); Dr J. GASSER, *le Rôle social de la France dans l'Afrique du Nord* (Paris, Crès, 1924; prix : 7 fr. 50).

3. G. GOYAU, *Un grand missionnaire. Le cardinal Lavigerie* (Paris, Plon, 1925; prix : 9 fr.).

des affaires qui n'ont rien à voir avec la religion, atténue l'admiration que son énergie et son zèle apostolique devraient naturellement susciter. Sur les deux points essentiels de son programme algérien : conversion des musulmans et colonisation catholique, l'échec fut complet. S'il réussit en Berbérie, ce fut en servant de fourrier à l'influence française en Tunisie, c'est-à-dire dans la partie laïque de son entreprise. M. Goyau reprend le problème de la conversion des musulmans et, pour justifier le cardinal, fait état des opinions de MM. L. Bertrand, Servier et R. Bazin¹. Mais que valent ces cautions ? Il y a quelques mois, nos adversaires distribuaient, au Caire, l'ouvrage de M. Servier pour montrer aux intellectuels musulmans à quel point les Français méconnaissent et méprisent l'Islam.

Le manuel de M. GIRAULT² est un ouvrage classique qui permet de trouver rapidement tous les renseignements utiles sur l'évolution des institutions et l'organisation actuelle de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. La nouvelle édition est considérablement accrue, surtout en ce qui concerne le Maroc. Quant au remarquable *Annuaire* du monde musulman de M. MASSIGNON, nous nous contenterons de renvoyer à la notice que nous lui avons déjà consacrée dans la *Revue historique* (t. CL, p. 264).

Y a-t-il une littérature nord-africaine ? De tout temps, la Berbérie a suscité des romans écrits par des écrivains métropolitains ou locaux. M. E.-F. GAUTIER, qui ne se paye pas de mots, écrivait, en 1920, que « les livres sur l'Algérie française, qui sont restés vivants, lisibles, se compteraient sur les doigts, peut-être d'une seule main ». En tenant compte que cinq ans se sont écoulés depuis et en ajoutant le Maroc et la Tunisie à l'Algérie, on pourrait, au besoin, concéder la deuxième main. Pourtant, en Berbérie même, la production ne cesse de croître ; mais cela ne constitue pas, comme l'a montré M. MARTINO, une littérature nord-africaine, pas plus qu'il n'existe une littérature canadienne indépendante de la littérature française. Elle ne pourrait naître que dans une Berbérie autonome. Pour le moment, il faut se borner à encourager les efforts louables des écrivains de l'Afrique mineure pour se grouper et créer une presse et un public cultivés. C'est une tâche peu aisée à remplir³.

Ch.-A. JULIEN.

1. Sur le problème de propagande islamique et des conversions, M. Goyau aurait eu grand profit à consulter les quelques pages de Lothrop STODDARD, *le Nouveau monde de l'Islam* (Payot, 1913) ; elles lui auraient aussi fourni une bonne bibliographie.

2. A. GIRAULT, *Principes de législation coloniale*. 3^e partie : *Algérie-Tunisie-Maroc*, 4^e éd. (Paris, Recueil Sirey, 1921).

3. Cf. PELLERIN, *la Littérature nord-africaine. Fonds. Ressources. Principes. Enquête* (Tunis, Bibl. nord-africaine, 1919, et compte-rendu par MARTINO dans *Rev. afr.*, 1920) ; H. CANAL, *la Littérature et la presse tunisiennes, de l'occupation à 1900* (Paris, Renaissance du livre, 1925). On ne peut énumérer la production littéraire, extrêmement abondante, relative à la Berbérie. On trouvera l'analyse des dernières productions dans Ladreit de Lacharrière : *Romans africains (Afrique française, mars 1925)*.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Ch.-V. LANGLOIS. *La vie en France au moyen âge, de la fin du XII^e au milieu du XIV^e siècle, d'après des romans mondains du temps*. Paris, Hachette, 1924. Petit in-8°, xxviii-392 pages et 23 pl. Prix : 25 fr.

DU MÊME. *La vie en France au moyen âge, de la fin du XII^e au milieu du XIV^e siècle, d'après les moralistes du temps*. Paris, Hachette, 1925. Petit in-8°, xxviii-387 pages et 20 pl. Prix : 30 fr.

Les deux beaux volumes que publie M. Langlois sur la *Vie en France au moyen âge* sont le résultat d'une refonte et d'une mise au point attentive de ces deux jolis petits livres, parus voici déjà une vingtaine d'années, et que les lecteurs de cette Revue¹ connaissent bien : *La société française au XIII^e siècle d'après dix romans d'aventure* (1903) et *La vie en France au moyen âge d'après quelques moralistes du temps* (1908).

On sait que ces deux petits livres, qui avaient déjà fourni sous leur première forme une brillante carrière, avaient ceci de vraiment neuf et original de mettre les amateurs d'histoire du moyen âge en contact direct avec quelques-unes des œuvres les plus pittoresques et les plus significatives de la littérature française des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, ou du moins d'en retenir pour eux l'essentiel et de leur en fournir, pour le surplus, une vivante paraphrase. Ils avaient, par surcroît, pour les spécialistes, une autre sorte d'intérêt. M. Langlois ne s'était pas borné à être le fidèle interprète des vieux auteurs dont il présentait l'œuvre au public ; il avait eu soin de faire sur chacun d'eux, sur l'époque où ils écrivaient, sur les milieux où ils vivaient, des recherches originales, dont les conclusions rectifiaient sur bien des points, parfois même bouleversaient les notions considérées comme acquises. Depuis lors, M. Langlois n'a cessé de mettre à profit toutes les occasions qui s'offraient à lui de perfectionner ses premiers essais ; et, quand ils ne nous donneraient que le résultat de cette mise au point érudite, les deux volumes nouveaux mériteraient, à coup sûr, de ne pas passer inaperçus.

Mais il y a plus. M. Langlois a, si l'on peut dire, retravaillé la pâte même dont étaient faits ses livres, a visé à un meilleur équilibre des époques, à un choix parfois plus rationnel encore des œuvres, si bien qu'on a l'agréable surprise, en ouvrant cette apparente « réédition », de constater que l'inédit y tient une très large place.

La vie en France... d'après des romans mondains donne l'analyse, cette fois, de treize romans, et non plus de dix, comme jadis. Un des dix de l'édition primitive (*Gautier d'Aupais*) a été éliminé « parce qu'il a été republié récemment, par E. Fa-

1. Cf. *Revue historique*, t. LXXXIV (1904), p. 101 ; t. CI (1909), p. 343.

ral, sous une forme très accessible ». C'est donc au total quatre récits nouveaux que M. Langlois apporte ici : trois agréables contes des environs de 1300, par Jean de Condé et Watrquet de Couvin, et les jolies aventures de *Jehan et Blonde*, telles que les narra, quelques années après la mort de saint Louis, le célèbre juriconsulte Philippe de Beaumanoir, qui faisait trêve ainsi à ses austères pensées.

Les neuf autres romans sont *Galeran*, l'*Escoufle*, *Guillaume de Dôle*, *Joufrois*, *Flamenca*, la *Châtelaine de Vergi*, le *Châtelain de Couci*, la *Patience de la comtesse d'Anjou* et *Sone de Nansai*. Les résumés qu'en donne M. Langlois sont à très peu de chose près identiques à ceux d'il y a vingt ans ; mais, de-ci de-là, des notes piquantes, des rapprochements ingénieux en relèvent encore l'intérêt. M. Langlois est, en outre, parvenu à établir que l'une des plus charmantes histoires de son recueil, celle de *Galeran*, composée au temps de Philippe Auguste, a pour auteur Jean Renart, le gracieux conteur du *Lai de l'Ombre*, à qui M. Bédier avait déjà, il y a peu, restitué deux autres romans de marque, analysés ici, l'*Escoufle* et *Guillaume de Dôle*, ce qui lui fait un joli bagage littéraire. A noter enfin, entre beaucoup d'autres nouveautés, une introduction d'ensemble sur les romans du moyen âge et divers « Appendices », tous pleins de substance.

La vie en France... d'après les moralistes n'est pas moins nouveau. On y retrouve, comme en 1908, le *Livre des manières*, la *Bible Guiot*, la *Bible au seigneur de Berzé*, le *Besant de Dieu*, *Carité et Miserere*, l'œuvre de Robert de Blois, les *Quatre âges de l'homme*, les *Lamentations de Mahieu*, l'œuvre de Gilles li Muisis. L'analyse de *Fauvel* a été supprimée, ce qu'on peut regretter, quoique l'œuvre originale soit d'une lecture bien fastidieuse ; mais elle est très caractéristique d'un certain goût littéraire qui méritait d'être représenté. Du moins cette suppression a-t-elle été compensée, et au delà, par trois additions importantes : 1° l'analyse du piquant recueil des *Proverbes au vilain* qui, à défaut de profondeur, est un bon spécimen des banalités « philosophiques » courantes à la fin du XII^e siècle sur les manières de vivre des diverses classes de la société ; — 2° d'amusants extraits de la *Riote du monde*, collection de propos joyeux « sur ce problème insoluble : comment se conduire dans la vie pour ne pas prêter à la médisance » ; — 3° de non moins divertissants extraits du *Renard contrefait*, cette œuvre fameuse d'un pharmacien, ou « épicier », de Troyes, à l'actif duquel M. Langlois veut bien reconnaître plaisamment un talent supérieur à celui de la plupart de ses confrères modernes, fussent-ils même de Troyes en Champagne.

Les deux volumes que nous annonçons sont fort élégamment édités et ils sont enrichis d'une excellente illustration documentaire qui en double le prix.

LOUIS HALPHEN.

Paul KLETLER. Nordwesteuropas Verkher, Handel und Gewerbe im frühen Mittelalter. Wien, Oesterreichischer Schulbuchverlag, 1924, 1 vol. in-8°, 238 pages. (Coll. de la *Deutsche Kultur*, publiée par W. Brecht et A. Dopsch.) Prix : 110,000 kronen.

L'auteur de cet important travail déclare qu'il s'est abstenu de toute vue théorique sur l'origine des places commerciales et des villes. Il a voulu simplement décrire l'activité économique des Pays-Bas et de l'Allemagne du Nord-Ouest dans

la période qui s'étend du ^{viii}e au ^{xi}e siècle. Il considère que la Frise, à ce point de vue, joue un rôle prépondérant.

On louera sa riche documentation ; malheureusement, pour les époques qu'il étudie, les sources sont trop éparses et trop peu explicites pour que l'on ait une idée parfaitement claire de la vie économique. En outre, ces sources sont surtout de provenance ecclésiastique. Voilà pourquoi une si grande place est tenue par les pèlerinages et voyages à Rome, le transport des reliques. Voilà pourquoi aussi les abbayes semblent jouer un si grand rôle dans la vie économique de l'Europe. Il eût été bon de l'indiquer. Quoi qu'il en soit, M. Kletler nous donne des renseignements intéressants sur les principaux marchés de l'Europe du Nord-Ouest : Londres, Saint-Riquier, Hambourg, Brême. Il constate que, dans le nord-ouest de l'Allemagne, les marchands constituent le principal élément de la population urbaine. Il croit pouvoir établir aussi que le commerce, surtout au ^{ix}e siècle, est plus important et moins local qu'on ne l'a dit souvent.

Les pages consacrées à l'industrie sont particulièrement intéressantes. L'auteur montre les progrès de la fabrication des draps et de la toile, tant en Angleterre que sur le continent, l'état relativement florissant de la métallurgie. C'est pour les églises que travaillent surtout les maçons et les orfèvres. M. Kletler remarque que l'industrie n'a pas pour origine les métiers des domaines ruraux, mais que le plus souvent elle a été une création spécifiquement urbaine ; c'est là une assertion que tous les travaux récents tendent à confirmer.

La seconde partie du volume concerne le ^xe siècle. On lira avec intérêt les pages dans lesquelles il montre l'extension des privilèges juridiques conférés aux principaux marchés par les empereurs allemands. Le droit de marché, conclut-il, s'est transformé peu à peu en droit municipal. Le ^xe siècle est aussi l'époque où les divers métiers, et notamment l'industrie textile, ont fait de sérieux progrès dans l'Allemagne du Nord-Ouest. Ce sont les fleuves qui constituent les principales voies commerciales. Les relations avec les pays du Nord se font surtout par les places d'Utrecht, de Deventer, de Brême, de Hambourg, de Schleswig. Mais avec la Suède et la Norvège, comme on peut l'inférer des textes d'Adam de Brême, les rapports commerciaux semblent avoir été peu actifs. Au contraire, avec les pays slaves, situés à l'est de l'Elbe, et avec la Bohême, ils ont été très importants, ce qui s'explique en partie par l'évangélisation de ces pays. Magdebourg, nœud des routes se dirigeant vers l'est, devient la plus grande place de commerce du nord-ouest de l'Allemagne, comme l'Elbe en devient la principale voie commerciale.

Élève du professeur Dopsch, M. Kletler insiste beaucoup sur la précocité du développement économique, notamment au ^{viii}e siècle. Peut-être aurait-il eu intérêt, à ce point de vue, à consulter les excellentes *Études critiques sur le règne de Charlemagne*, de M. Louis Halphen, qu'il ne cite pas. Sur la législation et le rôle économique des marchés, les remarquables études de Huvelin et les travaux de M. Pirenne lui auraient fourni des points de comparaison utiles. Il semble se méfier de la méthode comparative, qui cependant, surtout pour des époques où les documents sont clairsemés, est susceptible de donner, tout au moins, de suggestives indications¹.

Henri SÉE.

1. L'auteur a eu la bonne idée d'insérer dans son volume une carte du nord-ouest de l'Europe. Une idée moins heureuse, c'est de rejeter les notes à la fin du volume, comme on le fait trop souvent aujourd'hui ; c'est une gêne sérieuse pour les travailleurs.

J.-A. GORIS. *Étude sur les colonies marchandes méridionales (Portugais, Espagnols, Italiens), à Anvers de 1488 à 1567. Contribution à l'histoire des débuts du capitalisme moderne.* Louvain, Uystpruyst, 1925. In-8°, XII-702 pages. (Travaux d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain.)

Cet ouvrage est le premier qui décrive, dans son ensemble, l'histoire économique d'Anvers au *xvi^e* siècle. L'auteur s'est livré aux recherches les plus consciencieuses ; il ne s'est pas contenté des sources imprimées ; il a étudié une grande quantité de documents inédits, tels que les Archives des « nations », les « Actes scabinaux », les minutes notariales, les *Registres aux requêtes*, les fonds de la Chambre des comptes ; malheureusement, il n'a pas trouvé trace de papiers commerciaux privés (correspondances, mémoriaux, journaux, etc.), si précieux pour nous donner une idée concrète des transactions commerciales. Son livre est une mine de renseignements du plus haut prix. On regrettera seulement que la forme ne vaille pas le fond : la composition est assez lâche et flottante ; puis, il manque une conclusion générale et une bibliographie, qui, pour un ouvrage aussi important, étaient particulièrement indispensables.

Les premiers chapitres nous font comprendre quelques-unes des causes qui expliquent le merveilleux essor économique d'Anvers au *xvi^e* siècle. Sans prendre l'initiative d'aucune création, la municipalité a toujours accueilli favorablement les requêtes des marchands, et surtout elle leur a laissé une pleine liberté, au point de vue économique et spirituel. Les souverains (Charles-Quint et même Philippe II), ayant besoin de leur aide financière, ont ménagé à l'extrême négociants et hommes d'affaires, tout au moins jusqu'en 1567.

Ce sont les colonies méridionales qui ont tenu la première place à Anvers. Elles sont divisées en *nations*, qui jouissent de grands privilèges. La nation portugaise, la plus fortement organisée, a deux consuls à sa tête, qui jugent les affaires commerciales suivant une procédure rapide. Assez peu nombreuse au début, elle s'accroît assez rapidement et finit par comprendre plus de quatre-vingts membres. Si la nation espagnole n'a jamais eu d'existence officielle, la ville la considère cependant comme formant vraiment un corps ; c'est qu'elle est nombreuse (environ trois cents familles). Les Italiens, plus nombreux encore, sont divisés en plusieurs nations distinctes (Génois, Lombards, Florentins, Lucquois).

Sur l'activité commerciale d'Anvers, l'auteur nous fournit les plus précieuses données. Il nous décrit les diverses catégories d'intermédiaires : notaires ; courtiers (souvent besogneux, et jouissant d'une complète liberté) ; affréteurs, pour le compte d'Espagnols et de Portugais ; facteurs de marchands étrangers. D'ailleurs, les fonctions commerciales, du moins avant 1550, ne sont pas spécialisées ; même le négoce et la finance sont le plus souvent exercés par les mêmes personnes. Un fait frappant, c'est que les sociétés par actions n'existent pas encore ; on ne connaît que les sociétés familiales et la commandite. Sur l'étonnante activité de la Bourse, sur les diverses sortes de ventes, sur les variations des prix, sur la comptabilité, déjà très perfectionnée, M. Goris nous fournit une foule de renseignements intéressants. Il donne aussi une idée précise des transports par terre et par mer. Les bateaux (qu'il s'agisse de *caravelles*, de *hulques* ou de *boyers*) n'ont qu'un faible tonnage, variant le plus souvent entre quarante-cinq et cent dix tonneaux. Quant

au mouvement du port, très considérable pour l'époque, mais dont l'outillage était assez rudimentaire, les contemporains (et notamment Lodovico Guiccardini) en ont exagéré l'importance ; ainsi, au cours de l'année 1542, il n'y a eu que trente-six départs pour l'Espagne ; c'est une « miniature de la situation actuelle ».

L'un des meilleurs chapitres du livre est celui qui traite de l'importation et de l'exportation. Des articles très importants, comme les épices et les aluns, donnent lieu à des monopoles, mais le commerce libre l'emporte de beaucoup. Ce sont les mêmes négociants, au moins jusqu'en 1550, qui s'occupent de l'importation et de l'exportation ; les négociants méridionaux sont beaucoup plus nombreux que les Anversois ; Portugais et Espagnols ont entre les mains presque tout le trafic du Nouveau Monde. On importe les drogues, les épices, l'or et l'argent ; on exporte vers les pays du Sud le fer et le cuivre, les draps, les toiles, les cuirs, les tapisseries, les merceries, les livres, les objets d'art et de piété. Grâce aux taxes dont sont frappées les marchandises, M. Goris a pu dresser des tableaux très instructifs, notamment pour les années 1543-1545 et 1552-1554. Ainsi, l'on voit qu'en 1543 les exportations qui se font par Anvers représentent une somme de cinq millions de livres et, par le reste du pays, d'un peu plus d'un million ; en 1544, ces chiffres s'élèvent à six et deux millions ; rien ne montre mieux la prépondérance du port.

Sur l'activité financière de la ville, on a rassemblé aussi beaucoup de données intéressantes : dans les transactions, la lettre de change joue le grand rôle. Charles-Quint, en 1540, fixe, pour les marchands, à 12 % le taux de l'intérêt qui, dans la pratique, est souvent dépassé. Le *dépôt*, c'est-à-dire le prêt à intérêt fourni par des particuliers, est interdit par la loi, mais, en fait, on le pratique couramment. Il y a lutte, à cet égard, entre le monde des affaires et l'Église. Celle-ci admet le bénéfice commercial, le dédommagement pour la peine que prennent les négociants ou pour les risques qu'ils courent, mais elle n'admet pas que l'argent, en lui-même, porte intérêt (le facteur *temps* ne compte pas). On le voit très nettement dans la consultation donnée, en 1531, par l'Université de Paris à des marchands espagnols d'Anvers, et que M. Goris publie *in extenso* dans son avant-dernier chapitre. Toutefois, la question des changes internationaux ne nous semble pas avoir été traitée aussi complètement et aussi clairement qu'il l'aurait fallu ; c'est là cependant le phénomène le plus caractéristique du capitalisme, dès ses origines¹.

Par contre, les autres manifestations du capitalisme financier ont été bien mises en lumière : les spéculations sur les maisons et les terrains, très fructueuses dans une ville où sévissait la crise du logement ; les assurances sur la vie et les voyages, qui donnaient lieu, plus encore que les assurances maritimes, à des abus scandaleux et même à des crimes ; les emprunts d'État, auxquels participent d'abord les Italiens, puis, de plus en plus, les Espagnols ; les loteries privées, et la grande loterie d'État (1567-1578), qui aboutit à un échec, mais qui donna lieu à des spéculations dont profitèrent la gouvernante et ses acolytes ; enfin, les paris de toutes sortes, même les paris sur le sexe des enfants à naître. Tels étaient les effets d'un capitalisme effréné dans une ville qui, à côté de négociants sérieux et de grande envergure, contenait tout un monde d'aventuriers de la plus basse espèce.

L'activité commerciale donna naissance aussi à une grande activité industrielle, qui, comme la première, fut surtout le fait des étrangers et principalement des

1. Voy. sur cette question les excellentes pages de Tawney dans l'Introduction à l'édition qu'il a donnée (Londres, 1925) du *Discourse upon usury*, de Th. Wilson.

Italiens. Les entreprises les plus sérieuses furent appuyées par la ville : teinturerie d'écarlate ; poterie ; cuir cordouan ; verreries, cristallerie et miroirs ; raffineries ; savonnerie ; arts mécaniques, etc. D'autres furent patronnées par la cour, dans l'espoir de bénéfices dont profiterait le trésor ; elles étaient plus ambitieuses et plus chimériques. L'auteur nous décrit les nombreux projets, émanant surtout d'Italiens, inventeurs, ingénieurs, souvent chevaliers d'industrie ; la plupart ne purent être réalisés. Mais ce sont des figures intéressantes que celles d'un Gaspard Ducci, d'un Geronimo Bevilaqua, d'un Baroncelli et surtout d'un Leonardo di Benevento, d'une indomptable énergie.

Un dernier chapitre est consacré au rôle politique et religieux des colonies méridionales. M. Goris attribue une importance de premier plan aux *marans* (Juifs convertis), d'origine portugaise. En ce qui les concerne, nous semble-t-il, la question religieuse n'est pas seule en jeu ; le procès intenté à Diego Mendez était surtout d'ordre économique. Il est vrai que les *marans* peu fortunés, qui arrivèrent à Anvers en 1540, furent inquiétés, parce qu'on les trouvait mal convertis. Mais, de 1540 à 1550, la colonie juive vécut paisiblement : la municipalité, se rendant compte de son importance économique, la protégeait. L'édit de 1549 ordonna l'expulsion des Juifs qui étaient établis depuis 1543 ; mais, en réalité, ils purent rester à Anvers. Si les affaires se gâtèrent en 1566-1567, ce fut surtout par suite des violences de la populace calviniste. On voit alors se produire un important exode des étrangers des deux partis hostiles, au profit surtout des villes allemandes du Rhin. L'arrivée du duc d'Albe va achever de nuire à la prospérité de la ville, dont cependant l'activité commerciale se ranima, par intervalles ; mais c'était déjà le déclin, avant la ruine définitive, déterminée par le siège de 1585.

Cependant, faut-il attribuer uniquement la chute d'Anvers à des événements politiques et religieux ? Si son énorme prospérité a été relativement éphémère, n'est-ce pas, en partie du moins, la conséquence de faits d'ordre économique ? Sans doute le port, situé à l'embouchure de l'Escaut, semblait désigné pour être la grande étape commerciale entre le Nouveau Monde, d'une part, et les Pays-Bas, si riches, l'Allemagne et les contrées du Nord, de l'autre. Mais considérons aussi que c'est surtout les étrangers dont l'activité commerciale a fait la fortune d'Anvers. La navigation est également presque tout entière entre les mains des Portugais, des Espagnols, même un moment des Bretons, puis, dans la seconde moitié du siècle, des Zélandais ; beaucoup de bateaux ont pour port d'attache Armenuyen, comme le montre un tableau particulièrement instructif de M. Goris. Tandis que les Pays-Bas du Sud n'ont qu'une population tout à fait insuffisante de marins, ceux du Nord, qui se livrent à la pêche, possèdent d'excellents et nombreux matelots ; leurs bateaux sont admirablement équipés et, par leur tonnage, ils l'emportent aussi déjà sur les autres marines. Voilà, sans doute, une des raisons qui expliquent la décadence d'Anvers et la prospérité croissante d'Amsterdam. Puis, tandis que la fortune si rapide d'Anvers avait quelque chose de fiévreux et de morbide, le développement d'Amsterdam s'était fait d'une façon plus lente, plus pondérée ; ses familles de négociants s'élevaient moins rapidement à l'opulence (l'auteur le remarque lui-même). On peut conclure que les événements politiques et religieux ont précipité la marche d'une évolution, qui, sans eux, se serait sans doute produite, mais plus lentement et moins complètement. Anvers, qui, au xvi^e siècle, comme le remarque M. Pirenne, a eu comme la maîtrise de toute l'activité écono-

mique des Pays-Bas belges, entraîna dans sa chute cette contrée, qui, depuis plusieurs siècles, était une des régions les plus riches du monde¹.

Henri SÉE.

Paul Fox. *The Reformation in Poland. Some social and economic aspects.* Baltimore, Johns Hopkins Press, série XLII, n° 4 des *Studies in historical and political science*, 1924. In-8°, VIII-153 pages.

L'étude de M. Fox rendra service aux lecteurs occidentaux, en raison de l'utilisation par l'auteur des travaux polonais. On lui reprochera, par contre, de n'avoir guère connu que ceux-là, même lorsqu'il s'agit de personnages qui nous sont aussi familiers, par exemple, que Jean Larski. Sur Bourgoing d'Agnon (p. 65), ne fallait-il pas citer *France protestante* (nouv. éd.), t. II, col. 1127? M. Fox débute par un bref résumé des débuts de la Réforme en Pologne. Mais il veut démontrer une thèse, à savoir que ce mouvement, qui paraît triompher vers 1550, est dû « avant tout à certaines causes sociales ». M. Fox donne à cette épithète de « social » une très grande extension ; il fait rentrer dans les causes sociales bien des facteurs que nous considérerions plutôt comme intellectuels : la Renaissance, l'imprimerie (notez le rôle de l'imprimeur messin Caspar Hochfelder à Cracovie dès 1503, et celui de deux libraires, le Berrichon Jean Tenaud et le Lyonnais Estienne Le Riche), l'influence des universités étrangères, enfin la tolérance religieuse.

Ce qui nous ramène au côté social et économique, c'est que le luthéranisme d'abord, le calvinisme et la doctrine des Frères bohèmes ensuite, sont en Pologne le fait des classes supérieures, c'est-à-dire la *szlachta* (plus les marchands allemands des villes). Cela s'explique par la transformation économique dont la Pologne est le théâtre depuis le xv^e siècle. A la fermeture de la route de Constantinople correspond (par le traité de Torun, 1466) l'ouverture du marché occidental par la Vistule, Danzig (Gdansk) et la Baltique. De simple pays de transit, la Pologne devient un pays exportateur de grains et de produits forestiers. De là, pour la noblesse terrienne, l'adoption d'une nouvelle politique agronomique, la transformation des paysans censitaires en serfs corvéables, et l'irritation croissante de cette classe de propriétaires contre le clergé, qui détient des quantités énormes de terres, commande à une armée de paysans, se fait exempter de toutes taxes et prétend percevoir sur la noblesse des dîmes, jadis volontaires, devenues obligatoires depuis le milieu du xv^e siècle. Les nobles voudraient se réserver les dignités ecclésiastiques, et c'est Rome qui défend contre eux la démocratie. C'est pour ne pas payer les dîmes et pour lutter contre la concurrence de propriétaires privilégiés que les nobles passent à la Réforme. Comme ces nobles sont en relations avec l'étranger, c'est par là que les causes intellectuelles elles-mêmes revêtent un aspect social.

C'est par une généralisation hâtive que l'auteur écrit, page 105 : « Antwerp, Bruges, Amsterdam and Danzig became great emporia of Northwestern Europe. » La croissance de Danzig est, au contraire, contemporaine de la décadence de Bruges.

Henri HAUSER.

1. Le volume se termine par des pièces justificatives fort intéressantes.

Dom H. LECLERCQ. *Histoire de la Régence*. Paris, Champion, 1921. 3 vol. gr. in-8°, LXXXV-529, 527 et 509 pages, avec table alphabétique. Prix : 60 fr.

Il est bien tard pour présenter aux lecteurs de la *Revue* la grande *Histoire de la Régence* de Dom Leclercq. Tous les historiens qu'intéresse notre XVIII^e siècle l'ont lue et s'en servent. Dans ces trois gros volumes consacrés à huit années à peine (mais combien chargées d'événements et combien décisives !), l'auteur nous apporte un récit abondant, détaillé, puisé à toutes les sources contemporaines, dont il n'a, je crois bien, négligé aucune. Il a renoncé, avec raison, à réunir toutes les indications relatives à ces sources dans une bibliographie méthodique, qui eût pris un développement énorme ; mais les notes indiquent avec précision les références et l'Introduction nous donne un aperçu rapide des témoignages contemporains les plus utiles à consulter. Ajoutons que l'auteur a voulu nous apporter une histoire complète de la Régence, et non pas seulement une histoire politique, et qu'il n'a négligé ni la vie économique, ni les mœurs, ni le mouvement littéraire et artistique.

Il ne m'est pas possible, bien entendu, de donner une idée du contenu de ces trois volumes dans le cadre restreint d'un compte-rendu. Je n'insisterai pas non plus sur sa valeur d'ensemble, qui en fait un précieux instrument de travail. Je me contenterai de présenter à l'auteur quelques critiques, qui ne diminuent pas l'importance d'une pareille œuvre.

Il était inévitable que toutes les parties n'en fussent pas d'une égale solidité. Je n'insiste point sur l'Introduction, où l'auteur cherche à établir le bilan du règne de Louis XIV, en montrant que la royauté s'était affranchie de tout contrôle, que la tradition libérale a survécu à la liberté et que le despotisme laissa la France épuisée : ce sont là les titres mêmes des trois chapitres de cet avant-propos. Sans en contester les conclusions générales, on pourrait discuter l'exactitude ou la précision de certains passages, de celui, par exemple, qui traite du gouvernement et de l'administration monarchiques. Mais cette Introduction n'a d'autre but que de faire comprendre comment le règne de Louis XIV fut immédiatement suivi des bouleversements de la Régence et comment il a préparé, à trois quarts de siècle de distance, la Révolution. Elle était nécessaire pour justifier la conception de Dom Leclercq, qui présente son livre comme « le premier chapitre d'une Histoire de la Révolution française ». Contentons-nous de lui souhaiter le temps et les forces de mener cette histoire jusqu'au bout.

Nous aurions grand tort de reprocher à Dom Leclercq la place qu'il a réservée à la société, aux mœurs, à la vie économique, aux lettres et aux arts. Mais il était bien difficile qu'il en fît une étude aussi approfondie et aussi consciencieuse que des autres parties de son Histoire. Les témoignages qui nous renseignent sur la société (il le remarque lui-même) sont trop fragmentaires pour que nous en puissions tirer un tableau d'ensemble suffisamment compréhensif et précis. Nous ne pourrions juger, d'autre part, de l'état réel de l'agriculture et de l'industrie pendant les années de la Régence tant que nous ne posséderons pas beaucoup plus d'études de détail qu'aujourd'hui. C'est dire que Dom Leclercq ne pouvait échapper au reproche d'être, dans ces chapitres-là, ou bien incomplet ou un peu superficiel ; quelques sondages aux Archives nationales ne pouvaient suppléer à tout ce qui nous manque. Mais, en ce qui concerne tout à la fois la société, les mœurs, la vie

économique, le mouvement artistique et littéraire, je regrette surtout que Dom Leclercq n'ait pas tenu compte des travaux récents qui, de plus en plus, nous montrent le XVIII^e siècle s'annonçant, commençant même, si l'on peut dire, bien avant 1715, bien avant 1700. Les mœurs, l'art de la Régence n'apparaissent pas brusquement; pendant les vingt ou vingt-cinq dernières années du règne de Louis XIV et les huit années de la minorité de Louis XV, l'évolution est continue: la Régence ne fut pas une « explosion ». Même dans le domaine économique, le XVIII^e siècle se prépare de loin et, bien que le colbertisme soit, en effet, resté la doctrine officielle, une réaction contre ses excès s'était manifestée sous Louis XIV déjà, qui a été trop peu étudiée jusqu'ici, mais qu'il n'est plus possible d'ignorer: la politique commerciale de Pontchartrain, en particulier, serait, de ce point de vue, très intéressante à connaître de plus près.

Je me permets enfin de présenter à Dom Leclercq une dernière critique, qui porte sur la méthode, ou plutôt sur la façon dont il a pratiqué cette méthode, en elle-même irréprochable. Il nous dit, dans son Introduction, ce qu'il faut penser de certains Mémoires (tels ceux de Saint-Simon) ou de certaines correspondances (celle de la Palatine, par exemple) et le peu de confiance que les uns et les autres doivent inspirer aux historiens. Est-il certain qu'en écrivant il se soit toujours souvenu de ce jugement? Dom Leclercq a le don de la vie; mais peut-être cet attrait qu'exerce sur lui tout ce qui est vivant et pittoresque l'entraîne-t-il un peu trop parfois, non seulement à accueillir bien des anecdotes qu'une critique sévère écarterait, mais aussi à introduire dans son récit, après les avoir disqualifiés, les témoignages de Saint-Simon ou de la Palatine. Le récit y gagne en couleur. Mais la rigueur de la méthode n'y perd-elle pas quelque chose? Et n'est-ce pas un peu, bien involontairement, parce qu'il subit l'influence de Saint-Simon que Dom Leclercq, lorsqu'il nous présente Dubois, en vient à répéter, à charger même, le portrait célèbre du mémorialiste. Quoi qu'il en pense, il ne suffit pas d'un mouvement d'indignation pour écarter les arguments que présentent, en faveur de Dubois, Wiesener et Émile Bourgeois, qu'il est tout à fait injuste de traiter d'apologistes.

Mais ces quelques critiques ne font pas que les historiens ne doivent pas être très reconnaissants à Dom Leclercq d'un ouvrage qui leur sera désormais indispensable.

G. PAGÈS.

Select British Documents of the Canadian War of 1812. Edited with an Introduction, by William Wood. Toronto, the Champlain Society. T. I, 1920, xv-678 pages; t. II, 1923, 517 pages, 11 portraits et planches et 8 cartes et plans.

Il ne faut pas demander à cet important ouvrage plus qu'il ne prétend offrir d'après son titre. Ce n'est pas une histoire de la guerre de 1812, mais un choix de documents tirés des archives canadiennes sur tout ce qui tient à l'intérêt du pays, pour les hostilités échangées sur la ligne des frontières; ils ne nous ouvrent aucun aperçu des incidents généraux de la guerre. Peu de documents sont en français: d'abord parce qu'il n'en existe guère; ensuite, parce qu'ils ont été traduits, au besoin, par des scribes anglais; enfin, parce que les chefs français, comme l'excellent colonel de Salaberry, se servaient de l'anglais dans leur correspondance. Mais,

si l'on veut comprendre l'esprit des belligérants et noter la différence des deux peuples, cette abondante collection de détails marque l'instant précis où commença de se fonder la nationalité anglo-canadienne.

S'il y eut une guerre inutile, dans ses causes autant que dans ses fins, ce dut être cette guerre de 1812 entre l'Angleterre et les États-Unis. Elle s'appuyait moins sur des griefs réels, justifiés aux yeux des gens sages, que sur des méfiances attardées, d'une part, entre anciens ennemis, et plutôt même, d'autre part, sur des appétits d'expansionisme divergents chez les aventuriers d'humeur sflubustière, si bien qu'on a récemment proposé d'appeler la crise : « les guerres » et non « la guerre » de 1812¹. Mais, comme cette effervescence n'en a pas moins, en somme, eu l'avantage de garantir la sécurité du Canada et d'unifier le pays qui fit belle contenance devant l'ennemi, la Société Champlain n'a pas hésité à lui consacrer ces trois gros volumes, dont elle a confié la préparation au colonel Wood, un de ses plus actifs et savants collaborateurs ; il a visité tous les endroits témoins de ces rencontres plus circonstanciées que stratégiques : il les suit, d'ailleurs, d'après leur ordre chronologique et en expose le récit d'ensemble dans une ample introduction.

Lorsque, en juin 1812, la guerre éclata, alors que l'Angleterre espérait encore la prévenir à force d'atermolements, le Canada avait, depuis l'année précédente, pour gouverneur général et commandant en chef, Sir Georges Prevost, fils d'un officier de la Suisse romande, qui, à l'exemple de son père, servait dans les troupes anglaises, comme tant d'autres de ses compatriotes servaient dans les rangs étrangers. Son origine, sa naissance, sa langue maternelle, son caractère « suavement diplomatique » l'inclinaient vers les Canadiens français ; mais, s'il avait vaillamment mérité ses grades inférieurs, il manquait dans les situations élevées d'énergie, d'initiative et de décision. Tout autre était le commandant militaire de Québec, Sir Isaac Brock, plus tard commandant du Haut-Canada ; prévoyant les hostilités, il sut imprimer aux moyens de défense une vigueur qui s'imposa même après sa mort prématurée (Queenstown, 11 octobre 1812). Entre ces deux genres de caractères, le ministère anglais se montrait plutôt hésitant, dans son vif désir d'éviter une rupture sans raisons manifestes.

Au début, la marine canadienne apparaissait plus qu'insuffisante ; on la considérait comme un mode de transport et non comme une arme combattante. L'armée seule était sérieuse, malgré les difficultés du commissariat. Dès l'origine, elle comptait 12,000 hommes, dont 4,500 réguliers de l'Empire anglais, 4,000 volontaires levés pour l'occasion et 4,000 miliciens « incorporés » normalement, c'est-à-dire exercés, disciplinés, choisis parmi la levée en masse des sédentaires. Ajoutons que le Canada possédait un instrument précieux dans le télégraphe optique, dont on nous donne ici tout le règlement détaillé, et qu'il sut se créer un excellent système de papier-monnaie, qui fut remboursé scrupuleusement par la suite.

La supériorité de cette organisation permettait de tenir tête à l'armée, bien moins régulière, de la grande République. Jefferson, en arrivant au pouvoir en 1801, s'était empressé d'annoncer que « le gouvernement américain était le seul gouvernement où le citoyen regardait, comme son affaire personnelle, toute atteinte

1. *Times*, *Lit. suppl.*, 2 juillet 1925 ; 439. — Comparer ici la conversation rapportée, le 19 août 1812, par le major anglais Evans avec le colonel américain Van Rensselaer (I, 598-599).

à l'ordre public » : sur quoi, il réduisit l'armée à 3,000 hommes. Les États particuliers réglaient leur milice à leur gré. Lorsque la guerre éclata, sous la présidence de Madison, on mit, en théorie, près de 500,000 hommes sur pied, autant que la population totale du Canada, sans qu'aucun général américain ait jamais eu plus de 10,000 hommes sous la main. Et ce n'est pas au Canada qu'on eût vu un colonel s'excuser de n'avoir pu remplir ses instructions parce que, lorsqu'il avait dit aux « gars » (*boys*) de marcher, les « gars » avaient répondu qu'ils ne marcheraient pas dans la direction de l'ennemi. Le Canada connaissait sans doute quelques récusants, quakers ou mennonites : on en prenait note avec indulgence, tout en se réservant de vérifier la sincérité de leur conscience pacifiste.

Il serait inutile et impossible d'esquisser la conduite d'une pareille guerre, qui promène le lecteur de la jonction des lacs supérieurs aux rivages atlantiques du Maine.

Nous n'en voulons retenir que trois noms, qui prêtent à des considérations plus générales : d'abord, la victoire de Châteaugay (26 octobre 1813), ou mieux du Châteaugay, remarque le colonel Wood, car le lieu de la rencontre porte le nom de la rivière qui le traverse et non celui des deux villages ainsi nommés, l'un américain, et l'autre canadien sur le Saint-Laurent — victoire dont les Franco-Canadiens sont justement fiers : sous la direction d'un brave gentilhomme français, le lieutenant-colonel d'Irumberry de Salaberry, qui avait jadis paru à la cour de LouisXVI, ils donnèrent aux Anglais une haute opinion de leur loyalisme et de leur valeur. Vient ensuite l'incendie de la ville de Newark, au pays de Niagara, par les Américains, qui n'hésitent pas à jeter tous les habitants dehors, en pleine neige, par une nuit d'hiver (10 décembre 1813) ; ce qui, si l'on y joint peut-être d'autres infractions au droit international, explique l'incendie par les Anglais du Capitole à Washington, l'année suivante. Enfin, c'est la défaite humiliante du gouverneur Prevost à Plattsburg, sur le lac Champlain (11 septembre 1814), qui l'eût amené devant un conseil de guerre s'il ne fût mort un mois avant sa comparution (5 janvier 1816).

Mais cette défaite de Plattsburg faillit entraîner de graves conséquences pour nos affaires européennes. Le 4 novembre 1814, Wellington écrivait à Lord Bathurst cette lettre dont on reproduit le *fac-similé* et qui vaut la peine d'être traduite en français : « Mon cher Lord. — Je vois que le public supporte avec impatience notre manque de succès en Amérique, et je ne serai jamais tranquille, je le sens, jusqu'à ce que j'y aille. Je crois que les choses vont assez mal ici et que le Congrès s'en occupe si peu que vous ne pourriez guère m'envoyer hors d'Europe ; vraiment, il est trop tard pour songer à aller cette année en Amérique, et je ne crois pas être en mesure de me rendre à Québec avant avril. Si pourtant, dès mars prochain, vous jugiez à propos que j'y aille, je vous prie de bien vous persuader que je n'y mets aucune opposition. C'est à vous de voir si je puis vous être plus utile là-bas, ici ou ailleurs. — WELLINGTON. »

Évidemment, l'évasion de l'île d'Elbe n'entrait pas dans les calculs de l'*Iron-duck*.

Le traité de Gand (22 décembre 1814) laissa les choses telles qu'elles étaient au début, « ce qui devenait, somme toute, un triomphe marqué pour la diplomatie américaine. » Cette guerre, déclarée par les États-Unis, aboutissait à trois années de souffrances et de dépenses perdues. Ce fut dans son histoire la guerre inutile,

comme, cinquante ans plus tard, la guerre de Sécession devait être — son nom l'indiquait — la guerre illogique.

R. DE KERALLAIN.

G. P. GOOCH. *Germany* (avec une introduction par Herbert A. L. FISHER). Londres, Ernest Benn (collection : « The modern world », t. II). 1925, in-8°, 360 pages. Prix : 15 s.

Dans un livre fort intéressant, *History and Historians in the Nineteenth Century*, dont la première édition est de janvier 1913, je relève (p. 155, 3^e édition) cette appréciation de M. Gooch sur l'école historique prussienne : « Si l'objet de l'histoire est d'exciter une nation à l'action, Droysen, Sybel et Treitschke comptent parmi les plus grands des historiens. Si son objectif suprême est de découvrir la vérité et d'expliquer l'évolution de l'humanité, ils ne peuvent ambitionner d'être placés au premier rang. »

Dans un récent ouvrage, qui fait partie d'une collection de vulgarisation sur le monde moderne, M. Gooch semble s'être proposé avant tout d'exposer une conception anglaise de l'histoire allemande depuis 1815 jusqu'à nos jours. Encore le début, jusqu'au lendemain de la chute de Bismarck, n'est-il qu'une introduction : dix chapitres sur seize sont consacrés à l'Allemagne depuis 1914. M. Gooch fait donc surtout figure d'historien contemporain. Il y a là un terrain mouvant, sur lequel le journaliste opère plus facilement que l'historien. M. Gooch donne l'impression d'un journaliste à tendance, qui connaît surtout l'Allemagne par ce que disent d'elle ses écrivains, ses théoriciens, ses hommes d'État. Il témoigne de beaucoup de souplesse pour comprendre les conceptions germaniques¹. Particulièrement remarquables sont les chapitres v, xiv et xv sur l'esprit allemand. Mais, dans l'ensemble, l'objectivité fait défaut, et parfois même aussi « l'esprit européen », si justement cher à notre époque.

De la partie antérieure à 1914, rien à dire : une synthèse rapide qui n'apporte rien de neuf et se lit agréablement. Pour le reste, voici quelques remarques qui nous ont été suggérées par la lecture du livre.

Encore que M. Gooch ait réservé deux chapitres aux questions économiques, il apporte un intérêt tout particulier aux questions d'histoire politique intérieure et extérieure. Dans sa série de vues générales, que d'affirmations sujettes à caution, et en particulier quelle simplification excessive de l'évolution française ! Aucun doute psychologique n'éclaire M. Gooch. Il parle (p. 41) du « radicalisme athée » de Paris en 1886, reproduisant, il est vrai, une opinion du gouvernement russe. Il loue (p. 60) l'énergie et l'*habileté* de Guillaume II. Il affirme (p. 63) qu'en 1913 « la masse du peuple allemand était aussi pacifique que son gouvernement² ». Il fait allusion (p. 98) à « une seconde Contre-Réforme, inaugurée par le Concordat, confirmée par la restauration des Jésuites, et dont le point culminant serait le

1. La bibliographie française est fort réduite. Lichtenberger et Vermeil sont cités, mais que de lacunes ! De-ci de-là des indications incomplètes : exemple, Andler, *Le pangermanisme* !

2. On pourra lire à ce sujet ou relire le livre, trop peu connu en France, du professeur suisse Milliod : *La caste dominante allemande* (Paris, librairie du Recueil Sirey, 1915) ; elle comporte une étude économique et financière très précise sur l'Allemagne avant la guerre.

Concile du Vatican » : c'est une vue bien simpliste ! Quant à la guerre de 1914, il écrit (p. 125) : « Il est inexact d'affirmer que le peuple allemand approuvait les atrocités, il se refusait seulement à croire qu'elles eussent été commises ». De même il dira dans sa conclusion (p. 353) : « La reconnaissance progressive par l'opinion éclairée du monde entier que la responsabilité de la guerre était partagée, et que la lutte a été déshonorée par des atrocités des deux côtés, détruit l'illusion que soit la nation allemande, soit quelque autre, ait été affligée d'une double dose de péché originel, et qu'elle s'éloigne si loin du niveau civilisé qu'elle doive être traitée comme un paria dans la famille humaine. »

En revanche, M. Gooch est fort sévère pour le traité « carthaginois » de Versailles, dont il blâme « l'écrasante sévérité ». Il critique sans indulgence l'attitude de M. Rault (p. 248), président de la commission de la Sarre ; il insiste lourdement « sur le tact des garnisons britanniques et américaines, qui ont rendu l'accomplissement de leurs ordres beaucoup moins pénible pour les habitants des zones de Cologne et de Coblenz que les piqûres d'épingles des Français à Mayence » ; il ne ménage pas sa réprobation pour les « excès » des troupes noires, et reproduit volontiers les critiques du général Allen contre les administrateurs et les généraux français en Rhénanie ; il apprécie favorablement les points de vue de Lord Curzon sur « les scandales du séparatisme dans le Palatinat » ; il admet sans hésiter (p. 346) l'intervention du ministre français à Munich pour exaspérer l'antagonisme entre le nord et le sud de l'Allemagne.

Ce ne sont là que quelques exemples : ils suffisent à montrer que le livre de M. Gooch, en sa dernière partie, ne relève guère de l'histoire impartiale. C'est un recueil d'opinions plus qu'un ouvrage scientifique. La signature de son auteur pouvait nous permettre d'attendre autre chose. Nous ne le suivrons pas sur le terrain que lui-même a choisi.

Camille-Georges PICAVET.

Friedrich MEINECKE. Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte.

Munich et Berlin, Oldenbourg, 1924. 1 vol. in-8°, 545 pages. Prix : 10 marks.

Comme l'indique le titre, ce n'est pas un travail purement historique ; des conceptions philosophiques et politiques servent souvent de contexture à l'exposé des doctrines. L'auteur considère, en effet, que, sans la raison d'État, les organismes politiques ne sauraient fonctionner ; c'est elle, nous dit-il dès les premières lignes, « qui indique à l'homme d'État ce qu'il doit faire pour maintenir l'État en bonne santé et lui conserver sa force ». Il s'efforce donc de saisir l'évolution de cette doctrine depuis Machiavel jusqu'au temps présent. D'ailleurs, il ne l'étudie guère que dans ses manifestations internationales. Il nous semble aussi que les événements actuels le préoccupent trop pour qu'il ait pu faire une œuvre de science absolument désintéressée.

Néanmoins, ce savant ouvrage rendra les plus grands services aux historiens et aux sociologues. L'auteur a bien vu l'évolution de la raison d'État et l'influence que les événements politiques ont exercée sur elle.

Le point de départ, c'est une bonne étude de Machiavel, l'homme de la Renaissance, et de la Renaissance italienne. Sa pensée politique se montre indépendante

de toute idée religieuse ou morale. Il fait la théorie des pratiques en usage chez les princes de son temps ; la raison d'État doit servir aux intérêts personnels des princes, autant et plus qu'à ceux de l'État. Cependant, l'idée de l'unité italienne apparaît déjà chez Machiavel. C'est en France qu'apparaissent les premiers adversaires du machiavélisme. En 1576, Gentillet publie son *Discours sur les moyens de bien gouverner*, dans lequel il condamne les pratiques politiques qui ont abouti à la Saint-Barthélemy ; il prêche l'établissement d'une *puissance civile*, guidée par la raison et la justice. Jean Bodin, bien que partisan de l'absolutisme, peut compter parmi les adversaires du machiavélisme. Le roi, suivant lui, ne doit pas faire ce que la nature indique comme injuste ; il est tenu à respecter les *lois fondamentales* de la monarchie (il eût fallu même insister encore davantage sur ce point).

Passant ensuite à l'Italie, M. Meinecke nous montre que, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, les écrivains politiques, tout en s'inspirant de Machiavel, ont subi l'influence de la contre-réforme et n'ont plus manifesté, à l'égard de la religion et de la morale, la même indépendance que leur prédécesseur. Tel est le cas de Botero et de Boccalini ; ce dernier déclare que le prince peut être forcé d'accomplir des actes que réprouvent ses principes moraux. On commence à distinguer la *bonne* raison d'État et la *mauvaise*. Le chapitre relatif à Campanella nous a paru particulièrement intéressant ; cet utopiste, qui rêve d'une société parfaite, pense utiliser à ses fins la monarchie espagnole, puis la monarchie française ; bien qu'adversaire de Machiavel, il ne peut se détacher des idées de l'époque sur la raison d'État. Au cours du xvii^e siècle, cette doctrine se propage de plus en plus en Italie et en Allemagne : dans une étude très fouillée, l'auteur établit que la distinction entre le machiavélisme et la *pure* raison d'État s'affirme de plus en plus : cette raison doit agir dans l'intérêt de l'État et non dans l'intérêt personnel du prince. On montre bien aussi l'influence des faits politiques sur les idées.

Le chapitre consacré à la France nous semble plus superficiel. On y trouve de bonnes analyses du *Discours des princes et états de la chrétienté* (1624), qui est resté anonyme ; des œuvres du duc Henri de Rohan, l'ancien chef huguenot, converti à la politique de Richelieu ; de Gabriel Naudé, l'auteur du *Coup d'État*. Mais n'eût-il pas été intéressant de décrire aussi les idées de Richelieu, qui a défini avec plus de force que qui que ce fût le principe de la raison d'État ?

Dans le second livre, consacré à la période de l'absolutisme triomphant, il eût été bon de consacrer au moins quelques pages à Louis XIV et à Bossuet. Toutefois, mentionnons encore un bon chapitre consacré à Grotius, Hobbes et Spinoza, et qui contient une analyse pénétrante de ces auteurs : au fond, Hobbes songe non seulement à l'État, mais, dans une certaine mesure, à l'individu ; si Spinoza se rallie, comme tous ses contemporains, à la doctrine de la raison d'État, il se préoccupe aussi du bonheur des individus, dont la réunion compose l'État. On notera les chapitres consacrés à Pufendorf, à Courtilz de Sandras, dont l'œuvre principale paraît en 1685 et qui soutient « que tout doit céder à l'intérêt de l'État », enfin à Rousset, qui écrivait dans la première moitié du xviii^e siècle. Rousset, comme Courtilz de Sandras, traite surtout des luttes politiques de l'époque ; les faits diplomatiques les intéressent, l'un et l'autre, plus que les doctrines. La longue étude sur Frédéric le Grand de Prusse paraîtra moins neuve au lecteur. M. Meinecke insiste sur cette idée qu'en défendant et appliquant le principe de la raison d'État Frédéric II a eu toujours en vue non son intérêt, mais celui de l'État.

Le troisième livre est consacré à l'Allemagne contemporaine ; l'auteur étudie les idées de Hegel, de Fichte, de Ranke, de Treitschke. Il montre l'influence exercée par la Révolution française et la domination napoléonienne sur Hegel et sur Fichte. Tous deux ont été imbus dans leur jeunesse des idées individualistes de la philosophie française, mais les malheurs de l'Allemagne les ont convaincus de la nécessité de la raison d'État. Quant à Treitschke, il considère qu'elle est indispensable pour appeler à la vie la nation allemande et qu'on essaiera de la concilier, s'il est possible, avec les règles de la morale. Les difficultés qu'a éprouvées l'Allemagne à devenir une nation nous expliquent le triomphe de ces conceptions, que des Français estimeraient peu compatibles avec l'idéal démocratique.

On voit combien ce livre est instructif. On regrettera seulement qu'il n'ait guère envisagé que l'action internationale de la raison d'État, qu'il ait négligé ses effets sur le gouvernement intérieur des États. Il eût été intéressant aussi de consacrer au moins un chapitre au mouvement des idées françaises du XVIII^e siècle, qui se sont précisément attaquées au principe d'autorité sous toutes ses formes. L'État français étant solidement organisé, sa nationalité fortement assise, les « philosophes » ont visé surtout à l'affranchissement des individus. En Allemagne, où il fallait tout d'abord unifier la nation, il n'est pas étonnant que les idées d'un Frédéric II aient exercé si longtemps une influence prédominante.

Henri SÉE.

John WESTLAKE. Traité de droit international, traduit sur la 2^e édition par A. DE LAPRADELLE. Oxford, impr. de l'Université. 1 vol. gr. in-8°, ix-759 pages (Dotation Carnegie pour la paix internationale).

Ce traité offre un double intérêt pour les historiens. D'abord, la première édition en a été publiée en 1904-1907 et la seconde en 1910-1917 ; c'est dire qu'il nous présente le tableau du droit international tel qu'il était formulé à la veille de la guerre mondiale. En second lieu, l'auteur ne décrit pas ce droit d'une façon dogmatique. Il le déclare lui-même nettement dans sa préface : « On n'a pas cherché à présenter les questions dans un ordre déductif. » Il s'appuie à tout instant sur l'histoire et, à propos de chaque question, il se préoccupe de l'évolution des doctrines.

La première partie, qui traite du droit en temps de paix, est pour nous la plus instructive. On lira, avec un intérêt tout particulier, le premier chapitre, dans lequel l'auteur s'efforce de donner une classification des États, montrant qu'il faut distinguer les États pleinement indépendants et souverains et ceux qui n'ont qu'une demi-autonomie. Non moins important le chapitre qui décrit l'origine et l'extinction des États. Certains sont nés à la suite d'une insurrection victorieuse, comme les États-Unis et les républiques de l'Amérique du Sud ; d'autres ont été effacés par la conquête, comme la Pologne, ou par l'annexion, comme le Texas. J. Westlake montre encore comment les notions de propriété et de souveraineté, d'abord confondues au moyen âge, se distinguent progressivement au cours des temps modernes. Très instructif aussi le chapitre qui décrit les diverses formes que peut prendre la domination des grandes puissances européennes : colonies, protectorats, sphères d'influence, baux (comme ceux qui ont été concédés par la Chine aux Russes sur Port-Arthur ou aux Allemands sur Kiao-Tchéou), droits d'occupation (comme ceux que l'Autriche-Hongrie a exercés sur la Bosnie-Herzégovine).

Citons enfin les chapitres relatifs aux fleuves internationaux, à la mer et aux eaux territoriales, à la question des détroits.

L'auteur examine ensuite la question de la nationalité, c'est-à-dire les relations des États avec les individus, les conditions qui donnent à une personne le droit à la nationalité. Quant à l'admission des étrangers sur le territoire, la question est une des plus difficiles et des plus graves ; témoin les restrictions mises par les États-Unis à l'admission des Japonais sur leur territoire. On aurait pu rappeler que le droit d'aubaine, universellement pratiqué au moyen âge, a complètement disparu depuis le XVIII^e siècle.

Particulièrement important encore nous apparaît le chapitre consacré à l'action politique des États. J. Westlake montre qu'il n'y a pas réellement égalité entre les États et que l'indépendance des petits États est menacée, atténuée tout au moins, par le fait que les grandes puissances européennes forment « une classe séparée et reconnue ». En ce qui concerne l'arbitrage international, l'auteur se montre très prudent ; il pense qu'il ne peut s'appliquer avec un réel succès qu'aux différends *juridiques* ; les différends *politiques*, intéressant l'honneur et les intérêts vitaux des États, n'ont que peu de chance d'être tranchés par cette procédure. Tel était, en effet, l'état d'esprit prédominant chez les diplomates du début du XIX^e siècle et qui explique l'insuccès des conférences de La Haye.

La deuxième partie du traité est relative à la guerre. Le premier chapitre, où sont étudiées les « mesures de force moindres que la guerre », est particulièrement intéressant au point de vue historique ; l'auteur montre que ces mesures (comme les représailles et l'embargo) tendent à disparaître, qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles souvent la guerre existait en fait, sans qu'il y ait eu déclaration de guerre.

Un long chapitre est consacré aux lois de la guerre, telles que le règlement de La Haye de 1907 a essayé de les formuler. Les questions maritimes, et notamment celle du blocus, ont donné lieu à une conférence spéciale et à la déclaration de Londres de 1909, non ratifiée d'ailleurs par les puissances. L'auteur étudie avec une grande précision les devoirs des neutres et la question de la contrebande de guerre ; l'Angleterre, qui voulait qu'on abandonnât le principe de la propagande de guerre, se heurta contre l'opposition des grandes puissances de l'Europe.

On a bien l'impression que le règlement de La Haye a sensiblement amélioré les lois de la guerre. Mais on voit également que cet édifice était bien fragile. Westlake semble le penser aussi, mais sans le montrer avec assez de force. Les délégués allemands à La Haye, nous dit-il, ont insisté sur la *Kriegsraison*, qui pourrait en certains cas obnubiler les lois de guerre (*Kriegsmanier*), lorsque se présenterait « la nécessité impérieuse » de tout sacrifier au succès. Cette *Kriegsraison* est bien le pendant de la raison d'État. On a vu, pendant la guerre mondiale, les chefs de l'armée allemande obéir trop souvent à ses suggestions. Mais, il faut bien le dire, il n'est aucun belligérant qui ne puisse être tenté parfois de faire bon marché des règlements établis pour rendre la guerre plus humaine. Ne vaut-il pas mieux s'appliquer à empêcher les guerres d'éclater ? C'est ce qu'a compris la Société des Nations, qui a commencé à édifier un nouveau droit international. Quoi qu'il en soit, on aura grand profit à méditer l'œuvre puissante de J. Westlake, que l'excellente traduction de M. de Lapradelle rend accessible aux lecteurs français.

Henri SÉE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Giovanni GENTILE. *Studi sul rinascimento* (Firenze, Vallecchi, « Il pensiero moderno », t. XV, [1923], in-18, 273 p. ; prix : 12 l.). — M. G. Gentile n'est pas seulement un philosophe aux aventureuses conceptions, c'est, comme son ex-ami, M. B. Croce, un érudit fortement préparé aux tâches historiques. Il en donne la preuve dans cet ouvrage, qui est un recueil d'articles concernant l'histoire du *Rinascimento*. Le platonisme de Pétrarque et de Barlaam, la carrière de Paolo Veneto, qui fut un des maîtres de Savonarole, la chronologie du *De anima* de Cristoforo Landino, les rapports de la pensée de Leone le Juif avec celle de Spinoza, les doctrines religieuses et éthiques de Machiavel, certains aspects de la vie ou de la mentalité de G. Bruno, Vanini, Campanella et Galilée sont abordés par M. G. Gentile dans un esprit très libéral et avec d'abondantes et précises références. Nous noterons, en particulier, la place qu'il donne à l'examen des travaux français, de Charbonnel sur Bruno, de Dejob sur Campanella, et une intéressante étude sur les origines de la méthodologie historique. G. BN.

— Olivier LEROY. *Essai d'introduction critique à l'étude de l'économie primitive; les théories de K. Bücher et l'ethnologie moderne* (Paris, P. Geuthner, 1925, 1 vol. in-8°, XIII-136 p.). — L'auteur a entrepris de faire la critique des premiers chapitres du célèbre ouvrage de K. Bücher — *Die Entstehung der Volkswirtschaft*¹ — qui concernent les manifestations de la vie économique primitive. S'appuyant sur les données récentes de l'ethnographie, dont il a une connaissance précise, il s'efforce de prouver que les généralisations de Bücher sont le plus souvent très contestables, que non seulement il use de sources défectueuses, mais que sa méthode laisse aussi à désirer. Trop souvent, Bücher prend pour des peuples primitifs des peuples simplement arriérés, et il considère comme primitifs des usages qui en réalité ne le sont pas. Ainsi, M. Leroy conteste que l'égoïsme soit un trait distinctif des populations primitives, car les sentiments de solidarité se manifestent chez des peuplades de civilisation très rudimentaire. Bücher considère à tort aussi que la propriété individuelle est un trait de la civilisation primitive, alors que la propriété commune joue un rôle si considérable chez tant de peuples dont l'organisation est encore rudimentaire. L'imprévoyance, la séparation des sexes ne sont pas non plus l'apanage des primitifs. Le travail n'a pas commencé par être un « jeu », et ce n'est pas non plus pour s'amuser que les hommes se sont adonnés à la domestication et à l'élevage des animaux. De très bonne heure, contrairement à ce que pense l'économiste allemand, les hommes ont pratiqué l'échange des marchandises². La critique des idées de Bücher sur la famille nous semble plus contestable ;

1. Et aussi *Arbeit und Rhythmus*, du même auteur.

2. L'« échange silencieux », qui s'est pratiqué si fréquemment, même à des époques historiques, ne s'explique pas seulement par la crainte, mais aussi par l'impossibilité réciproque de se comprendre.

de ce que la plupart des sauvages connaissent la monogamie, peut-on en inférer qu'elle ait existé ou prédominé dans les temps primitifs? Signalons encore une autre remarque excellente : si, nous dit M. Leroy, l'homme primitif n'a connu que l'égoïsme, l'imprévoyance et la paresse, comment l'homme civilisé, qui provient de lui, peut-il se distinguer par son altruisme, sa prévoyance et son travail?

A lire cet intéressant et suggestif travail, on en arrive à se demander si les descriptions ethnographiques sont vraiment capables de nous fournir des données précieuses sur la préhistoire économique ; tout au plus peut-on y chercher quelques indications assez hypothétiques. C'est avec raison que M. Leroy pense qu'il est sage de ne se livrer pour le moment qu'à des monographies descriptives. A voir combien de théories s'échafaudent et se détruisent mutuellement, on peut se demander si la sociologie elle-même n'a pas fait fausse route en attachant une si grande importance à des données ethnographiques plus ou moins dignes de foi. — H. SÉE.

— Dr Franz SCHWEYER. *Politische Geheimverbände : Blicke in die Vergangenheit und Gegenwart des Geheimbundeswesens* (Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1 vol. in-8°, viii-230 p. ; prix : 6 mk. 50). — Recueil assez lâche d'études — vingt-sept — sur la franc-maçonnerie, la *Burschenschaft*, les *carbonari*, les *fenians*, le *Ku-Klux-Klan*, les *comuneros*, les nihilistes, les bolchévistes, l'Internationale, etc. L'auteur a voulu surtout démontrer l'inutilité et la malfaisance politique des sociétés secrètes. Il est vrai que toutes, à son avis, ne sont pas également malfaisantes ; il témoignerait une certaine indulgence aux sociétés nationalistes qui se sont créées en Allemagne depuis la guerre, comme les *Selbstschutzverbände*. La franc-maçonnerie a un caractère mixte ; elle se propose des buts humanitaires, mais elle prétend exercer aussi une action politique. M. Schwyer lui consacre une assez longue étude, dans laquelle on trouvera rassemblés un assez grand nombre de renseignements utiles. La partie historique nous a semblé la plus faible, surtout en ce qui concerne la France. L'auteur considère comme démontré que la Révolution de 1789 est, en grande partie, l'œuvre de la maçonnerie. Il eût fallu examiner la question, citer des ouvrages français qui l'ont étudiée, comme ceux de G. Bord, d'Augustin Cochin, des études, comme celles de Vermale, Gaston Martin, etc. ; aucun livre français n'est mentionné. Pour les sociétés secrètes de la France contemporaine, on ne semble avoir utilisé ni l'*Histoire du parti républicain*, de Georges Weill, ni les œuvres si sérieuses de Tchernoff. Même observation en ce qui concerne l'Internationale, les anarchistes. Sur le *Bundschuh* et la guerre des paysans du xvi^e siècle, la bibliographie de l'auteur omet les ouvrages les plus récents. En somme, c'est surtout sur les sociétés nationalistes de l'Allemagne contemporaine que le livre est instructif. Écrit avec clarté, il se lit agréablement. H. S.

— A. RABEAU et A. LAURENS. *Les submersibles* (Collection Armand Colin : Section des arts militaires, 1925, in-12, 214 p., 44 figures ; prix : 6 fr.). — Ce volume échappe presque entièrement à notre compétence ; néanmoins, il fournit sur la guerre sous-marine des indications précises que l'histoire ne saurait dédaigner.

— *Catalogue of scientific papers*. 4^e série, 1884-1900. Compiled by the Royal Society of London. Vol. XIX, T-Z (Cambridge, at the University press, 1925, in-4°, vi-880 p. ; prix : 8 l. 8 sh.). — Avec ce fascicule est terminé le catalogue des publications scientifiques au xix^e siècle ; il ne contient pas moins de 384,478 numéros et mentionne 68,577 auteurs différents.

Antiquité. — C. E. VULLIAMY. *Ou prehistoric forerunners* (Londres, John Lane; The Bodley head, 1925, ix-214 p., 33 illustrations; prix : 7 s. 6 d.). — Ce petit volume, avec sa bibliographie et son index, est un des meilleurs manuels de préhistoire qui aient paru ces temps derniers. De très belles illustrations reproduisent non seulement les principaux types d'outils et les grands monuments mégalithiques, mais aussi les pièces anatomiques les plus utiles à connaître. L'auteur, armé d'une critique sûre et pénétrante, fait justice des hypothèses aventureuses ou insuffisamment étayées, comme celles de Sir Norman Lockyer fondant ses théories astronomiques sur des mégalithes qu'il croyait en place, alors qu'ils avaient été plus ou moins bien relevés en 1824. De même, il a raison de ne pas trop donner dans toutes ces idées de magie, très à la mode en certaines écoles de préhistoire, pour expliquer les gravures et les peintures animales des grottes et des cavernes du sud de la France et de l'Espagne (p. 75 et suiv.). Deux chapitres, le huitième et le neuvième, sur la psychologie et la vie primitives, groupent, enfin, une foule d'observations très précises, empruntées aux populations indigènes les plus arriérées, et le préhistorien ne peut manquer d'y trouver un certain nombre de faits expliquant peut-être quelques coutumes funéraires des temps paléolithiques. En tout cas, ces deux chapitres, maniés avec prudence, sont bien utiles. L'ouvrage de Vulliamy est, d'autre part, tout à fait au courant des découvertes les plus récentes, appréciées à leur juste valeur (silex tertiaires d'Ipswich trouvés en 1924 par M. Red Moir), de sorte que les moins avertis sont à même de s'y reconnaître et de prendre part aux discussions les plus controversées de la science préhistorique. G. GUÉNIN.

— Octave NAVARRE. *Le théâtre grec ; l'édifice, l'organisation matérielle, les représentations* (Paris, Payot, 1925, in-16, 280 p., avec 38 figures; prix : 12 fr.). — C'est pour le grand public, mais avec une érudition précise, judicieuse et sagace, que M. Navarre, l'helléniste particulièrement compétent en cette matière, a remanié son *Dionysos* de 1895 ; il l'a débarrassé de presque tout l'appareil scientifique, l'a mis au point et enrichi des résultats des plus récentes études et théories ; il a mis à profit surtout la découverte de nouveaux théâtres à Délos, Priène, Pergame, Termessos, Aspendos, Sagalassos, Milet ; il a modifié le plan de l'œuvre primitive, augmenté le nombre des gravures et refait la bibliographie. En quatre parties, il étudie d'abord l'édifice : origine, évolution jusqu'au type gréco-romain, scène, décors, machines et praticables ; puis les concours dramatiques : le caractère religieux du drame athénien, le choix des chorèges, des poètes, des acteurs, l'histoire et les règlements des concours ; ensuite, la représentation : structure de la tragédie et de la comédie, interprétation par la voix, la musique et la danse, rôle du chœur, règle des trois acteurs, masques et costumes, places et public ; enfin, le jugement, les prix, les procès-verbaux officiels des concours et les ex-voto chorégraphiques. Par rapport à *Dionysos*, les modifications les plus importantes portent sur les *paraskénia*, l'origine de la trilogie et du drame satyrique, l'évolution du théâtre de Dionysos à Athènes, la *frons scenae*, les édifices gréco-romains, la manipulation des décors, la possibilité de rideaux provisoires, l'influence du mime péloponnésien sur le *cômos* et de la tragédie sur la comédie, l'adjonction d'un quatrième acteur pour la comédie dès l'époque d'Aristophane, les origines religieuse et doriennne du costume de la comédie ancienne, les modalités du jugement final. Au problème irritant du *proskénion* et du *logéion*, M. Navarre donne une solution très vraisemblable en n'acceptant que pour une première période la théorie de Dörpfeld : au

v^e siècle en dans la première moitié du iv^e, les acteurs jouent non sur la scène, mais presque au niveau du chœur, sur l'*orchestra*, un peu surélevée par une estrade basse; puis l'atrophie graduelle du chœur, certaine pour la comédie, probable pour la tragédie, transforme le *proskénion* en une scène véritable, haute de trois à quatre mètres, large de deux à trois, longue de trente environ, sur laquelle jouent les acteurs, et alors le décor est représenté par le haut mur qui ferme le *proskénion*, développé, orné surtout dans les théâtres hellénistiques.

Ch. LÉCRIVAIN.

— Georges RADET. *Notes critiques sur l'histoire d'Alexandre* (Bordeaux, Feret; Paris, de Boccard et Klincksieck, 1925. Extrait de la *Revue des études anciennes*). — Ces notes sont au nombre de six : 1^o Alexandre à Troie ; 2^o les théores thessaliens au tombeau d'Achille ; 3^o l'omphalos gordien ; 4^o les négociations entre Darius et Alexandre après la bataille d'Issus ; 5^o Tyr, Delphes et l'Apollon de Gêla ; 6^o le pèlerinage au sanctuaire d'Ammon. Nous ne tarderons sans doute pas à retrouver ces études dans la vie d'*Alexandre le Grand*, gros ouvrage auquel M. Radet travaille depuis longtemps.

Catalogue de la collection de Luynes (Bibliothèque nationale, département des médailles et antiques). *Monnaies grecques*. I : *Italie et Sicile*, par Jean BABELON (Paris, Jules Florange et Louis Ciani, 1924, in-8^o, 292 p. et un album de 56 pl.). — Ce catalogue comprend 1,518 numéros, chacun décrit avec le plus grand soin et daté autant que possible. En même temps qu'œuvre de haute érudition, c'est une œuvre d'art : les monnaies reproduites dans l'album sont d'une très belle exécution. Elle a pu voir le jour grâce à l'Académie des inscriptions, qui lui a décerné le prix Dourlans.

— *Monuments et Mémoires publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres (Fondation Eugène Piot)*. T. XXVII, fasc. 1, n^o 46 de la collection (Paris, Ernest Leroux, 1924, in-fol., 95 p. et 7 pl.). — Ce fascicule contient les études suivantes : 1^o L'art phénicien au xviii^e siècle av. J.-C., d'après les récentes trouvailles de Byblos, par Pierre MONTET ; 2^o « Aphrodite à la tortue » de Doura-Europos, par Franz CUMONT ; 3^o Un vase de style de Meidias trouvé dans la nécropole d'Ensérune (Hérault), par Félix MOURET et Georges NICOLE ; 4^o Les mosaïques de la « Maison d'Ariadne » à Carthage, par MM. L. POINSSOT et R. LANTIER ; 5^o Têtes antiques du Musée d'art et d'histoire à Genève, par W. DEONNA.

Autriche. — Eugen HEISCHMANN. *Die Anfänge des stehenden Heeres in Oesterreich* (Vienne, Österreichischer Bundesverlag, 1925, in-12, 260 p.; prix : 13 couronnes ; collection de la *Deutsche Kultur*, travaux scientifiques de l'Université de Vienne, série historique III). — Cette dissertation correcte et bien documentée sur les origines de l'armée permanente en Autriche contribue à faire connaître l'histoire des institutions militaires. L'auteur a consulté les archives de la maison de Liechtenstein, du ministère de la Guerre, de la Basse-Autriche ; il n'a pu dépouiller celles de la *Hofkammer* : il ne dissimule, ni ce qu'a d'incomplet son investigation, ni le caractère provisoire de ses conclusions. Il s'efforce seulement de montrer qu'avant même la guerre de Trente ans des efforts sérieux ont été faits, du point de vue à la fois financier et militaire, par les empereurs allemands pour créer, avec l'aide de la Diète germanique et des États des pays héréditaires, une armée permanente. L'idée était dans l'air au xvi^e siècle ; divers écrivains l'ont exposée et sou-

tendue. En 1526, pour la première fois, il est parlé officiellement d'un *exercitus perpetuus*, même pour le temps de paix. En fait, de grandes résistances ont empêché de réaliser ce beau dessein. Titre donc un peu trompeur que celui de l'ouvrage de M. Heischmann ; mais on y trouvera d'intéressantes précisions sur le chiffre des contributions militaires au xvi^e siècle, comme sur les effectifs des troupes. Ce que l'auteur semble avoir montré, c'est qu'avant 1618 un progrès avait été réalisé par l'entretien continu de quelques régiments et l'organisation régulière de troupes pendant les périodes d'hiver.

C.-G. PICAVET.

— *Neue Österreichische Biographie*. Zweiter Band, erste Abteilung (Vienne, Amalthea Verlag, 1925, in-8°, 203 p., avec 12 portraits). — Le premier fascicule de cette publication biographique, consacrée à des Autrichiens notoires et contemporains, a paru en 1913, avec la collaboration d'historiens tels qu'Auguste Fournier, Friedjung, Pribram, Redlich, etc., et sous la direction de Bettelheim. Le second, récemment édité, est dû à la munificence de la municipalité de Vienne, qui a donné aux auteurs du recueil une subvention de dix millions de couronnes. Il contient quatorze monographies de philosophes ou sociologues (Jode, Böhm-Bawerk), de savants (Hann, Mendel, Boltzmann), etc. Les arts y sont représentés par Johann Strauss. Les biographies qui relèvent plus particulièrement de notre critique sont celles du général Kövess — simple *curriculum vitae* laudatif —, du prince héritier Rodolphe et du député socialiste Pernerstorfer. Les quelques pages consacrées par Oskar Mitis à l'archiduc Rodolphe et à sa mort mystérieuse ne sont que le résumé d'une monographie qui paraîtra prochainement. On lira avec intérêt le bref exposé par Robert Arthaber de la vie de Pernerstorfer, Allemand national, venu progressivement au socialisme de Victor Adler, et l'un des leaders du parti jusqu'à sa mort en 1918. A en croire l'auteur, la lecture de l'*Histoire de la Révolution française* de Mignet fit de lui de bonne heure un républicain. Les écrits de Lassalle et la haine des Habsbourg l'entraînèrent vers les partis avancés : pendant de nombreuses années vice-président du Reichsrat, il fit entendre en 1917 des paroles de paix, et ce fut son dernier discours.

G.-G. PICAVET.

Belgique. — Joseph LEFÈVRE. *Étude sur le commerce de la Belgique avec l'Espagne au XVIII^e siècle* (« Mémoires de l'Académie royale de Belgique », 1922), 1 vol. in-8°, 198 p. — Cet excellent travail montre que, pendant la domination autrichienne, le commerce entre les Pays-Bas belges et l'Espagne resta fort actif. Toutefois, de 1715 à 1748, les Belges paient en Espagne, pour leurs marchandises, des droits très élevés, plus considérables que ceux que doivent acquitter les Français ou les Anglais. Dans la seconde moitié du xviii^e siècle, ils obtiennent la clause de « la nation la plus favorisée ». Les relations commerciales deviennent de plus en plus florissantes après la guerre de Sept ans et même les nouveaux tarifs douaniers, établis par l'Espagne en 1778 et 1783, ne leur nuisent pas sensiblement. A l'importation, les principaux articles de ce commerce sont les laines et les fruits ; à l'exportation, les toiles et les dentelles. Cependant, malgré les progrès du port d'Osende, les Belges sont pour la navigation tributaires des étrangers, surtout des Hollandais ; mais, à partir de 1770, on commence à se passer de leur intermédiaire, notamment en ce qui concerne les cuirs. Toutefois, le commerce des Pays-Bas avec l'Espagne est loin d'être aussi important que celui de la France ; leurs commerçants établis à Cadix n'y sont pas nombreux et ils n'y possèdent pas de consuls. C'est avec l'Amérique espagnole que la Belgique échange le plus de marchandises, soit par Cadix, soit par l'intermédiaire de la contrebande hollandaise. H. S.

— LÉON VAN DER ESSEN. *Un cahier de doléances des principaux conseils des Pays-Bas, 1594-1595* (Bruxelles, 1924 ; extrait du *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. LXXXVIII, p. 291-311). — Intéressant document, trouvé aux Archives farnésiennes et qui a sans doute été rédigé pendant le gouvernement de l'archiduc Ernest, sur la situation des provinces obéissantes. H. H.

— ID. *Joseph Abudacnus ou Barbatus, Arabe né au Caire, professeur de langues orientales à l'Université de Louvain, 1615-1617* (Louvain, 1925 ; extrait du *Muséon*, t. XXXVII, p. 121-137). — Curieuse étude et documents sur un Copte, qui avait enseigné à Oxford, et qui possédait la connaissance pratique des langues orientales. Le succès de son enseignement à Louvain excita la jalousie des professeurs réguliers du Collège trilingue, qui obtinrent des États de Brabant son renvoi, sous prétexte de concubinage. Il s'en alla sans doute à Prague. H. H.

Canada. — *The works of Samuel DE CHAMPLAIN in six volumes*. Vol. II, 1608-1618, translated by John SQUAIR ; the french texts collated by J. Home CAMERON (Toronto, the Champlain Society, 1925, VIII-351 p., 19 cartes et illustrations). — Ce volume contient la fin du premier voyage de Champlain, le texte des deuxième, troisième et quatrième voyages (1611 et 1613). Suivent six documents contemporains relatifs à Champlain (1610-1618) ; on notera parmi eux une requête adressée par le grand navigateur au roi et à son Conseil, pour démontrer les avantages que la possession du Canada procurerait certainement au royaume, tant pour les « grandes richesses » qu'on en pourrait tirer que pour « le culte divin qui s'y pourrait planter » ; en outre, une supplique à « Messieurs de la Chambre de commerce » pour les convertir à ses idées sur l'exploitation du pays : pêcheries, bois, mines, pelleteries, etc. Les cartes et illustrations sont empruntées aux ouvrages mêmes de Champlain. En face de la page 275, on trouvera la photographie de l'astrolabe de Champlain, qui est daté de 1603 ; perdu en 1613, il a été retrouvé en 1867. On sera reconnaissant à M. Biggar du soin méticuleux apporté par lui à cette belle publication, glorieux monument élevé au souvenir de la « Nouvelle France ». — Ch. B.

Histoire de l'Église. — CARLO PRATI. *Papes et cardinaux dans la France moderne* (Paris, Plon [1925], in-18, XXXVIII-211 p.). — M^{lle} Carrère a traduit sur le manuscrit italien cet ouvrage, pour lequel M. Jean Carrère a écrit une préface, préface trop éloquente, à une traduction bien faite. L'ouvrage, d'une tonalité discrète, est aimable, bien informé, mais ne traite des choses et des hommes de l'Église que de l'extérieur. M. Prati s'est, en effet, uniquement proposé de retracer la vie des derniers papes, de Pie IX à Pie XI ; sur leur existence dans l'intimité, leurs travaux, leurs promenades, leurs repas, on trouve des anecdotes bien choisies, dont quelques-unes caractérisent assez exactement une tendance, une volonté. Les secrétaires d'État, particulièrement Antonelli, Rampolla, Merry del Val, Gasparri, les cardinaux de curie, Mathieu et Billot surtout, figurent dans la galerie de M. Prati, qui n'a pas pu s'empêcher de terminer son ouvrage sans fournir un chapitre sur les modalités des élections papales. La « question romaine » est, comme le reste, discrètement abordée. Qui la résoudra ? Sera-ce Pie XI, à qui M. Prati consacre les plus nombreuses et les plus chaleureuses de ses pages ? G. B.

— FELIX-M. CAPPELLO, S. J. *Tractatus canonico-moralis de censuris juxta codicem juris canonici*, 2^e éd. (Turin, Marietti, 1925, in-12, XVI-517 p.). — Exposé remarquablement clair de la législation canonique sur les censures, d'après le nou-

veau code de droit canonique ; peut intéresser les historiens à titre de comparaison avec l'ancien droit ; l'auteur lui-même ne fait que très rarement des rapprochements de ce genre, mais il annonce la publication ultérieure d'une histoire du droit pénal ecclésiastique. E. J.

— Hieronymus WILMS, O. Pr. *Das Beten der Mystikerinnen* (Fribourg-en-B., Herder, 1923, in-12, x-234 p. ; prix : 3 mk. 40). — Étude écrite d'après les chroniques (du XIV^e siècle, l'âge d'or de la mystique allemande) de huit couvents de l'Allemagne du Sud, sur la prière dans les monastères de Dominicains. Prière est à prendre au sens large : l'auteur traite du chant de l'office, de la prière vocale, de l'oraison, de la réception des sacrements, des phénomènes d'extase. Il avait donné une première édition de son livre, avec une introduction développée et des notes, dans les *Quellen und Forschungen zur Geschichte des Dominikanerordens in Deutschland*. La présente réédition est débarrassée de l'appareil scientifique et développée, au contraire, sur d'autres points, dans une intention d'édification. L'ouvrage a un réel intérêt pour l'histoire des pratiques et des sentiments religieux ; mais il est bien clair que c'est sous sa première forme que les historiens de profession préféreraient le consulter. E. J.

— Édouard SCHNEIDER. *Les heures bénédictines* (Paris, Grasset, 1925, in-12, xii-263 p. ; prix : 7 fr. 50). — Description de la vie et de la liturgie bénédictines (on n'y cherchera pas une histoire de l'ordre et de son organisation), écrite avec une très enthousiaste sympathie et un réel talent ; un peu trop de « littérature » peut-être. L'auteur est au courant de l'histoire, et on s'en aperçoit ; mais son livre s'adresse au grand public plutôt qu'aux professionnels. E. J.

— Maurice PERNOT. *Le Saint-Siège, l'Église catholique et la politique mondiale* (Paris, Armand Colin, 1925, 211 pages ; prix : 6 fr.). — Après avoir rappelé brièvement l'histoire politique de l'Église de 1870 à 1900, l'auteur décrit, dans ses grands traits, son rôle dans les vingt-cinq dernières années. Il s'est borné à examiner les questions les plus importantes. Ainsi, il explique d'une façon très judicieuse l'attitude du Saint-Siège pendant la guerre mondiale, les raisons de sa neutralité, plutôt bienveillante pour les Empires centraux. Il montre qu'en France la séparation a été surtout avantageuse à la papauté, sinon au clergé national, et que l'État n'a pas jusqu'ici tiré grand profit de la reprise des relations diplomatiques. On lira aussi avec le plus grand intérêt le chapitre relatif aux rapports du Saint-Siège avec les pays anglo-saxons, au caractère de l'« américanisme ». M. Pernot montre encore avec beaucoup de force et de précision les efforts de la papauté en faveur de l'union des Églises et de son expansion en Orient. A lire cet excellent petit volume, on comprend mieux la puissance de l'Église catholique, et surtout on s'en explique mieux comment, grâce à la souplesse de ses institutions et à la force de ses traditions, elle parvient à s'adapter à toutes les transformations politiques et territoriales. On l'a parfois comparée au socialisme, déclaré qu'elle est, comme lui, internationaliste. M. Pernot montre avec raison que c'est une assertion inexacte ; l'Église est plutôt universelle qu'internationale. — A la suite du volume, on trouvera une utile « bibliographie sommaire » à laquelle on ne peut reprocher que d'être un peu trop brève. H. SÉE.

Histoire moderne. — P. S. ALLEN. *Erasmus' Services to Learning* (Londres, Humphrey Milford ; extrait des *Proceedings* de la *British Academy*, 1925, in-8,

20 p. ; prix : 1 s. 6 d.). — L'admirable éditeur des lettres d'Érasme, dans cette conférence (*Annual lecture on a master-mind*), expose les conditions qui étaient faites au savoir à l'époque d'Érasme, et le changement opéré par la diffusion de l'imprimerie. Il montre, par des détails abondants et précis, comment le célèbre humaniste a compris son rôle d'éditeur de textes anciens, comment il savait rassembler et collationner les manuscrits et aboutir à des versions qui pussent être reproduites à de nombreux exemplaires.

H. H.

— René GONNARD. *Histoire des doctrines de la population* (Paris, Nouvelle librairie nationale, 1925, 1 vol. in-8°, 352 p.). — Je ne puis que renvoyer au compte-rendu que j'ai donné de cette consciencieuse étude dans les *Annales de Bretagne*, 1926, p. 93. J'y ajoute seulement une note¹.

H. S.

— Corrado BARBAGALLO. *Capitale e lavoro, disegno storico* (Milan, Stab. dalle Nogare et Armetti, 1925, 1 vol. in-4°, xxviii-158 p. ; Publ. du Consorzio lombardo fra industriali meccanici e metallurgici). — Cette intéressante esquisse embrasse l'histoire des rapports du capital et du travail, depuis l'antiquité jusqu'à l'époque contemporaine. C'est dire que l'auteur ne pouvait décrire cette histoire qu'à grands traits ; il a réussi à nous donner une idée claire et suffisamment précise de la lente évolution qui a abouti à la grande industrie moderne. L'écueil d'une pareille généralisation, c'est que les nuances disparaissent par trop. Ce défaut se manifeste un peu lorsque M. Barbagallo nous retrace l'histoire du capitalisme ; il ne montre pas assez le rôle prépondérant qu'a tenu le capitalisme commercial jusqu'au xix^e siècle ; aussi ne met-il pas suffisamment en relief le rôle si important de l'industrie domestique et rurale, place-t-il plus tôt qu'il ne conviendrait l'avènement de la grande industrie, ainsi que la décadence des métiers de la petite industrie, et s'exagère-t-il un peu la portée du colbertisme. Par contre, il nous donne une idée exacte du triomphe de la grande industrie au xix^e siècle ; mais on peut se demander s'il n'en vante pas les bienfaits d'une façon excessive. Il pense que l'augmentation des salaires et la réduction de la journée de travail sont moins l'œuvre de l'organisation ouvrière que des progrès techniques de l'industrie. Ce sont là des questions qu'il ne nous appartient pas de discuter ici ; constatons seulement que cette bonne esquisse repose sur des connaissances historiques vraiment sûres. Dans l'utile bibliographie, placée en tête du volume, l'auteur a omis d'indiquer les œuvres si remarquables de W. Ashley, G. Unwin, H. Hauser, qui ont vraiment une portée générale.

H. S.

— Paul DE ROUSIERS. *Les grandes industries modernes ; t. III : les Industries textiles* (Paris, Armand Colin, 1925, 1 vol. in-18, 261 p. ; prix : 9 fr.). — Ce volume, comme le précédent, traite de l'état présent de l'industrie ; cependant, comme lui, il sera lu avec profit par les historiens et pourra leur faire mieux comprendre certains faits du passé. M. P. de Rousiers montre avec une grande netteté que la concentration industrielle varie suivant les fabrications. Dans l'industrie cotonnière, elle est très forte ; dans la draperie, elle l'est moins, surtout dans le

1. Il eût été bon d'étudier les idées d'Arthur Young sur la population (*Voyages en France*, éd. Lesage, t. II, p. 313 et suiv.). Arthur Young considère que la France est trop peuplée, parce que le peuple n'est pas assez industriel et l'agriculture trop arriérée ; il trouve aussi que la population urbaine est trop faible ; il pense que c'est les États les plus mal gouvernés, telle l'Espagne, dont la population s'accroît le plus.

tissage ; en ce qui concerne la soie, elle n'est vraiment parfaite que dans le moulage ; dans la filature et le tissage, les petites entreprises n'ont pas disparu. L'auteur marque les raisons techniques de ces faits ; il en étudie aussi les répercussions sociales, notamment en ce qui concerne la condition des ouvriers. Enfin, il étudie les « marchés » de la soie, du chanvre et lin, de la laine, du coton. La concentration commerciale, en général, semble moins avancée que la concentration industrielle. On a l'impression, en lisant ces pages, que les conditions commerciales sont très instables, qu'il s'agisse des matières premières ou des étoffes fabriquées, et que cette instabilité augmente encore à mesure que se développent les relations économiques internationales. Cet ouvrage, dont on appréciera la sûreté d'information et la clarté, se réfère souvent à l'histoire ; cependant il omet de citer l'*Introduction du machinisme dans l'industrie française*, de Ch. Ballot.

H. S.

Espagne. — Angela VALENTE. *Un dramma politico alla corte di Filippo II* (Milan-Rome-Naples, Albrighi, Segati et C^{ie}; extrait de la *Nuova Rivista storica*, in-8°, 66 p.). — Ce drame, c'est celui d'Antonio Perez et de la princesse d'Eboli. Le fait nouveau, c'est le dépouillement par M^{me} Valente des documents des Archives farnésiennes relatives à la célèbre arrestation. En dehors des renseignements qu'elles fournissent sur l'événement lui-même, les lettres de Samaniego et de Giovanni di Bologna au prince de Parme et au cardinal Farnèse nous donnent-elles le mot de l'énigme ? L'explication romantique (la jalousie amoureuse de Philippe II) semble devoir être définitivement écartée. L'affaire Escovedo, sur laquelle le roi venait d'imposer silence au fils de la victime, est au moins secondaire. La vraie raison de l'arrestation est une raison d'État. Laquelle ? D'une phrase de Giovanni di Bologna, M^{me} Valente tire cette ingénieuse conjecture : Antonio, qui avait déjà vendu à prix d'or les secrets de son maître, aurait récidivé dans l'affaire de la succession portugaise ; il aurait eu pour complice sa puissante amie, intéressée par des raisons de famille à soutenir les prétentions de Ranuccio Farnèse. Les deux associés se seraient donc rendus coupables d'une véritable trahison. « En un certain sens, Philippe II fut non le bourreau, mais la victime de son malhonnête et vicieux secrétaire. » Et celui-ci ajoutera plus tard à ses crimes envers son maître le pire des outrages : grâce à un réel talent d'écrivain, il a représenté Philippe II sous les plus noires couleurs et il en a imposé à l'histoire.

H. Hr.

— Gaston ETCHEGOYEN. *L'Amour divin. Essai sur les sources de sainte Thérèse* (Bordeaux, Feret, 1923. Bibliothèque de l'École des Hautes-Études hispaniques, fascicule IV ; prix : 20 fr.). — Un article de Morel-Fatio sur les *Lectures de sainte Thérèse* (*Bulletin hispanique*, 1908) a inspiré ce travail, dont l'auteur est mort avant l'impression. Il est dommage que Morel-Fatio, avant de mourir, ne l'ait pas présenté lui-même aux lecteurs de la *Revue historique*. Bien qu'il s'y soit intéressé plus que personne, il eût été moins gêné pour en parler que le signataire de ces lignes, auquel est revenue la tâche délicate de mettre en état le manuscrit, ou plus exactement la copie dactylographiée.

Etchegoyen, après avoir travaillé à la Sorbonne avec E. Martinenche, aux Hautes-Études avec Morel-Fatio et Picavet, avait obtenu une bourse à l'Institut français de Madrid, où les encouragements de Pierre Paris ne lui manquèrent point ; il élaborait d'une traite sa thèse, qu'un séjour d'un an à l'École de Rome lui permit de mettre au point. Il s'agissait pour lui, en somme, de faire le relevé des expressions imagées qu'employait la sainte, de manière à montrer ce que dans ses

œuvres l'Amour divin a de personnel ou de livresque. Pour opérer ce départ, il fallait une pénétration d'autant plus intelligente que l'auteur était protestant. L'empressement avec lequel son livre a été reçu dans les milieux catholiques et les plus familiers avec la mystique prouve au moins que le jeune et fervent thérésien n'a pas trahi ce que l'orthodoxie la plus exigeante considère comme la pensée thérésienne. C'est une sécurité pour ceux qui s'avouent à eux-mêmes ne pas trop bien la connaître. A pareille attitude d'esprit, à une sympathie intellectuelle si profonde, l'exemple de Morel-Fatio et sans doute aussi celui de Delacroix l'avaient évidemment dressé. Les historiens ne trouveront pas dans son étude tout ce qu'il faut pour étudier l'Amour divin dans le *Libro de la Vida* et les *Moradas*, c'est clair. Ils y verront cependant les antécédents littéraires certains de la sainte, et c'est beaucoup dans son histoire.

Georges CROZ.

— *Escuela Española de Arqueologia en Roma. Cuadernos de trabajos*. IV (1918); V (1924) (Madrid, Public. de la « Junta para ampliacion de estudios e investigaciones científicas »). — Le cahier IV et le cahier V de cette publication comprennent chacun deux études, et dans chacun il y en a une de Dom Luciano SERRANO, actuellement abbé de Silos et successeur de notre compatriote Dom Guépin. Il est l'auteur de plusieurs publications : *Fuentes para la historia de Castilla* (3 vol., 1906-1910), *la Liga de Lepanto* (1918), *Cartulario de S. Pedro de Arlanza* (1925). Dans le cahier II de la présente collection, il avait étudié les premières négociations de Charles-Quint avec le Saint-Siège. Dans le cahier IV, il expose les causes de la guerre entre le pape Paul IV et Philippe II, guerre qu'on a appelée « guerre d'un an », bien que les hostilités aient été arrêtées promptement par l'attitude énergique du duc d'Albe et par la nouvelle de la victoire espagnole à Saint-Quentin. L'auteur n'apporte, comme documentation, que des appendices sur les â-côtés de la question ; mais l'histoire de ces démêlés est faite d'une façon claire, judicieuse, impartiale même, quoique défavorable au pape et aux Caraffa. C'est la défense du point de vue espagnol, présentée sans aigreur. Elle jette une lumière assez crue sur la cour de Rome au moment de l'avènement de Philippe II. — L'étude du même auteur contenue dans le cahier V est assez analogue par le sujet, puisqu'il s'agit encore des différends entre Philippe II et le pape (Pie IV) ; on en vint au rappel de l'ambassadeur Requesens, dont l'attitude, ainsi que celle de son prédécesseur Vargas, est tracée avec quelque sévérité — non sans justice d'ailleurs, car l'un et l'autre, dans des questions dont la plus grave était de savoir qui, de l'ambassadeur de France ou de l'ambassadeur d'Espagne, recevrait l'encens le premier, manquèrent de moelleux et d'à-propos.

Outre le travail indiqué plus haut, le cahier IV en contient aussi un de D. Enrique PACHECO Y LEYVA sur les rapports conservés dans les archives romaines et concernant les revenus et dépenses du roi d'Espagne en 1566, 1572, 1577, 1625, et aussi l'année 1530. Venise et le pape se faisaient renseigner très exactement à ce sujet — ce dernier par une documentation prise tout à fait à bonne source. Il y a là une base intéressante et solide pour l'étude de l'histoire financière, économique et politique de cette époque ; ce genre de recherches a été un peu trop négligé depuis Colmeiro, malgré les publications de Laiglesia, J. Paz, Espejo, et l'initiative d'Ed. Ibarra, qui a commencé en 1917 à réunir des documents de caractère économique sur le règne de Ferdinand et Isabelle. Les textes sont *in extenso*, avec des notes. Le même auteur a publié en 1919 la *Politica española en Italia*. On voit que

l'histoire des relations de leur pays avec le Saint-Siège occupe beaucoup les membres de l'École espagnole de Rome.

Le cahier V contient aussi un travail de A. ANDRÉS, intitulé *Proyecto de una diplomática española en el siglo XVIII*. C'est l'exposé d'un projet grandiose qui eut pour promoteurs le P. Sarmiento et D. Pedro Rodriguez Campomanes, et en vue duquel s'associèrent en 1772, après quelques années de pourparlers, l'Académie de l'histoire de Madrid, dont Campomanes était directeur, et les Bénédictins de la Congrégation de Valladolid. Le plan, dressé par le P. Domingo Ibarreta, ancien abbé de Silos, était peut-être trop vaste, puisque, outre un traité de diplomatique avec tous les appendices et toutes les planches utiles, il comportait la publication de manuscrits et même de textes déjà imprimés. La mort du P. Sarmiento et le grand âge du P. Ibarreta lui portèrent un coup fatal, auquel le manque de préparation chez les Bénédictins espagnols, à part quelques belles exceptions (les travailleurs, cela ne s'improvise point), puis les événements que l'on sait ne permirent pas de parer. Chapitre instructif d'une histoire des tentatives faites pour régénérer l'Espagne au XVIII^e siècle, qui est encore à faire ; elle serait certainement à l'honneur de ce pays, car le désir, le mouvement de progrès a été plus général alors (au moins dans certaines régions, au nord principalement) qu'on ne serait porté à le croire si l'on ne considérait que les hommes éminents comme le P. Feijoo, au début de cette période, ou Jovellanos, à la fin. Nous avons été pour quelque chose, avec Napoléon, dans le retour en arrière.

Georges CIROT.

France. — E.-A. LOWE. *Codices Lugdunenses antiquissimi ; le scriptorium de Lyon, la plus ancienne école calligraphique de France* (Lyon, 1924, in-4^o ; extrait des *Documents paléographiques et iconographiques de la Bibliothèque de Lyon*, fasc. III et IV).

— M. le D^r Lowe, professeur à Oxford, a fait paraître sous ce titre une très importante étude sur les manuscrits les plus anciens du chapitre de l'église métropolitaine de Lyon, qui avaient été antérieurement décrits par L. Delisle, E. Chatelain, Aug. Molinier, Mommsen, Traube et Zimmermann. Appliquant à leur analyse les procédés de la critique paléographique la plus fine, M. Lowe a réussi à indiquer certaines petites particularités propres à l'onziale usitée dans plusieurs d'entre eux. Il en conclut que ces manuscrits sont véritablement lyonnais et propose ainsi d'assigner à Lyon le second rang, immédiatement après Vérone, pour l'abondance des manuscrits en onziale. Cependant, on peut encore se demander si certains de ces volumes ne sont pas originaires d'Italie, car leur écriture ne diffère pas, à proprement parler, de l'onziale italienne. C'est le problème qui se pose notamment pour le célèbre manuscrit du Nouveau Testament du V^e siècle, offert en 1581 par Théodore de Bèze à l'Université de Cambridge (actuellement Cambridge Univ. NN. II, 41), lequel avait été trouvé à Saint-Irénée. Quoi qu'il en soit, les planches publiées par M. Lowe sont admirablement choisies et parfaitement exécutées ; leur ensemble, ainsi que les savantes notices qui les accompagnent, font le plus grand honneur à leur auteur, ainsi qu'à la libéralité des Amis de la Bibliothèque de Lyon, qui en ont fait les frais.

Ph. LAUER.

— A.-J. GRANT. *The french monarchy, 1483-1789* (Cambridge, University Press, 1925, 2 vol. in-8^o, VIII-311 et 322 p., 4 cartes, index ; prix : 15 sh.). — Ceci est le quatrième tirage d'un manuel dont la *Revue* a rendu compte en son temps (1900, voy. t. LXXVI, p. 455). Il ne semble pas que l'auteur ait fait subir à son texte de modifications importantes. La bibliographie (p. 300-305) n'a même pas été révisée.

On cite Lavissee et Rambaud, mais pas l'*Histoire de France* de Lavissee, ni même les chapitres relatifs à la France de la *Cambridge modern history*, etc. Pour un livre qui se présente comme un instrument de travail — et qui est, par bien des côtés, un bon instrument de travail, — cette *obsoleteness* est fort regrettable. H. Ha.

— Edmond HUGUET. *Dictionnaire de la langue française du XVI^e siècle*. T. I, fasc. 1-2 (Paris, Champion, 1925, gr. in-8°, LXXVI-80 p.). — Le nom de l'auteur, qui est professeur de philologie française à la Faculté des lettres (Paris), suffit pour recommander cette publication, destinée à prendre une place de premier rang dans la bibliothèque de tous les amis de la langue, de la littérature et même de l'histoire française au temps de la Renaissance.

— SAINT-SIMON. *Mémoires*, t. XXXVII (Paris, Hachette, collection *Les Grands Écrivains de la France*, 1925, in-8°, 542 p., index). — Ce volume va de l'automne 1715 au mois d'août 1720. Il contient d'abondants détails sur la grandeur et la chute de Law. Outre les habituelles additions à Dangeau, les éditeurs (L. Lecestre et J. de Boislisle) donnent aux appendices des extraits de la correspondance autographe du régent, et surtout un fragment des mémoires inédits de Paris de la Montagne sur le Système. On notera aussi, à propos de l'agiotage, les lettres adressées au cardinal Gualterio par ses correspondants Amelot et Tamisier. Les effets de ce que nous appellerions aujourd'hui l'inflation sont notés par l'abbé Tamisier avec une remarquable exactitude. H. Ha.

— Pierre CLERGET. *Les industries de la soie en France* (Paris, Armand Colin, 1925, 1 vol., 196 p. ; prix : 6 fr.). — Cet intéressant ouvrage, bien que traitant surtout de technique et d'économie contemporaine, mérite cependant d'être signalé aux historiens, auxquels il montrera tout le *processus* de la fabrication de la soie. En outre, dans ses diverses parties (la préparation du fil de soie, la fabrication des tissus, etc.), on y trouvera, groupés, bien des renseignements précieux pour l'histoire ancienne et moderne des industries de la soie, qui ne se sont implantées qu'assez tardivement en Europe et surtout en France. En ce qui concerne la fabrique lyonnaise, l'auteur eût pu indiquer moins brièvement comment les maîtres ouvriers sont tombés dans la dépendance économique des maîtres marchands. Il insiste avec raison sur l'importance de l'invention de Jacquard ; mais il semble que le mérite de Jacquard lui-même soit moins grand que celui de quelques-uns de ses prédécesseurs, comme le montre l'*Introduction du machinisme dans l'industrie française*, de Ch. Ballot, que M. Clerget semble ne pas connaître, et qu'il aurait dû citer. On trouvera dans le volume des renseignements intéressants sur l'exode des métiers à la campagne et sur le triomphe des moteurs mécaniques ; c'est-à-dire les deux faits essentiels qui, dans l'industrie de la soie, distinguent le XIX^e siècle. Cependant, les métiers à bras n'ont pas complètement disparu, surtout dans la fabrication des étoffes de luxe ; et, dans la rubanerie de Saint-Étienne, la concentration industrielle est beaucoup moins avancée que dans l'industrie lyonnaise. Enfin, on félicitera l'auteur des excellentes bibliographies qui suivent plusieurs de ses chapitres. H. S.

— G. LEFEBVRE. *Le commerce extérieur en l'an II*, 57 p. (extrait de la *Révolution française*, avril et juillet 1925). — Importante étude, qui ouvre la voie à des recherches, jusqu'ici trop négligées. L'auteur montre qu'en 1793 les nécessités de la défense nationale ont obligé le gouvernement révolutionnaire à prendre sous sa

direction le commerce extérieur, dont la restriction fut, d'ailleurs, imposée par le maximum. Dans les principaux ports, on créa des « agences », dont la tâche fut malaisée, car les négociants au fait du commerce extérieur étaient presque tous traités en suspects. Le blocus maritime avait, d'ailleurs, porté un coup cruel aux relations commerciales avec l'étranger. Cependant, pour les subsistances, pour d'autres articles encore, il fallut avoir recours à l'importation ; mais les changes et les réquisitions pesaient durement sur le commerce. Après le 9 thermidor, même avant la suppression du maximum, la Convention revint assez rapidement à la liberté commerciale. La victoire, sanctionnée par les traités de Bâle, devait remédier, en partie, à la détresse économique en rompant partiellement le blocus et en rétablissant le crédit de la France à l'étranger.

H. S.

— Roger PICARD. *Un saint-simonien démocrate : le Dr Ange Guépin, 1805-1873* (38 p. ; extrait de la *Revue d'histoire économique*, 1925). — Guépin est un ardent républicain qui a joué un important rôle politique dans la France de l'Ouest, surtout à Nantes, où il s'était établi comme médecin, et dont il fut, à plusieurs reprises, conseiller municipal. M. Roger Picard étudie moins, d'ailleurs, son rôle extérieur que son activité scientifique et littéraire. Savant physiologiste, Guépin a publié, notamment sur l'ophtalmologie, de nombreux travaux, qui ont été justement réputés. D'ailleurs, sur les sciences en général, il a de très larges aperçus, quelque peu nébuleux souvent. Tel est aussi le caractère de sa philosophie sociale. Disciple de Saint-Simon, il s'est inspiré de Fourier, de Pierre Leroux, d'autres théoriciens encore, pour écrire sa *Philosophie sociale* (1850) et sa *Philosophie du XIX^e siècle* (1854) ; on y voit un curieux mélange de physiologie, de socialisme, d'aspirations religieuses. Guépin se faisait aussi une très haute idée de l'histoire, mais ses travaux historiques ne sont pas à la hauteur de ses ouvrages scientifiques. Il a peut-être confiné au génie ; mais, pour se placer au premier rang des grands esprits du XIX^e siècle, il ne lui a manqué sans doute que de vivre dans un milieu intellectuel où ses idées auraient pu se clarifier et se canaliser.

H. S.

— Gabriel HANOTAUX. *Le général Mangin* (Paris, Plon, in-32, 95 p.). — C'est avec un vif intérêt qu'on relira les pages que M. Hanotaux a données à la *Revue des Deux Mondes* sur le général, au lendemain de sa mort ; oraison funèbre par un admirateur et un ami qui avait vu Mangin à l'œuvre en Afrique et pendant la Grande Guerre ; il a tracé du défunt un portrait qui restera. C'est aussi, jusqu'à un certain point, un plaidoyer personnel pour justifier la politique africaine de l'ancien ministre des Affaires étrangères. Il sera utile de l'écouter ; une des deux cartes qui complètent utilement cette brochure a pour objet de montrer, selon les mots mêmes de l'auteur, la « conception générale de la civilisation de l'Afrique que j'avais fait représenter sur cette carte en 1898 ». On trouvera, en face de la page 48, le fac-similé d'une lettre de Mangin (30 mai 1921) adressée à « mon cher Hanoteau ». Qu'on ne s'y trompe pas ; c'est bien de M. Gabriel Hanotaux qu'il est question, non du commandant Jean Hanoteau.

Ch. B.

Histoire régionale. — Marcel POËTE. *Paris* (Paris, éditions Nilsson, 1925, 3 vol. in-12 de 134, 126 et 144 p., illustrations ; prix : 12 fr. chaque. Collection « Les cités d'art », publiée sous la direction de M. Armand Dayot). — Pour servir de guide et de cicerone à travers Paris considéré comme ville d'art, M. Poëte était tout indiqué. Dans les trois petits volumes déjà parus, il a exposé tout d'abord les formes de l'art monumental depuis l'origine romaine jusqu'à nos jours ; puis il a montré comment les monuments se sont peu à peu élevés et transformés pour répondre au développe-

ment instinctif et aux besoins religieux, administratifs, économiques, d'une population constamment accrue ; c'est ainsi qu'après avoir décrit (t. II) les thermes et les arènes de Lutèce, sur la rive gauche, le palais et Notre-Dame dans la Cité, les anciennes églises paroissiales et abbatiales de la rive droite, il parle (t. III) du Louvre et des Tuileries, des places et avenues où les artistes ont su embellir les travaux utiles exécutés par les agents-voyers et les ingénieurs. La loi du développement humain qui a guidé la plume sobre et sûre de l'historien est trop générale pour expliquer tout ; mais elle ouvre d'intéressantes perspectives sur le passé et peut donner pour l'avenir de fécondes indications.

Ch. B.

— Lucien LAMBEAU. *La Chapelle-Saint-Denis. Histoire des communes annexées à Paris en 1859*, publiée sous les auspices du Conseil général (Paris, Ernest Leroux, 1923, gr. in-8°, 603 p., 6 planches). — M. Lambeau poursuit la série de ses monographies relatives aux diverses communes que Napoléon III réunit à la capitale, et les soins attentifs qu'il apporte à sa tâche érudite méritent avant tout le respect. Mais, après avoir lu ce très gros livre, on se demande, non sans angoisse, s'il valait bien la peine d'être écrit. Six cent trois pages pour raconter l'histoire d'une commune où il ne s'est, somme toute, rien passé d'important, tant de recherches, de mises au point et d'impressions coûteuses pour replacer dans leur cadre exact un maigre village de la banlieue parisienne, une petite église gothique aux trois quarts disparue et quelques résidences de l'ancien régime, c'est pousser vraiment loin la passion de l'histoire locale ! Le plan de M. Lambeau manque de rigueur : des documents qui auraient pu figurer parmi des pièces justificatives sont incorporés dans le texte et ralentissent le récit. En cinquante pages nerveuses, tout eût été dit sur cet insignifiant sujet.

G. HUISMAN.

— *Pour connaître Paris* (Hachette, 20 petits volumes de poche de 72 p., avec 16 gravures hors texte d'après des documents anciens et modernes et une carte). — Charmante petite collection dont nous annonçons les premiers volumes parus : *Comment Paris s'est formé*, par Marcel POETE ; *le Paris des Romains*, par Camille JULLIAN ; *Saint-Germain-des-Prés et la Coupole* [de l'Institut], par G. LACOUR-GAYET ; *le Vieux Montmartre*, par Georges MONTORGUEIL ; *l'Île Saint-Louis et l'Arsenal*, par Fr. FUNCK-BRENTANO ; *les Anciens boulevards*, par Paul GINISTY.

— J. DE LA MARTINIÈRE. *Le Parlement de Bretagne sous les rois de France, 1491-1554* (57 p. ; extrait des *Annales de Bretagne*, t. XXXVI et XXXVII). — Dans cette excellente étude, M. de La Martinière montre que Charles VIII ne maintint que pour la forme la souveraineté du Parlement de Bretagne, que toutes ses faveurs allaient au Conseil et chancellerie de Bretagne. De là, entre les deux corps, une longue lutte, qui, après bien des vicissitudes, se termina en 1554 par la victoire du Parlement de Bretagne, malgré l'opposition du Parlement de Paris ; il finit par obtenir le droit de juger en dernier ressort tous les procès s'élevant sur le territoire de l'ancien duché et jouit, par conséquent, d'une indépendance qu'il n'avait jamais connue avant l'annexion du duché. L'auteur montre que le Parlement n'aurait pas triomphé sans l'intervention persévérante et habile des États de Bretagne, dont les remontrances, de plus en plus pressantes, en imposèrent au pouvoir royal, surtout lorsque celui-ci eut besoin de leurs secours financiers. Les gouverneurs appuyèrent ces réclamations, qu'ils trouvaient justes et qu'il leur semblait habile de satisfaire.

H. S.

— A. BOURDEAULT. *Autour d'Albert Le Grand et du dieu Volianus*, 37 p. (extrait des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, année 1925). — Spirituelle description du milieu érudit de Nantes, sous le règne de Louis XIII. L'auteur nous fait connaître avec un réel talent quelques-uns de ces érudits : Padioleau de Launay, Pierre Biré de La Doucinère, Pierre Berthault et, au premier rang, le célèbre Albert Le Grand, l'auteur de la *Vie des Saints bretons*. Il montre toute la naïveté, l'étonnante crédulité de ce moine franciscain, qui, sans le moindre sens critique, fait un sort aux légendes les plus invraisemblables. Il n'y a pas de plus mauvais historien ; mais, par le charme de son style et la fraîcheur de son imagination, il est digne de son immense succès ; il a eu le mérite de révéler le premier les légendes bretonnes. La plupart des « académiciens » nantais étaient d'ailleurs presque aussi dépourvus d'esprit scientifique, à l'exception de Padioleau et de Pierre Berthault, qui, dans un autre milieu, seraient peut-être devenus de vrais savants. Bien curieuse, l'interprétation d'une inscription antique dédiée à *Volkanus* (*Vulcain*), nom que, par suite d'un accident arrivé au *k*, on a lu *Volianus*, ce qui donna lieu aux hypothèses les plus fantaisistes. H. S.

— La neuvième série des *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, publiés par M. Julien HAYEM (Paris, Hachette, 1925, in-8°, VII-344 p. ; prix : 30 fr.), est consacrée, pour la plus grande part (270 p.), à des études de M. Henri SÉE sur le commerce maritime de la Bretagne au XVIII^e siècle. Le gros morceau est un dépouillement des papiers d'une maison d'exportation et de commission de Saint-Malo, les Magon de La Balue, papiers dont M. Lesort, qui les a fait entrer en 1910 aux archives d'Ille-et-Vilaine, et M. Sée lui-même avaient déjà signalé l'exceptionnelle importance. Ils nous renseignent surtout sur le commerce des toiles de Bretagne (et d'autres parties de la France) à destination de Cadix et des Indes espagnoles. On y trouvera de précieux détails sur la constitution des sociétés commerciales, notamment des sociétés temporaires, où les gens de robe, en particulier, engageaient leurs capitaux. On en pourrait extraire, en serrant les textes d'un peu plus près et avec une technique plus précise, des données précieuses sur l'histoire des changes (changes sur l'Espagne et surtout sur la Hollande, dont le papier joue alors le rôle que jouait au début du XX^e siècle le chèque sur Londres), sur le rôle de la hausse des changes et de l'inflation comme stimulant de l'exportation. On trouvera, dans un des documents reproduits par M. Sée (cahier de doléances des marins de Lanriec), un des plus anciens emplois du mot « capitaliste » dans le sens où nous l'entendons. — L'histoire de Saint-Malo, après 1750, est l'histoire d'une irrémédiable décadence, et la maison Magon était bien affaiblie lorsqu'elle fut emportée par la tourmente révolutionnaire. — D'autres papiers commerciaux, ceux de François Guilloton, sieur de Kerver, ont permis à M. Sée de tracer une esquisse de l'histoire du port de Morlaix. — Le volume s'achève par un rapport de M. Hayem sur certaines professions modernes. H. Ha.

— H. BOURDE DE LA ROGERIE. *Les voyageurs en Bretagne. Le voyage de Mignot de Montigny en Bretagne, en 1752*, 77 p. (extrait des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, année 1925). — Mignot de Montigny, trésorier de France, membre de l'Académie des sciences, chargé souvent de missions par le directeur du Commerce, Trudaine, fit sans doute son voyage de 1752 pour mener une enquête sur les industries de la Bretagne. Son Journal, dont le manuscrit est

conservé à la bibliothèque Mazarine (n° 2840), et que M. Bourde de La Rogerie a eu l'heureuse idée de publier, présente un réel intérêt : on y trouvera des renseignements précis sur les principaux ports bretons (Nantes, Lorient, Brest, Morlaix, Saint-Malo), sur leur organisation et leur mouvement commercial, et aussi des données précieuses sur la technique des mines de charbon de Montrelais, des mines de plomb argentifère de Poullaouen et de Huelgoat ; l'industrie de la toile, si importante à cette époque en Bretagne, attire aussi l'attention du voyageur. Mais celui-ci, qui peste souvent contre les mauvaises routes, n'est sensible ni à la beauté des sites, ni aux mœurs si originales des habitants. Dans son excellente introduction, M. Bourde de La Rogerie énumère et caractérise les divers ouvrages ou livres de voyages consacrés à la Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles. C'est à Cambry, à son *Voyage dans le Finistère*, que remonte la lignée des admirateurs du pays breton, si abondants au XIX^e siècle. M. Bourde de La Rogerie remarque très justement que leurs prédécesseurs, moins pittoresques, ont des impressions plus personnelles, car ils ne suivent aucun cliché « livresque » ; le type du Breton mélancolique et idéaliste n'était pas encore fixé.

H. S.

— LÉON VIGNOLS. *L'ancien concept du monopole et la contrebande universelle : le « commerce interlope » français à la mer du Sud au début du XVIII^e siècle*, 61 p. (*Revue d'histoire économique*, année 1921, fasc. 3). — La contrebande française, et surtout malouine, sur la côte du Pacifique avait été bien étudiée dans l'excellent volume de Dahlgren (*Les relations maritimes et commerciales de la France avec les côtes du Pacifique*), mais elles s'y présentaient très dispersées. M. Vignols rend donc un grand service en les groupant et en les éclairant par des documents inédits, notamment par des « rapports de mer », qu'il a trouvés aux archives de la Marine de Saint-Servan. Il nous fournit des précisions, qu'on chercherait vainement ailleurs, sur le taux des bénéfices du commerce « interlope », sur les procédés de ce trafic, sur la corruption des fonctionnaires espagnols, qui percevaient un honorable tant pour cent sur la fraude. M. Vignols expose aussi les conséquences sociales et politiques de cette énorme contrebande, qui alimenta le trésor royal, ruiné par les guerres de Louis XIV ; il fournit de nombreux renseignements sur la constitution des équipages envoyés à la mer du Sud, sur les effectifs, très considérables, des navires, sur le caractère, souvent fruste et grossier, des matelots, les rivalités des membres des états-majors, les bénéfices que ceux-ci réalisaient par la vente de leurs « pacotilles ». On trouvera là une foule de traits véritables, et même réalistes, qu'on chercherait en vain dans les documents officiels. M. Vignols, qui connaît admirablement l'histoire maritime et coloniale de l'époque, a exposé tous ces faits d'une façon très vivante, et avec une verve dont les érudits ne sont pas toujours coutumiers. — Le commerce interlope français dans les mers du Sud cesse presque complètement à partir de 1724, au grand profit de nos rivaux (Hollandais et Anglais), le gouvernement français ayant dû faire droit aux réclamations de la cour de Madrid, qui se produisirent notamment en 1722 ; c'est ce que montrent des documents intéressants publiés par L. Vignols et H. Sée, sous le titre de *La fin du commerce interlope dans l'Amérique espagnole* (même revue, même année ; et à part, chez Marcel Rivière, 14 p.).

H. S.

— JEAN SAVINA. *Nos vieux grands chemins et la corvée en Cornouaille et en Léon à la fin de l'ancien régime* (Quimper, Bargain, 1925, 36 p., avec une carte). — Étude précise, qui complète heureusement le travail de J. Letaconnoux sur la corvée en

Bretagne. On y trouvera une description détaillée des routes et chemins, ainsi que des données intéressantes sur le poids de la corvée. L'auteur conclut que, si l'institution était mauvaise, l'administration montra un louable souci d'équité dans la répartition des tâches qu'elle imposait aux habitants. H. S.

— Albert LE BAIL. *L'agriculture dans un département français : le Finistère agricole* (Angers, Société française d'imprimerie, 1925, 1 vol. in-8°, xii-339 p. Thèse de doctorat en droit). — Étude qui intéressera les historiens comme les économistes, car l'auteur a eu le soin, pour chacune des questions qu'il étudiait, d'en décrire l'évolution historique, surtout pour la période postérieure à la Révolution. Il fournit des renseignements très intéressants sur le régime de la propriété et de l'exploitation rurale ; il montre que c'est la propriété et l'exploitation moyennes qui tendent à prédominer, excepté dans la zone côtière, pays de petite propriété. Le domaine congéable est en voie de disparition. Malgré un très grand accroissement des salaires, il y a une crise grave de la main-d'œuvre, car l'émigration est de plus en plus considérable. De bons chapitres sont consacrés à la production agricole, à la culture des céréales, à la culture maraîchère, de plus en plus florissante, aux prairies, à l'élevage, qui tient une place très considérable dans l'économie rurale de la Basse-Bretagne. Cette région, autrefois si arriérée, a réalisé des progrès étonnants, qu'ont encore accentués les effets de la guerre, et surtout la hausse des prix. Il ne manque à cette partie de la Bretagne qu'une pratique plus étendue de l'association (syndicats et coopératives) et une organisation plus large du crédit agricole, pour laquelle l'assistance de l'État est indispensable. H. S.

— L. GALLOUÉDEC. *Le Maine* (Hachette, 1925, 265 p. ; prix : 12 fr. 50 ; « Histoire et géographie régionales de la France »). — Après la Bretagne, M. Gallouédec fait l'histoire de sa petite patrie, le Maine. Ce nouvel ouvrage se lit avec autant de plaisir et de fruit que le premier. La documentation sobre et choisie, l'illustration soignée le recommandent d'une façon toute particulière à l'attention. Ch. B.

— *Archives historiques du département de la Gironde*. T. LV, 1923-1924 (Paris, Alph. Picard ; Bordeaux, Feret et fils, in-4°, 146 p.). — Dans ce volume, on doit signaler quatorze pièces sur Monluc publiées par M. Paul COURTEAULT ; une Chronique bordelaise rédigée de 1735 à 1759 par un jésuite bordelais, où sont transcrits des comptes intéressant les personnes et les biens de la Compagnie de Jésus ; une trentaine d'actes copiés par M. Marcel GOURON au P. Record Office et relatifs à la Guyenne anglaise. On regrettera que les copies livrées par lui soient déparées par de trop nombreuses fautes de lecture, d'interprétation ou d'impression. Il ne s'est pas avisé que le n° 3 avait déjà été imprimé, en tout ou en partie, deux fois par M. Ch.-V. Langlois (*Revue historique*, t. XL), et dans les *Rôles gascons* (t. III, p. cxvi et suiv.). On s'étonne enfin que le n° 30 soit daté du 8 octobre 1409, le texte portant « anno regni regis Henrici sexti (en toutes lettres) post conquestum xi^o », qui correspond à l'année 1433, si du moins c'est bien de Henri VI qu'il s'agit.

— Dom Réginald BIRON, O. S. B. *Précis de l'histoire religieuse des anciens diocèses de Bordeaux et de Bazas* (Bordeaux, libr. des Bons-Livres, 1925, in-8°, 178 p.). — Cet utile répertoire serait peut-être mieux intitulé : *Précis de géographie historique*, car il indique la circonscription des diocèses et les divisions administratives, les chapitres, séminaires, collèges, écoles, abbayes, communautés d'hommes et de femmes, paroisses avec leurs hôpitaux et leurs confréries. Au hasard de ses longs

dépouillements, l'auteur indique « Quelques faits à retenir » sur ces localités, et aussi « Quelques faits plus généraux de l'histoire » des deux diocèses. Deux cartes, l'une pour Bordeaux, l'autre pour Bazas, accompagnent cette compilation destinée à être souvent consultée et à rendre des services.

Ch. B.

— *Archives de Tarn-et-Garonne. Répertoire numérique de la série « État civil » et des registres d'état civil conservés aux archives communales*, dressé par B. FAUCHER (Montauban, impr. Barrier, 1925, in-4°, xviii-28 p.). — L'auteur de ce répertoire examine dans l'introduction la législation relative au dépôt judiciaire des registres de catholicité et des registres protestants et leur centralisation aux archives départementales depuis 1808. En appendice, une liste par sénéchaussées des 418 paroisses mentionnées dans le répertoire et une liste par diocèses des 418 communes (ces deux listes ne sont pas superposables) ; un répertoire des registres protestants classés par catégories chronologiques, etc.

— André ALLIX. *Les foires, étude géographique*, 43 p. (extrait de la *Géographie*, 1923) ; *Le trafic en Dauphiné à la fin du moyen âge*, 46 p. (extrait de la *Revue de géographie alpine*, 1923). — La première de ces études est un travail de géographie humaine, mais qui intéresse aussi l'histoire, d'autant plus que l'auteur est très au courant des ouvrages qui ont été consacrés à l'histoire des foires. Il montre bien que les foires de marchandises correspondent à un certain stade du développement économique et de la civilisation ; maintenant, dans l'Europe occidentale et centrale, les foires se sont restreintes aux transactions sur les denrées agricoles et surtout sur le bétail. M. Allix prouve aussi que les foires, contrairement à ce qui se passe pour les marchés, sont, en quelque sorte, « extérieures » à la ville où elles se tiennent ; aussi des foires de première importance — telle la foire de Beaucaire — se sont tenues dans de petites villes. Tout ce mémoire nous semble se recommander autant par la netteté de l'exposition que par la fermeté de la pensée.

La seconde étude porte pour sous-titre « esquisse rétrospective de géographie économique ». En somme, c'est de l'histoire, et puisée à de bonnes sources, en majeure partie inédites. Il est vrai que l'auteur insiste beaucoup sur les conditions géographiques, et notamment sur les routes. Le trafic du Dauphiné était important, à la fin du moyen âge, surtout à cause de la navigation du Rhône, que l'auteur décrit avec précision, et aussi par suite des échanges qui s'opéraient entre l'Italie et la France. Cependant, ce n'est pas encore « la grande circulation commerciale, régulière, permanente », à laquelle nous sommes habitués depuis l'apparition des chemins de fer ; elle n'est qu'intermittente, ce qui explique l'importance des foires périodiques.

H. S.

— B. COMBES DE PATRIS. *En Rouergue. 1^{re} série : Pages de critique et d'histoire* (Rodez, Carrère, 1925, in-16, 344 p.). — Le Rouergue est une des provinces françaises sur lesquelles on a le plus écrit, et depuis une quinzaine d'années les *Archives historiques du Rouergue* s'efforcent de nous donner les documents sans lesquels il est impossible de faire une œuvre sérieuse. De ces publications, dont quelques-unes sont de grande valeur, M. Combes de Patris a voulu extraire ce qui intéresse davantage l'histoire générale ; les pages qu'il a écrites sur le *Cartulaire de l'abbaye de Silvanès*, sur les *Mémoires d'un calviniste de Millau* et sur le vieux Rodez sont parmi les meilleures. Elles constituent d'excellentes mises au point de problèmes qui n'intéressent pas seulement l'histoire régionale ; ce sont des chapitres d'une exposition claire et d'une langue élégante. Il faut y ajouter

ceux qui regardent la vie contemporaine du Rouergue; M. Combes de Patris connaît admirablement son pays et ceux qui l'honorent; il sait en parler avec éloquence et justesse; le peintre-graveur Eugène Viala et le charmant poète et conteur dialectal, l'abbé Besson, ont trouvé en lui un biographe qui a su comprendre la forte saveur languedocienne de leur œuvre.

J. ALAZARD.

Grande-Bretagne. — J. H. HEWLETT. *Offa's dyke* (Londres, Simpkin, Marshall, Hamilton et Kent, 32 p., sans date). — L'auteur suit sur la carte et sur le terrain la direction de cette tranchée que le roi de Mercie Offa fit creuser pour arrêter les incursions galloises, de Chepstow vers Flint; une carte, des photographies prises sur certains points apparents du parcours, aucune référence.

Ch. B.

— Robert Fitzgibbon YOUNG. *A Bohemian philosopher at Oxford in the 17th century. George Ritschel of Deutschkahn, 1616-1683* (Published by the School of Slavonic studies, in the University of London [1925], 24 p.; prix : 2 s.). — Cette étude, très soigneusement documentée, ajoute encore à ce que l'auteur nous avait appris dans son article « Bohemian Scholars at the English Universities » (*English Historical Review*, janvier 1923) et complète heureusement l'esquisse que donnait de Ritschel, en 1896, le *Dictionary of National Biography*. Après de longues études à l'Université, déjà célèbre, de Strasbourg, du Strasbourg luthérien du XVII^e siècle, Ritschel renonça à retourner en Bohême, dans un pays où sévissait la réaction impériale; il s'en alla à Oxford, où il fut bien reçu; et c'est dans la « conformité » anglicane qu'il passa tout le reste de sa vie. Son traité de philosophie, *Contemplationes Metaphysicae* (Oxford, 1648; Francfort, 1680), est d'un aristotélisme tranquille qui ignore Descartes. Sa *Dissertatio de Caerimoniis Ecclesiae Anglicanae* (1661) vint fort habilement défendre, au début de la Restauration, les usages de l'Eglise établie contre les dissidents de tous ordres. On voit combien est curieuse la carrière de ce peu révolutionnaire réfugié.

A. KOSZUL.

— *Journal of the Commissioners for trade and plantations*. Vol. I, 1704-1708, 1920; vol. II et III, 1709-1718, 1924 et 1925 (Londres, H. M's Stationery office, in-8°, vi-641, v-680 et iv-488 p.; prix : 15 sh., 2 l. 2 s. 6 d. et 1 l. 12 s. 6 d.). — Voici une nouvelle série qui s'ouvre dans la liste déjà si considérable des « Record publications »; elle a pour but de faire connaître les archives du Bureau du commerce et des colonies; vingt-trois volumes déjà parus contiennent l'inventaire des documents relatifs aux rapports commerciaux de la Grande-Bretagne avec ses colonies, de 1574 à 1708. A partir du tome XXIV, la série concernant l'Extrême-Orient sera continuée par l'India Office. Dans les trois volumes que nous annonçons sont analysés les « Journaux » tenus (avec de regrettables lacunes) par les « Commissioners for promoting the trade of this Kingdom, and for inspecting and improving H. M's plantations in America and elsewhere ». Les dates 1704-1718 dans lesquelles sont renfermés les trois volumes suffisent pour montrer le grand intérêt que les historiens français y trouveront, car c'est l'époque où la rivalité maritime entre la France et la Grande-Bretagne était arrivée au point décisif, avant et après le traité d'Utrecht. Le sort du Canada était l'enjeu principal de la lutte dans l'Amérique du Nord, et la France était à la veille de perdre la partie. Le travail d'inventaire sera poursuivi jusqu'à l'année 1782, où fut dissous le Bureau du commerce.

Ch. B.

— Hubert HALL. *List and Index of the publications of the Royal historical Society*

1871-1924, and of the *Camden society*, 1840-1897 (Londres, Offices of the Society, 1925, xvii-110 p.). — Après une courte préface où M. Hall retrace brièvement l'histoire des deux sociétés, la *Royal* et la *Camden*, avant et depuis leur fusion en 1897, ce volume comprend : 1^o l'énumération des seize volumes publiés par la *Royal*; 2^o la liste et l'analyse des mémoires insérés dans les trois séries de ses *Transactions* depuis 1871; 3^o la liste des volumes de documents édités par la *Camden* depuis 1840. Une indispensable table alphabétique des noms d'auteurs et des titres permet de retrouver aisément ce qu'il faut savoir de l'activité scientifique déployée par ces deux sociétés. Nouveau et très appréciable service rendu à nos études par l'infatigable « Director » de la R. historical Society.

Ch. B.

— George Pratt INSH. *Scottish colonial schemes*, 1620-1686 (Glasgow, Maclehose et Co, 1923, 1 vol. in-8°, 279 p.; prix : 12 sh. 6 d.). — Cet ouvrage nous apporte de précieux renseignements sur les tentatives de colonisation faites par des Écossais en Amérique au cours du xvii^e siècle. Plus tardives que celles des Anglais, elles furent aussi moins heureuses. Au commencement du siècle, sous la direction de William Alexander, comte de Stirling, des Écossais tentent de s'établir dans la « Nouvelle-Écosse », c'est-à-dire en Acadie, où ils se heurtent aux Français; aussi leur établissement de Port-Royal fut-il rendu, au bout de trois ans, à la France, en 1632. L'entreprise tentée à New-Galloway (Cap Breton) ne fut pas plus heureuse pour les mêmes raisons. — Sous la domination de Cromwell et pendant la Restauration, nombre de convenantaires et de presbytériens furent déportés dans les colonies anglaises de l'Amérique; au nombre des colons écossais, on compte aussi des marchands, mais qui furent rarement accueillis avec bienveillance par les colons anglais. Cependant, l'établissement des Écossais dans le New-Jersey Oriental (1684) devint prospère. L'auteur montre le rôle joué à cette occasion par John Scot of Pitlochrie; pour attirer de nouveaux colons, il fit imprimer des lettres de planteurs écossais, qui se louent fort du sol et du climat. Reproduites en appendice par M. Insh, elles donnent des renseignements précis, concrets, sur la vie des colons. L'établissement de Port-Royal, dans la Caroline du Sud, qui fut tenté au même moment, ne tarda pas à échouer : en 1686, Port-Royal fut détruit par des soldats espagnols et par les Indiens qui s'étaient joints à eux.

H. S.

— MEDLEY (Dudley Julius). *A Students' Manual of english constitutional history*, 6^e édit. (Oxford, Basil Blackwell, 1925, xxiv-688 p.; prix : 21 s.). — Cette sixième édition d'un ouvrage qui a été fort bien accueilli à son début (1894; cf. *Rev. histor.*, t. LVII, p. 165) a été assez fortement remaniée et augmentée d'une cinquantaine de pages; des titres nouveaux et plus significatifs ont été donnés aux chapitres I, III et VI. Tout ce qui se rapporte au Conseil du roi, à la Garde-robe, au Cabinet, à la Chambre des Communes a été mis au courant des recherches les plus récentes. C'est toujours le meilleur ouvrage qui contienne le développement des institutions anglaises depuis les origines jusqu'à nos jours. On ne saurait trop le recommander aux étudiants, comme aux maîtres.

Ch. B.

— Sous le titre général « Cathedrals, abbeys and famous churches », collection dirigée par M. Gordon Home, la librairie Dent publie une série de petits volumes à très bon marché (2 s. 6 d. chacun). Nous avons reçu les suivantes : *Winchester and Salisbury*, par Edward Foord (cathédrale et hôpital de Sainte-Croix à Winchester; histoire du diocèse de Salisbury, de sa cathédrale et de l'église de Saint-Thomas

de Cantorbéry à Salisburi) ; — *Westminster abbey*, par Béatrice HOME (abbaye et maison du chapitre avec ses services intérieurs ; église paroissiale de Lambeth, la vieille église de Chelsea, à Londres, et la chapelle Saint-Georges à Windsor) ; — *Worcester, Malvern and Birmingham*, par J. PENDRELL-BRODHURST ; — *Bristol, Bath and Malmesbury*, par Gordon HOME et Edward FOORD (avec quelques détails sur Bradford-on-Avon). Ces petits volumes, bien illustrés, intéressent tout d'abord les archéologues, puis aussi les historiens, ne serait-ce que par les tableaux chronologiques de la fin. Ch. B.

— Robert FAWTIER. *Hand-list of charters, deeds and similar documents in the possession of the John Rylands library*. I (Manchester, The University Press, 1925, 159 p. ; prix : 2 s. 6 d.). — Cet inventaire a déjà paru dans les Bulletins de la « John Rylands library » et nous l'avons mentionné dans l'analyse que nous avons donnée du Bulletin. C'est donc un tirage à part des « Documents dont la provenance a été certifiée », mais avec un index qui en facilite singulièrement l'emploi. Rappelons seulement que quelques-uns des actes les plus importants (plusieurs bulles pontificales) ont été reproduits *in extenso*.

— Henry GUPPY. *Catalogue of an exhibition illustrating the history of the transmission of the Bible* (Manchester, The University Press, 1925, xii-133 p. ; prix : 18 d.). — M. Guppy, directeur de la belle bibliothèque de John Rylands, a été le principal promoteur des mesures prises pour célébrer le 25^e anniversaire de sa fondation (cf. *Rev. histor.*, t. CXLVIII, p. 130). Dans le « Bulletin » de la bibliothèque, il a publié une étude sur *William Tindale and the earlier translations of the Bible into English*, dont il vient de paraître un tirage à part avec quelques additions (*Ibid.*, 50 p. et 12 fac-similés ; prix : 18 d.). Fidèle à la mémoire du fondateur, qui s'était tout d'abord appliqué à former pour sa jouissance personnelle une collection d'éditions de la Bible, il a dressé le *Catalogue* dont le titre a été donné plus haut ; on y trouvera toutes les éditions parues depuis Tindale (1525) jusqu'en 1925. — Ch. B.

— GARDNER (Samuel). *A guide to the gothic architecture, illustrated by numerous drawings and photographs* (Cambridge, at the University Press, 1925, in-4^o, xii-222 p. ; prix : 16 s.). — Ceci est une seconde édition d'un ouvrage que nous avons déjà signalé (t. CXXI, p. 114) ; l'auteur a seulement corrigé quelques erreurs de détail et modifié une des nombreuses illustrations qui donnent au volume tant de valeur artistique et documentaire. Ch. B.

Italie. — On a célébré par une importante publication les rapports de Dante et de la Ligurie (*Dante e la Liguria*. Milano, Treves, 1925, in-8^o, viii-444 p. ; prix : 50 l.). Parmi les études qui s'y trouvent, on notera en particulier : E.-G. PARODI, *Dante e il dialetto Genovese* ; P. REVELLI, *La Liguria nell' opera del Dante* ; A. FERRETTA, *Personaggi della Divina Commedia a Genova e nel Genovese* ; F.-L. MANNUCCI, *L'ideale politico del Dante e il verbo di Mazzini* ; O. GROSSO, *Dante nell' arte ligure* ; L. VALLE, *Frammenti di manoscritti della Divina Commedia nella biblioteca della Società economica e nei archivi notarili di Chiavari* ; *Id.*, *Il manoscritto Baratta* ; F.-L. MANNUCCI, *I manoscritti Durazzo della Divina Commedia* ; L. VALLE, *Bibliografia*. G. BN.

— La « Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia » a publié en 1924 deux volumes de *Mistellanea di storia italiana*. Le t. II (Torino, Bocca, 1924, in-18, xiii-516 p.) contient, en particulier, les travaux

suivants : L. EINAUDI, Appunti per la storia politica e amministrativa di Dogliani per F. Fracchia ; E. PANDIANI, L'espulsione degli Austriaci di Genova nel 1746 ; A. PINO-BRANCA, I statuti degli Gremi, artigiani d'Alghero. — Le t. LII (638 p.) groupe deux importantes études : S. PUGLIESE, Condizioni economiche e finanziarie della Lombardia nella prima metà del XVIII^e secolo ; A.-G. CANINA, Le finanze del Piemonte nella seconda metà del XVI^e secolo. — Nous avons plaisir à souligner l'activité scientifique de cette Commission, particulièrement en matière d'histoire économique et sociale.

G. BN.

Pays-Bas. — J. G. VAN DILLEN. *Het economisch karakter der middeleeuwse stad. I : De theorie der gesloten stad-huishouding* (Amsterdam, A. Kruyt, 1914, in-4^e, 224 p.). — Dans cet ouvrage, que les événements ont empêché de parvenir en son temps à la *Revue historique*, M. van Dillen s'est proposé d'examiner d'une façon critique les théories que l'on a édifiées, surtout en Allemagne, sur l'économie urbaine du moyen âge. Ainsi Bücher a prétendu démontrer, principalement dans *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, qu'au moyen âge l'économie urbaine se suffit presque entièrement à elle-même, qu'elle est fermée (*geschlossen*). De nombreux documents ont permis à M. van Dillen de rectifier cette théorie. Son étude porte, d'abord, sur les pays étrangers, puis sur les Pays-Bas du Nord. Cette seconde partie est spécialement neuve et instructive. Les Pays-Bas du Nord, même en plein moyen âge, doivent faire venir de l'extérieur, et souvent de fort loin, les grains, les bois, les matières premières nécessaires aux industries textiles, le sel, les métaux, les épices, les vins, et même de nombreux produits industriels. Les commerçants, petits et grands, jouent un grand rôle dans les villes des Pays-Bas ; la ville ne se restreint pas aux échanges avec la campagne environnante ; elle a souvent des relations avec les marchés lointains. Ces conclusions concordent avec celles de M. Henri Pirenne.

On félicitera l'auteur d'avoir regardé beaucoup hors de son pays, mais ce sont surtout les pays germaniques qu'il a étudiés ; l'histoire économique de la France et des pays de la Méditerranée lui est moins familière. Un emploi plus étendu de la méthode comparative lui eût fait voir plus nettement encore que les Pays-Bas du Nord se trouvent, au point de vue économique, dans une situation particulière ; produisant peu de céréales, peu de bois, ils doivent faire venir du dehors les métaux, même la laine, ainsi que les blés de la Baltique. Bientôt le commerce des blés prendra un caractère mondial ; le même phénomène pour les épices. Leurs exportations sont bien moins considérables (le principal article est le poisson). Ainsi, les marins des Pays-Bas du Nord seront incités à faire, en grand, le commerce de commission, et la Hollande deviendra, au XVII^e siècle, la première puissance commerciale de l'Europe. — En un mot, l'excellent travail de M. van Dillen non seulement nous fait mieux comprendre l'évolution économique de la Hollande, mais constitue une importante contribution à l'étude de l'histoire urbaine du moyen âge.

Henri SÉE.

Pologne. — Comte Renaud PRZEZDZIECKI. *Varsovie* (Varsovie, Biblioteka Polska, 1925, in-8^e, 388 p., 170 gravures). — Un compte-rendu de cet ouvrage, capital pour l'histoire de Varsovie et de sa physionomie artistique, était déjà imprimé et devait paraître à cette place dans la présente livraison, quand nous l'avons vu presque textuellement reproduit dans le *Mercure de France* (1926, 1^{er} janvier, p. 275) ; nous ne pouvons qu'y renvoyer le lecteur.

Histoire de l'art. — Paul COLIN. *Van Gogh* (Paris, Rieder, 1925, collection « Les Maîtres de l'art moderne » ; prix : 12 fr.). — La collection « Les Maîtres de l'art moderne » est une des plus utiles et des mieux conçues qui se publient actuellement : les illustrations sont nombreuses et en général heureusement choisies ; plusieurs volumes sont de bonne vulgarisation : celui de M. Jacques-Émile Blanche sur Manet est même mieux que de la vulgarisation, et beaucoup de ses vues pénétrantes sur le grand maître du XIX^e siècle sont à retenir. Dans le livre de M. Paul Colin revivent l'étrange figure et l'existence dramatique de Vincent Van Gogh. Une exposition qui eut lieu, il y a quelques mois, à la galerie Marcel Bernheim a encore accru, si c'était possible, le prestige de cet « isolé » qui sut pousser l'impressionnisme jusqu'à ses dernières conséquences, sans défaillir. M. Colin nous peint avec éclat le vagabondage intellectuel de Van Gogh, son besoin d'aventures durant les années de jeunesse, « ces années de travail et de détresse morale » que les biographes du peintre hollandais ont bien à tort l'habitude de négliger ; car sans elles son génie ne peut être compris. Suivre Van Gogh dans le labyrinthe de ses aspirations, le voir dévorer les livres les plus divers, et parfois les plus propres à lui déranger le cerveau, c'est bien certainement le meilleur moyen de saisir les causes du déséquilibre d'une vie qui fut souvent celle d'un halluciné. Le portrait que nous donne ainsi M. Colin est peut-être le plus vrai, ou, si l'on veut, le plus vraisemblable que nous ayons. Bien des légendes, qui encombre le volume de Théodore Duret et lui donnent l'allure d'un roman, sont impitoyablement exécutées par son nouveau biographe. C'est un grand mérite d'avoir rendu son vrai visage à l'étrange ami de Gauguin, celui dont le génie côtoya si souvent la folie, qui devint le poète des cyprès de Provence, le portraitiste du « paysan au large chapeau » et un extraordinaire peintre de natures mortes.

Jean ALAZARD.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE.

Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances. 1925, juin-août. — R. CAGNAT. Nouvelles inscriptions de Syrie. — BALANOS. Le redressement de la colonnade nord du Parthénon (ce travail est entrepris actuellement avec le soin le plus scrupuleux). — Ch.-V. LANGLOIS. Note sur des manuscrits orientaux de la Bibliothèque de Leningrad (cette bibliothèque, enrichie de manuscrits provenant de collections privées qui sont devenus biens d'État, contient plusieurs livres d'heures d'origine française qui intéressent l'histoire de la miniature). — René DUSSAUD. L'archéologie syrienne au printemps de 1925. — E. POTTIER. Rapport sur les travaux de l'Union académique internationale, 11-13 mai 1925.

Annales historiques de la Révolution française. 1925, septembre-octobre. — Albert MATHIEZ. La Révolution et les subsistances ; la répression de l'Hébertisme, ventôse an II. — Raymond-N. KERSHAW. L'esprit public dans l'Ouest, du 20 juin au 10 août 1790 ; suite et fin. — Louis JACOB. Arras et l'Artois au moment de la trahison de Dumouriez. — Jean GIRARDOT. Robespierre le Jeune à Lure, 19-22 pluviôse an II. — Albert MATHIEZ. La vie de Héron racontée par lui-même (Héron, un des principaux agents du Comité de Sûreté générale, une des victimes de la réaction thermidorienne. Publie le mémoire apologétique qu'il écrivit en prison). — Deux circulaires du Comité de Sûreté générale en l'an III.

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1925, juillet-septembre. — G. MERCIER. La maison de Calvairac ; suite : 1638-1689. — J. PANNIER. Études historiques sur les églises réformées de Picardie. Laon et Crépy. I : jusqu'à l'Édit de Nantes (1^o origines de la Réforme dans le Laonnais ; 2^o sous le régime de l'Édit, 1598-1685 ; 3^o préludes de la Révocation ; 4^o après la Révocation). — R. RITTER. Lettres de Catherine de Bourbon, princesse de Navarre, duchesse de Bar ; suite et fin : 1587-1589. — E. MORIN. Procès-verbal du prêche de Saint-Lô, 16 juin 1686 (c'est le procès-verbal de l'inventaire fait en vue de la démolition du « Presche », ou Temple, dont on donne le plan). — Baronne DE CHARNISAY. Les chiffres de M. l'abbé Rouquette ; étude sur les fugitifs du Languedoc. — N. WEISS. Jean Goujon à Rouen. Le médaillon de la fontaine Saint-Maclou, 1540-1542 (avec un portrait du sculpteur tiré de l'« Album amicorum » de Barnabas Pomer). — L. BASTIDE. Les biens d'Isaac de Lédrier ; épisode de l'histoire de l'église de Lapa-rade (Lédrier mourut en 1720 à Rotterdam ; ses biens, situés dans la juridiction de Clairac, furent confisqués, puis mis en vente en 1763-1764. Un notaire royal, Simon Grenier, fabriqua des faux pour s'en emparer ; grâce à ses protections, il put échapper à la punition de son crime).

Bulletin de la Société d'histoire moderne. 1925, novembre. — Léon VIGNOLS. La

course maritime ; ses conséquences militaires, économiques, sociales et internationales (surtout à la fin du XVIII^e siècle). — LÉON CAHEN. Les rapports intellectuels de la Toscane et de la France au XVIII^e siècle. — Thèses soutenues dans les Universités belges depuis 1919.

Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient. Tome XXIV, nos 3-4, juillet-décembre 1924 (Hanoï, 1925 ; prix : 30 fr.). — H. PARMENTIER. Notes d'archéologie indo-chinoise. — Georges Cœdès. Études cambodgiennes ; suite : 17. L'épigraphie du temple de Phimai ; 18. L'extension du Cambodge vers le Sud-Ouest au VII^e siècle de notre ère (nouvelles inscriptions de Chantaboun, au temps des rois khmers). — George Groslier. Amarendrapura dans Amoghapura (où Jayavarman II, 802-869, fonda l'une des capitales de l'empire khmér). — Henri Roux. Deux tribus de la région de Phongsaly, Laos septentrional : A-Khas ou Khas Pôs et P'u-Noi (institutions, mœurs, légendes, vocabulaire ; nombreuses illustrations). — V. GOLOUBEV. Mélanges sur le Cambodge ancien. — Étienne PATTE. Le kjökkenmodding néolithique du Bau Tro à Tam-Toa près de Dông-Hói, Annam. — Léonard AUROUSSEAU. Sur le nom de Cochinchine (essai d'abord de localiser avec précision les régions désignées par ce nom à des dates déterminées, puis recherche son étymologie). = Bibliographie (très abondante, notamment en ce qui concerne les périodiques).

Bulletin Du Cange. 1924, 4^e fasc. (paru fin 1925). — G. MAZZINI. Il codice Vaticano, lat. 3313, della grammatica di Prisciano. — C. PLUMMER. Glossary of Du Cange. Addenda et corrigenda. 1^{er} art. — Ant. THOMAS. Un manuscrit inutilisé du *Liber monstrorum* (très minutieuse collation avec l'édition de Haupt. Le *Liber* a été compilé sans doute vers la fin du VII^e siècle ou au début du VIII^e, et chez les Anglo-Saxons). — V. DE ZANCHE. De « sacramentario Leoniano » denuo edendo (notes pour une nouvelle édition de cette remarquable œuvre liturgique, d'après un ms. de la bibliothèque capitulaire de Vérone).

Bulletin hispanique. 1925, octobre-décembre. — C. HIRSCHAUER. Bibliographie des travaux de M. Alfred Morel-Fatio. — NUÑEZ DE ARENAS. Nuevos descubridores de España (Baelen et Henri Guerlin).

Carnet de la Sabretache. 1925, août-novembre. — Capitaine DE COURCY. Mémoire adressé au roi concernant la Compagnie des gardes de la porte, 1789. — Colonel DE VILLENEUVE-BARGEMON. L'expédition d'Alger, 1830. Lettres du lieutenant de Coriolis d'Espinouse (il s'agit du marquis Charles de Coriolis d'Espinouse, né en 1804, lieutenant au 35^e de ligne, qui prit part à l'expédition et fit toute la campagne ; puis il donna sa démission, ne reconnaissant au gouvernement de Louis-Philippe « aucun caractère de légitimité » qui pût justifier à ses yeux le serment qu'il aurait eu à lui prêter. Engagé volontaire comme simple soldat en 1870, il fut tué au combat de Buzenval. Lettres écrites en 1830 à ses parents). — Commandant REVOL. Souvenirs d'un chasseur à pied (Revol, officier sorti du rang, combattit en Afrique ; mort en congé de convalescence le 31 août 1865 ; ses souvenirs intéressent surtout la vie du soldat en campagne).

Le Correspondant. 1925, 10 novembre. — Mgr E. JULIEN. Lavigerie, à l'occasion du centenaire de sa naissance. — P. PISANI. Les premières années de l'Institut catholique de Paris. Souvenirs (sur Mgr d'Hulst, Mgr Duchesne). — Marc HÉLYS. La revision d'un grand procès : Béatrice Cenci (d'après l'ouvrage de Corrado Ricci ; il a

prouvé que Béatrice eut des rapports intimes avec Olimpio Calvetti et qu'elle poussa son amant à tuer son père qui la martyrisait, 1598. Condamnée à mort et exécutée, elle devint rapidement une figure légendaire, transformée par des ennemis de l'Eglise. Son portrait, peint, dit-on, par Guido Reni, et qui est à la galerie Barberini à Rome, représente en réalité une sibylle). — DE LANZAC DE LABORIE. La « Perfide Albion » et la réplique de nos corsaires, d'après deux récentes publications (celle de Marc de Germiny : Les brigandages maritimes de l'Angleterre, et d'Henri Malo : Les derniers corsaires de Dunkerque). — Alexandre MASSERON. Les influences orientales dans la peinture toscane. = 25 novembre. Maurice CAUDEL. Pages de guerre, de politique et d'amour du temps de Napoléon (Flahault, M^e de Souza, l'amiral Keith, Louis Bonaparte, la reine Hortense, Jean Demorny, qui est le futur duc de Morny ; le tout, d'après les ouvrages du comte de Kerry).

La Grande Revue. 1925, novembre. — PACIFICUS. La Société des Nations n'a pas démerité : de Genève à Locarno.

Mercur de France. 1925, 15 novembre. — A. CHABOSEAU. L'histoire dans l'enseignement (ou mieux : comment il faudrait organiser aujourd'hui cet enseignement). — Léon TOLSTOÏ. Fragments inédits du roman « Les Décembristes ». — C.-J. GIGNOUX. L'art d'accommoder le rentier au temps de la Régence (et de Law, « ce calculateur sans égal » qui « a mis la France à l'hôpital »). = 1^{er} décembre. Paul LE COUR. A la recherche d'un monde perdu : l'Atlantide et ses traditions (« le travail de retour à la tradition atlantéenne primitive, détentrice de la science civique et de l'harmonie, peut dès maintenant s'effectuer... L'Hourakan ou l'Aor-Agni de la doctrine atlantéenne symbolise une science esthétique et synthétique supérieure à notre science actuelle, purement rationnelle et analytique... » Ces quelques lignes de la conclusion suffisent pour caractériser le présent mémoire, qui est illustré). = 15 décembre. Henri BACHELIN. Noël et ses coutumes (en France seulement).

Napoléon. 1925, novembre-décembre. — Albert PINGAUD. Le premier royaume d'Italie. II : Le royaume pendant les campagnes de Prusse et de Pologne. — S.-Th. LASCARIS. L'Académie ionienne. Un institut littéraire à Corfou sous la domination française (avec une liste des membres de l'Académie). — Dr Charles BARBAUD. Murat en Corse, 1815 (et poursuites contre ceux qui l'avaient aidé dans cette circonstance). — C. PITOLLET. Le grand état-major allemand à Versailles en 1870-1871 (d'après les notes du général J. von Verdy du Vernois).

Polybiblion. 1925, octobre. — G. MOLLAT. Hagiographie et biographie ecclésiastiques (rend compte de vingt-deux ouvrages). — O. M. B. Ouvrages récents sur la musique et les musiciens (seize annoncés). = Nécrologie : abbé Joseph Tixeront, † 14 septembre 1925 ; comte Eugène Goblet d'Alviella, † 10 septembre ; Ernest Meininger, † 9 septembre ; Francisco A. de Seaza (historien et critique mexicain), † 28 mai ; L.-A. Gasser, † 24 juillet, etc. (ces articles comportent une utile bibliographie).

La Révolution de 1848 et les Révolutions du XIX^e siècle. 1925, septembre. — Marguerite THIBERT. Une apôtre socialiste : Pauline Rolland (fin ; morte en 1852). — Alex. ZEVAËS. Pages inédites de Blanqui, 1848-1852. — Victor FLEURY. L'agitation républicaine en Allemagne avant 1848. I : Les pamphlets de Charles Heinzen. = Octobre. Félix PONTEIL. La crise alimentaire de 1847 dans le Bas-Rhin. —

Victor FLEURY. Les chefs de la révolution badoise en 1848 : Hecker et Struve. — Gabriel VAUTHIER. La misère des ouvriers en 1831 (lettre de Vivien, préfet de police, au ministre de l'Intérieur). — Chanoine UZUREAU. A propos du sacre de Charles X (quelques fragments de lettres). — René-Paul MOTHU. Un banquet patriotique dans le Loiret en 1849.

Revue archéologique. 1925, juillet-septembre. — G. SEURE. Archéologie thrace. Documents inédits ou peu connus. — P. ROUSSEL. Les travaux de l'École française d'Athènes à Delphes et à Délos. — B. HAUSSOULLIER. Observations sur deux inscriptions de Kallatis. — W. DEONNA. Christos Propylaïos ou « Christus hic est » (« Christus hic est » est une formule prophylactique indiquant que le Dieu habite la demeure et qu'il la protège). — G. POISSON. Tantale, roi des Hittites. — J. MOUTIER. Les Stœchades sont-elles nos îles d'Hyères? (Cépet, Giens et Porquerolles constituent l'archipel des « Stœchades » proprement dites; un autre archipel comprend Bagaud, Port-Cros, l'île du Levant). — LEFEBVRE DES NOETTES. La voie romaine et la route moderne. — ESPÉRANDIEU. Trésor d'orfèvrerie antique découvert à Mâcon en 1764. — Georges SEURE. Le Musée national de Sofia. — S. REINACH. Nécrologie : Th. Homolle, Guillaume Froenher (avec bibliographie). — G. BÉNÉDITE. Le temple de Karnak. — Jean CARRÈRE. Les dernières fouilles de Pompéi.

Revue de l'histoire des colonies. 1925, 3^e trimestre. — L'œuvre des amis du Vieux-Huê, 1913-1923. — Paul MARTY. Épisodes de l'histoire du Sénégal. Tentatives de christianisation et de constitution de l'état civil des captifs sénégalais en 1823-1824. — F. CHARLES-ROUX. Le projet français de commerce avec l'Inde par Suez sous le règne de Louis XVI (d'après de nombreux fonds d'archives).

Revue de l'histoire des religions. 1925, janvier-avril. — Fr. CUMONT. La lettre de Claude aux Alexandrins et les actes des Apôtres (rapprochement avec l'acte d'accusation prononcé contre saint Paul à Césarée en l'an 56; il y est dit de Paul qu'il était « une peste qui suscite des troubles chez tous les Juifs de l'univers », et cette expression se retrouve dans la lettre de Claude. La foi nouvelle avait donc déjà pénétré en Syrie et l'on comprend que les autorités romaines aient pris des mesures pour leur interdire l'entrée d'Alexandrie). — E. VASSEL. Le taureau sur les stèles de Carthage. — Ad. LODS. Recherches récentes sur le livre des Psaumes; les idées de M. Mowinkel. — H. GALLERAND. La rédemption dans l'Église latine, d'Augustin à Anselme. — Léon GAUTHIER. El-Hallâdj et le panthéisme (à propos des thèses de M. Massignon sur la passion d'Al-Hosayn-ibn-Mansour-al-Hallâj, martyr mystique de l'Islam, exécuté à Bagdad le 26 mars 922, et Essai sur les origines du lexique technique de la mystique musulmane).

Revue de France. L'échange avec cette Revue ayant été brusquement supprimé, les livraisons n'en pourront plus être analysées dans la *Revue historique*.

Revue de Paris. 1925, 15 octobre. — Bernard SHAW. Préface de sainte Jeanne (fin de ce curieux commentaire d'un rationaliste, fougueux apôtre de la tolérance). — P. GENTIZON. L'insurrection kurde. — G. P. DANILEWSKY. L'Ukraine au bon vieux temps. Une ancienne famille. = 1^{er} novembre. ALBERT-PETIT. Les livres d'histoire. = 15 novembre. H. BERTHÉLEMY. Questions d'école (sur les programmes de 1902 et l'École unique). — Henry LEMONNIER. Les Tuileries inconnues, 1664-1670 (histoire détaillée des travaux accomplis pour embellir le château et le rendre

digne du roi, qui finit par l'abandonner pour Versailles. Les souvenirs de la Fronde ne sont pour rien dans la détermination prise alors par Louis XIV). — J. DES-SAINT. Souvenirs d'un proportionnaliste (comment l'idée de la représentation proportionnelle, inspirée par l'exemple de la Belgique, a été faussée en France par les partis politiques, préoccupés chacun de son triomphe électoral). = 1^{er} décembre. Général NIESSEL. Lenine et l'achèvement du bolchévisme en Russie (Lenine a « su joindre une volonté de fer à beaucoup de souplesse, quand les circonstances l'exigèrent » ; il avait « la certitude de son infailibilité », confiance qu'il puisait « dans une profonde conviction de l'excellence de sa doctrine ». Malgré sa grande intelligence et sa réelle érudition, il fut « un idéologue dépourvu de sens pratique »).

Revue des Deux Mondes. 1925, 15 octobre. — Maurice PALÉOLOGUE. Un grand réaliste : Cavour. I : La jeunesse ; suite le 1^{er} novembre : Cavour et le sphinx ; l'atentat d'Orsini. — Gabriel HANOTAUX. La politique intérieure sous le Premier Empire. III (pacification de la Vendée ; fondation de l'Université ; l'enseignement supérieur ; l'Institut). — A. AUGUSTIN-THIERRY. La princesse Belgiojoso et Augustin Thierry. Lettres inédites. IV (1852-1854 ; retour en France de la princesse, après l'échec de son expédition en Asie Mineure ; elle mourut dans sa villa de Blevio, sur le lac de Côme, le 5 juillet 1871). = 1^{er} novembre. Comte PRIMOLI. La princesse Mathilde et Théophile Gautier (de piquantes anecdotes, de jolis billets ; très agréable lecture) ; suite et fin le 15 novembre (c'est maintenant la chute de l'Empire, l'exil de la princesse, la mort de Théo en 1872). — Duc DE BROGLIE. Mémoires. IX (élection à l'Académie ; le congrès catholique de Malines et Montalembert ; l'Encyclique du 8 décembre 1864 et l'interprétation inoffensive qu'en donna Dupanloup. Retour à la politique lors des élections de 1863 et la question du serment). — Henri BREMOND. Ulric Guttinguer et le roman de Sainte-Beuve (1830-1837). — Louis GILLET. Une vie anglaise de saint François d'Assise (celle de G. R. Chesterton). — André BEAUNIER. Diderot et Sophie Volland. = 15 novembre. Henri LAVEDAN. Le Pont-Neuf (sa construction ; son histoire anecdotique jusqu'à nos jours). — Paul CHACK. A la manière de Surcouf (conte comment un simple chalutier français, le *Nord-Caper*, armé pour patrouiller en Méditerranée contre les sous-marins, prit à l'abordage, en novembre 1915, une goélette turque, chargée d'armes, de munitions et de ravitaillement pour la Grande-Syrie). — Duc DE BROGLIE. Mémoires. X : L'opposition à l'Empire. — C.-M. SAVARIT. Les académies de province au travail. = 1^{er} décembre. Duc DE MORNAY. La genèse d'un coup d'État (celui du 2 décembre 1851 ; elle est racontée, avec une franchise qui désarme, par le futur duc. Morny déclare qu'il ne cessa de persuader le prince-président de chasser la Chambre pour sauver la France de la Révolution). — Louis BERTRAND. Le centenaire du cardinal Lavigerie à la Sorbonne. — FIDUS. Silhouettes contemporaines. XIII : G. Lenôtre. — Pierre DARNAC. Pages d'histoire en Syrie, juillet-octobre 1925.

Revue des Études anciennes. 1925, octobre-décembre. — E. CAVAIGNAC. A propos de la bataille du torrent de Némée, juin 394 (le chiffre de 6,000 Spartiates que Xénophon donne pour cette bataille doit être ramené à 3,500 hoplites). — L.-A. CONSTANS. Recherches sur le texte et les mss. de César, *Bellum Gallicum* (essai de retrouver quelque chose de l'archétype). — W. DEONNA. Zoologie antique et lampes romaines. I : L'ibis, l'éléphant, le rat et la pesée des destinées). — C. JULIAN. Notes gallo-romaines. CVIII : Calagurris (un oppidum retrouvé par M. Cas-

teret à Saint-Martory montre que là se trouvait Calagurris, sur la route de Saint Bertrand-de-Comminges à Toulouse. Étymologie du nom rapproché de celui de Burdigala). — J. BIDEZ. Amiens, ville natale de l'empereur Magnence. — A. LES-MARIES. Les récentes études de préhistoire et d'histoire gallo-romaine et franque en Belgique. — A. JARDÉ. Note de toponymie française (critique l'étymologie de Les Bries, hameau dans la commune d'Appoigny, que Max Niedermann fait venir d'un original celtique attesté par la forme médiévale Arebricum). — Camille JULIAN. Chronique gallo-romaine.

Revue des Études historiques. 1925, octobre-décembre. — Ph. SELK. Courbe des mœurs mésopotamiennes du xxx^e au xi^e siècle av. J.-C. Essai d'histoire. — Capitaine H. WELSCHINGER. Créqui dans Trèves, 12 août 1675. — R. D'AVENEL DE NANTREY. Les tribulations d'un royaliste (Louis-Charles-René de Sol de Grisolles, ex-officier de la marine royale, émigré ; ami intime et confident de Cadoudal, il est arrêté, puis amnistié, lors de la pacification de la Vendée ; mais il est maintenu en détention comme prisonnier d'État jusqu'en 1814. Mort à Bordeaux le 13 avril 1836).

Revue des Questions historiques. 1925, 1^{er} octobre. — Abbé Joseph ESCUDIER. A propos de la venue de Lazare et de Marie-Madeleine en Provence (proteste contre le scepticisme de l'abbé Vacandard, qui réplique en disant : « Je ne vois pas un iota à changer à mon article de la *Revue [des Questions historiques]*, 1^{er} avril 1924 »). — Albert ISNARD. La carte prétendue de Christophe Colomb. II (réplique à la réponse de Ch. de La Roncière. Conclusion : la carte n'est pas de C. Colomb, et rien ne prouve qu'elle ait été faite pour lui). — Léon LECESTRE. Le procès du duc de La Force en 1721 (ce fut, en somme, un épisode assez mince, grossi outre mesure par les passions politiques et par le ressentiment des victimes du Système. L'avis du rapporteur disant que le duc serait tenu « de se comporter à l'avenir d'une manière irréprochable et telle qu'il convient à sa naissance et à sa dignité de pair de France » fut approuvé par la cour et passa dans l'arrêt final). — Antoine HADENGUE. Une équipée française au Portugal en 1833, d'après des documents inédits ; suite et fin. — Dom F. CABROL. Les persécutions des églises et les actes des martyrs (à propos de l'ouvrage de dom Leclercq : « Les martyrs », quinze volumes où sont traduits en français les actes authentiques des martyrs depuis les premiers siècles jusqu'au xx^e). — Yves DE LA BRIÈRE. Aperçu du système de l'équilibre international (depuis 1648). — J. VINOT-PRÉFONTAINE. Beauvais janséniste ; le culte de Nicolas Choart de Buzanval (il s'agit du culte rendu par les Jansénistes à Nicolas Choart, évêque de Beauvais, considéré par eux comme mort en odeur de sainteté). — E. G. Chronique générale. — Jean DE LA MONNERAYE. Revue des périodiques français. — G. ALLEMANG. Courrier allemand. — Luis ARAUJO-COSTA. Courrier espagnol.

Revue d'histoire diplomatique. 1925, octobre-décembre. — Comte Alfred PONINSKI. Les traditions de la diplomatie polonaise (depuis le xv^e siècle ; très rapide résumé). — B. COMBES DE PATRIS. Fénelon précurseur de la Société des Nations. — Général comte DE THIARD DE BISSY. Journal de l'armée de Condé de 1791 à 1793 (journal écrit, semble-t-il, longtemps après les événements). — CASENAVE. L'isolement américain (à propos de l'ouvrage de Perry Belmont : « National isolation an illusion »).

Revue d'histoire de l'Église de France. 1925, octobre-décembre. — H. FOU-RAT. Le P. Cheminot et le duc Charles IV de Lorraine. — P. GLORIEUX. Prélats français contre religieux mendiants, 1281-1290. II (fin de la lutte soulevée par la bulle « ad fructus uberes »). — H. WAQUET. Les archives départementales, communales, hospitalières et privées (classement et bibliographie). = C.-rendus.

Revue historique de droit français et étranger. 1925, juillet-septembre. — W. BUCKLAND. Le constitut possessoire : « animus » et « corpus ». — A. FLINIAUX. Contribution à l'histoire des sources du droit canonique. Les anciennes collections de « decisiones rotæ romanæ » ; fin. — Paul ROLLAND. Une étape de la vie communale de Tournai : la fédération des seigneuries (c'est une association de seigneuries désireuses de s'assurer les bienfaits de l'« institutio pacis », avec un tableau de la constitution géographique et féodale de la ville au XIII^e siècle et un plan. La fédération communale disparut quand la « Cité » eut réussi à établir son hégémonie, ce qui s'accomplit au milieu du XIV^e siècle). — Georges VERNADSKY. Un projet de déclaration des droits de l'homme et du citoyen en Russie en 1801. — B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ. Mahé Le Léal ou Macé Le Bart, l'un des auteurs de la Très ancienne coutume de Bretagne (biographie de Macé Le Bart, mort probablement en 1352 ; il appartenait à une famille noble qui s'éteignit à l'aurore du XVI^e siècle. Il est sans doute un des trois auteurs de la Très ancienne coutume, qui fut rédigée entre 1312 et 1325). — Léonce CELIER. Aveu d'un petit fief au XIV^e siècle (dans la prévôté de Saint-Quentin). — Le compte-rendu des Journées d'histoire du droit qui ont été tenues à Paris du 2 au 4 juin 1925 a paru dans la *Revue historique du droit* et à part (Tenin, 30 p.).

Société d'histoire du droit. Procès-verbaux des séances de la Société. 1924, 11 décembre. — COLLINET. Des motifs pour lesquels fut créée au II^e siècle ap. J.-C. une école de droit à Beyrouth (complète ce qu'en a dit Mommsen). — P. LABOR-DERIE-BOULOU. Ce que Montesquieu pensait des hôpitaux. = 1925, 8 janvier. GUÉBIN. Les chartes de coutumes d'Alphonse de Poitiers. — GÉNÉSTAL. Les « Sponsalia per verba de presenti » dans le Registre civil de l'officialité de Paris, 1384-1387. = 25 février. FERNAND DE VISSCHER. Les formules « in factum », leur structure et leur fonction (ce sont, par excellence, des formules sans « intentio ». D'ailleurs, l'expression « intentio in factum » n'est pas dans les sources).

L'Anjou historique. 1925, octobre. — Voyage en Anjou sous Louis XIII (tiré d'une Description de la France par Zinzerling, 1612-1616). — Les prieurés du Calvaire d'Angers, 1619-1925. — Une chronique angevine, 1683-1714 (par Étienne Toisonnier, avocat à Angers, mort le 6 juin 1719). — Mgr Poncet, évêque d'Angers, contre le jansénisme (Poncet, un des défenseurs de la Constitution *Unigenitus*, mort en 1730). — Les municipalités de Saint-Augustin, Saint-Laud, Saint-Léonard et Saint-Samson à Angers, 1787-1795. — Durtal contre Châteauneuf-sur-Sarthe, 1789-1790 (Durtal, malgré son désir d'être pris comme chef-lieu de district et malgré sa protestation, forma un des neuf cantons du district de Châteauneuf). — Bécon pendant la Révolution (notes sur la vie à Bécon de 1790 à 1810). — La constitution civile du clergé dans le district de Saint-Florent-le-Vieil. — Correspondance d'une Angevine, 1791-1793 (extraits de lettres écrites par Arsène

de Pignerolle à son mari émigré). — Cathelineau, généralissime de la grande armée catholique et royale (notes biographiques). — Les francs-maçons d'Angers en 1886.

Annales du Midi. 1925, juillet-octobre. — J. CALMETTE et P. VIDAL. A propos de la famille de Joffre le Poilu (vive critique d'un article de l'abbé Benoni Colomer sur la généalogie de Wifred le Velu ; éclaircissements nouveaux donnés à propos d'une étude d'un érudit catalan, Don Antoni Rovira i Virgili : *Estudis sobre Guifre I ; els orïgens de la familia comtal de Barcelona*). — M. PROU. Informations criminelles des consuls de Fleurance au XIV^e siècle (suite et fin du texte). — M. DMITREVSKY. Notes sur le catharisme et l'inquisition dans le midi de la France ; fin. — Chanoine ALBE et R. BULIT. Une lettre des consuls de Montpellier au seigneur et aux consuls de Gourdon (22 septembre 1253).

Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne. Tome VI, 1925, 1^{re} partie. — André OHEIX, Ethel C. FAWTIER-JONES. La *Vita* ancienne de saint Corentin. Étude critique et texte. — Hervé du HALGOUET. Du droit de colombier et de garenne. — M. GIRAUD-MANGIN. L'architecture et les architectes nantais du XVI^e au XIX^e siècle (liste des architectes ayant exercé à Nantes au XVIII^e siècle). — Henri SÉE. Remarques sur la misère, la mendicité et l'assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien régime, suivi d'un rapport du subdélégué de Vitré, en 1762. = 2^e partie. J. LOTI. Relations directes entre l'Irlande et la péninsule ibérique à l'époque néolithique, d'après l'archéologie. — J. DE LA MARTINIÈRE. Le *Tro-Breiz* à Vannes au XIV^e siècle, conflit entre le chapitre et les paroissiens de Saint-Paterne (1398 ; ils se disputaient les aumônes des pèlerins du « tour de Bretagne » ou pèlerinage aux sept saints). — A. BOURDEAULT. Autour d'Albert Le Grand et du dieu Volianus (voir plus haut, p. 122). — H. BOURDE DE LA ROGERIE. Les voyageurs en Bretagne (voir plus haut, p. 122). — Émile GABORY. La guerre de Vendée : soldats paysans.

Revue de l'Anjou. Nouvelle série. 1922, novembre-décembre (livraison reçue en décembre 1925). — Étienne PORT. Le train de maison du duc de Choiseul, 1763-1766 (p. 249-347 ; mémoire très documenté). — Angers et l'Anjou pendant la guerre ; suite (p. 355-436 ; anonyme).

Revue historique de Bordeaux. 1925, mars-avril. — CARDOZO DE BETHENCOURT. La « grosse cloche » ; notes sur le bourdon municipal de Bordeaux, 1336-1925. — Dom Réginald BRON. L'ancien diocèse de Bazas (1^{er} limites du diocèse, avec une carte ; 2^e ses divisions). — Jean-René DESSE. L'étrange aventure de Jean de Chadirac (procès intenté à cet avocat au Parlement de Guyenne pour une promesse de mariage qu'on lui a extorquée les armes à la main, 1686 ; condamné à mort par les maire et jurats de Bordeaux ; la cour du Parlement de Bordeaux annule la sentence). — Jean ROYER. Libourne ; étude d'évolution de la ville. Chap. v : Le XVIII^e siècle.

BELGIQUE.

Analecta Bollandiana. Tomus XLIII, fasc. 3-4, 1925. — Paulus GROSJEAN. Patri-ciana (commente plusieurs passages du Liber Ardmachanus concernant saint Patrik). — Paul PEETERS. Le « Passionnaire d'Adiabène » (quelques faits nouveaux sur la persécution ordonnée par Sapor II en Adiabène, 343). — Hippolyte DELE-

MEYER. Les recueils antiques de miracles des saints. Les recueils latins. 2 : Les miracles de saint Julien et de saint Martin (la comparaison entre les recueils grecs et latins est toute à l'avantage de ces derniers, surtout quand ils sont représentés par saint Augustin et par Grégoire de Tours). — Robert LECHAT. Note sur un manuscrit ascétique et hagiographique (manuscrit appartenant à un avocat de Bruxelles; il s'y trouve deux traités d'Hugues de Saint-Victor, « de anima ad carnem » et « de institutione noviciorum »). — Albertus PONCELET. Catalogus codicum hagiographicorum latinorum bibliothecae capituli Novariensis. En appendice : 1° De s. Guniforto martyre; 2° De s. s. Faustina et Liberata; 3° De s. Genesio martyre. = Bulletin des publications hagiographiques.

Revue belge de philologie et d'histoire. 1925, avril-septembre. — A. DIÈS. La légende socratique et les sources de Platon (à propos du gros livre d'Eug. Dupréel paru sous ce titre en 1922). — G. CHARLIER. Voltaire à Francfort d'après des lettres inédites. — H. GRÉGOIRE. La romanisation aux bouches du Danube (résultat des travaux consacrés par V. Pârvan à l'histoire des origines romaines de la Bulgarie). — E. FAIRON. Les donations de forêts aux x^e et xi^e siècles en Lotharinge et en Allemagne; fin. — Marc BLOCH. La vie d'outre-tombe du roi Salomon. — G. BIGWOOD. Les financiers d'Arras (suite et fin; jusqu'en 1311). — H. NÉLIS. Interpolation d'une charte du chapitre de Messines en Flandre, 1065. — M. NICODÈME. Inventaire de « joieaux et vaisselle » ayant appartenu à Philippe de Saint-Pol, 21 juin 1416. — A. GRUNZWEIG. Quatre lettres autographes de Philippe le Bon. — F. UZUREAU. Un prêtre normand en Belgique (Michel-Nicolas-Patrice Heude, curé de Saint-Patrice à Rouen, déporté en 1792).

GRANDE-BRETAGNE.

Bulletin of the Institute of historical Research. Vol. III, n° 2, novembre 1925. — The accessibility of foreign Archives; suite (réponses concernant Danemark, Finlande, Grèce, Hongrie, Norvège, Espagne et Suisse). — The Public Record Office, june 23-september 1925. — J. ALEXANDER. The days of county days (tableaux présentant l'usage adopté pour la réunion des cours de comté toutes les quatre ou six semaines, xv^e et xvi^e siècles). — C. H. WILLIAMS. Early law readings (sur l'enseignement du droit en Angleterre). — Ada Hæser Lewis. Elizabethan proclamations in the records of the Corporation of London, 1558-1603. — Select documents. IV : The « Mad » Parliament (fac-similé du passage où, dans le *Liber de antiquis legibus*, le parlement de 1258 est qualifié « insane ». Ce mot en recouvre un autre, dont il reste deux signes d'abréviation. Est-il possible d'y retrouver « insigne »?). V : Parliamentary representation in 1294, 1295 and 1307. VI : The « Star chamber » entry, showing marginal descriptions (fac-similé). — The anglo-american historical conference, 1925. — Errata in historical atlases. — Summaries of thesis. — The Dictionary of national biography (additions et corrections).

The Cambridge historical Journal. Vol. 1, n° 3, 1925. — J. P. WHITNEY. Peter Damiani and Humbert (traite surtout de la controverse entre Pierre Damien et le cardinal Humbert, auteurs, l'un du « Liber gratissimus », l'autre des « Tres libri adversus Simoniacos », écrits en 1057. Bibliographie). — E. A. BENIANS. Adam Smith's project of an Empire (de l'importance qu'Adam Smith attribuait aux colo-

nies). — Don Agustín EDWARDS. Foreign policy in Latin America historically considered (l'auteur fut ministre du Chili en Grande-Bretagne. Il traite : 1° des négociations et traités du Chili avec les Indiens pendant le XVIII^e siècle ; 2° des relations entre les États sud-américains au XIX^e ; 3° de l'Amérique latine dans la Société des Nations). — Sir E. SATOW. Pacta sunt servanda, or International guarantee (de l'observation des traités inscrite dans les accords internationaux depuis le XVI^e siècle jusqu'en 1914. Quand le gouvernement britannique en rappela l'obligation à l'Allemagne en 1914, l'Allemagne répondit : Non !). — F. E. ADcock. On Thucydides III, 17. — Caroline A. J. SKEEL. The pardon of Gilbert de Lannoy by Henry VI. — Elizabeth F. MALCOLM-SMITH. Rechberg and Bismarck on the Eastern question, 1859-1860, 1878 (publie deux documents inédits tirés des archives de Vienne). — Harold TEMPERLEY. Additions to the manuscript records at Cambridge (depuis le XVII^e siècle).

The english historical Review. 1925, octobre. — J. BROWNBILL. The tribal hidage (répartition géographique des hides de terre en Mercie, VII^e-VIII^e siècle). — H. E. CRASTER. The red book of Durham (description du Livre rouge, qui est un registre épiscopal de Durham retrouvé récemment à la bibliothèque de Lincoln's Inn ; il se compose de deux volumes différents contenant, l'un un « Libellus de exordio et statu ecclesie cathedralis », composé en 1405-1415 par le prieur John de Wessington ; le second est un recueil de sept morceaux concernant la biographie de saint Cuthbert. L'appendice du « Libellus » contient des extraits dont le rapprochement constitue une chronique du monastère de Durham, qui est publiée ici ; elle va de 875 à 1087. C'est une des sources de Siméon de Durham). — A. G. WOOD. The english embassy at Constantinople, 1660-1762. — A. ASPINALL. The Westminster election of 1814. — F. W. BROOKS. William de Wrotham and the office of keeper of the king's ports and galleys (1204-1227). — G. O. SAYLES. Representation of cities and boroughs in 1268 (texte d'un document récemment retrouvé au P. Record Office). — W. P. M. KENNEDY. List of visitation articles and injunctions, 1604-1715. = C.-rendus.

History. 1925, octobre. — R. G. COLLINGWOOD. Hadrian's wall (avec une note bibliographique). — A. F. POLLARD. History and the law (à propos de la « History of english law » de W. S. Holdsworth, 3^e édit., qui est « un événement » dans l'histoire du droit). — J. E. NEALE. The sayings of Queen Elizabeth (à l'occasion d'un livre publié sous ce même titre par Frederick Chamberlin et qui ne résiste pas à un examen rigoureux de la critique). — J. A. HIGGS-WALKER. The teaching of history in schools. IV (excellents résultats de l'enseignement de l'histoire par feu Sanderson à Oundle). — Charles et Dorothea SINGER. The school of Salerno (faits et légendes qui entourent l'histoire de l'école de Salerne).

The scottish historical Review. 1925, octobre. — J. Duncan MACKIE. L'« Avis d'un Loyal suget » et l'impopularité de Jacques I^{er} en Angleterre en 1603-1604. — R. K. HANNAY. La Réforme en Écosse (utilise un document inédit sur les rapports entre Jacques V et le pape Clément VII au sujet des biens possédés par le clergé). — F. M. POWICKE. Le « dispensator » du roi David I^{er} (ce titre fut donné en Écosse au XII^e siècle au fonctionnaire de la maison du roi qui ailleurs s'appelait « dapifer » ou « senescallus »). — H. E. CRASTER. Note sur Laurent de Durham (ce moine entra au monastère de Durham vers 1130 ; il a donc pu, dans son enfance, con-

naître Ailred de Rievaulx). — J. T. BROWN. Le bourg royal de Rutherglen (cette ville se glorifie d'avoir obtenu sa charte de liberté en 1126 ; mais l'expression de « liber burgus » ne se rencontre ni en Écosse, ni en Angleterre, avant le règne de Jean sans Terre). — C. rendus : C. K. WEBSTER. The foreign policy of Castlereagh, 1815-1822 (fruit d'immenses recherches). — Harold TEMPERLEY. The foreign policy of Canning, 1822-1827 (excellent). — A. F. SCOTT PEARSON. Thomas Cartwright and Elizabethan puritanism, 1535-1603 (important pour les origines du puritanisme). — Henry PATON. The register of the Privy Council of Scotland ; t. IX : 1684. = Notes et documents : F. C. WILSON. La bataille d'Otterbourn (note sur cette bataille, qu'a décrite Froissart, et sur Hotspur ou Percy le Fils et la famille Dunbar et March, 1389).

The Quarterly Review. 1925, octobre. — A. E. SHIPLEY. M. Pepys considéré comme savant. — L. CRANMER BYNG. L'âge d'or de la Chine (au temps du Taoïsme et du Confucianisme). — G. M. FRASER. La vérité sur l'Ossian de Macpherson (il a traduit des poèmes originaux composés en langue gaélique et il les a produits en 1762 ; mais ces originaux sont l'œuvre même de Macpherson, qu'on doit considérer comme un faussaire dénué de tout scrupule). — Arthur SHADWELL. Le père de l'Économie politique (Antoine de Montchrétien). — H. CHARLES WOODS. La Palestine, hier et aujourd'hui. — H. STUART JONES. Les apôtres à Rome (d'après les ouvrages de Hans Lietzmann, d'Eduard Meyer, d'Elsner Truesdell Merrill et les Notizie degli scavi ; résume les importants résultats obtenus par les fouilles de la basilique de S. Sebastiano).

Transactions of the r. historical Society. 4^e série, vol. VIII, 1925. — J. W. FORBES. Presidential address. — P. GEYL. William IV of Orange and his english marriage (négociations pour le mariage du prince d'Orange avec Anne, fille aînée de Georges II. Le mariage eut lieu en 1733 ; il ne réalisa pas les avantages que le gouvernement britannique pensait en retirer. L'auteur renvoie, pour la documentation, à l'ouvrage publié par lui en hollandais). — Miss FRANCES H. RELF. Debates in the House of Lords, 1628. — Geoffrey H. WHITE. Financial administration under Henry I (1^o le Trésor séparé de la Chambre ; 2^o les Chambellans du Trésor ; 3^o le Trésorier ; 4^o William Mauduit et la « Camera curie »). — Miss ASTA MOLLER. Coal-mining in the seventeenth century. — Miss FRANCES A. MACE. Devonshire ports in the xiv and xv centuries (avec une carte). — Miss E. JEFFRIES DAVIS. The beginning of the dissolution : Christchurch, Aldgate, 1532. — Miss MABEL H. MILLS. Experiments in Exchequer procedure, 1200-1232. — H. G. RICHARDSON. The Exchequer year (le début de l'année pour l'Échiquier était en règle générale le jour de la Saint-Michel, 29 septembre ; dans la pratique, cette règle n'a pas toujours été suivie).

ITALIE.

Archivio storico lombardo. Tome L, 1923, fasc. 1-2. — PAOLO NEGRI. Studi sulla crisi italiana alla fine del secolo xv (I : La politique de Ludovic le More et d'Hercule d'Este en 1492-1493 ; mémoire de 135 p.). — FRANCESCO LANDOGNA. Le relazioni tra Bernabò Visconti e Pisa nella seconda metà del sec. xiv. — ALESSANDRO GIULINI. La chiesa e l'abazia cistercense di S. Ambrogio della Vittoria in Parabiago (avec une liste nominale des abbés, mais sans dates). — RINALDO BERETTA. Il castello e

il convento di Montebello (château et monastère dans le Brianza, xv^e-xviii^e siècle). — Paolo GUERRINI. Due amici Bresciani di Erasmo (Emilio di Girolamo et Vincenzo Maggi). — Vittorio ADAMI. Gli alabardieri del palazzo ducale di Milano (enseignements sur le corps des halberdiers qui montaient la garde à la porte du palais ducal, depuis 1630). — Alessandro VISCONTI. Il pensiero storico-giuridico di Alessandro Manzoni nelle sue opere (1^o la société et ses classes; 2^o le formalisme juridique). = C. rendus. = Notes et documents : Alessandro COLOMBO. La famiglia « Colombo » a Milano nella sec. metà del. sec. xiii. — Giuseppe MOLteni. Loca discordiae, o Zone grige nelle relazioni diplomatiche fra Milano e Pavia (quelques textes du xiii^e siècle). — C. SANTORO. Un altro « Pater noster » dei Lombardi contro i Francesi (pamphlet composé entre 1499 et 1511). — C. MANARESI. A proposito di certe abbreviazioni di *Communitas Mediolani* al castello Sforzesco. = Nécrologie : Don Santo Monti, président de la Società storica Comense, † 4 juin 1923. = Actes de la Société de l'histoire lombarde. = Fasc. 3-4. Alessandro COLOMBO. Le mura di Milano comunale è la pretesa cerchia di Azzone Visconti (une chronique du xiv^e siècle dit qu'en 1330, au temps du vicomte Azzone, Milan « muro cingitur ». En réalité, le mur d'enceinte avait été construit au xii^e siècle; Azzone n'a fait qu'en réparer une partie). — Andrea ORLANDI. Immunità e privilegi della Valsassina (du xiv^e au xviii^e siècle). — Gian Pietro BOGNETTI. Il lazaretto di Milano e la peste del 1630 (à propos d'un plan gravé par Brunetti et daté du 29 janvier 1631. Ce plan est reproduit en héliogravure). — Caterina SANTORO. Un privilegio di Pasquale II presso l'Archivio storico civico di Milano (ce n'est pas l'original, mais une copie bien imitée faite à Crémone dans la première moitié du xii^e siècle; facsimilé partiel). — Angela VALENTE. La peste del 1576 a Milano (d'après les lettres de Papirio Picedi, gentilhomme génois). = C. rendus. = Notes et documents : Alessandro VISCONTI. Un inventario di suppellettili domestiche del secolo xiii (relève les expressions rares qui s'y trouvent). — C. G. MOR. Una poesia politica inedita del xiv secolo (écrite en 1328, avant la mort de Can Grande della Scala). — A. G. Per la storia della peste Manzoniana. — E. VERGA. Per la tutela degli archivi privati (parle des publications de la R. Commission on histor. mss. et de l'entreprise analogue commencée en France sous la direction de Ch.-V. Langlois). = T. LI, 1924, fasc. 1-2. Luigi FUMI. Chiesa e Stato nel dominio di Francesco I Sforza (d'après des documents tirés des Archives de l'État et de l'Ambrosienne). — Paolo NEGRI. Studi sulla crisi italiana alla fine del. sec. xv (1493; touche de près l'expédition française en Italie). — Salvatore PUGLIESE. I viaggi di Marsilio Landriani (né en 1751, Landriani fut chargé, par le gouvernement de la Lombardie autrichienne, de missions en Suisse, France, Allemagne, Pays-Bas, Angleterre, pour étudier surtout le progrès industriel, 1782-1787; analyse de ses rapports, qui ont un caractère tout à fait technique). — Giuseppe ROTONDI. Fra Serafino Razzi e il suo viaggio in Lombardia nel 1572 (Razzi, dominicain, né en 1549, voyageur et prédicateur infatigable. On publie la relation de son premier voyage). — Romolo PUTELLI. Visita di Pietro Contarini alla pianura Bresciana nel 1623 (visite des forteresses élevées sur les confins du pays de Brescia). — Cesare MANARESI. Spigolature dagli archivi Pavesi (liste des consuls de Pavie jusqu'en 1258; une source peu connue du diplôme 251 d'Otton II). = C. rendus. = Notes et documents : C. G. MOR. Di alcuni decreti Viscontei inediti (xiv^e-xv^e siècles). — G. VITTANI. Il card. Madruzzo governatore di Milano (1556-1557). — A. G. La legazione di Mons. Mezzabarba in Cina (1719-1721). = Nécrologie : Pascuale Del Giudice, 1842-1924. = Fasc. 3-4.

Cesare MANARESI. Le pergamenà di S. Bartolomeo in Strada di Pavia (ces parchemins, qui provenaient de la famille Castelbarco, ont été déposés aux Archives de l'État de Milan ; à noter un plaid de 1201 et deux bulles originales de Célestin III : 27 mai 1191 et 16 mars 1197, qui sont publiés en appendice). — Caterina SANTORO. Di alcune falsificazioni di un registro delle lettere ducali dell' Archivio storico civile (ces lettres sont l'œuvre d'un faussaire, Carlo Galluzzi, qui prétendait faire descendre la famille Visconti de Didier, roi des Lombards. Arrêté et convaincu, il fut mis à mort en 1680). — Giuseppe GALLAVRESI. L'assedio di Milano del 590 (le récit de ce siège dans les *Grandes Chroniques de France* est emprunté à Grégoire de Tours, paraphrasé plus tard par Paul Diacre.) — Luigi SIMEONI. Le tombe degli ultimi signori di Canossa. — Gaetano SABATINI. Magistri ed altri Lombardi in Pescoostanzo dal 1470 al 1732. — Giovanni SEREGNI. Attraverso gli indici della 4^e serie dell' Archivio storico lombardo. = C.-rendus. = Notes et documents : F. FOSSATI. Per la storia di Filippo Maria Visconti. — Documenti negli untori Milanesi in un diario Riminese (1630). — Giuseppe GALLAVRESI. Un amico malsicuro di Alessandro Verri (il s'agit de Gian Alfonso de Véri, 1724-1799 ; il appartenait à une famille italienne établie dans le Comtat-Venaissin ; auditeur de rote, abbé très mondain, il fut en 1772 gratifié par le duc d'Aiguillon d'une pension qui lui donna une large indépendance. Enfermé en 1792 pour refus du serment civique, il fut mis en liberté après Thermidor. Des fragments de ses cahiers ont été utilisés par Jehan de Witte, *Revue des Deux Mondes*, 1924).

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS¹

- Abadie (M.)*. Les races du Haut-Tonkin, de Phong-tho à Langson (Bonifacy relève nombre d'erreurs graves). *B. E. O.*, 1924, 588.
- Académie des sciences coloniales. Comptes-rendus des séances et communications, t. I et II. *R. H. Col.*, 1925, 449.
- Acta conciliorum œcumenicorum*. I. Concilium universale Ephesenum. t. IV, fasc. 4 ; publ. par *Ed. Schwartz*. *A. Boll.*, 1925, 417.
- Acta Universitatis Latviensis*. *R. B. H. L.*, 1925, 550.
- Albi (Jacques d')*, O. M. Cap. Saint Bo-

1. Liste alphabétique des revues analysées, avec le sens des abréviations employées :

- A. Boll.* = *Analecta Bollandiana*. — *A. H. R.* = *Annales historiques de la Révolution française*. — *A. M.* = *Annales du Midi*. — *A. st. L.* = *Archivio storico lombardo*. — *B. Duc.* = *Bulletin Du Cange*. — *B. E. O.* = *Bulletin de l'École française de l'Extrême-Orient*. — *B. H.* = *Bulletin hispanique*. — *B. Prot.* = *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme*. — *E. H. R.* = *English historical Review*. — *H.* = *History*. — *J. S.* = *Journal des savants*. — *M. Fr.* = *Mercure de France*. — *Pol.* = *Polybiblion*. — *Nap.* = *Napoléon*. — *Rév. 48* = *Révolution de 1848*. — *R. A.* = *Revue archéologique*. — *R. B. H. L.* = *Revue belge d'histoire et de littérature*. — *R. C.* = *Revue critique d'histoire et de littérature*. — *R. d. M.* = *Revue des Deux Mondes*. — *R. E. A.* = *Revue des Études anciennes*. — *R. E. H.* = *Revue des Études historiques*. — *R. H. Col.* = *Revue de l'histoire des colonies*. — *R. Ég. Fr.* = *Revue d'histoire de l'Église de France*. — *R. H. Dipl.* = *Revue d'histoire diplomatique*. — *R. H. D.* = *Revue d'histoire du droit*. — *R. H. R.* = *Revue de l'histoire des religions*. — *R. P.* = *Revue de Paris*. — *R. Q. H.* = *Revue des Questions historiques*. — *Times.* = *Supplément littéraire du Times*.

- naventure et les luttes doctrinales de 1267 à 1277 (thèse confuse et tumultueuse). *A. Boll.*, 1925, 452.
- Ali (A. Yusuf)*. The making of India (écrit pour les commençants par un Indien musulman instruit et impartial). *Times*, 1925, II, 818.
- Allemand (abbé A.)*. Fons en Quercy. *A. M.*, 1925, 252.
- Andrews (C. M.)*. The colonial background of the american Revolution (C. P. Lucas : devrait être le bréviaire de tous ceux qui recherchent les causes de la guerre de l'Indépendance américaine). *H.*, 1925, 265.
- Anuario de historia de derecho español*. *R. C.*, 1925, 337.
- Archiv für Keilschriftforschung*. *R. H. R.*, 1915, 122.
- Archives rouges (les)*, n° 9 (révèle le plan de l'assassinat de Guillaume II conçu en 1915 par un forçat nommé Jankel Sossna). *M. Fr.*, CLXXXIII, 834.
- Arguedas (Alcides)*. Histoire générale de la Bolivie; trad. par S. Dilhan. *R. C.*, 1925, 339.
- Arnaud-Bouteloup (Jeanne)*. Le rôle politique de Marie-Antoinette. *H.*, 1925, 268.
- Ashdown (Charles H.)*. Armour and weapons in the middle ages. *Times*, 1925, II, 668.
- Ashton (Thomas Southcliffe)*. Iron and Steel in the industrial revolution. *E. H. R.*, 1925, 613.
- Asua (Luis Jiménez de)*. Trabajos del seminario de derecho penal [Madrid]. *B. H.*, 1925, 373.
- Atkinson (Geoffroy)*. Les relations de voyages du xvii^e siècle et l'évolution des idées. *Times*, 1925, II, 732.
- Autran (C.)*. La Grèce et l'Orient ancien. *R. A.*, 1925, 180.
- Azan (colonel Paul)*. L'émir Abd-el-Kader, 1808-1883. Du fanatisme musulman au patriotisme français. *R. C.*, 1925, 359.
- Azorin*. Una hora de España, 1560-1590 (recueil de quarante et un essais consacrés aux êtres et aux choses, aux sentiments et aux pensées du xvi^e siècle espagnol). *B. H.*, 1925, 369.
- Baasch (Ernst)*. Geschichte Hamburgs, 1814-1918. I Bd. (trop de documents, trop peu de chose sur le commerce). *E. H. R.*, 1925, 639.
- Badmaiev*. Les archives du médecin Badmaiev (médecin thibétain qui aida Raspoutine à soigner le fils de Nicolas II; ses archives le montrent en correspondance directe avec les ministres et même l'empereur). *M. Fr.*, CLXXXIII, 832.
- Bainville (Jacques)*. Le 18 Brumaire. *R. Q. H.*, 1925, 501.
- Balcke (Curt)*. Bibliographie zur Geschichte der preussischen Staatsbibliothek. *Pol.*, 1925, 222.
- Baldensperger (Fernand)*. Le mouvement des idées dans l'émigration française, 1789-1815. *R. H. Dipl.*, 1925, 455; *E. H. R.*, 1925, 623; *Nap.*, 1925, 266.
- Bardoux (Jacques)*. Ramsay Mac Donald (bon portrait de l'ancien ministre et, aussi, de son successeur). *R. H. D.*, 1925, 476.
- Barnard (Francis Pierrepont)*. Edward IV's french expedition of 1475 (reproduit les armoiries des chefs de l'armée anglaise d'après le ms. 2 M 16 du « College of arms ». Important pour la héraldique). *Times*, 1925, II, 687.
- Barrière-Flavy (C.)*. La seigneurie et les seigneurs de Clermont-Cogatois (auj. Clermont-Savès, dans le Gers). *A. M.*, 1925, 253.
- Barthélemy (Joseph)*. Le gouvernement de la France. *Pol.*, 1925, 218.
- Barton (William E.)*. The life of Abraham Lincoln. *Times*, 1925, II, 727.
- Baruzi (Jean)*. Saint Jean de la Croix et le problème de l'expérience mystique (livre d'une richesse incomparable pour l'histoire de saint Jean,

- de la vie religieuse et mystique au xvi^e siècle). *R. Q. H.*, 1925, 489.
- Batifol (Pierre)**. Catholicisme et papauté; les difficultés anglicanes et russes. *R. Q. H.*, 1925, 488.
- Le siège apostolique, 359-451. *R. E. A.*, 1925, 358.
- Battenberg (Mary, princess of)**. Reminiscences (très intéressants souvenirs sur Bismarck, sur le tsar Alexandre III, sur Alexandre, prince de Bulgarie, frère de la princesse, etc.). *Times*, 1925, II, 823.
- Baumann (Émile)**. Saint Paul. *Pol.*, 1925, 209.
- Baumgarten-Crucius (général Arthur)**. Le haut commandement allemand pendant la campagne de la Marne en 1914 (la responsabilité de l'échec allemand incombe au général de Moltke). *Pol.*, 1925, 186.
- Beatson (général F. C.)**. Wellington, the crossing of the gaves and the battle of Orthez. *Times*, 1925, II, 820.
- Belotti (Bortolo)**. La vita di Bartolomeo Colleoni (biographie du fameux condottiere; bonne étude sur l'Italie de 1435 à 1475). *A. st. L.*, 1923, 218.
- Beltrami (Achille)**. Gli scrittori latini della Liguria medievale. *B. Duc.*, 1924, 254.
- Benedictines of Stanbrook**. Antiphonaire monastique (fac-similé d'un ms. du xiii^e siècle conservé dans la bibliothèque épiscopale de Worcester). *Times*, 1925, II, 673.
- Bertoni (G.)**. Per il ccl anniversario della nascita di L. A. Muratori (bonne biographie, avec de nombreux documents). *A. st. L.*, 1923, 219.
- Bertrand-Barraud (Daniel)**. Les idées philosophiques de Bernardin Ochini de Sienna. *R. H. R.*, 1925, 102.
- Beyens (baron)**. Le Second Empire vu par un diplomate belge. *R. Q. H.*, 1925, 502; *Nap.*, 1925, 277.
- Bidez (J.)**. L'empereur Julien. (Œuvres complètes, I, 2 (bonne édition; traduction d'une rare fidélité). *R. B. H. L.*, 1925, 445.
- Blakeway (G. S.)**. The city of Gloucester; its royal charters of liberties and varying fortunes (médiocre; bons fac-similés des chartes de Henri II et de Jean). *E. H. R.*, 1925, 643.
- Bloch (Marc)**. Les rois thaumaturges (J. de Croy signale d'utiles additions et corrections). *R. H. R.*, 1925, 114.
- Boethius**. « De consolatione philosophiae ». With introduction, notes and appendices by Dr Adrian Fortescue. Edited by Dr George Smith (c'est le texte de Peiper avec un excellent commentaire). *Times*, 1925, II, 688.
- Boghitchévitch**. Les causes de la guerre. *Pol.*, 1925, 184.
- Bolland (William Craddock)**. A manual of year-book studies. *Times*, 1925, II, 674.
- Bondati (Guido)**. Gioachinismo e Francescanesimo nel dugento (étude la doctrine du franciscain Gérard de Borgo San Donnino, un des principaux adeptes de Joachim de Flore). *A. Boll.*, 1925, 451.
- Boulay de La Meurthe**. Histoire du rétablissement du culte en France, 1802-1805. *Pol.*, 1925, 214.
- Bourrilly (J.)**. La vie populaire dans les Bouches-du-Rhône. *A. M.*, 1925, 254.
- Brampton (C. Kenneth)**. The « Defensor minor » of Marsilius of Padua. *R. H. D.*, 1925, 482.
- Braun (Joseph)**. Der christliche Altar in seiner geschichtlichen Entwicklung. *A. Boll.*, 1925, 385.
- Bréhier (Louis)**. Histoire anonyme de la première croisade. *R. P.*, 1925, 15 novembre; *R. E. H.*, 1925, 410.
- Brinkmann (Carl)**. Richard Cobden und das Manchesterium (contient surtout des extraits, traduits en allemand, des œuvres de Cobden). *E. H. R.*, 1925, 639.
- Brinton (Selwyn)**. The golden age of

- the Medici (traite surtout de la littérature et de l'art de 1434 à 1494). *Times*, 1925, II, 765.
- Brun (A.)**. Recherches historiques sur l'introduction du français dans les provinces du Midi. — Introduction de la langue française en Béarn et en Roussillon. *A. M.*, 1925, 221.
- Brunet (Georges)**. Le mysticisme social de Saint-Simon. *M. Fr.*, CLXXXIV, 192.
- Buchanan (Sir George)**. Mémoires; trad. par Marcel Thiébaud. *R. C.*, 1925, 360.
- Büchi (A.)**. Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann and Kirchenfürst. I, bis 1515. *A. st. L.*, 1923, 480.
- Burgh-Edwards (S. B. de)**. History of Mauritius, 1507-1914 (histoire pour enfants, par un capitaine de boy-scouts). *R. H. C.*, 1925, 452.
- Burkitt (F. C.)**. The religion of the Manichees. *A. Boll.*, 1925, 402.
- Bury, Barber, Bevan, Tarn**. The hellenistic age. *R. B. P. H.*, 1925, 442.
- Butler (J. R. M.)**. Henry Montagu Butler, master of Trinity College, Cambridge, 1886-1918. *Times*, 1925, II, 665.
- Buxton (L. H. Dudley)**. The peoples of Asia. History of civilization. *Times*, 1925, II, 756.
- Cahannes (Gion)**. Die Pilgerreise Carlo Borromeo's nach Disentis in August 1581. *A. st. L.*, 1924, 441.
- Calendar of the fine rolls**. Vol. VIII, 1369-1377. *E. H. R.*, 1925, 607.
- Calendar of the Stuart papers at Windsor castle**; vol. VII (1^{er} juillet-31 décembre 1718). *E. H. R.*, 1925, 636.
- Camm (dom Bede)**. Pilgrim paths in latin lands. *A. Boll.*, 1925, 458.
- Camon (général)**. Ludendorff sur le front russe, 1914-1915. *Pol.*, 1925, 186.
- Carotti (Giulio)**. Leonardo da Vinci (ouvrage de vulgarisation auquel G. Calvi consacre douze pages). *A. st. L.*, 1923, 206.
- Carpenter (A. F. B.)**. L'embouteillage de Zeebrugge. *Pol.*, 1925, 187.
- (*Rhys*). The Greeks in Spain (bon exposé de la question de la colonisation grecque en Espagne et de son état actuel). *R. E. A.*, 1925, 243; *R. A.*, XXII, 184.
- Carthailhac (Émile)**. Notes sur Toulouse; guide du touriste et de l'archéologue (agréable à lire et instructif). *A. M.*, 1925, 256.
- Carton (Raoul)**. Roger Bacon (trois études sur l'Expérience physique, l'Expérience mystique, la Synthèse doctrinale de Roger Bacon. « Admirable travail » où Bacon, dépouillé de son auréole scientifique, nous apparaît comme profondément « imbu des croyances, des idées, des superstitions de son temps »). *R. H. R.*, 1925, 98.
- Casas (Enrique)**. La covada y el origen del totemismo. *R. A.*, XXII, 181.
- Castelli (général de)**. Le 8^e corps en Lorraine, août-octobre 1914 (contribution de toute première valeur à l'histoire de la guerre). *Pol.*, 1925, 185.
- Cavaignac (Eug.)**. Population et capital dans le monde méditerranéen antique. *J. S.*, 1925, 223.
- Chalandon (Ferdinand)**. Histoire de la première croisade jusqu'à l'élection de Godefroi de Bouillon (Delaborde: esquisse d'un livre inachevé dont profiteront seulement les lecteurs déjà familiers avec les choses de la Croisade). *J. S.*, 1925, 193; *R. H. R.*, 1925, 193 (fragment précieux pour les études sur l'Orient latin).
- Challoner (Richard)**. Memoirs of missionary priests (nouvelle édition par le P. Pollard, avec une bonne introduction). *A. Boll.*, 1925, 461.
- Charles-Roux (François)**. L'Angleterre et l'expédition française en Égypte. *M. Fr.*, CLXXXIII, 842; *R. H. Dipl.*, 1925, 467.
- Charpentier (Octave)**. A travers le quartier latin. *Pol.*, 1925, 217.

- Chesterton (G. K.)*. St Francis of Assisi. *R. d. M.*, 1925, 1^{er} novembre.
- Clouzot (Étienne)*. Pouillés des provinces d'Aix, d'Arles et d'Embrun (instrument de travail à peu près parfait sur la géographie historique de l'ancienne Provence). *A. M.*, 1925, 264; *R. H. D.*, 1925, 483.
- Colas (Louis)*. La tombe basque (A. Vincent : ouvrage monumental, indispensable aux euskarisants). *R. Q. H.*, 1925, 423.
- Collard (Paul)*. Cambodge et Cambodgiens ; métamorphose du royaume khmêr par une méthode française de protectorat. *R. H. Col.*, 1925, 455.
- Collignon (Albert)*. Reliquiae (notice sur M. Collignon, avec une bibliographie et quatre études inédites). *R. C.*, 1925, 331.
- Commynes (Philippe de)*. Mémoires ; publ. par J. Calmette. *R. P.*, 1925, 15 novembre.
- Coptic studies. *Times*, 1925, II, 696.
- Corso (Raffaele)*. Il folklore italiano. *M. Fr.*, CLXXXIII, 793.
- Cortés (Narciso Alonso)*. El teatro en Valladolid (documente abondamment sur l'histoire de Valladolid et sur celle du théâtre espagnol en général). *B. H.*, 1925, 363.
- Corti (Egon Caesar)*. Leopold I of Belgium ; secret pages of european history (tiré des sources les plus précieuses). *Nap.*, 1925, 276.
- Coxwell (C. Fillingham)*. Sileirian and other folk tales (énorme recueil de faits précieux pour l'ethnologie). *Times*, 1925, II, 664.
- Cyprien (saint)*. Correspondance. I, texte établi et traduit par le chanoine Bayard (Fliche : a notablement amélioré le texte des 81 lettres). *R. E. A.*, 1925, 362.
- Delaporte (L.)*. Mesopotamia ; the Babylonian and Assyrian civilization. *Times*, 1925, II, 684.
- Del Giudice (Pascuale)*. Storia del diritto italiano. I, par *Enrico Besta*, des origines au xv^e siècle ; II, par *P. Del Giudice*, du xv^e siècle jusqu'à nos jours (plein de faits et d'idées). *A. st. L.*, 1923, 200.
- Densusianu (Ovide)*. Pastoritul la Bascii din Soule (étude sur la vie pastorale des Basques de la Soule). *M. Fr.*, CLXXXIV, 211.
- Deslandres (P.)*. Voyage de Bougainville autour du monde, 1766-1769. *R. Q. H.*, 1925, 498.
- Dibelius (Dr Martin)*. Der Hirt des Hermas. *R. C.*, 1925, 325.
- Dölger (Franz)*. Corpus der griechischen Urkunden des Mittelalters und der neueren Zeit. 1^{re} série : Regesten (travail confus, mais indispensable). *A. Boll.*, 1925, 393.
- Donati (Lamberto)*. Santa Caterina da Siena nelle stampe del' 400. *A. Boll.*, 1924, 454.
- Dufourcq (Albert)*. L'avenir du christianisme. 1^{re} partie : Histoire ancienne de l'Eglise (6^e édit. mise au courant ; riche bibliographie). *R. Ég. Fr.*, 1925, 528 ; *R. E. H.*, 1925, 408.
- Dupin (Pierre et Paul)*. Dom Jean de Watteville, abbé de Baume, maître des requêtes au Parlement de Dôle (Ém. Magne : dans cette biographie véridique, rien ne subsiste du meurtrier, du moine apostat, de l'aventurier). *M. Fr.*, CLXXXIV, 165.
- Du Plessis (comte J.)*. La vie héroïque de Jean du Plessis, commandant du « Dixmude ». *R. C.*, 1925, 336.
- Dyboski (Roman)*. Outlines of polish history. *H.*, 1925, 273.
- Ehrenberg (Hans)*. Östliches Christentum (beaucoup de fatras sur la pensée religieuse en Russie). *A. Boll.*, 1925, 461.
- Enlart (C.) et Roussel (Jules)*. Musée de sculpture comparée du Trocadéro, fasc. 1. *R. C.*, 1925, 355.
- Estrades*. Correspondance authentique de Godefroi, comte d'Estrades, de

- 1637-1660; publ. par *A. de Saint-Léger* et *L. Lemaire*. *R. Q. H.*, 1925, 500.
- Evans (Joan)*. Life in mediæval France. *R. Q. H.*, 1925, 497.
- Ewart (John S.)*. The roots and causes of the war, 1914-1918 (documentation copieuse, mais incomplète, l'auteur négligeant à peu près tous les livres qui n'ont pas été écrits ou traduits en anglais). *Times*, 1925, II, 746.
- Farinelli (Arturo)*. I Tedeschi nel giudizio degli Spagnuoli sino all' alba del romanticismo. *R. B. H. L.*, 1925, 479.
- Faÿ (Bernard)*. Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux États-Unis, 1770-1800. *R. Q. H.*, 1925, 487.
- Faye (Eugène de)*. Gnostiques et gnosticisme; étude critique des documents du gnosticisme chrétien aux *ii^e* et *iii^e* siècles. *R. Q. H.*, 1925, 489.
- Fliche (Augustin)*. Aigues-Mortes et Saint-Gilles. *R. Ég. Fr.*, 1925, 566.
- Fordham (Sir Herbert George)*. The evolution of the maps of the British Isles (conférence instructive sur la cartographie des comtés d'Angleterre avant la période scientifique). *R. B. H. L.*, 1925, 567.
- Fortescue (John)*. Wellington. *Times*, 1925, II, 763.
- Forster (C. W.)* et *Longley (T.)*. The Lincolnshire Domesday and the Lindsey Survey. *H.*, 1925, 251.
- Foster (Sir William)*. The english factories in India, 1665-1667 (c'est le t. XII d'une admirable collection). *Times*, 1925, II, 728.
- Frazer (James George)*. Les origines de la famille et du clan. *R. B. H. L.*, 1925, 491.
- Frenken (Goswin)*. Wunder und Taten der Heiligen (œuvre de vulgarisation déparée par un manque de critique à l'égard des légendes chrétiennes et de leur évolution). *A. Boll.*, 1925, 429.
- Frere (W. H.)*. Antiphonale Sarisburiense (fac-similé avec une bonne introduction). *Times*, 1925, II, 673.
- Frey (Max)*. Les transformations du vocabulaire français à l'époque de la Révolution (A. Mathiez : dictionnaire incomplet, non toujours exact ni pourvu des références indispensables). *A. H. R.*, 1925, 494.
- Frontinus*. The stratagems and the aqueducts of Rome; with an english translation by *Charles E. Bennett*; edited by *Mary Mac Elwain*. *Times*, 1925, II, 755; *R. C.*, 1925, 350.
- Gaiffe (Félix)*. L'envers d'un grand siècle. *R. C.*, 1925, 348.
- Gaudart (Edm.)*. Catalogue des mss. des anciennes archives de l'Inde française; t. II : Pondichéry, 1789-1815. *R. H. C.*, 1925, 453.
- Gavit (John Palmer)*. Opium (discute la question de l'opium à propos de la convention signée à La Haye en 1913). *Times*, 1925, II, 727.
- Geoffroy de Grandmaison*. L'Espagne et Napoléon. T. II. *R. H. Dipl.*, 1925, 458 (utilise la correspondance de La Forest; pour le reste, documentation incomplète et pas de bibliographie). *Nap.*, 1925, 271.
- Germiny (Marc de)*. Les brigandages maritimes de l'Angleterre. *R. H. D.*, 1925, 164 (livre d'un ardent polémiste que résume une simple phrase : les Anglais sont des marchands qui, pour leurs intérêts, traitent leurs alliés comme leurs ennemis). *R. H. Col.*, 1925, 459 (beaucoup de nouveau sur l'histoire de la marine et des colonies).
- Geyer (A. L.)*. Das wirtschaftliche System der niederländischen Ostindischen Kompagnie am Kap der Guten Hoffnung, 1785-1795. *R. B. H. L.*, 1925, 534.
- Geyl (P.)*. Willem IV en England 1748.

- E. H. R.*, 1925, 616 (montre que l'on a très exagéré la dépendance des Pays-Bas à l'égard de l'Angleterre pendant la première moitié du XVIII^e siècle). *Times*, 1925, II, 782.
- Ghellinck (J. de)*. Pour l'histoire du mot « sacramentum ». I. Les Antini-céens. *J. S.*, 1925, 227 (P. Monceaux : on ne saurait imaginer une enquête mieux conduite, plus complète, plus précise).
- Gilson (Étienne)*. Rabelais franciscain. *R. C.*, 1925, 330.
- Godchot* (colonel). En Danemark. Les Espagnols du marquis de La Romana, 1807-1808. *R. C.*, 1925, 352.
- Goguel (Maurice)*. Jésus de Nazareth (A. Loisy : copieuse réfutation de la thèse lancée par P.-L. Couchoud ; elle est plus que suffisante, mais elle montre aussi les lacunes et les multiples incertitudes de la tradition évangélique). *R. C.*, 1925, 343.
- Goldbacher (Al.)*. S. Aureli Augustini, Hipponiensis episcopi, epistulae. V : Praefatio editoris et indices. *B. Duc.*, 1924, 250.
- Gompers (Samuel)*. Seventy years of life and labour (autobiographie d'un des chefs du parti socialiste aux États-Unis). *Times*, 1925, II, 663.
- Gooch (G. P.)*. The later correspondence of Lord John Russell, 1840-1878. *Times*, 1925, II, 682.
- Grabmann (Mgr Martin)*. La Somme théologique de saint Thomas d'Aquin ; introduction historique et pratique. *Pol.*, 1925, 195.
- Gradenwitz (Otto)*. Heidelberger Index zum Theodosianus (très utile, mais encombré de renvois superflus). *A. Boll.*, 1925, 397.
- Graf (G.)*. Ein Reformversuch innerhalb der koptischen Kirchen im XII. Jahrh. (n'a interrogé que les canonistes et omet les Vies des Pères du désert). *A. Boll.*, 1925, 439.
- Graham (W. A.)*. Siam (L. Finot : très au courant pour tout ce qui touche à la partie administrative, économique et sociale, ce manuel est insuffisant pour l'ethnographie, l'histoire et l'archéologie). *B. E. O.*, 1924, 596.
- Grandclaude (Maurice)*. Étude critique sur les livres des Assises de Jérusalem. *R. B. H. L.*, 1925, 520.
- Grasset (A.)*. La guerre en action : Vinton (récit très minutieux de la bataille du 22 août 1914). *M. Fr.*, CLXXXIV, 268.
- Gray (Arthur)*. The town of Cambridge, a history (très bonne étude sur la formation de la ville). *Times*, 1925, II, 822.
- Greiling (Richard)*. La campagne « innocentiste » en Allemagne et le traité de Versailles. *Pol.*, 1925, 193.
- Grenier (Albert)*. Le génie romain dans la religion, la pensée et l'art. *M. Fr.*, CLXXXIII, 770 ; *R. E. A.*, 1925, 347.
- Grosdidier de Matons (Marcel)*. Le comté de Bar, 950-1301, et Catalogue des actes des comtes de Bar, 1022-1239. *R. B. H. L.*, 1925, 513.
- Groslier (George)*. Angkor et Sur les origines de l'art khmèr. *B. E. O.*, 1924, 581, 583.
- Gruchy (G.-F.-B. de), Marett (R.) et Nicolle (E.-T.)*. Cartulaire des Iles normandes (la plupart des chartes sont du XI^e et du XII^e siècle ; fac-similés, sceaux ; de menues erreurs). *E. H. R.*, 1925, 594.
- Guerrini (Paolo)*. I santi martiri Faustino e Giovita (bonne étude critique). *A. st. L.*, 1923, 485.
- Guia de Portugal, t. I* (Bataillon : bréviaire et itinéraire du Portugais amoureux de son pays ; œuvre très noble d'éducation nationale). *B. H.*, 1925, 374.
- Guichen (vicomte de)*. Les grandes questions européennes et la diplomatie des puissances. I, octobre 1847-1^{er} mai 1850. *Pol.*, 1925, 215.
- Gwynn (Denis)*. Reminiscences of a

- Maynooth professor, by *Walter Mac Donald* (souvenirs d'un professeur catholique, mais d'esprit libre, dont les livres d'histoire religieuse ont été condamnés à Rome). *Times*, 1925, II, 709.
- Haas (Hans)*. Bilderatlas zur Religionsgeschichte (complément graphique indispensable à tout enseignement des religions). *R. H. R.*, 1925, 120.
- Halphen (Louis)*. Éginhard. *R. P.*, 1925, 15 novembre.
- Hanotaux (Gabriel)*. Histoire de la fondation de la Troisième République. I-II : Le gouvernement de Monsieur Thiers. *R. Q. H.*, 1925, 506.
- Histoire de la Nation française. XV, 2 : Philosophie, par *René Lote*. *R. Ég. Fr.*, 1925, 553.
- Hansen (Holger)*. Kabinetstyrelsen i Danmark, 1768-1772 (énorme compilation où sont réunis 2,120 « ordres de cabinet », dont la plus grande partie appartient au temps de Struensee). *E. H. R.*, 1925, 622.
- Hanslik, Kohn, Klauber, Lehmann-Haupt*. Einleitung und Geschichte des alten Orients. *Times*, 1925, II, 784.
- Hardy (G. Gathorne)*. Norway. *Times*, 1925, II, 764.
- Harlow (V. T.)*. Colonising expeditions to the West Indies and Guiana, 1623-1667 (précieux recueil de récits contemporains publ. par la Hakluyt Society). *Times*, 1925, II, 668.
- Hendrick (Burton J.)*. The life and letters of Walter H. Page, vol. III (grande importance des lettres écrites au Prés. Wilson par Page, ambassadeur à Londres). *Times*, 1925, II, 820.
- Hessel (Alfred)* et *Krebs (Manfred)*. Regesten der Bischöfe von Strassburg (854 numéros pour les années 1202-1260). *A. Boll.*, 1925, 396.
- Hirschauer (Charles)*. Les États d'Artois, 1340-1640 (ce travail épuise la question). *R. B. H. L.*, 1925, 522.
- Historical mss. Commission. Report on the mss. of the duke of Portland preserved at Welbeck abbey. Vol. IX. *E. H. R.*, 1925, 609.
- Hoeg (Carsten)*. Les Saracatsans, tribu nomade grecque, t. I. *M. Fr.*, CLXXXIV, 240.
- Hollier (abbé Émile)*. Histoire de l'abbaye de Gigan (au diocèse de Maguelone-Montpellier). *R. Ég. Fr.*, 1925, 570.
- Holmes (Edmond)*. The albigensian and catharist heresy (bref plaidoyer en faveur de la tolérance). *Times*, 1925, II, 788.
- Homo (Léon)*. L'Italie primitive et les débuts de l'impérialisme romain. — *Du même*. L'Empire romain. *M. Fr.*, CLXXXIII, 768 ; *R. Q. H.*, 1925, 491 ; *R. E. H.*, 1925, 407.
- Hoomaert (Rodolphe)*. Sainte Thérèse écrivain. *B. H.*, 1925, 366.
- Hopfner (Th.)*. Fontes historiae religionis aegyptiacae. Pars V (contient les auteurs de l'époque byzantine depuis Justinien jusqu'au XIII^e siècle). *R. E. A.*, 1925, 341.
- Houth (Émile)*. Recueil des chartes de Saint-Nicaise de Meulan, prieuré de l'ordre du Bec. *R. Ég. Fr.*, 1925, 558.
- Huart (Clément)*. La Perse antique et la civilisation iranienne. *R. E. A.*, 1925, 337 ; *R. P.*, 1925, 1^{er} novembre.
- Huisman (G.)*. Pour comprendre les monuments de Paris. *R. C.*, 1925, 353.
- Huizinga (J.)*. Herbst im Mittelalter (étude les conceptions et les sentiments sur lesquels a vécu la société franco-flamande des XIV^e et XV^e siècles). *R. Ég. Fr.*, 1925, 533.
- Huss (Richard)*. Die Germanen und ihr Name (beaucoup d'utiles indications). *R. B. H. L.*, 1925, 481.
- Hyma (A.)*. The christian renaissance. A history of the « Devotio moderna » (livre intéressant sur Gérard de Groote et sur les Frères de la Vie commune). *A. Boll.*, 1925, 466.

- Institut d'estudis catalans, 1915-1922.
A. st. L., 1923, 243.
- Jacobsen (J. P.)*. Les Mânes; trad. du danois par *E. Philipot* (l'auteur n'a sur le culte des saints que des idées superficielles). *A. Boll.*, 1925, 399.
- James (Montague Rhodes)*. The apocryphal New Testament. *H.*, 1925, 249.
- Jannasch (Lilli)*. Les atrocités allemandes de la Grande Guerre. *R. Q. H.*, 1925, 504.
- Janse (Olov Robert)*. Le travail de l'or en Suède à l'époque mérovingienne (intéresse au plus haut point les archéologues et les historiens éconómistes). *R. B. H. L.*, 1925, 504.
- Jaray (Gabriel-Louis) et Hourticq (Louis)*. De Québec à Vancouver, à travers le Canada d'aujourd'hui. *R. Q. H.*, 1925, 503.
- Jeanneret de Beerski (P.)*. Angkor, ruins in Cambodia (œuvre d'un dilettante qui n'est ni érudit, ni bon dessinateur, ni écrivain). *B. E. O.*, 1924, 583.
- Jéquier (Gustave)*. Histoire de la civilisation égyptienne, des origines à la conquête d'Alexandre (excellent livre de vulgarisation). *R. B. H. L.*, 1925, 493.
- Jeudvine (J. W.)*. Religion, commerce, liberty, 1683-1793 (l'auteurs'applique à renverser les idées qu'on s'était faites sur Georges III et sa politique). *Times*, 1925, II, 1925.
- Jeuné (M.-R.)*. Une mystique dominicaine. La vénérable Agnès de Lan-geac, 1602-1634. *R. Ég. Fr.*, 1925, 566.
- Jobbé-Duval (Émile)*. Les idées primitives dans la Bretagne contemporaine. *M. Fr.*, CLXXXIII, 791.
- Les morts malfaisants. *Pol*, 1925, 208.
- Johansen (P.)*. Phidias and the Parthenon sculptures. *Times*, 1925, II, 717.
- Johnson (A. F.)*. Francisci Petrarchae epistolae selectae (érudition précise et puisée aux meilleures sources). *R. C.*, 1925, 332.
- Journal of the Commissioners for trade and plantations, 1708-1718. *E. H. R.*, 1925, 615.
- Jullian (Camille)*. La valeur morale de l'histoire. *M. Fr.*, CLXXXIII, 788.
- Jusselin (Maurice)*. Histoire des livres liturgiques de la cathédrale de Chartres au xvi^e siècle. *A. Boll.*, 1925, 441.
- Kehr (Paulus F.)*. Regesta pontificum romanorum. Italia pontificia. VII : Venetia et Istria (2^e partie se rapportant à la province de Grado et à l'Istrie). *A. Boll.*, 1925, 395.
- Kekelidze (Cornelius)*. Monumenta hagiographica Georgica. I : Keimena (les anciens traducteurs géorgiens désignaient par le nom de Keimena les textes hagiographiques qu'ils croyaient avoir servi de canevas à Métaphraste et autres remanieurs). *A. Boll.*, 1925, 380.
- Kienast (Walther)*. Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich. I. *E. H. R.*, 1925, 595.
- Kirsch (J. Peter)*. Der stadtrömische christliche Festkalender im Altertum (indispensable à l'étude critique des martyrs romains). *R. A.*, 1925, 187.
- La Brière (Yves de)*. Les grands impérialismes contemporains. *R. Q. H.*, 1925, 503.
- Lacger (Louis de)*. Gaillac en Albigeois, son évolution historique (impartial; bonne bibliographie). *A. M.*, 1925, 220.
- Lachèvre (Frédéric)*. Les derniers libertins. *Times*, 1925, II, 690; *R. Ég. Fr.*, 1925, 561.
- Ladell (A. R.)*. Richard Baxter. *H.*, 1925, 263.
- La Mantia (G.)*. La Sicilia e il suo dominio nell' Africa settentrionale, xi-xvi sec. *R. H. D.*, 1925, 486.
- Langlois (Marcel)*. Le Journal du mi-

- nistre Chamillard (l'hypothèse de l'attribution à Chamillard est très soutenable). *R. E. H.*, 1925, 411.
- La orden de Santa Teresa; la Fundación de la Propaganda fide y las Misiones carmelitanas. *B. H.*, 1925, 379.
- Laporte (J.). La doctrine de Port-Royal. *R. H. R.*, 1925, 107.
- Latouche (R.). Comptes consulaires de Saint-Antonin du xiv^e siècle. *A. M.*, 1925, 258.
- La Vallée-Poussin (L. de). Indo-Européens et Indo-Iraniens. L'Inde jusque vers 300 av. J.-C. (L. Finot : rendra les plus grands services). *B. E. O.*, 1924, 601.
- Lavaud (L.). Saint Thomas « guide des études »; notes et commentaires sur l'encyclique « Studiorum ducem ». *Pol.*, 1925, 196.
- Lefebvre des Noëttes. La force motrice à travers les âges. *R. E. H.*, 1925, 408.
- Leib (Bernard). Rome, Kiev et Byzance à la fin du xi^e siècle. Rapports religieux des Latins et des Gréco-Russes, 1088-1099 (on relève beaucoup de lacunes dans la bibliographie). *A. Boll.*, 1925, 435.
- Leicht (P.). Ricerche sul diritto privato nei documenti pre-irneriani (montre comment le droit romain est parvenu peu à peu à maintenir ses formulaires et à étouffer la pratique barbare). *R. H. D.*, 1925, 475.
- Lemoine (Henri). Manuel d'histoire de Paris. *M. Fr.*, CLXXXIII, 816.
- Lethaby (W. R.). Westminster abbey re-examined. *Times*, 1925, II, 829.
- Lodge (Sir Oliver). L'évolution biologique et spirituelle de l'homme; trad. fr. *M. Fr.*, CLXXXIV, 225.
- Lods (A.). Jean Astruc et la critique biblique au xviii^e siècle. *R. C.*, 1925, 368.
- Loisy (Alfred). L'évangile selon Luc. *Times*, 1925, II, 666.
- Longnon (Auguste). La formation de l'unité française. *R. B. H. L.*, 1925, 506.
- Loofs (Friedrich). Paulus von Samosata. *A. Boll.*, 1925, 406.
- Luppé (comte de). Les jeunes filles à la fin du xviii^e siècle. *R. C.*, 1925, 372; *R. Ég. Fr.*, 1925, 543.
- Lettres de Geneviève de Malbois-sière à Adélaïde Miéland, 1761-1766. *R. C.*, 1925, 372.
- Lettres inédites du marquis de Custine au marquis de La Grange. *R. E. H.*, 1925, 412.
- Lux (Colomanno). La Reggia di Budanell' epoca del re Mattia Corvino. *Pol.*, 1925, 212.
- Luzio (Alessandro). L'archivio Gonzaga di Mantova. II : La corrispondenza familiare, amministrativa e diplomatica (très important). *A. st. L.*, 1924, 235.
- Mackinnon (James). Luther and the Reformation. I, 1517. *Times*, 1925, II, 824.
- Macri (Christo M.). L'organisation de l'économie urbaine dans Byzance, 867-1057 (trop de considérations générales). *R. C.*, 1925, 370.
- Manaresi (Cesare). L'originale del diploma 231 di Ottone II (diplôme du 14 octobre 980 pour l'église de Reggio). *A. st. L.*, 1923, 199.
- Mannix (Mary Dolorosa). Sancti Ambrosii oratio de obitu Theodosii (texte, traduction en anglais et commentaire suffisant). *A. Boll.*, 1925, 414.
- Mansion (J.). Out-Gentsche Naamkunde (travail de premier ordre). *R. B. P. H.*, 1925, 485.
- Mansuy (H.). Contribution à l'étude de la préhistoire de l'Indo-Chine. *R. A.*, 1925, 189.
- Marchal (Joseph). Études sur la psychologie des mystiques. I. *R. Ég. Fr.*, 1925, 562.
- Martin (Kingsley). The triumph of Lord Palmerston; a study of public

- opinion in England before the Crimean war. *H.*, 1925, 271.
- Masaryk (T. G.)**. Die Welt-Revolution. Erinnerungen und Betrachtungen. *Times*, 1925, II, 746.
- Mathieu (G.)**. Les idées politiques d'Isocrate (solide étude sur la période de transition entre la Grèce classique et la Grèce hellénistique). *R. E. A.*, 1925, 342; *R. Q. H.*, 1925, 495.
- Mathews (A. G.)**. The congregational churches of Staffordshire. *H.*, 1925, 263.
- Maurice (Sir F.) et Arthur (Sir George)**. The life of Lord Wolseley. *E. H. R.*, 1925, 629.
- Maze (Jean)**. L'anthologie des défaïstistes (Romain Roland, le Complot judéo-bolchevik, la conférence de Genève imaginée par Lloyd George, etc.). *R. Q. H.*, 1925, 516.
- Mejer (Wolfgang)**. Bibliographie der Buchbindereiliteratur. *Pol.*, 1925, 221.
- Meister (abbé L.)**. L'église et la paroisse Saint-Martin de Beauvais aux xv^e et xvi^e siècles. *R. Ég. Fr.*, 1925, 574.
- Mélanges offerts à M. Gustave Schlumberger à l'occasion du 80^e anniversaire de sa naissance. *J. S.*, 1925, 228.
- Michel (Édouard)**. Abbayes et monastères de Belgique. Leur importance et leur rôle dans le développement du pays (précis clair et substantiel). *A. Boll.*, 1925, 445.
- [**Mills (Miss)**]. The Pipe roll for 1295; survey membrane (Crump : modèle d'édition critique). *E. H. R.*, 1925, 604.
- Monet (P.)**. Français et Annamites (reproche aux coloniaux de s'occuper uniquement de leurs affaires et de refuser aux Annamites les libertés élémentaires). *M. Fr.*, CLXXXIV, 223.
- Montet (Édouard)**. Mahomet, le Coran (traduction partielle qui unit l'exactitude à l'élégance). *Pol.*, 1925, 197.
- Montet (P.)**. Les scènes de la vie privée dans les tombeaux égyptiens de l'Ancien Empire. *R. E. A.*, 1925, 339; *R. A.*, 1925, 185.
- Mordtmann (A. D.)**. Anatolien. Skizzen und Reisebriefe (l'auteur a recueilli tous les restes du passé chrétien des villes d'Anatolie). *A. Boll.*, 1925, 391.
- Moreland (W. H.) et Geyl**. Jehangir's India (Jehangir est le fils d'Akbar, empereur mongol de l'Inde; une relation sur l'Inde de son temps a été écrite par Francisco Pelsaert, agent de la Compagnie hollandaise des Indes orientales après un séjour de sept années dans ce pays, 1618-1625. C'est ce rapport dont la traduction par Moreland a été revue de près par le prof. Geyl). *Times*, 1925, II, 684.
- Morris (captain Joseph)**. The german air raids on Great Britain, 1914-1918. *Times*, 1925, II, 763.
- Mouton (L.)**. Le duc et le roi : d'Épernon, Henri IV, Louis XIII (on lit cette biographie comme un roman qui serait « arrivé »). *A. M.*, 1925, 226.
- Muir (Dorothy)**. A history of Milan under the Visconti (écrit pour le grand public). *A. st. L.*, 1924, 440.
- Müller (K.)**. Kirchengeschichte. I Bd. 2^e Aufl. (A. Loisy : excellent manuel). *R. C.*, 1925, 348.
- Munch**. Lærde brev fraa og til P. A. Munch (t. I de la correspondance du célèbre historien norvégien). *E. H. R.*, 1925, 644.
- Murray (Robert H.)**. Science and Scientists in the XIXth cent. *Times*, 1925, II, 766.
- Needham (Joseph)**. Science, religion and reality. *Times*, 1925, II, 748.
- Nemours (colonel)**. Histoire militaire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue. I : La campagne de Leclerc contre Toussaint Louverture. *R. H. Col.*, 1925, 461.

- Nerman (Birger)*. Die Herkunft und die frühesten Auswanderungen der Germanen (C. Jullian : efforts heureux pour retrouver dans les noms actuels des « gaue » le berceau primitif des différents groupes germaniques). *R. E. A.*, 1925, 349.
- Nève (Joseph)*. Sermons choisis de Michel Menot. *R. B. P. H.*, 1925, 455.
- Nguyễn-an-ninh*. La France en Indo-Chine (l'auteur, oubliant que son pays doit à la France la paix dont il jouit, l'accuse d'avoir asservi ce qu'il appelle la démocratie annamite). *M. Fr.*, CLXXXIV, 219.
- Nicolas II et les grands-ducs (recueil de lettres écrites pendant la Grande Guerre). *M. Fr.*, CLXXXIII, 830.
- Novak (K. F.)*. Les dessous de la défaite (détails fort intéressants sur les négociations de Brest-Litowsk). *R. H. Dipl.*, 1925, 465.
- O'Connor (Sir James)*. History of Ireland, 1798-1924 (intéressantes considérations par un Irlandais, catholique et nationaliste fervent, qui a été juge d'appel en Irlande et qui écrit à Londres au-dessus de la mêlée). *Times*, 1925, II, 818.
- Ogg (David)*. Europe in the XVII cent. (utile, mais incomplet; des jugements risqués; une excellente bibliographie). *H.*, 1925, 262 (l'auteur a mal compris l'histoire des relations internationales); *E. H. R.*, 1925, 611.
- Oltumare (Paul)*. Histoire des idées théosophiques dans l'Inde, t. II (traite de la théosophie bouddhique étudiée dans ses sources). *B. E. O.*, 1924, 600.
- Oman (C. W. C.)*. A history of the art of war in the middle ages (nouvelle édition refaite et continuée jusqu'à la fin du xv^e siècle; mais elle n'est pas exempte d'erreurs de détail ni de jugements précipités). *H.*, 1925, 256.
- Omond (G. W. T.)*. Belgium and Luxemburg (a compris le rôle de la Belgique dans la politique européenne). *R. B. P. H.*, 1925, 541.
- Ormesson (Wladimir d')*. La première mission officielle de la France aux États-Unis (ambassade de Conrad-Alexandre Gérard, 1778-1779). *H.*, 1925, 278.
- Portraits d'hier et d'aujourd'hui (parle d'Olivier Le Fèvre d'Ormesson, de Delcassé, de Lyautey). *R. H. Dipl.*, 1925, 454.
- Ortega y Gasset (José)*. Los Atlantidas (étude sur les civilisations disparues dont les découvertes archéologiques et les explorations ethnographiques ont révélé l'existence). *M. Fr.*, CLXXXIV, 209.
- Otto (Walter)*. Kulturgeschichte des Altertums. *R. C.*, 1925, 371.
- Page (William)*. The Victoria history of the county of Buckingham, t. III. *Times*, 1925, II, 691.
- Pansier (D^r P.)*. Histoire du livre et de l'imprimerie à Avignon du xiv^e au xvi^e siècle. *A. M.*, 1925, 260.
- Par i Tusquets (A.)*. Notes linguistiques i d'estil sobre les inscriptions i cartes de Catalunya anteriores al segle xiv. *B. Duc.*, 1924, 257.
- Parisot (R.)*. Histoire de Lorraine. T. III : 1789-1919. *R. B. P. H.*, 1925, 538.
- Parra-Pérez (C.)*. Miranda et la Révolution française (luxueux ouvrage édité aux frais du gouvernement vénézuélien par un diplomate tenu de louer autant que possible son héros). *Pol.*, 1925, 213.
- Parry (Edward Abbott)*. The Overbury mystery (étude originale sur une cause célèbre du temps de Jacques I^{er}). *Times*, 1925, II, 748.
- Parsons (Sister Wilfred)*. A study of the vocabulary and rhetoric of the letters of Saint Augustine (J. H. Baxter ajoute de nombreuses corrections et additions). *B. Duc.*, 1924, 251.
- Paruk (D. J.)*. Sāsānian coins (traité

- vraiment scientifique de la numismatique sassanide). *R. A.*, 1925, 184.
- Pasolini (Guido)*. Carteggio tra Mario Minghetti e Giuseppe Pasolini. I, 1846-1854. *R. B. H. L.*, 1925, 543.
- Peers (E. Allison)*. Spanish mysticism. *B. H.*, 1925, 367.
- Fépin (Eugène)*. Chinon. *R. Ég. Fr.*, 1925, 565.
- Pereyra (Carlos)*. Historia de America española (utile manuel). *Times*, 1925, II, 812.
- Perrier (Joseph-Louis)*. Bertran de Born patriot and his place in Dante's Inferno (J. Anglade : il y eut un patriotisme méridional pendant le moyen âge ; distinct du patriotisme français, qui a consisté jusqu'à la Révolution dans l'attachement au roi. L'auteur revient aux idées d'A. Thierry, qui voyait en Bertrand de Born l'incarnation vivante du patriotisme méridional). *A. M.*, 1925, 262.
- Petrie (W. M. Flinders)*. The revolutions of civilisations. *R. A.*, 1925, 180.
- Pidal (R. Menéndez)*. Poesia juglaresca y juglares (G. Cirot : vue d'ensemble, concrète et vivante, de la culture espagnole, étudiée dans l'œuvre des jongleurs). *B. H.*, 1925, 350.
- Pierre (A.)*. Journal intime de Nicolas II ; traduction, notes et commentaires. *R. C.*, 1925, 363.
- Pinard de La Boullaye (H.)*, S. J. L'étude comparée des religions. II : Ses méthodes (grande érudition bibliographique). *R. H. R.*, 1925, 118.
- Piou (Jacques)*. Le comte Albert de Mun (c'est en réalité une histoire parlementaire de la Troisième République). *R. E. H.*, 1925, 415.
- Pirou (Gaétan)*. Les doctrines économiques en France depuis 1870. *A. M.*, 1925, 247.
- Poète (Marcel)*. Paris ; la vie et son cadre. *Pol.*, 1925, 216.
- Pons (abbé P.)*. Souillac et ses environs. *A. M.*, 1925, 263.
- Popoff (Georges)*. Sous l'étoile des Soviets. *Pol.*, 1925, 220.
- Portal (Ch.)*. Dictionnaire des artistes et ouvriers d'art du Tarn, du xiii^e au xx^e siècle. *R. Ég. Fr.*, 1925, 573.
- Pourrat (P.)*. La spiritualité chrétienne. T. I, 4 : De la Renaissance au Jansénisme (labeur considérable ; l'auteur aurait eu intérêt à tenir compte des ouvrages de L. Cristiani pour rendre à Luther la justice qui lui est due). *R. Ég. Fr.*, 1925, 537.
- Powicke (F. J.)*. A life of the Rev. Richard Baxter. *H.*, 1925, 264.
- Preuschen (E.)*. Griechisch-deutsches Wörterbuch zu den Schriften des Neuen Testaments. 2^e édit. par W. Bauer (A. Loisy : importante contribution à l'exégèse du Nouveau Testament). *R. C.*, 1925, 347.
- Prijatelj (Joan)*. La langue slovène sous Napoléon (organisation par Marmont de l'instruction publique en Illyrie). *Nap.*, 1925, 269.
- Puech (Jules-L.)*. La vie et l'œuvre de Flora Tristan (thèse de doctorat de plus de 500 p. par une Péruvienne sur un ancêtre du féminisme et de l'Internationale ouvrière). *Rév.* 48, 1925, 569.
- Pugliese (S.)*. Condizioni economiche e finanziarie della Lombardia nella prima metà del sec. XVIII. *A. st. L.*, 1924, 420.
- Quazza (R.)*. L'elezione di Urbano VII nelle relazioni dei diplomatici Mantovani ; — *du même*, Margherita di Savoia, duchessa di Mantova alla corte paterna. *A. st. L.*, 1925, 487.
- Quentin (dom Henri)*. Notice historique sur l'abbaye de Solesmes. *R. Ég. Fr.*, 1925, 571.
- Ramsay (Miss A. W.)*. Idealism and foreign policy ; a study of the relations of Great Britain with Germany and France, 1860-1878 (critique assez acerbe de la politique extérieure de

- la Grande-Bretagne). *Times*, 1925, II, 780.
- Raymond (E. T.)**. Disraeli, the alien patriot (analyse pénétrante du caractère du célèbre homme d'État). *Times*, 1925, II, 729.
- Rees (T. Mardy)**. A history of the Quakers in Wales and their emigration to North America. *Times*, 1925, II, 685.
- (**William**). South Wales and the March, 1284-1415; a social and agrarian study (compte-rendu à retenir de J. G. Edwards). *E. H. R.*, 1925, 601.
- Reinach (S.)**. Monuments nouveaux de l'art antique, t. I. *R. Q. H.*, 1925, 496.
- (**Théodore**). L'empereur Claude et les Juifs (d'après la lettre de Claude à la ville d'Alexandrie). *R. H. R.*, 1925, 128.
- Renard (Edmond)**. Le cardinal Mathieu. *A. M.*, 1925, 247; *R. Ég. Fr.*, 1925, 551.
- Renauld (Ernest)**. 1914-1919. Histoire populaire de la guerre, t. III. *R. C.*, 1925, II, 353.
- Renouvin (Pierre)**. Les origines immédiates de la guerre, 28 juin-4 août 1914. *R. Q. H.*, 1925, 505; *Pol.*, 1925, 184.
- Report on the mss. of earl Bathurst preserved at Cirencester Park. *H.*, 1925, 269.
- Richter (Gisela M. A.)**. The craft of athenian pottery. *R. A.*, 1925, 126.
- Riva (Giuseppe)**. Dame e sponsali nel quattrocento Monzese; contributo alla storia del costume. *A. st. L.*, 1923, 204.
- Roget (R.)**. Le Maroc chez les auteurs anciens. *R. E. A.*, 1925, 351.
- Roth (Cecil)**. The late Florentine republic. *Times*, 1925, II, 689.
- Rougier (Louis)**. La scolastique et le thomisme (A. Loisy : œuvre originale et savante, mais pourquoi parler de miracle grec?). *R. C.*, 1925, 317; (Alphandéry : c'est la première critique intrinsèque de la synthèse scolastique). *R. H. R.*, 1925, 111.
- Roure (Lucien)**. Au pays de l'occultisme (établit la filiation des sectes occultes depuis l'antiquité). *R. Ég. Fr.*, 1925, 563.
- Rovira i Virgili (A.)**. Historia nacional de Catalunya, t. I et II (J. Calmette : ouvrage considérable ; appareil critique étendu et au courant. Quelques réserves sur la conquête carolingienne de la Marche d'Espagne). *A. M.*, 1925, 216.
- Sainsbury (Miss E. M.)**. Calendar of the court minutes of the East India Company, 1664-1667 (beaucoup de détails d'un intérêt restreint). *E. H. R.*, 1925, 633.
- Salter (H. E.)**. Snappe's formulary and other records (intéressant pour l'histoire de l'Université d'Oxford). *E. H. R.*, 1925, 599.
- Salzman (Marcus)**. The chronicle of Ahimaaz (trad. anglaise d'une chronique importante pour l'histoire des Juifs dans l'Italie méridionale de 800 environ à 1054). *H.*, 1925, 255.
- Santi (Dr L. de)**. Les Minut, seigneurs du Castéra et de Pradère. *A. M.*, 1925, 268.
- Schneider (F.)**. Die Entstehung von Burg-und Landgemeinde in Italien. *E. H. R.*, 1925, 593.
- Schopp (J. W.) et Easterling (R. C.)**. The anglo-norman customal of Exeter. *H.*, 1925, 252.
- Schrader (Hans)**. Phidias (énorme et savant ouvrage où est discutée l'authenticité des œuvres attribuées à Phidias). *Times*, 1925, II, 717.
- Schultze (Victor)**. Altchristliche Städte und Landschaften. I. Konstantinopel, 324-450 (histoire de la capitale pendant les 125 premières années de son existence). *A. Boll.*, 1925, 390.
- Scott (Walter)**. Hermetica. Vol. II (commentaire des dix-huit traités du Corpus hermeticum. A. Puech critique

- la méthode de l'auteur et son audace, parfois cependant heureuse). *R. E. A.*, 1925, 352.
- Seltman (C. T.)*. Athens, its history and coinage before the Persian invasion. *H.*, 1925, 264.
- Sérgio (António)*. Antologia dos economistas portugueses. Secolo xvii. *B. H.*, 1925, 371.
- Sévéry (M. et M^{me} W. de)*. Madame de Corcelles et ses amis (d'après sa correspondance; curieuse pour la vie dans le canton de Vaud pendant la seconde moitié du xviii^e siècle). *R. E. H.*, 1925, 412.
- Sévestre (E.)*. Les problèmes religieux de la Révolution et de l'Empire en Normandie, 1787-1816. La constitution civile du clergé. *R. H. R.*, 1925, 124.
- Smith (Edward)*. Cuneiform texts from Cappadocian tablets in the British Museum (publie 74 tablettes importantes pour l'histoire du commerce en Asie Mineure pendant le 3^e millénaire av. J.-C.). *Times*, 1925, II, 756.
- (*Preserved*). Erasmus (J. Pannier signale des lacunes graves dans ce livre qui, d'ailleurs, doit retenir l'attention). *B. Prot.*, 1925, 375.
- Söderblom (N.)*. Manuel d'histoire des religions; édit. fr. par W. Corswant. *R. C.*, 1925, 365.
- Somervell (D. C.)*. Disraeli and Gladstone (simple esquisse). *Times*, 1925, II, 664.
- Soulgé*. Essai d'introduction à la publication des terriers foréziens. Le régime féodal et la propriété paysanne. *A. M.*, 1925, 268.
- Sparacio (Domenico Maria)*. S. Antonio di Padova (du remplissage et peu de critique). *A. Boll.*, 1925, 450.
- Spooner (D. B.)*. Archaeological Survey of India. Annual report, 1921-1922. *B. E. O.*, 1924, 610.
- Spurgeon (Caroline F. E.)*. Five hundred years of Chaucer criticism and allusion, 1387-1900. *Times*, 1925, II, 735.
- Stanley-Stone (A. C.)*. The worshipful company of turners of London. *E. H. R.*, 1925, 642.
- Steinberg (Sigfrid)*. Die Geschichtswissenschaft der Gegenwart in Selbstdarstellungen (biographie de sept historiens allemands; la plus notable est celle de H. Finke). *E. H. R.*, 1925, 646.
- Stoddard (Lothrop)*. Le flot montant des peuples de couleur contre la suprématie mondiale des Blancs. *M. Fr.*, CLXXXIII, 841.
- Strecker (Karl)*. Poetae latini aevi carolini. Supplementa (fin de cette belle publication). *A. Boll.*, 1925, 431.
- Sweetman (Edward)*. Australian constitutional development. *E. H. R.*, 1925, 624.
- Tawney (R. H.) et Power (Eileen)*. Tudor economic documents (1,200 pages de documents très utiles, mais bruts). *H.*, 1925, 259.
- Taylor (Alistair et Henrietta)*. Lord Fife and his factor; being the correspondence of James, second lord Fife, 1729-1809. *Times*, 1925, II, 823.
- Thomas (A. H.)*. Calendar of early Mayor's court rolls of the city of London, 1298-1307. *H.*, 1925, 253.
- Thompson (Miss Faith)*. The first century of Magna Carta (examine jusqu'à quel point la Grande Charte fut au xiii^e siècle regardée comme étant « la loi » du pays). *E. H. R.*, 1925, 597.
- Torelli (Pietro)*. Capitanato del popolo e vicariato imperiale come elementi costitutivi della signoria Bonaccoliano (xiii^e-xiv^e siècle). *A. st. L.*, 1924, 233.
- Tournès (colonel) et Berthemet (capitaine Henry)*. La bataille des Flandres, 9-30 avril 1918 (trad. et commentaire du Journal de marche et archives de la IV^e armée allemande, pris à l'ennemi). *Pol.*, 1925, 190.

- Valensia* (le P. *Albert*). Traité de droit naturel. *Pol.*, 1925, 197.
- Vigener (Fritz)*. Ketteler; ein deutsches Bischofsleben des XIX^{en} Jahrhunderts. *E. H. R.*, 1925, 627.
- Tracey (Herbert)*. The book of the Labour party; its history, growth, policy and leader. *Times*, 1925, II, 759.
- Trœltch (E.)*. Gesammelte Schriften, t. IV (A. Loisy: riche en idées originales et profondes). *R. C.*, 1925, 320.
- Tyler (Mason Whiting)*. The european powers and the Near East, 1875-1908 (étude soignée et impartiale par un professeur américain). *Times*, 1925, II, 707.
- Un Africain*. Manuel de politique musulmane (c'est-à-dire la politique que la France doit suivre à l'égard des Musulmans). *R. C.*, 1925, II, 341.
- Vâlet (René)*. L'Afrique du Nord devant le Parlement, 1828-1838, 1880-1881; étude d'histoire parlementaire et de politique coloniale. *R. C.*, 1925, 357.
- Valls-Taberner (F.)*. El problema de la formació dels « Usatges » de Barcelona (les « Usatici Barchinonae » sont composés de quatre parties rédigées à des époques variant de 1058 à 1068). *B. Duc.*, 1924, 257.
- Vaucher (Paul)*. Robert Walpole et la politique de Fleury (œuvre touffue où l'on se perd parfois dans le détail des négociations, mais qui apprend beaucoup; l'auteur suggère d'utiles réflexions sur le problème de l'alliance anglo-française). *R. H. Dipl.*, 1925, 471.
- Vaudon* (chanoine *Jean*). Histoire générale des Filles de Saint-Paul de Chartres (apprend beaucoup sur leur rôle à Cayenne, à l'île de France, à Bourbon, en Chine). *R. H. Col.*, 1925, 465.
- Vercier (Jean)*. La justice criminelle dans le département de l'Hérault pendant la Révolution, 1789-1800 (renseigne sur les institutions judiciaires et leur personnel; rien sur les jugements). *A. H. R.*, 1925, 497.
- Vidal (Auguste)*. La révolte des Albigeois contre Louis d'Amboise, 1491. *R. Ég. Fr.*, 1925, 573.
- Villat (Louis)*. La Corse de 1768 à 1789. *Nap.*, 1925, 265.
- Villey (Pierre)*. Les grands écrivains du XVI^e siècle. I: Marot et Rabelais (N. Weiss parle longuement de Marot, surtout comme traducteur du Psautier). *B. Prot.*, 1925, 3-65.
- Vingtrinier (Emmanuel)*. La Contre-Révolution, 1789-1791 (compte-rendu par L. Lévy-Schneider). *R. Ég. Fr.*, 1925, 545.
- Voigt (Karl)*. Die karolingische Klosterpolitik und der Niedergang des westfränkischen Königtums (avec un résumé de la politique des Carolingiens à l'égard des établissements religieux). *R. H. D.*, 1925, 473.
- (*Max*). Beiträge zur Geschichte der Visionenliteratur im Mittelalter. II (étudie la Visio Lazari et le voyage de s. Patrice au Purgatoire, ou « Visions du chevalier Georges de Hongrie » en 1353). *A. Boll.*, 1925, 425.
- Vries de Heekelingen (H. de)*. Genève pépinière du calvinisme hollandais. II: Correspondance des élèves de Th. de Bèze après leur départ de Genève. *B. Prot.*, 1925, 371.
- Correspondance de Bonaventura Vulcanius pendant son séjour à Cologne, Genève et Bâle, 1573-1577. *Ibid.*, 373.
- Waliszeszski (K.)*. La Russie il y a cent ans. Le règne d'Alexandre I^{er}. *R. E. H.*, 1925, 413.
- Walker (C. T. Harley)*. Discrimina peregrinationis (quatre essais sur Vitalis Norström, le libre catholicisme de l'avenir, miracle ou mystère, la révolution pacifiste). *R. C.*, 1925, 321.
- Wall (J. Charles)*. Pilgrimage (extraits des auteurs contemporains sur les

- vêtements, les usages, etc., des pélerins). *Times*, 1925, II, 758.
- Warren (*Whitney*). Montenegro, le crime de la Conférence de la paix (S. Reinach : la Serbie a mal agi envers le Monténégro, qu'elle s'est annexé en 1918 malgré les engagements pris envers ce petit pays). *R. C.*, 1925, II, 340.
- Watts (*P. Arthur*). Histoire des colonies anglaises aux Antilles, 1649-1660. — Nevis et Saint-Christophe, 1782-1784 (documents inédits tirés de la bibliothèque Bancroft de l'Université de Californie). *R. H. Col.*, 1925, 467, 468.
- Weill (*Georges*). Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle (A. Mathiez fait beaucoup de réserves). *A. H. R.*, 1925, 495.
- Wendung (die) im deutsch-englischen Verhältniss (c'est le t. XVII de la « Grosse Politik » publ. par le gouvernement allemand). *M. Fr.*, CLXXXIII, 837.
- Wessely (*Charles*). Les plus anciens monuments du christianisme écrits sur papyrus. *A. Boll.*, 1925, 377.
- Weymann (*Charles*). Une ville du moyen âge : Thann, légendes et histoires. *Pol.*, 1925, 210.
- Wiener (*H. W.*). Das Hauptproblem des Deuteronomiums. *R. C.*, 1925, 367.
- Early hebrew history and other studies. *R. C.*, 1925, 368.
- Whyte (*Frederic*). The life of W. T. Stead (bonne biographie d'un journaliste remarquable qui périt dans le torpillage du « Titanic »). *Times*, 1925, II, 670.
- Williamson (*R. W.*). The social and political systems of central Polynesia. *Times*, 1925, II, 817.
- Wolff (*Louis*). Le parlement de Provence au XVIII^e siècle. *R. H. D.*, 1925, 487.
- Woodruff (*C. E.*). Calendar of institutions by the chapter of Canterbury, sede vacante (XIII^e-XVI^e siècle). *E. H. R.*, 1925, 632.
- Ward (*A. W.*) et Gooch (*G. P.*). The Cambridge history of British foreign policy, 1783-1919, in three volumes. *Nap.*, 1925, 263.
- Young (*Filson*). A bord des croiseurs de bataille. *Pol.*, 1925, 187.
- Zielinski (*Th.*). La Sibylle ; trois essais sur la religion antique et le christianisme. *Pol.*, 1925, 196.

CHRONIQUE

France. — M. Eugène LELONG, professeur honoraire à l'École des chartes, est mort le 6 décembre 1925 à l'âge de soixante-dix-huit ans. On lui doit deux articles considérables sur les *Archives* et les *Bibliothèques* dans le Répertoire général alphabétique du droit français; mais son nom restera surtout attaché au recueil des *Lettres de Catherine de Médicis*, auquel il a contribué par des années de recherches, de travail consciencieux et utile. Érudit très laborieux, scrupuleux au point de ne rien vouloir publier qui ne lui parût parfait, il s'effaça volontairement derrière sa tâche quotidienne d'archiviste et de professeur. Ch. B.

— M. Pierre IMBART DE LA TOUR, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, est mort le 14 décembre, à l'âge de soixante-six ans. Ses thèses : *De ecclesiis rusticis aetate carolingica* et *les Élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XII^e siècle* (1891), lui avaient assigné une place éminente parmi les érudits laïques spécialisés dans l'étude de l'histoire religieuse.

— Le 1^{er} janvier est mort M. Auguste BRUTAILS, archiviste du département de la Gironde, juge au tribunal supérieur d'Andorre, membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres; il était né le 20 décembre 1859. On ne saurait résumer ici son œuvre scientifique, si variée et si personnelle, qui intéresse à la fois le droit, l'archéologie et l'histoire du moyen âge. Sa mort, qui n'a pas surpris ses amis, les a frappés au cœur.

— Dans la séance du 11 décembre 1925, l'Académie des inscriptions a élu M. MICHELON, conservateur du Louvre, en remplacement d'Élie Berger, et M. BRUNOT, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Paris, en remplacement de Th. Homolle. — Notre collaborateur Emmanuel RODOCANACHI a été élu membre libre de l'Académie des sciences morales et politiques.

— Au moment où l'*Année sociologique*, fondée en 1896 par le regretté Émile Durkheim, reparait par les soins de l'Institut français de sociologie, il convient de souligner ici l'excellent petit ouvrage de M. Marcel DÉAT, *Sociologie* (Paris, Félix Alcan, 1925, in-18, 100 p.; prix : 5 fr.). Les historiens pourront y puiser des réflexions et des suggestions utiles, s'ils estiment que leurs efforts valent de dépasser les immédiates constatations de la pure érudition. G. BN.

— Sous le titre *Albania* et sous la direction de M. Étienne REY paraît une Revue d'archéologie, d'histoire, d'art et des sciences appliquées en Albanie et dans les Balkans (chez Champion, 1^{re} année, 1925, in-4°). A la même librairie commence la publication d'une *Revue de l'Égypte ancienne*, qui fait suite au Recueil de travaux relatifs à la philologie et à l'archéologie égyptiennes et assyriennes fondé par G. Maspero. Les fascicules 1-2 du tome I viennent de paraître; il y aura quatre fascicules par volume (prix de l'abonnement pour chaque volume : 150 fr.). Enfin, la librairie Champion assure le dépôt exclusif, pour la France, de la revue américaine : *The art Bulletin*, revue trimestrielle publiée par le « College art Association of American » (prix de l'abonnement annuel : 5 dol.). Sept volumes ont déjà paru (prix : 35 dol.)

Le gérant : R. LISBONNE.

t
es
-
es
s,
le
sa

es
De
de
ni

nt
le
ait
is
es

fi-
or,
lo-
de

ille
de
lix
ré-
ser

vue
les
e la
aux
as-
ules
irie
The
an.
ol.)